

REPUBLIQUE DU NIGER

Ministère de l'Hydraulique
et de l'Environnement

Ministère des Mines
et de l'Energie

PROJET ENERGIE II - ENERGIE DOMESTIQUE
VOLET OFFRE

LES MARCHÉS RURAUX DU BOIS DE FEU AU NIGER
ET
L'AUTOGESTION LOCALE DES RESSOURCES NATURELLES

LA PROBLÉMATIQUE ET LES LEÇONS ACTUELLES DE L'EXPÉRIENCE

Assistance Technique

GROUPEMENT SEED - CIRAD-FORÊT

TABLE DES MATIERES

PRÉAMBULE	1
SIGLES ET ABRÉVIATIONS UTILISÉS	2
INTRODUCTION	3
PREMIÈRE PARTIE:	
L'ÉMERGENCE DE LA NÉCESSITÉ DE L'AUTOGESTION LOCALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU CONCEPT DE MARCHÉ RURAL DU BOIS-ÉNERGIE	7
Chapitre 1: Les sécheresses au Sahel et l'évolution des idées sur la gestion des ressources naturelles	8
1. Quelques repères de l'histoire des idées forestières au Niger	8
<i>L'ARBRE DU SULTAN ET L'ARBRE DU BLANC</i>	11
<i>LE BERGER PEUHL ET LE GARDE FORESTIER</i>	11
2. La longue maturation de la stratégie énergie domestique au Niger	12
Chapitre 2: Des premières coopératives forestières aux marchés ruraux villageois du bois-énergie: L'évolution des conceptions et des méthodes au Niger de 1985 à 1993	13
1. Méthodologie de mise en place et principes de fonctionnement des coopératives forestières	13
2. Les principaux résultats économiques et financiers des coopératives	14
3. Aspects techniques des aménagements sur les coopératives forestières	19
4. La prise en compte de l'Agriculture et de l'élevage sur les coopératives forestières	21
5. Les aspects organisationnels des coopératives	22
6. Le financement des opérations d'aménagements forestiers ruraux	23
7. Commercialisation, prix et fiscalité	24
8. Analyse comparative entre les coopératives forestières et les marchés ruraux de bois-énergie	26
DEUXIEME PARTIE:	
MARCHES RURAUX DU BOIS-ENERGIE, REFORME REGLEMENTAIRE, SYSTEME DE CONTROLE FORESTIER ET QUOTAS: LES QUATRE FONDEMENTS COMPLEMENTAIRES DE LA NOUVELLE POLITIQUE FORESTIERE ET DE LA STRATEGIE ENERGIE DOMESTIQUE	29
Chapitre 3: Les Marchés Ruraux, définition et objectifs	30
1. Définition des marchés ruraux	30
2. Les objectifs essentiels de la création des marchés ruraux au Niger	31
3. Typologie des marchés ruraux	32
4. La création de plusieurs centaines de marchés ruraux	35

Chapitre 4: La Nouvelle Politique Forestière Nigérienne et les objectifs de création des Marchés Ruraux	36
1. La Nouvelle Politique Forestière Nigérienne et la Stratégie Énergie Domestique	36
2. Transférer de l'Etat aux populations rurales la responsabilité de la gestion des ressources naturelles locales: transfert direct et immédiat et autonomie entière	37
3. Les marchés ruraux peuvent contribuer à la solution du problème foncier et sont un moyen pour les ruraux de reprendre le contrôle effectif et légitime des ressources ligneuses de leur terroir	38
4. Le regroupement des producteurs primaires doit leur permettre une meilleure valorisation de leur travail et par conséquent de l'arbre sur pied	38
5. Assurer aux ruraux des revenus réguliers par la vente de bois et contribuer à améliorer leur bien être et leurs conditions de vie	39
6. Inciter par les revenus de l'exploitation du bois-énergie les ruraux à une gestion conservatoire et durable des ressources naturelles locales	39
7. Permettre aux professionnels du commerce urbain du bois-énergie de s'approvisionner sans recourir à l'exploitation incontrôlée	39
Chapitre 5: L'autonomie et l'organisation des marchés ruraux	41
1. Un choix volontaire du village	41
2. Une structure aussi simple, souple, transparente, autonome et peu coûteuse que possible	42
3. Des textes juridiques rassurants et protecteurs pour assurer la légitimité de la gestion locale	42
4. La planification de l'extension des marchés ruraux et l'autonomie des ruraux: complémentarité et implications pour les procédures de création des marchés ruraux	43
Chapitre 6: Le Marché Rural, une structure commerciale préalable à l'aménagement agro ou sylvo-pastoral villageois	44
1. Le marché rural doit préexister à la mise en place de l'aménagement agro ou sylvo-pastoral villageois	44
2. Le marché rural: un mode de gestion conservatoire et soutenu de la ressource ligneuse là où l'aménagement agro ou sylvo-pastoral villageois n'est pas possible	44
Chapitre 7: L'action du Projet Energie II - Energie Domestique pour la création des Marchés Ruraux et la nécessaire cohérence méthodologique avec les autres actions	45
1. Une démarche inter-disciplinaire	45
2. Le choix du village comme unité de base	45
MARCHÉ RURAL VILLAGEOIS OU MARCHÉ RURAL INTER-VILLAGEOIS ?	47
3. Identité des espaces du marché rural et de l'aménagement agro ou sylvo-pastoral villageois: l'importance des limites foncières coutumières et des autorités locales coutumières de gestion des espaces et des ressources naturelles	48
Chapitre 8: Le marché rural, outil de mise en oeuvre du schéma directeur d'approvisionnement urbain en bois-énergie	49
1. La restructuration de l'exploitation primaire du bois-énergie	50
2. La réorientation spatiale des flux de bois-énergie	54

Chapitre 9: La réforme réglementaire un préalable nécessaire à l'émergence des marchés ruraux . . .	59
1. Défavoriser économiquement l'exploitation incontrôlée et orienter les professionnels vers les marchés ruraux	59
2. Redonner aux ruraux la légitimité de la gestion locale des ressources naturelles	61
3. Peser sur les prix à la production primaire pour inciter à une gestion durable des ressources ligneuses par une plus juste rémunération des populations rurales	63
Chapitre 10: Le contrôle forestier du trafic de bois-énergie: une nécessité vitale pour les marchés ruraux	64
1. Assurer la compétitivité économique des marchés ruraux face à l'exploitation incontrôlée	64
2. Le contrôle une demande préalable et explicite des ruraux dans la perspective de création des marchés ruraux	66
Chapitre 11: Le quota et le contrôle forestier des quantités exploitées et des flux	67
1. Les nouvelles tâches du service forestier	67
2. La fonction principale du quota: limiter les quantités exploitées à la possibilité de la ressource locale	68
3. Restreindre le contrôle forestier de l'exploitation à un suivi périodique à posteriori	68
4. Permettre la concentration des efforts de l'administration sur le contrôle du trafic	69
 TROISIEME PARTIE:	
DES CONCEPTS AUX RÉALITÉS DE TERRAIN, LA MÉTHODOLOGIE ET L'EXPÉRIENCE DE LA CRÉATION DE MULTIPLES MARCHÉS RURAUX AU NIGER	70
Chapitre 12: Les principes de la méthodologie générale de création des marchés ruraux	71
1. Changer structurellement les filières d'approvisionnement en bois; créer plusieurs centaines de marchés ruraux: quelques implications techniques et financières	71
2. L'autonomie des marchés ruraux villageois du bois-énergie et la nécessaire simplification des méthodes	72
Chapitre 13: La Campagne Nationale d'information relative à la création des marchés ruraux	74
1. La campagne nationale d'information: une nécessité pour expliquer la stratégie énergie domestique, la nouvelle réglementation et l'idée des marchés ruraux	74
2. La campagne nationale d'information doit ouvrir la perspective et la dynamique de création des marchés ruraux	75
3. La campagne nationale d'information est un préalable indispensable à la démarche de création des marchés ruraux	76
4. La campagne nationale d'information doit informer les ruraux sur la réforme réglementaire et fiscale et sur ses conséquences favorables pour eux	76
5. La campagne nationale d'information doit légitimer par l'intérêt des ruraux le renforcement du dispositif de contrôle	77
6. Le contenu de la campagne nationale d'information constitue la base du message de l'animation rurale	77
7. La campagne nationale d'information et l'information des commerçant-transporteurs	78
8. La campagne nationale d'information et l'information des consommateurs urbains	78
9. L'absence ou l'insuffisance de la campagne nationale d'information compromet l'efficacité de l'animation rurale	78

Chapitre 14: La procédure générale de création d'un marché rural et ses perspectives d'évolution . . .	79
1. L'initiative publique et le lancement de la dynamique de création des marchés ruraux . . .	79
2. Vers une dynamique autonome de création des marchés ruraux	80
3. Acteurs et procédures des différentes phases de la création des marchés ruraux	81

Chapitre 15: La séquence des travaux préliminaires à la création d'un ou plusieurs marchés ruraux dans une zone	85
1. L'identification des massifs forestiers prioritaires ou des zones à protéger	86

<i>RECONNAISSANCE DES ESPACES FORESTIERS VILLAGEOIS, ÉVALUATION DE LA POSSIBILITÉ D'EXPLOITATION ANNUELLE: ÉVOLUTIONS DES TECHNIQUES ET RÉDUCTION DES COÛTS ?</i>	<i>88</i>
---	-----------

2. L'identification des villages riverains et des voies d'accès	91
3. L'information préalable des autorités locales et régionales et la campagne locale d'information	91
4. La connaissance du milieu humain: l'enquête sociologique villageoise préalable	96
5. L'appréciation de l'adhésion de la population et le choix du site du marché rural	99
6. L'enregistrement administratif préalable et le choix des villages prioritaires pour la création des marchés ruraux	100

Chapitre 16: Le contrat de service tripartite et la séquence des travaux préparatoires à la création d'un marché rural villageois	101
---	-----

1. Le contrat de service tripartite pour la création d'un marché rural dans un village volontaire	101
2. Les "animateur-socio-opérateurs" des bureaux d'études locaux, chevilles ouvrières de la séquence des travaux préparatoires et de l'élaboration du dossier administratif d'établissement du marché rural	101

<i><u>L'ANIMATION RURALE À L'OCCASION DE LA CRÉATION DES MARCHÉS RURAUX</u></i>	<i>102</i>
---	------------

3. La séquence des travaux préparatoires et l'élaboration du dossier administratif d'établissement du marché rural	108
4. L'enquête "bûcherons"	108
5. L'importance déterminante d'une analyse solide des problèmes fonciers	110

<i><u>L'IMPORTANCE DES ACTIVITÉS PASTORALES, DES PROBLÈMES FONCIERS ET LA NÉCESSITÉ D'UNE CONCERTATION INTRA ET INTER-VILLAGEOISE</u></i>	<i>116</i>
---	------------

6. L'enquête foncière	120
7. La prise en compte des activités pastorales et "l'évaluation pastorale" préalable à la création du marché rural	121
8. Les propositions de délimitation de la forêt villageoise et de la détermination concertée du quota annuel d'exploitation du marché rural	130
9. La formation préliminaire des acteurs locaux.	132

<i><u>LES DOCUMENTS DE LA GESTION COMPTABLE ET COMMERCIALE DU MARCHÉ RURAL</u></i>	<i>136</i>
--	------------

10. Les choix organisationnels, la préparation des procédures et des formalités administratives de création du marché rural	138
---	-----

PRÉAMBULE

Ce document présente une synthèse provisoire au début de 1994 des travaux réalisés par le Projet Energie II - Composante Energie Domestique, Volet Offre (PE II / ED - VO) dans le cadre de la mise en application de la Stratégie énergie domestique, c'est à dire de la réforme sur la réglementation relative à la commercialisation et au transport du bois dans les grandes agglomérations et de la création des marchés ruraux du bois-énergie autour des quatre principales villes du Niger.

Les textes composant cet ouvrage décrivent le processus de création de marchés ruraux du bois engagé au Niger par une équipe pluridisciplinaire composée de forestiers, sociologues, économistes, géographes, agronomes. Les auteurs sont nombreux mais le texte de base a été élaboré principalement par Kimba IDRISSE et Alain BERTRAND.

Ont en effet participé à la rédaction de ce document:

Alain BERTRAND, socio-économiste au CIRAD-Forêt et coordonnateur des experts du volet Offre du PE II;
 Ahmadou GAMBO, sociologue au PE II / ED - VO;
 Didier HELMSTETTER, agro-économiste, conseiller technique au PAGT
 Kimba IDRISSE, expert sociologue du PE II / ED - VO;
 Gérard MADON, économiste consultant à SEED et coordonnateur de l'assistance technique SEED/CIRAD-Forêt au PE II/ ED;
 El Hadj Laouali MAHAMANE, forestier et directeur du PE II / ED - VO;
 Djibrilla MADOUYOU, forestier, chef de l'antenne technique de Say du PE II / ED - VO;
 Hamoudou MAMOUDOU, économiste forestier à l'unité technique d'appui à la Direction de l'Environnement;
 Pierre MONTAGNE, forestier (CIRAD-Forêt) et conseiller technique au PE II / ED - VO;
 Michelle PAIN-ORCET, géographe au CIRAD-Forêt;
 Gerhard SCHWAB, forestier, Service Allemand du Développement à l'antenne technique de Say du PE II / ED - VO;
 Issoufou WATA, forestier et directeur du PAGT, projet d'appui à la gestion de terroirs.

Les cartes ont été réalisées sous la direction de Michelle PAIN-ORCET, par Amadou BOUREIMA.

Il convient enfin de souligner la contribution de ceux qui ont accepté de contribuer à ce texte par une lecture critique et des recommandations toujours pertinentes, qu'ils soient remerciés:

Lawali ARZIKA, forestier, adjoint au directeur du PE II / ED - VO;
 Hassane DJIBO, forestier, Service Aménagement forestier du PE II / ED - VO;
 Sanda LAWAN, sociologue au PE II / ED - VO;
 Etienne LE ROY, professeur (Anthropologie juridique) à l'Université de Paris 1;
 Gérard MADON, économiste consultant à SEED et coordonnateur de l'assistance technique SEED/CIRAD-Forêt au PE II/ ED;
 Ahmadou GAMBO, sociologue au PE II / ED - VO;
 Ibrahim MOROU, forestier, service d'appui aux professionnels du bois du PE II - ED / VO
 Jean Louis MURON, directeur des programmes du CIRAD-Forêt,
 El Hadj Laouali MAHAMANE, forestier et directeur du PE II / ED - VO;
 Hamoudou MAMOUDOU, économiste forestier à l'unité technique d'appui à la Direction de l'Environnement;
 Pierre MONTAGNE, forestier (CIRAD-Forêt) et conseiller technique au PE II / ED - VO;
 Jacques WEBER, responsable de l'Unité de Recherches GREEN (Gestion des ressources renouvelables, environnement) du CIRAD,

La coordination de l'ensemble des travaux d'élaboration de la synthèse et sa mise en forme ont été assurés par Alain BERTRAND qui porte seul la responsabilité des erreurs et défauts de ce document.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS UTILISÉS

Sigles	Significations	Observations
ANEB	Association nationale des exploitants de bois	
BDRN	Banque de développement de la République du Niger	
BIC	bénéfices industriels et commerciaux	
BM	Banque mondiale	
CCCE	Caisse centrale de coopération économique	aujourd'hui CFD, Caisse française de développement
CES & CES/DRS	conservation des eaux et des sols; défense et restauration des sols	
CFPB	contribution foncière sur les propriétés bâties	
CILSS	Comité inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel	
CIRAD-Forêt	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (département forestier)	ex CTFT
CLUSA	Coopérative league of USA	
CTFT	Centre technique forestier tropical	aujourd'hui CIRAD-Forêt
	Direction de l'environnement	
DE	Deutsche Först Consult	
DFS	défense et restauration des sols	voir CES
DRS & CES/DRS	document technique du PE II - ED	
DT	energy systems managing program	
ESMAP	franc de la communauté financière africaine	
F CFA	Fonds d'aide et de coopération (de la France)	
FAC	Global positional system	
GPS	Gouvernement de transition (au pouvoir au Niger en 1992)	
GT	hectares	
ha	International development assistancy	
IDA	Institut géographique du Burkina Faso	
IGB	Institut géographique national (Paris)	
IGN		
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau	
kg	kilogrammes	
LWR	Lutherian world relief	
MHE	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement	
MME	Ministère des mines et de l'énergie	
MR	marchés ruraux	
ONG	organisation non gouvernementale	
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole	
PAFN	Projet d'aménagement des forêts de Niamey	
PAGT	Projet d'aménagement et de gestion de terroirs	
PAM	Programme alimentaire mondial	
PE II - ED / VD	Projet énergie II - énergie domestique, volet demande	
PE II & PE II - ED	Projet énergie II - énergie domestique	
PE II - ED / VO	Projet énergie II - énergie domestique, volet offre	
PGTF	Projet gestion de terroir de Filingué	
PNUD	Programme des nations unies pour le développement	
PUSF	Projet planification et utilisation des sols et forêts	
RT	rapport technique du PE II - ED	
SDAM	schéma directeur d'approvisionnement en bois-énergie de Maradi	
SDAN	schéma directeur d'approvisionnement en bois-énergie de Niamey	
SDAZ	schéma directeur d'approvisionnement en bois-énergie de Zinder	
SED	stratégie énergie domestique	
SEED	Stratégie, énergie, environnement, développement	
SIG	système d'information géographique	
st	stères	
TVA	taxe à la valeur ajoutée	
UNC	Union nationale des coopératives	
UNSO	United nations Sahel organisation	
UR GREEN	Unité de recherche "gestion des ressources renouvelables, environnement" du CIRAD	
US-AID	United states agency for international development	

INTRODUCTION

Le présent ouvrage est consacré à l'expérience en cours au Niger depuis 1989 du projet "ÉNERGIE II - ÉNERGIE DOMESTIQUE" financé par un don du Danemark et géré par la Banque Mondiale. Plus précisément on s'intéressera aux travaux réalisés par le volet "offre" de ce projet.

En effet ce projet vise à travers l'action de ses deux volets "offre" et "demande" à garantir un approvisionnement en combustibles domestiques des populations urbaines du Niger qui soit à la fois durable, régulier, performant, adapté aux attentes des ménages et au meilleur coût pour le consommateur et pour la collectivité, tout en assurant une gestion conservatoire et rationnelle, viable à long terme des ressources ligneuses naturelles, qui soit une contribution significative à la lutte contre la désertification.

Pour y parvenir, le projet s'est fixé pour tâches immédiates de créer un cadre favorable, notamment en termes socio-économique, réglementaire et fiscal, et de préparer et accompagner les évolutions structurelles nécessaires à:

- * la limitation de la demande en combustibles domestiques et la diversification des sources d'énergie domestique en milieu urbain, par la substitution d'autres combustibles (kérosène et butane) au bois-énergie et la diffusion d'équipements de cuisson améliorés et performants (¹);

- * une gestion plus précise, rationnelle et contrôlée de l'espace péri-urbain et des ressources ligneuses naturelles, par:

- la rationalisation de l'exploitation des ressources et de l'approvisionnement en bois-énergie des villes en tenant compte de l'ensemble des contraintes d'ordre physique, sociologique et économique,

- la responsabilisation réelle et la participation effective des populations riveraines à la gestion et au contrôle de l'exploitation des ressources ligneuses de leur terroir;

- * l'augmentation de la capacité d'orientation, de coordination et d'intervention des pouvoirs publics dans le domaine de l'énergie domestique, par l'accroissement des recettes fiscales visant à un auto-financement progressif des actions, la formation et le renforcement institutionnel.

Dans cette optique, le volet "offre" du projet visait principalement les principaux résultats structurels suivants:

- le maintien de la consommation de combustibles ligneux des quatre principales villes du Niger: Niamey, Maradi, Zinder et Tahoua (²) à son niveau de 1989;

- la maîtrise effective des flux (quantités et provenances) de combustibles ligneux entrant en ville avec la mise en place de marchés ruraux agréés du bois-énergie;

- une part plus importante année après année de ces flux provenant de l'exploitation rationnelle et auto-gérée des zones sous aménagement agro-pastoral ou sylvo-pastoral;

- la mise en place d'une politique de prix et de nouveaux systèmes de taxation des combustibles domestiques, assurant l'orientation économique de leur production, la réduction de la fraude à un niveau résiduel et le développement substantiel des recettes publiques.

¹ La diversification de la consommation d'énergie domestique en milieu urbain constitue l'objectif structurel essentiel du volet "demande" du projet. De cette diversification dépend la limitation de la demande à son niveau actuel et donc la possibilité d'une gestion viable à long terme des ressources ligneuses naturelles.

² Ces villes regroupent ensemble plus de 80 % de la population urbaine du Niger.

Le présent ouvrage sera donc consacré à l'expérience de création de multiples ⁽³⁾ marchés ruraux du bois-énergie concrétisant le transfert par l'état vers les populations rurales de la légitimité et de la réalité de la gestion locale des ressources ligneuses naturelles.

A cet effet la première partie traitera de l'émergence au Niger de la problématique des marchés ruraux:

- * le premier chapitre retracera l'histoire des idées forestières au Niger depuis la période coloniale et la nécessaire réorientation de la politique forestière;
- * le chapitre 2 procède à un bilan critique de l'expérience des coopératives forestières (dont la plus connue et médiatisée fut celle de Guesselbodi) qui a conduit à l'élaboration du concept de marché rural présentant des différences substantielles avec la conception des coopératives.

La deuxième partie présente le concept de marché rural du bois-énergie. Elle explique ensuite sa place relative par rapport à la nouvelle réglementation et fiscalité forestière du Niger comme par rapport à la rénovation du système de contrôle forestier et à l'instauration de quota annuels de coupe alloués aux marchés ruraux dans la nouvelle politique forestière du Niger et la stratégie énergie domestique:

- * Le chapitre 3 définit le concept de marché rural;
- * le chapitre 4 expose la nouvelle politique forestière et les objectifs de création des marchés ruraux;
- * le chapitre 5 traite du principe de l'autonomie et des modes d'organisation des marchés ruraux;
- * le chapitre 6 est consacré à l'aspect "structure commerciale" du marché rural;
- * le chapitre 7 replace l'activité du projet énergie II - énergie domestique en cohérence par rapport aux autres interventions de développement rural;
- * le chapitre 8 permet de montrer en quoi le marché rural est un outil de mise en oeuvre du schéma directeur d'approvisionnement urbain en bois-énergie et constitue donc un des moyens au service de la planification et de "l'aménagement forestier du territoire";
- * le chapitre 9 explique la complémentarité entre marchés ruraux et réforme de la réglementation et de la fiscalité forestière et montre pourquoi la réforme réglementaire constituait un préalable à la création des marchés ruraux;
- * le chapitre 10 démontre que le contrôle forestier du trafic commercial de bois-énergie est une nécessité vitale pour les marchés ruraux;
- * le chapitre 11 définit la fonction du quota comme garant de la viabilité à long terme de l'exploitation des ressources ligneuses naturelles.

La troisième partie de cet ouvrage est consacrée aux problèmes posés par le passage du concept et du modèle institutionnel et réglementaire élaboré à la mise en oeuvre de la nouvelle politique forestière et de la stratégie énergie domestique dans la société nigérienne. La méthodologie et la procédure pratique de création réelle des marchés ruraux est exposée en ne négligeant pas les problèmes pratiques, mais au contraire en montrant combien ils permettent de remettre en perspective et de reformuler les problèmes et les solutions techniques. L'expérience actuelle de la création déjà effective de création de plusieurs dizaines de marchés ruraux est donc analysée:

- * le chapitre 12 expose la méthodologie générale de création des marchés ruraux;

³ Déjà une cinquantaine en juin 1994.

* le chapitre 13 est consacré à la campagne nationale d'information de la population nigérienne relative à la nouvelle politique forestière, à la réforme réglementaire et fiscale et à la création des marchés ruraux;

* le chapitre 14 explique la procédure générale actuelle de création des marchés ruraux et montre les modifications importantes appelées à intervenir au cours de la deuxième phase du projet;

* le chapitre 15 détaille et analyse les travaux préliminaires à la création d'un ou plusieurs marchés ruraux dans une zone donnée;

* le chapitre 16 définit le contrat de services tripartite (entre le village, l'administration de l'environnement et un bureau d'études local, opérateur de terrain) et la séquence des travaux préparatoires à la création d'un marché rural villageois;

* le procédure de création officielle du marché rural est exposée au chapitre 17;

* le chapitre 18 revient sur le problème de l'autonomie des marchés ruraux et explique le pourquoi des procédures mises en place en ce qui concerne l'appui, le suivi et le contrôle à posteriori des marchés ruraux;

* le chapitre 19 ouvre la phase d'un premier bilan encore provisoire de la création de multiples marchés ruraux. deux auteurs extérieurs au projet traitent des relations entre marchés ruraux et gestion de terroirs;

* le chapitre 20 dresse le premier bilan de la situation et de l'économie des marchés ruraux au début de 1994;

* Reprenant les considérations des deux chapitres précédents, le chapitre 21 tire les premières leçons plus générales d'une expérience encore trop limitée de gestion décentralisée des ressources naturelles communes.

A ce terme la conclusion replace l'action entreprise au Niger dans la problématique des réflexions en cours à l'échelle internationale sur la gestion des ressources renouvelables et la propriété commune.

Chapitre 1: Les sécheresses au Sahel et l'évolution des idées sur la gestion des ressources naturelles

A l'indépendance, la "question forestière" apparaissait au Niger comme secondaire et l'état et la société étaient mobilisés sur une problématique de développement économique et de "mise en valeur" du pays et de ses ressources naturelles.

Le service forestier était sur la défensive, mis en cause et désigné comme l'instrument de la répression coloniale sur le milieu rural. Déjà certains remettaient en cause "l'expropriation coloniale des terres vacantes et sans maîtres" et l'exclusion et la délégitimation de la gestion des ressources naturelles pour les populations rurales. Le service forestier choisissait alors de concentrer ses moyens réduits sur le domaine classé ⁽⁴⁾ et d'alléger sa présence sur le domaine protégé.

Les sécheresses successives des années 1974-75 et 1984-1985 allaient en l'espace d'une décennie faire de la "question forestière" un enjeu important de la politique nigérienne et engendrer un processus de remise en cause des idées forestières héritées de la colonisation. Les marchés ruraux du bois sont l'aboutissement provisoire de cette évolution des idées.

1. Quelques repères de l'histoire des idées forestières au Niger

LES PREMIÈRES ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE FORESTIÈRE APRÈS L'INDÉPENDANCE ET LA PRIMAUTÉ DONNÉE À LA PLANTATION FORESTIÈRE

A l'indépendance le Niger a hérité d'une institution de recherche forestière déjà structurée et commune avec la Haute Volta (le Burkina Faso d'aujourd'hui). Cette recherche était depuis la fin des années quarante séparée de l'administration forestière et confiée au CTFT: Centre Technique Forestier Tropical (le CIRAD-Forêt d'aujourd'hui) qui disposait de moyens limités et était donc contraint à des choix drastiques donc particulièrement révélateurs. A l'époque ces deux pays ont choisi, comme beaucoup de pays francophones d'Afrique Noire de continuer à confier l'organisation et la mise en place des programmes et des opérations de la recherche forestière au CTFT en lui conférant en outre une mission supplémentaire de formation progressive de chercheurs forestiers.

La définition de ces programmes de recherche est évidemment révélatrice des priorités et des orientations assignées à l'action de l'administration forestière dans ces années difficiles après l'indépendance.

Mise en cause pour sa présence trop voyante et trop active sur le terrain dans la mise en oeuvre de la politique forestière confiant depuis la période coloniale le **monopole de la gestion des ressources ligneuses naturelles** à l'administration forestière, celle-ci voyait ses moyens réduits et était contrainte de limiter sa présence sur le terrain. Dans ces conditions la définition des programmes de la recherche forestière après l'indépendance concentrait les **objectifs et les moyens sur la plantation** ⁽⁵⁾, la défense et restauration des sols selon des techniques lourdes et laissait en attente les questions de **gestion des formations ligneuses naturelles**.

⁴ Le domaine classé est selon la réglementation foncière et forestière héritée de la colonisation française le **domaine privé de l'Etat**, alors que le domaine protégé rassemble l'ensemble des "terres vacantes et sans maître" appropriées par l'Etat à la suite du décret de 1935 et regroupées dans le **domaine public de l'Etat**.

⁵ Signalons qu'à la même époque en France les idées forestières étaient aussi très largement orientées vers la plantation avec l'action du Fonds Forestier National et la "politique d'enrésinement" des peuplements feuillus auparavant affectés à la production de bois-énergie et convertis vers la production de bois à pâte ou de bois d'oeuvre ou d'industrie.

La plupart des programmes concernaient donc la sélection d'essences exotiques performantes (les Eucalyptus en priorité) et la mise au point de techniques adaptées de leur plantation dans un cadre public sur le domaine classé.

L'IMPACT DE LA SÉCHERESSE DE 1974 ET LES GRANDS PROJETS DE PLANTATION DE L'EUCALYPTUS

La très grave sécheresse de 1974 eut des conséquences terribles pour les paysans et les pasteurs sahéliens mais elle eut aussi pour la première fois un impact médiatique considérable hors des frontières du Niger et particulièrement dans les pays développés. Les "vieux" débats des années trente sur la désertification et "l'avancée du Sahara" au Sahel resurgirent au moment où les premiers résultats de la recherche forestière étaient disponibles: la plantation de l'Eucalyptus camaldulensis et du Neem (*Adzadirachta indica*), apparut alors comme la première réponse de la recherche à l'aggravation soudaine de la situation de ce qui n'était pas encore appelé l'environnement.

C'est pourquoi à compter des années suivant 1974 des moyens importants furent rapidement mis en oeuvre par différents bailleurs de fonds pour la réalisation d'importants programmes de plantations forestières (dites à l'époque "industrielles") dans le cadre public: c'est à dire sur les forêts classées et dans le cadre de l'administration forestière ou de projets forestiers institués comme des démembrements de cette administration.

C'est à cette époque que les plantations forestières sortirent des domaines de recherche pour s'étendre sur les forêts classées: "de l'aviation" à Niamey, de Gousselbodi, etc,...

L'ÉMERGENCE DES PROBLÈMES DE BOIS-ÉNERGIE

Mais comme l'on sait les années soixante-dix furent aussi celles de la montée en puissance de l'OPEP ⁽⁶⁾, de la première "crise de l'énergie" et des importants mouvements des prix des produits pétroliers. Une attention nouvelle fut apportée aux problèmes énergétiques.

Au Sahel la sécheresse et la famine qui en résulta entraîna une forte accélération de l'exode rural vers les capitales et révéla l'ampleur et la rapidité de l'urbanisation en cours.

L'émergence de l'intérêt pour les problèmes de bois-énergie fut l'effet de cette conjonction: en 1974, DELWAULLE et ROEDERER publient dans "Bois et Forêts des Tropiques" "Le bois de feu au Niger" (Bibliographie N°¹). Presque en même temps ECKLOM publie "La terre sans arbres" (Bibliographie N°²) décrivant l'ampleur des processus de déforestation, insistant sur l'exploitation du bois-énergie comme une des causes importantes de déforestation et lance les termes de "crise du bois de feu" et de "l'autre crise de l'énergie".

C'est donc dans un climat d'urgence du fait de la sécheresse et de crise du fait de "la crise du bois de feu" que les bailleurs de fonds contribuent largement à renforcer les premières actions de plantation et à les étendre vers le milieu rural en lançant des programmes de plantations villageoises dont le projet forestier IDA/FAC/CCCE fut de 1976 à 1990 un exemple caractéristique au Niger.

LE COLLOQUE NATIONAL DE MARADI: LE RETOUR VERS LA GESTION DES RESSOURCES LIGNEUSES NATURELLES ET L'EXPÉRIMENTATION DES COOPÉRATIVES FORESTIÈRES

Après 1974, d'autres années de sécheresse marquèrent encore le milieu sahélien et la lutte contre la désertification devint un enjeu majeur pour toute la société nigérienne. La nouvelle grande sécheresse de 1984 ne provoqua pas une famine aussi sévère que celle de 1974 mais contribua à la remise en cause des options techniques forestières mises en oeuvre depuis une décennie, dans le droit fil des orientations antérieures. La réponse forestière apparut plus clairement dès les années quatre-vingt comme une réponse partielle, très insuffisante, mal adaptée et à bien des égards très décevante face à "phénomène naturel" dont il apparut rapidement qu'il révélait et amplifiait nombre de déséquilibres anthropiques préexistants à l'oeuvre dans le milieu rural nigérien.

⁶ L'OPEP: l'organisation des états producteurs de pétrole.

Le Colloque National de Maradi fut au Niger un événement politique important et l'occasion d'un débat national sur les actions et les réformes à entreprendre pour que "l'ensemble de la société nigérienne se mobilise contre la sécheresse". L'Engagement de Maradi symbolisa cette mobilisation générale de la société nigérienne contre la sécheresse et derrière le mouvement de la Société Nationale de Développement.

Le débat national de Maradi fut largement animé par les organisations non gouvernementales qui avaient vu légitimer leur intervention sur le terrain à la suite de leurs aides d'urgence dès 1974. Celles-ci furent nombreuses à remettre en question le dogme "forestier" de la plantation et à soulever le problème des processus rapides de la dégradation d'ensemble des formations ligneuses naturelles. Avec certains chercheurs et certains forestiers, elles contribuèrent à la réorientation de la politique forestière vers la prise en compte des problèmes de gestion des ressources ligneuses naturelles.

L'une des premières conséquences du Colloque de Maradi fut la remise en cause progressive des actions de plantation engagées depuis une décennie et le financement et la mise en oeuvre d'actions expérimentales et pilotes d'aménagement des formations ligneuses naturelles: d'abord le projet PUSF (projet d'utilisation des sols et des forêts) à Guesselbodi sur financement US-AID, puis le projet forestier IDA/FAC/CCCE, réorienté, à Faïra.

Dans la foulée de l'engagement de Maradi, ces actions pilotes d'aménagement forestier des formations ligneuses naturelles ne pouvaient être envisagées que dans un cadre coopératif. "L'option coopérative constituait en effet un des axes principaux de la mobilisation des masses rurales nigériennes contre la sécheresse et pour le développement. Mais peut-être en raison de leur caractère expérimental et pilote ces actions d'aménagement forestier coopératif ont été prioritairement installées sur le domaine privé de l'Etat: dans les forêts classées de Guesselbodi, puis de Faïra.

LA PRISE DE CONSCIENCE DE L'IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DU SECTEUR FORÊT-BOIS AU NIGER ET LA GLOBALISATION DU PROBLÈME: LE PROCESSUS D'ÉLABORATION DU PROJET ÉNERGIE DOMESTIQUE

En 1984, fut réalisée dans le cadre du projet forestier IDA/FAC/CCCE une étude économique globale du secteur forêt-bois au Niger. Cette étude confirma ce que certains avançaient: l'importance dans la vie économique du pays du secteur forêt-bois en faisait un des secteurs clefs de la vie quotidienne en milieu urbain et un des secteurs importants de l'économie du pays.

La diversité des acteurs économiques impliqués dans ce secteur et la multiplicité et l'adaptabilité des chaînes d'approvisionnement permettant la récolte et la mise en marché du bois illustre de façon saisissante la complexité du problème de la gestion des formations ligneuses naturelles et la nécessité d'une réponse globale, cohérente, flexible et à long terme, bref la définition et la mise en oeuvre d'une nouvelle politique forestière.

Dans le cadre de cette étude fut organisée par le projet forestier une réunion de deux jours de tous les anciens agents forestiers nigériens à la retraite. Ils vinrent nombreux, des anciens directeurs aux gardes qui n'avaient jamais quitté le terrain et ils dialoguèrent avec les cadres de la nouvelle direction de l'Environnement (le nom, nouveau à l'époque de l'ancien service forestier). Ressortait nettement de ces discours multiples, parfois contradictoires, souvent poignants de sincérité ou de simplicité:

* d'abord la violence de la mise en place de la politique forestière coloniale de séparation des espaces forestiers du monde rural dans une société où la notion de forêt n'existait pas et où la brousse était avant tout un espace ouvert (7; Bibliographie N^{o3});

* ensuite l'importance primordiale des usages pastoraux des formations ligneuses naturelles et le caractère incoercible des besoins sociaux à cet égard: à certaines périodes de l'année le pâturage aérien est indispensable aux troupeaux, et aucune interdiction ne peut empêcher les pasteurs de conduire leurs troupeaux dans les forêts;

⁷ Même si l'on se souvient que les rapports sociaux précoloniaux à propos de l'utilisation de l'espace étaient également souvent basés sur une grande violence. Il suffit de relire Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN: "Quand nos pères étaient captifs" pour s'en convaincre.

* encore l'importance de la première rupture de légitimité de l'intervention répressive du service forestier à l'indépendance et la remise en cause tenace mais latente de leur exclusion de la gestion des espaces naturels par le service forestier;

* enfin, que les interventions des responsables forestiers coloniaux, les plus sincères et les plus louables soient-elles étaient d'abord déterminées par la nature antagonique des rapports sociaux entre l'administration forestière et le monde rural.

Les encadrés ci-dessous illustrent ces points et montrent que c'est à ces niveaux qu'il fallait aborder le problème de la réforme de la politique forestière.

L'ARBRE DU SULTAN ET L'ARBRE DU BLANC

d'après un ancien forestier en retraite lors de la réunion de mai 1984

*L'arbre du sultan, c'est le Gao, le *Faidherbia albida* que les paysans de la région de Zinder nomment ainsi parce que le sultan de Zinder avait interdit de couper des gao sous peine d'avoir la tête coupée. C'est un arbre qui symbolise encore aujourd'hui pour les paysans le pouvoir ancien et son intérêt pour la sauvegarde du milieu naturel. En ces temps la végétation était abondante et vigoureuse.*

*L'arbre du blanc, c'est le Neem, l'*Adzadirachta indica*. Mais il n'a pas reçu ce nom tout de suite. En effet, le Neem a d'abord été introduit par des voyageurs qui revenaient de Lagos et du Nigéria où les anglais l'avaient introduit et où il se disséminait. Les paysans nigériens ont commencé à faire de même et il a été planté spontanément dans un certain nombre de villages. A un certain moment les responsables blancs de l'administration forestière coloniale ont pris conscience de l'introduction spontanée du Neem au Niger. Percevant l'intérêt de cette dynamique, ils ont décidé de l'appuyer et d'organiser la plantation du Neem partout au Niger. C'est ainsi que cette essence est devenue l'objet des corvées de plantations forestières organisées tous les ans par le service forestier et que le Neem est devenu très vite l'arbre du blanc et le symbole du travail forcé dans le secteur forestier.*

LE BERGER PEUHL ET LE GARDE FORESTIER

d'après un ancien garde forestier nonagénaire lors de la réunion de mai 1984

A l'époque le service forestier faisait preuve d'une grande sévérité vis à vis des populations rurales. Nous gardes forestiers nous disposions d'une autorité très importante et nous étions couverts par nos supérieurs. Moi, je me souviens que bien souvent lorsque je surprenais un berger PEUHL avec son troupeau dans une forêt classée, non seulement je l'amendais et je faisais conduire les bêtes en fourrière, mais d'abord sur le terrain, je l'obligeais à manger des feuilles pour qu'il ne soit pas tenté de recommencer. Pourtant il n'y avait rien à faire, ils revenaient régulièrement, alors nous les traquions et nous les persécutons.

Après l'indépendance, les gardes forestiers, ceux qui m'ont succédé n'avaient déjà plus le même pouvoir. Les paysans avaient pris l'habitude de se plaindre aux autorités et aux hommes politiques qui les écoutaient.

2. La longue maturation de la stratégie énergie domestique au Niger

Dans ces conditions l'émergence de la stratégie énergie domestique et la formulation du projet énergie II - énergie domestique pour la mettre en oeuvre ne pouvait être que le fruit d'une longue et lente période de discussions, de concertations et de prise de conscience d'abord par les principaux responsables de l'administration forestière et les responsables politiques nigériens en charge de l'environnement. Le processus allait s'étaler sur cinq ans avant la mise en oeuvre du projet: première identification du projet en 1986 dans le cadre d'une étude financée par l'UNSO (Bibliographie N°4), transformée en une identification de projet conjoint PNUD/Banque Mondiale en 1988 dans le cadre d'ESMAP.

LA STRATÉGIE ÉNERGIE DOMESTIQUE UNE RÉPONSE GLOBALE AUX PROBLÈMES DE LA SITUATION FORESTIÈRE SAHÉLIENNE DES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX

La stratégie énergie domestique en reliant les problèmes de la gestion des ressources ligneuses naturelles aux problèmes du consommateur urbain de bois-énergie et en visant une nouvelle légitimation de la gestion locale des ressources ligneuses par les populations rurales sur la base de rapports nouveaux entre le monde rural et l'administration forestière cherche à apporter une réponse globale aux problèmes forestiers des années quatre-vingt-dix.

Elle tente la synthèse de toutes les remises en causes des décennies antérieures que nous venons d'exposer et qui n'ont pas été invalidées ou relativisées (comme le choix exclusif du modèle coopératif remis en cause depuis la démocratisation politique de la société nigérienne):

- * la gestion des formations ligneuses naturelles et la relativisation des actions de plantation;
- * la gestion économique globale du secteur forestier par l'état assumant sa fonction de planification et d'orientation des évolutions économiques et sociales;
- * la légitimation d'une nouvelle autogestion locale des ressources ligneuses naturelles par les populations rurales.

Nous allons montrer dans la suite de cet ouvrage en quoi l'institution des marchés ruraux cristallise l'essentiel de la stratégie énergie domestique en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles ⁽⁸⁾.

LE PROJET ÉNERGIE DOMESTIQUE ET L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX DÉBATS SUR LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT AU NIGER

Mais la stratégie énergie domestique n'avait rien d'une vérité révélée et la construction du projet énergie domestique s'était limitée bien évidemment à l'esquisse d'un certain nombre d'axes d'action sans en préciser ni le contour ni le contenu.

Dans ces conditions il est normal que le processus de réflexion collective et de réévaluation des orientations de la politique forestière se soit poursuivie et se poursuive encore à l'occasion de la mise en oeuvre du projet énergie domestique.

La création des marchés ruraux du bois-énergie a été l'occasion de débats multiples comme on le verra dans la suite de cet ouvrage.

Le premier de ces débats fut centré sur l'idée même des marchés ruraux: fallait-il remettre en cause les coopératives forestières et imaginer de nouvelles solutions plus facilement maîtrisables par les ruraux?

⁸ Nous n'aborderons pas ici l'aspect gestion de la demande d'énergie domestique en milieu urbain.

Chapitre 2:

Des premières coopératives forestières aux marchés ruraux villageois du bois-énergie: L'évolution des conceptions et des méthodes au Niger de 1985 à 1993

Ce chapitre expose le point de vue de Hamadou MAMOUDOU, économiste forestier à l'Unité Technique d'Appui à la Direction de l'Environnement qui a participé successivement aux travaux du projet forestier IDA/FAC/CCCE puis au PAGT et connaît bien tout l'historique des coopératives forestières au Niger et qui paraissait la personne la mieux à même de dresser un bilan lucide et sans complaisance de l'expérience des coopératives forestières et de la transition en cours de ces coopératives vers les marchés ruraux.

Les premières opérations pilotes d'aménagements forestiers ruraux furent initiées vers la fin des années quatre-vingt; elles ont pour l'essentiel été localisées autour de la capitale Niamey.

Des organisations paysannes de gestion des ressources forestières ont été mises en place dans le cadre de ces opérations d'aménagements forestiers ruraux; elles ont été calquées strictement sur les principes officiels du mouvement coopératif en vigueur au Niger et ont pris l'appellation de "coopératives forestières". Le Projet de Planification et Utilisation des Sols et Forêts (PUSF) a mis en place en 1986-1987 la coopérative forestière de Guesselbodi, première du genre dans le cadre de l'aménagement de la forêt classée de Guesselbodi. Une deuxième coopérative du même modèle fut créée en 1989-1990 à Boyanga.

Par la suite d'autres coopératives verront le jour; il s'agit:

- des coopératives de Faïra (1988-1989) et de Dorobobo (1989-1990) mises en place par l'ex-projet forestier IDA/FAC/CCCE; elles sont actuellement reprises et appuyées par le PAGT (coopérative de Faïra) et le PGTF (coopérative de Dorobobo);
- de la coopérative de Hamadidé (1989-1990) créée par le Projet Aménagement des Forêts Naturelles (PAFN) de Hamadidé;
- de la coopérative de Baban-Rafi (1989-1990) mise en place par CARE International à Madarounfa, Département de Maradi;
- de la coopérative de Gorou-Bassounga (1990-1991), créée par LWR ⁽⁹⁾ à Gaya dans le Département de Dosso.

Sur le plan de la méthodologie de mise en place et des principes de fonctionnement, tous les projets se sont inspirés du modèle PUSF tout en l'améliorant ou en le complétant sur certains aspects. Par la suite le Projet Energie II Volet Offre dont l'objectif principal est d'aider le Gouvernement du Niger à définir et à mettre en oeuvre une meilleure politique de gestion décentralisée des ressources forestières, va concevoir une autre forme d'association rurale en l'occurrence le "marché rural de bois-énergie".

1.Méthodologie de mise en place et principes de fonctionnement des coopératives forestières

Les coopératives forestières ont été toutes mises en place dans le cadre d'opérations d'aménagements de forêt naturelle. Ces coopératives sont conçues essentiellement à partir de la forêt. Leur mise en place débute par un certain nombre d'activités préalables à savoir l'inventaire forestier, l'élaboration d'un plan d'aménagement, la campagne d'information-sensibilisation, pour enfin aboutir à la mise en place d'un organisme local de gestion pré-défini, à savoir une coopérative. Les principes de base arrêtés pour le fonctionnement de ces coopératives sont à peu près identiques et se résument comme suit :

- Mise en place des organes d'administration, de gestion et de contrôle à un niveau inter-villageois;
- Formation des membres de ces organes;

⁹ une ONG américaine.

- Octroi de crédits pour l'achat de charrettes à certains bûcherons;
- Fixation d'un quota annuel de coupe en fonction de la possibilité de la forêt et suivant un parcellaire précédemment établi, généralement de grande taille et conçu à l'échelle de l'ensemble de la forêt;
- Fixation administrative préalable des prix d'achat et de vente de la coopérative;
- Paiement par les bûcherons d'un prélèvement monétaire dit permis de coupe;
- Création d'une centre de vente unique pour l'ensemble du massif forestier et pouvant être éloigné du lieu d'exploitation;
- Imposition d'un permis de coupe du foin et d'un permis de pâturage;
- Introduction de contrats de cultures avec paiement d'une redevance à la coopérative;
- Répartition (fixation administrative préalable des taux selon une clef de répartition) des bénéfices réalisés entre un fonds d'aménagement destiné à financer les travaux de réhabilitation de la forêt et d'un fonds à usage discrétionnaire pour la coopérative;
- Réalisation par les villages des travaux de régénération de la forêt avec mise en défens pendant 3 à 5 ans des parcelles traitées.

Le tableau ci-après illustre certains de ces éléments communs des diverses coopératives.

2. Les principaux résultats économiques et financiers des coopératives

Les principaux résultats économiques et financiers des coopératives forestières, sont présentés au tableau ci-après qui expose:

- les volumes annuels exploités (production) et vendus;
- les chiffres d'affaires et résultats d'exploitation annuels
- les différents fonds constitués (fonds d'aménagement, fonds de roulement, fonds libres discrétionnaires pour les coopératives).

LES PRODUCTIONS

La lecture de ce tableau conduit à constater la tendance à la baisse des productions, si l'on compare l'année 1992 aux années 1991 et 1990 que l'on peut considérer comme significatives. La situation est beaucoup plus dégradée pour les coopératives les plus anciennes ce qui pourrait paraître paradoxal de prime abord.

La baisse de production entre 1991 et 1992 a été de :

- 51,60 % pour la coopérative de Guesselbodi
- 49,00 % pour la coopérative de Faïra
- 83,50 % pour la coopérative de Boyanga
- 25,00 % pour la coopérative de Hamadidé

A ce stade, on peut résumer comme suit les principaux points faibles des coopératives forestières tels qu'ils sont "classiquement" constatés au Niger:

- L'indiscipline des membres (fraude) due à l'inexistence de règlement intérieur et à l'incapacité des organes de direction à faire respecter les règles même lorsqu'elles existent formellement.
- La concurrence entre l'exploitation forestière et les autres activités salariées apparemment plus avantageuses (travaux de CES/DRS à Faïra payés par le projet, travaux de bitumage de la route de Niamey-Say pour Boyanga).
- La mauvaise gestion
- L'insuffisance de l'encadrement (attribué à un "sevrage" prématuré dans certains cas).
- L'insuffisance des fonds de roulement.

PRÉSENTATION CHIFFRÉE DE QUELQUES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DES COOPÉRATIVES FORESTIÈRES

Coopératives Modalités	Guessel bodi	Boya nga	Hamadi dé	Faira	Dorob obo	Gorou Bassou ga (Gaya)	Baban Rafi (Mara di)
Distance par rapport à Niamey	30 km	25 km	25-35 km	75 km	150 km	-	-
- Prix d'achat du stère (F CFA)	850 F	850	700	700	650	750	650- 550(1)
- Prix de vente (F CFA)	1.500 F	1.500	1750- 1500	1.350	1.200	1.000	800- 850
- Marge brut/stère (F CFA)	650 F	650	1050- 800	650	550	250	(2) 150- 300
- Taux de répartition Bénéfice	75 % 25 % -	75 %	33 % 33 % (3)	50 % 50	50 % 50 %	75 % 25 %	?
. Fonds d'aménagement		25	33 %	50			?
. Fonds coopérative	1.000	%	(3)	%	1.000	1.000	?
. Constitution fonds roulement	1.000	-	33 %		-	1.000 (4)	
- Permis de coupe 25 st. (F CFA)		1.000	1.000	1.000		3.000 (4)	
- Permis de coupe de foins (F CFA)	-	1.000			-		
(pour 3 voyages de charrettes)	-		-	-	-	25 150	-
- Permis de pâturage (F CFA)	-	-		-	-		
. petit ruminant/an	50				500	1.500	
. bovin/an						250	
- Redevances sur contrat de cultures (agro- foresterie)		- 50	100	0			500
. en F CFA/ha/an							
- Carte d'adhésion (F CFA)							

Notes:

(1) : Le prix d'achat aux bûcherons a été diminué de 100 F CFA en passant de 650 à 550 F CFA/stère.

(2) : Le prix de vente aux transporteurs est rehaussé de 50 F CFA en passant de 800 à 850 F CFA/stère.

(3) : Le Projet KFW-DFS/Hamadidé a établi l'ordre de priorité suivant pour la répartition et l'affectation des bénéfices :

- Constitution de fonds de roulement
- Constitution d'un fonds de réserve (Fonds d'aménagement)
- Constitution d'un fonds libre pour la coopérative

Cependant une nouvelle répartition est soumise à l'approbation des différents partenaires à raison de 1/3 pour chaque fonds (voir tableau).

(4) : Piéton = 1.000 F CFA/mois

Charrette = 3.000 F CFA/mois

VOLUMES ANNUELS EXPLOITÉS ET VENDUS (EN STÈRES) PAR LES COOPÉRATIVES FORESTIÈRES

Années Coopératives	1987		1988		1989		1990		1991		1992		TOTAL	
	QE	QV	QE	QV	QE	QV	QE	QV	QE	QV	QE	QV	QE	QV
1. Guesselbodi	1.089	1.089	2.942	1.993	2.370	2.370	2.361	2.140	2.203	2.143	1.066	1.066	12.031	10.801
2. Faira	-	-	-	-	1.091	1.091	4.959	4.233	4.884	4.171	2.492	2.330 (1)	13.426	11.825
3. Boyanga	-	-	-	-	-	-	1.145	1.079	3.861	2.404	634	613 (2)	5.640	4.096
4. Dorobobo	-	-	-	-	-	-	973	973	1.340	1.340	1.674	1.674	3.987	3.987
5. Hamadidé	-	-	-	-	-	-	4.326	3.497	5.636	5.220	4.228	2.879 (3)	14.190	11.596
6. Gourou Bassounga (Gaya)	-	-	-	-	-	-	-	-	1.047	1.038	1.754	1.334 (4)	2.801	2.372
7. Baban Rafi (Maradi)	-	-	-	-	-	-	1.486	1.447	-	-	2.159	1.902 (5)	3.645	3.349
	1.089	1.089	2.942	1.993	3.461	3.461	15.250	13.369	18.971	16.316	14.007	11.798	55.720	48.026

Q.E = Quantités exploitées

Q.V = Quantités vendues

LES CHIFFRES D’AFFAIRES

La même tendance à la dégradation d’activité observée au niveau des volumes exploités apparait naturellement sur les chiffres d’affaires présentés au tableau ci-dessous. Mais force est de reconnaître que les coopératives forestières présentent l’avantage pour les ruraux de créer, de manipuler et de disposer d’importantes sommes d’argent; ce qui n’était pas le cas par le passé.

LES RÉSULTATS D’EXPLOITATION ET LES FONDS CONSTITUÉS

La capacité des coopératives forestières à générer d’importants revenus monétaires en zone rurale peut être encore illustrée par les résultats d’exploitation et les fonds constitués.

Les bénéfices d’exploitation ainsi que leur répartition en fonds d’aménagement et fonds "libre" sont présentés dans les tableaux suivants pour les deux coopératives les plus anciennes: Guesselbodi et Faïra.

RÉSULTATS ET FONDS CONSTITUÉS PAR LA COOPÉRATIVE FORESTIÈRE DE GUESSELBODI

	Montant à répartir	Compte Fonds d’aménagement	Compte coopérative ⁽¹⁰⁾
- Résultat 1987	621.575	471.084	150.491
- Résultat 1988	533.790	235.505	298.285
- Résultat 1989	1.965.250	1.170.188	795.062
- Résultat 1990	1.623.125	893.094	730.031
- Résultat 1991	1.557.350	990.763	566.587
- Résultat 1992	562.400	421.800	140.600
Total	6.863.490	1.182.434	1.681.056

RÉSULTATS ET FONDS CONSTITUÉS PAR LA COOPÉRATIVE FORESTIÈRE DE FAÏRA

- Résultat 1989	676.900	360.375	316.525
- Résultat 1990	2.004.150	1.059.075	945.075
- Résultat 1991	1.631.325	888.163	743.162
- Résultat 1992	1.114.500	557.250	557.250
Total	5.436.875	2.864.863	2.562.012

¹⁰ Le compte Coopérative de Guesselbodi inclut les bénéfices réalisés sur les autres produits (Permis de fourrage par exemple).

CHIFFRES D'AFFAIRES "BOIS" DES COOPÉRATIVES FORESTIÈRES (EN F CFA)

Années Coopératives	1987	1988	1989	1990	1991 (¹¹)	1992	TOTAL
1. Guesselbodi	1.687.750	3.249.330	3.555.000	3.211.250	3.214.500	1.599.000	16.516.830
2. Faïra	-	-	1.472.850	5.714.550	5.631.150	3.145.500	15.964.050
3. Boyanga	-	-	-	1.618.500	3.606.000	919.500	6.144.000
4. Dorobobo	-	-	-	1.167.600	1.608.000	1.843.800	4.619.400
5. Hamadidé DFS	-	-	-	4.730.400	8.019.050	4.289.530	17.038.980
6. Gorou-Bassounga	-	-	-	-	1.064.400	1.334.000	2.398.400
7. Baban-Rafi	-	-	-	1.157.800	-	1.617.125	2.774.925
Ensemble	1.687.750	3.249.330	5.027.850	17.600.100	23.143.100	14.748.455	65.456.585

¹¹ Année d'arrêt du projet PUSF: Guesselbodi & Boyanga

Des incertitudes demeurent encore sur plusieurs points:

- * La régénération de certaines espèces après la coupe n'est toujours pas maîtrisée, les discussions se poursuivent encore sur les temps de rotation qui varient actuellement entre 10 et 15 ans ⁽¹²⁾; d'autres études concluent à des durées de rotation plus longues (entre 20 et 30 ans) pour les mêmes types de formations.
- * Les tentatives de certains projets visant à re-végétaliser par plantation les bandes nues des brousses tigrées sont de plus en plus remises en cause par les travaux en cours en collaboration avec l'ORSTOM.

Les plans d'aménagements des forêts de ces coopératives, lorsqu'ils existent, sont difficilement maîtrisables par les populations qui doivent les appliquer. Ces plans avec leur parcellaire sont réalisés par les techniciens qui n'associent pas toujours les ruraux dans le processus d'élaboration et donc ne prennent pas en compte les repères traditionnels naturels, les pratiques usuelles d'exploitation et les connaissances des villageois.

Les opérations d'aménagements forestiers ruraux ont donné lieu à de nombreuses réalisations avec mise en place d'un "pseudo-salariat": travaux à haute intensité de main d'oeuvre avec fourniture de vivres PAM ⁽¹³⁾ l'expérimentation de techniques variées de régénération (CES/DRS ⁽¹⁴⁾ notamment) choisies essentiellement en fonction des conditions physiques du milieu.

Les techniques les plus couramment utilisées sont les suivantes :

- . les cuvettes en demi-lunes traditionnelles ou améliorées,
- . les banquettes et les diguettes,
- . les tranchées et les cordons de pierres,
- . les plantations,
- . les semis directs d'espèces forestières,
- . les semis directs d'herbacées vivaces comme l'*Andropogon gayanus*,
- . le paillage ou mulching.

Les cuvettes, comme les banquettes, les diguettes, les tranchées et les cordons pierreux ne peuvent être réalisés par les villageois qu'à très petite échelle du fait de l'énergie considérable qu'ils nécessitent. Ces travaux impliquent d'une manière ou d'une autre une intervention publique ou extérieure au terroir qui apporte des moyens lourds pour investir dans la "reconstruction" d'un milieu "naturel" après des dégradations irréversibles.

Les plantations, comme les semis directs d'arbres forestiers ou d'herbacées vivaces peuvent être réalisés par les villageois à petite échelle mais nécessitent des soins attentifs pour assurer un taux de réussite satisfaisant. Ces soins ne sont malgré un encadrement intensif et permanent sur les coopératives forestières véritablement assurés que lorsque la végétation naturelle a déjà acquis une valeur pour les populations rurales c'est à dire lorsque le bois procure des revenus et que les paysans ne considèrent plus la brousse comme un "don de Dieu".

¹² Régis Peltier propose même en exploitation "fureté" (donc par exploitation des brins de taille convenable seulement et par opposition à l'exploitation "à blanc étoc" pratiquée à Guesselbodi puis Faïra une rotation plus courte encore sur 6 ans!

¹³ PAM: Programme Alimentaire Mondial

¹⁴ CES/DRS: Conservation des eaux et des sols/défense et restauration des sols

5. Les aspects organisationnels des coopératives

La mise en oeuvre de la nouvelle politique de responsabilisation des populations dans la gestion des ressources forestières de leurs terroirs exige l'existence d'associations rurales responsables.

Dans la plupart des cas lors de la création des coopératives forestières les projets concernés s'étaient simplement contentés de "re-dynamiser" sinon de tenter de faire revivre grâce aux activités forestières les structures coopératives moribondes mises en place partout au Niger par la politique de la Société de Développement.

Les coopératives forestières rencontrent un certain nombre de problèmes qui découlent en grande partie du mauvais fonctionnement de leurs organes de gestion.

Les problèmes de fonctionnement sont révélés par les symptômes suivants:

- l'irrégularité des réunions, notamment des assemblées générales, entraînant un manque d'information de la base sur les activités et les résultats de la coopérative;
- la concentration des activités entre les mains de quelques personnes, qui finiront par récupérer totalement l'opération à leur propre compte;
- les détournements des fonds des coopératives;
- l'incapacité des organes de contrôle à accomplir leur mission;
- l'absence de rapport d'activité élaboré par le bureau de la coopérative;
- les dissensions et les conflits entre villages;
- la mauvaise tenue des livres de gestion due à l'insuffisance de la formation;
- le manque de règlement intérieur et même de statut pour la plupart des coopératives;
- la dépréciation des agrégats économiques (baisse de production, des ventes et donc bénéfices).

La plupart de ces difficultés trouvent leur origine dans le processus même de création de ces coopératives: insuffisance de l'information-sensibilisation, choix des dirigeants très souvent non démocratique (cooptation), la tendance à trop "artificialiser" l'opération avec une forte propension à tout apporter gratuitement à la coopérative.

Le désintérêt des membres des organisations paysannes (membres de base ou même responsables) s'explique actuellement en partie par le fait qu'ils se disent qu'ils n'ont rien à perdre; donc ils ne demandent pas de comptes aux gestionnaires et même lorsque ces derniers détournent les fonds, les autres estiment que c'est l'argent de l'Etat que quelques éléments heureux de leur communauté ont eu la chance de détourner. De même le caractère trop "collectiviste" de ces opérations villageoises ne permet pas la responsabilisation; ce sont les affaires de tous mais aussi de personne en fin de compte.

Pour remédier à cette situation, certaines coopératives ont institué des cartes d'adhésion; d'autres ont essayé d'intéresser les dirigeants qui s'investissent réellement de façon quasi-permanente par des gratifications sur les résultats positifs de fin d'année. Mais ces tentatives de motivation restent souvent sans effet; la valeur des cartes d'adhésion reste symbolique.

Il y a eu une certaine répartition des coûts entre les trois partenaires de la création des coopératives selon les capacités de chacun; l'Etat (à travers les projets publics), les coopératives forestières (constitution du fonds d'aménagement) et les villageois (participation bénévole ou sous-paiement de la main-d'oeuvre; ¹⁵)

Le tableau ci-après présente quelques modalités de prise en charge des coûts dans le cadre des opérations d'aménagements forestiers ruraux en cours.

7. Commercialisation, prix et fiscalité

LA COMMERCIALISATION

Les problèmes de commercialisation du bois constituaient l'un des principaux freins au développement des coopératives forestières. Les premiers initiateurs étaient partis sur le postulat que les productions pourraient être facilement écoulées pendant la saison des pluies où l'accès des forêts est difficile pour les camions des commerçant-transporteurs.

Mais dans la pratique les choses se sont révélées beaucoup plus compliquées. Pour pouvoir écouler leurs productions, les coopératives ont été amenées chaque année à solliciter l'appui de l'administration de l'Environnement par des actions dites "opération coups de poing" consistant à des fermetures momentanées et autoritaires des délivrances de permis de coupe (permettant l'accès libre aux zones d'approvisionnement).

Les raisons invoquées par les commerçants de bois pour justifier de leur préférence pour un approvisionnement dans les zones d'exploitation incontrôlée sont:

- les prix appliqués par les coopératives qu'ils jugent très élevés; le stère leur revenait avant la réforme entre 300 et 500 F CFA en brousse contre 1500 à 1750 F CFA auprès des coopératives;
- la mauvaise qualité du bois offert par certaines coopératives (très petit bois, espèces considérées comme de mauvais combustibles, bois attaqué par les termites etc...);
- les tas constitués par les bûcherons ne valent pas toujours un stère.

Mais les difficultés de commercialisation résultaient du rapport de force qui était avant la réforme totalement en faveur des commerçant-transporteurs: les ruraux n'avaient pas juridiquement le contrôle de leurs ressources forestières et le système d'exploitation incontrôlé était le système dominant. Les coopératives ne fournissaient au mieux qu'à peine 3% des besoins de bois-énergie de la ville de Niamey.

LES PRIX

Les prix d'achat du bois aux bûcherons et les prix de vente aux clients ont été présentés pour chaque coopérative dans le tableau ci-dessous.

Ces prix ont été "négociés" ou plus exactement fixés par l'administration forestière dans le but :

- de créer des revenus monétaires substantiels aux ruraux;
- de donner une valeur marchande à l'arbre en milieu rural pour qu'on s'intéresse davantage à sa protection;
- de rehausser le prix du bois en ville pour qu'il soit économisé par les ménages;
- et par conséquent de lutter contre la désertification par la réduction des prélèvements sur la ressource.

¹⁵ Le PAGT et le PGTF paient la main-d'oeuvre rurale à 60 % du taux normal, les 40 % représentent la participation des villageois). A Hamadidé/DFS, la coopérative et les bûcherons prennent en charge les coûts d'aménagement des pistes de desserte de la forêt.

Ces prix n'étaient et ne sont toujours pas pour autant réalistes car ils ne résultent pas des rapports de force du moment sur le marché et c'est pourquoi ils sont difficilement acceptables par les partenaires commerçants de bois, clientèle principale des coopératives.

En effet, depuis la réforme de la réglementation et de la fiscalité forestière instituant les marchés ruraux celles-ci ont été assimilées et transformées administrativement en marchés ruraux. Néanmoins jusqu'à présent cela n'a impliqué de la part des projets de développement qui les "soutiennent" aucune initiative concrète pour adapter leur structure et leur mode de fonctionnement.

LES ASPECTS FISCAUX

L'ordonnance N°89-010 du 7 Avril 1989 portant régime des organismes ruraux à caractères coopératif et mutualiste a exempté ces organismes des impôts et taxes ci-après :

- La taxe sur la valeur ajoutée (TVA);
- La contribution forestière sur les propriétés bâties (CFPB);
- L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC);
- La contribution des patentes et licences;
- La taxe sur les biens de main-morte;
- L'impôt sur le revenu des capitaux immobiliers.

Cependant lors de la création des coopératives les projets "tuteurs" de ces coopératives ont institué (en accord avec l'administration de l'Environnement) des prélèvements sur revenus des bûcherons comme sur les bénéfices des coopératives qui sont encore actuellement effectués au profit des fonds d'aménagement forestier de ces coopératives.

Ces prélèvements sont les suivants:

- 40 F CFA par stère payé par le bûcheron; ce prélèvement est appelé "permis de coupe".
- le prélèvement sur les bénéfices des coopératives dont les taux varient entre 50 et 75 % pour la constitution des fonds d'aménagement.

8. Analyse comparative entre les coopératives forestières et les marchés ruraux de bois-énergie

L'analyse des modalités de mise en place et de fonctionnement des coopératives forestières et des marchés ruraux fait ressortir des différences multiples.

SUR LE PLAN ORGANISATIONNEL

Les coopératives forestières sont des regroupements de plusieurs villages; ce sont des structures lourdes dont la bonne marche peut toujours être entravée par les inévitables conflits entre villages.

Certains villages conçoivent très mal d'être convoqués par exemple en réunion par un autre village de même rang institutionnel ⁽¹⁶⁾. Dans la pratique, et au fil du temps l'opération a tendance à devenir l'affaire du seul village abritant le siège de la coopérative.

Les organes d'administration et de gestion sont également très souvent pléthoriques (10 à 16 personnes) car il fallait coûte que coûte que chaque village ait ses représentants.

¹⁶ En effet, au Niger, un village ne peut pas "convoquer en réunion" un autre village. Seul le niveau cantonal de rang supérieur dispose de cette prérogative.

A la différence de la coopérative, le marché rural est créé à partir d'un seul village. Il est en principe plus facile à mettre en place et à gérer, avec des organes de gestion relativement légers (5 à 7 membres au plus). Il doit normalement jouir d'une plus grande cohésion sociale. Le marché rural apparaît comme une version simplifiée et améliorée des coopératives; il est surtout une structure beaucoup plus reproductible et généralisable à grande échelle.

SUR LE PLAN DU FINANCEMENT

En matière de financement aussi les démarches méthodologiques des coopératives forestières et des marchés ruraux sont différentes.

Les coopératives forestières ont "bénéficié" de crédit en fonds de roulement et de crédit-charrettes systématiques. Ces crédits leur ont été accordés soit directement par les projets qui ont mis en place des coopératives, soit par des ONG.

Ces facilités de financement vont devenir très vite des facteurs limitants pour le développement des activités des coopératives.

En effet les coopératives arrêtent l'exploitation du bois dès épuisement du fonds de roulement qui permettait de payer les bûcherons au comptant.

De même l'équipement de certains villageois en charrettes à l'aide du crédit faisait croire aux autres que les bénéficiaires étaient seuls membres des coopératives. Ces crédits charrettes créaient aussi des sentiments de frustration et d'injustice chez ceux qui n'en avaient pas bénéficié.

Les marchés ruraux ont été conçus selon une autre approche qui consiste à éviter ces pratiques d'appui en argent facile qui ne vont pas dans le sens d'une responsabilisation des groupements villageois et de leurs membres.

Les villageois ont l'habitude de créer leur points de vente de bois au bord des routes, sans fonds de roulement préalable et sans crédit-charrette. Ils ont également l'habitude de fournir le bois à crédit aux camionneurs et de se faire payer plus tard. Pourquoi, vouloir alors bouleverser ces habitudes? Comment avec ces "avantages" ne pas le mettre en position d'assistés et d'exécutants?

Ceci ne veut pas dire qu'il faille éviter d'améliorer les conditions de travail des exploitants, notamment en matière de transport. Le crédit-charrette n'est pas à proscrire systématiquement lorsque les villageois peuvent s'adresser à des organismes compétents de crédit rural. Par contre il est reconnu que les projets ne sont pas des structures appropriées pour accorder et gérer des crédits; leur intervention dans ce domaine ne peut que contribuer à miner le terrain pour un éventuel opérateur spécialisé de crédit rural qui voudrait un jour s'installer.

SUR LE PLAN DE LA COMMERCIALISATION ET DES PRIX

Il faut reconnaître que les difficultés de commercialisation rencontrées par les coopératives étaient dues en grande partie aux prix pratiqués, très élevés. Le camionneur qui faisait son plein de bois à 15.000 F CFA en brousse devait déboursier 45.000 F CFA auprès d'une coopérative. Les prix des coopératives étaient fixés par les projets et ne résultaient pas donc du jeu du marché.

Au niveau des marchés ruraux, les prix se négocient librement avec les acheteurs. Il est probable que dans un premier temps, les producteurs villageois soient défavorisés car leur poids relatif dans le contrôle des ressources est limité. Mais dans l'avenir lorsque les zones névralgiques d'exploitation seront toutes couvertes par les marchés ruraux, le rapport de force sera inversé et le pouvoir de négociation des villageois augmentera. Il serait alors souhaitable que ces groupements dispersés s'érigent en groupement professionnel en vue de conforter leur pouvoir.

CHARGES D'EXPLOITATION ET FISCALITÉ

Les charges d'exploitation des marchés ruraux sont extrêmement réduites par rapport à la situation encore actuelle de certaines coopératives. En effet les frais de personnel de certaines coopératives sont assez élevés; des comptables-gestionnaires et des gardiens sont payés souvent à prix fort. Dans certains cas, ce sont les projets qui fixent les taux de salaire; ainsi on retrouve des comptables payés entre 30.000 et 45.000 F CFA par mois et des gardiens à 15.000 F CFA par mois.

Cependant ces taux sont plus bas lorsque l'initiative est laissée aux groupements.

Au niveau des marchés ruraux, il n'y a pas de coût de gardiennage; le gestionnaire est payé proportionnellement aux ventes (nombre de stères vendus ou pourcentage du chiffre d'affaires). Les conditions de rémunération sont fixées par les ruraux eux-mêmes.

Sur le plan fiscal, les coopératives forestières et les marchés ruraux sont tous régis pour le moment par :

- d'une part, l'ordonnance n°89-010 du 07 Avril 1989 portant régime des organismes ruraux à caractère coopératif ou mutualiste;
- et d'autre part, l'ordonnance n°92-037 du 21 Août 1992 portant organisation de la commercialisation et du transport de bois dans les grandes agglomérations, et la fiscalité qui lui est applicable.

Ce deuxième texte portant spécifiquement sur la taxation du bois a été étendu aux coopératives forestières en ce qui concerne leur activité "bois"; cela a permis de clarifier la situation pour ces coopératives qui subissaient des prélèvements para-fiscaux qui leur étaient imposés par les contrats de "concession rurale" signés avec le Ministère chargé des forêts.

Ces prélèvements para-fiscaux destinés à financer les travaux de réhabilitation des forêts, en principe supprimés par les nouveaux textes sont :

- le permis de coupe fixé à 40 F par stère;
- les prélèvements sur les bénéfices dont les taux varient entre 50 et 75% selon les coopératives.

Les nouveaux textes adoptés en 1992 accordent des avantages certains aux producteurs ruraux de bois-énergie organisés (marchés ruraux ou coopératives).

Les groupements de producteurs ruraux sont exemptés de la taxe, celle-ci étant assise sur le transport et le commerce du bois en ville; une partie des recettes perçues au titre de la taxe leur est rétrocédée par l'Etat. De même le financement des travaux de régénération est assuré par la taxe forestière et non plus par les bénéfices réalisés comme c'était le cas auparavant. 30% et 36% des recettes de la nouvelle fiscalité forestière seront en définitive consacrés aux travaux de reconstitution des forêts, respectivement pour l'exploitation orientée et l'exploitation contrôlée.

DEUXIEME PARTIE:

MARCHES RURAUX DU BOIS-ENERGIE, REFORME REGLEMENTAIRE,

SYSTEME DE CONTROLE FORESTIER ET QUOTAS:

LES QUATRE FONDEMENTS COMPLEMENTAIRES DE LA

NOUVELLE POLITIQUE FORESTIÈRE ET DE LA

STRATEGIE ENERGIE DOMESTIQUE

Chapitre 3: Les Marchés Ruraux, définition et objectifs

1. Définition des marchés ruraux

La première définition publique des marchés ruraux du bois-énergie au Niger fut la suivante:

Le marché rural se définit comme un site rural de vente de bois-énergie géré par une structure locale de gestion et agréé par l'administration de l'Environnement. Il est approvisionné par une zone d'exploitation délimitée d'un commun accord entre la population locale, la structure locale de gestion et l'administration de l'Environnement. (¹⁷; Bibliographie N°6)

Cette définition a été reprise dans les textes de la nouvelle réglementation sur le bois-énergie adoptée par le Niger puisque l'ordonnance n° 92-037 du 21 Août 1992 crée en son article 8 des *marchés ruraux de vente de bois appelés "marchés ruraux", qui sont des places et endroits où sont installées des structures organisées appelées "structures locales de gestion". Ces structures sont agréées par l'administration de l'Environnement pour l'exploitation du bois à des fins commerciales hors des grandes agglomérations. Le marché rural est approvisionné par une zone d'exploitation délimitée d'un commun accord entre la structure locale de gestion et l'administration de l'Environnement.*

Cette ordonnance précise par ailleurs qu'il faut entendre par *structure locale de gestion toute organisation de producteurs ruraux de bois reconnue et enregistrée par le Ministre chargé des forêts et dont la tâche est d'assurer pour le compte de ses membres l'approvisionnement d'un marché rural de bois, l'exploitation, la surveillance, l'entretien et la régénération d'une zone forestière considérée.*

L'ordonnance de 1992 stipule par ailleurs que désormais, *seuls les marchés ruraux et les propriétaires de forêts privées sont habilités à exploiter et à vendre du bois. Toutefois pour une période transitoire à laquelle il sera mis fin par arrêté du Ministre chargé des forêts l'exploitation libre du bois à des fins commerciales est autorisée, l'exploitation libre du bois sera dite "incontrôlée".*

Cette institutionnalisation des marchés ruraux dans le cadre d'une ordonnance (¹⁸) illustre bien à quel point les marchés ruraux sont un élément essentiel de la Stratégie Énergie Domestique mise en oeuvre par les autorités nigériennes dans le cadre de la Nouvelle Politique Forestière du Niger.

Les marchés ruraux sont donc d'abord des structures commerciales pour organiser et développer dans un cadre rural la production primaire de bois-énergie et ensuite promouvoir une gestion locale des ressources ligneuses naturelles qui soit de plus en plus conservatoire et durable et qui réalise progressivement la mise sous aménagement des formations végétales.

Ainsi le marché rural peut être installé sans que, nécessairement, soit mis en place un aménagement des ressources ligneuses naturelles du terroir.

¹⁷ Source: **SCHÉMA DIRECTEUR D'APPROVISIONNEMENT EN BOIS-ÉNERGIE DE NIAMEY**"; Mai 1991; mais antérieurement le RT 2 (Bibliographie N° 7) ajoutait: **"les quantités de bois-énergie vendues sont limitées par un quota attribué annuellement par l'administration de l'environnement.**

¹⁸ Ordonnance du Gouvernement de Transition ayant force de loi, complétée par le décret 92-279 et l'arrêté 09-74.

Les marchés ruraux sont des structures commerciales auto-gérées détentrices de l'exclusivité des droits d'exploitation de la forêt, contribuant ainsi à l'amélioration des revenus et des conditions de vie des ruraux tout en assurant une gestion rationnelle et durable de la ressource ainsi qu'une réorganisation du système de commercialisation-distribution du bois.

2. Les objectifs essentiels de la création des marchés ruraux au Niger

Modifier les flux de bois des points de vue spatial et quantitatif, mais aussi modifier les termes de l'échange, en transférant aux populations rurales la responsabilité et la légitimité de la gestion des ressources ligneuses de leur terroir, en augmentant le pouvoir de négociation des ruraux vis à vis des professionnels du commerce et du transport du bois, en assurant donc l'augmentation du prix du bois à la production et de la valeur de l'arbre sur pied (Bibliographie N° 7).

A cet effet l'ordonnance de 1992 précise dans ses articles 11 et 12 que:

** Seuls les membres des structures locales de gestion sont autorisés à exploiter à titre commercial le bois des zones délimitées pour les marchés ruraux;*

** Ne peuvent adhérer aux structures locales de gestion que les personnes bénéficiant du droit d'usage coutumier défini dans le code forestier;*

** Un quota annuel d'exploitation de bois, non révisable en cours d'année, est alloué à chaque structure locale de gestion.*

Ces deux objectifs de planification spatiale des prélèvements et de limitation des flux de bois d'une part et de transfert de la gestion locale des ressources ligneuses naturelles aux populations rurales d'autre part, résultent d'abord du constat que la politique d'exclusion qui visait depuis la période coloniale à priver les populations rurales de la gestion (et même de l'accès légitime aux) des ressources ligneuses de leur terroir et à la réserver à la seule administration forestière a échoué, a conduit à une dégradation généralisée des ressources naturelles, à l'accélération des processus de désertification et n'est plus possible du fait de la modicité durable des moyens humains et financiers de l'administration forestière.

Face au danger de la désertification et au développement rapide ⁽¹⁹⁾ et incontrôlé de la logique dominante d'exploitation minière de ces ressources par les commerçant-transporteurs du bois-énergie, il est indispensable de donner aux acteurs ruraux un rôle essentiel dans la gestion des ressources ligneuses naturelles, la maîtrise de leur exploitation pour tenter de leur faire adopter des modèles de gestion et d'exploitation de ces ressources qui assurent véritablement leur renouvellement:

Seules les populations rurales légitimées dans la gestion des ressources ligneuses de leur terroir, si elles en tirent un revenu suffisant, et si la forêt devient pour elles un facteur important et indispensable de développement économique local collectif et individuel, pourront assurer une gestion soutenue et viable de ces ressources et donc les sauver de la destruction par l'exploitation incontrôlée qui les menace.

¹⁹ Au rythme de l'explosion de la population des grandes villes et de l'émergence de véritables mégapoles, comme Niamey, Bamako, N'djaména ou Ouagadougou.

3. Typologie des marchés ruraux

Structure d'abord commerciale pour organiser la vente primaire du bois-énergie, les marchés ruraux sont aussi le cadre de la gestion locale durable des ressources ligneuses naturelles par les populations rurales et c'est à partir des diverses solutions mises en oeuvre pour réaliser cette gestion durable des ressources que s'établit la typologie des marchés ruraux. Cette typologie peut être scindée en deux niveaux de différenciation en fonction de critères à la fois institutionnels et techniques et selon des caractéristiques uniquement techniques.

LA TYPOLOGIE LÉGALE DES MARCHÉS RURAUX

La typologie légale des marchés ruraux concerne les aspects institutionnels qui régissent leur mode de fonctionnement. L'ordonnance de 1992 distingue:

- * les marchés ruraux dits "orientés" qui sont essentiellement des structures commerciales rurales approvisionnées par des zones simplement délimitées et où la durabilité de la gestion forestière est assurée par un "quota" qui fixe une simple limitation des prélèvements annuels;
- * les marchés ruraux dits "contrôlés" qui sont caractérisés par une gestion forestière techniquement plus complexe dans le cadre de véritables aménagements forestiers.

Les marchés ruraux "orientés"

Les marchés ruraux "orientés" sont donc plus visiblement des structures commerciales locales puisqu'ils sont approvisionnés à partir de zones délimitées: la "forêt villageoise" mais dites "non aménagées".

Néanmoins, la fixation d'un quota limitant la quantité des prélèvements annuels constitue de facto un premier stade de l'aménagement forestier. Certes ce système n'apporte pas de garantie absolue pour une gestion durable de la zone d'approvisionnement du marché rural; il n'y a pas en particulier de protection spécifique des jeunes rejets de la dent du bétail par une mise en défens temporaire ⁽²⁰⁾, mais d'aucuns considèrent que les savoirs paysans et le souci des villageois de pérenniser une source de revenus importants et indispensable permettront et suffiront à leur faire adopter et respecter des pratiques assurant une bonne durabilité des ressources ligneuses naturelles.

Les marchés ruraux "contrôlés"

Les marchés ruraux "contrôlés" sont approvisionnés à partir de zones délimitées et aménagées. Un aménagement forestier villageois ne peut se concevoir indépendamment de la création d'un marché rural:

Le marché rural est un préalable à tout aménagement.

²⁰ Le dogme forestier de la nécessité de la mise en défens après exploitation, indispensable après une coupe rase et "à blanc étoc" est actuellement remis en cause et il apparaît que la mise en défens n'est pas indispensable si l'exploitation est comme le pratiquent très généralement les paysan-bûcherons une exploitation par coupe "furetée", portant exclusivement et sélectivement sur les brins de taille exploitable.

Les aménagements forestiers villageois mis en oeuvre dans le cadre des marchés ruraux peuvent se définir comme des systèmes de gestion des ressources ligneuses mis en oeuvre par des structures locales de gestion dans le cadre d'un contrat avec l'administration de l'Environnement qui, par un quota annuel, limite les quantités exploitées à la possibilité de la ressource. Chaque aménagement forestier villageois assure une exploitation rationnelle, durable et conservatoire d'une zone aménagée pour approvisionner un marché rural déterminé.

Il arrivera donc le plus souvent qu'un marché rural soit d'abord "orienté" avant de devenir "contrôlé". Ainsi donc pour des raisons évidentes de cohérence et d'économies de moyens, les méthodologies de mise en place des deux types de marchés ruraux doivent nécessairement être complémentaires.

Les catégories de marchés ruraux selon les classes de distance à la ville

L'ordonnance et le décret de 1992 instituent une bonification de la taxe due sur le transport commercial de bois-énergie selon trois catégories de marchés ruraux:

- * 1ère catégorie, les marchés ruraux situés à moins de 40 Km du centre de consommation;
- * 2ème catégorie, les marchés ruraux situés entre 40 et 80 Km;
- * 3ème catégorie, les marchés ruraux situés à plus de 80 Km.

La création de ces catégories vise à rééquilibrer économiquement les conditions d'accès commercial au marché urbain du bois pour les marchés éloignés et donc à orienter spatialement les flux vers des zones plus lointaines et moins dégradées.

LA TYPOLOGIE FORESTIÈRE DES MARCHÉS RURAUX: MARCHÉS RURAUX AGRO-PASTORAUX, SYLVO-PASTORAUX, AGRO-FORESTIERS ET D'EXPLOITATION DES FORÊTS MORTES

Cette typologie technique concerne en fait les aménagements forestiers villageois mis en oeuvre dans le cadre des marchés ruraux "contrôlés". Elle traduit les éléments de base du diagnostic opéré lors de l'établissement des Schémas Directeurs d'Approvisionnement en Bois-énergie des Villes. Ces schémas directeurs déterminent donc par grandes zones géographiques les actions prioritaires à mettre en place, notamment en termes d'aménagements agro-pastoraux ou sylvo-pastoraux.

Les premiers concernent des zones où le potentiel de bois exploitable est limité mais où il est important d'intervenir par des actions de restauration du milieu naturel. Les deuxièmes ont trait à des zones où il existe d'importantes ressources ligneuses qui peuvent être exploitées d'une façon rationnelle et permettre ainsi aux populations de dégager les moyens nécessaires à une amélioration de leurs conditions de vie.

Pour les populations rurales la forêt fait partie des espaces ruraux "ouverts", c'est à dire soumis à des droits multiples et affectés à des usages divers synchroniques ou diachroniques. La forêt est à la fois lieu de collecte d'énergie domestique, de bois de service, de fourrage, réserve de fertilité et/ou source de revenus monétaires. Son avenir est ainsi directement lié à celui des systèmes agraires.

Dans ces conditions, toute intervention dans la gestion des ressources forestières doit prendre en compte de façon systématique l'ensemble des pratiques rurales en forêt, ainsi que les stratégies différenciées et parfois contradictoires des utilisateurs de l'espace forestier: bûcherons, éleveurs, agriculteurs autochtones ou allochtones migrants défricheurs de nouvelles terres.

Ainsi, les solutions techniques à concevoir et à mettre en oeuvre pour les aménagements forestiers villageois dans le cadre des marchés ruraux seront nécessairement différentes selon les zones agro-écologiques et selon le diagnostic préalable des systèmes agraires et de leur évolution qui aura été opéré dans le cadre des travaux d'élaboration des Schémas Directeurs d'Approvisionnement des Villes.

Les aménagements sylvo-pastoraux

Ils concernent les zones relativement riches en ressources forestières, encore faiblement dégradées: ces aménagements se situent pour la plupart à cheval sur le front pionnier de défriche agricole ou/et d'exploitation forestière. L'objectif est de stopper les processus de dégradation, d'exploitation minière et d'assurer la reproduction de la ressource. Il est aussi souvent d'intervenir avant que les processus ne se mettent en marche, selon le principe qu'il vaut mieux prévenir et organiser une évolution plutôt que de la subir.

Ces zones sont généralement des zones à bilan de l'exploitation forestière excédentaire ou en équilibre, mais le bilan peut néanmoins dans certains cas être localement déficitaire du fait, d'une part de la pression de l'exploitation destructrice opérée par les commerçants-transporteurs et leurs équipes de bûcherons salariés (chômeurs urbains) et d'autre part des prélèvements réalisés par les populations rurales pour leurs propres besoins.

Il s'agit de canaliser l'exploitation vers les zones les plus favorables, d'étendre les opérations d'exploitation et de production forestière à l'ensemble de la zone des ressources forestières, de briser la dynamique de front d'exploitation et de contrôler les modes d'exploitation forestière.

Sur les zones de front pionnier agricole, il s'agit d'abord de contrôler les processus de défriche et de les limiter de façon aussi progressive que possible aux terres les plus fertiles à vocation agricole à l'exclusion des zones fragiles ou de fertilité faible à vocation pastorale et/ou forestière.

Les aménagements agro-pastoraux

Ils se situent essentiellement dans des zones où les systèmes agraires sont en crise et où la dégradation des ressources et des terres y compris des terres agricoles est déjà avancée.

Les massifs forestiers "naturels" y sont rares, déjà fortement dégradés et difficilement aménageables à faible coût. Par contre le terroir cultivé est parfois encore relativement riche en espèces ligneuses, pour la plupart anthropiques.

Dans ce contexte d'exode rural souvent définitif, de sur-exploitation de ressources dégradées, insuffisantes et au renouvellement souvent problématique, l'objectif de la création des marchés ruraux est d'assurer un freinage progressif de la production forestière (par diminution régulière du quota) en tenant compte du caractère indispensable des revenus forestiers pour les populations rurales.

L'objectif simultané est l'augmentation de la production forestière et de la productivité ligneuse du terroir par une meilleure gestion, voire par la plantation de haies, par la protection de régénérations naturelles (ou même la plantation) d'arbres dispersés dans les champs (type *Faidherbia albida*), ou par des périmètres irrigués (type fruitiers) selon les cas.

Les avantages de ces aménagements peuvent être multiples: fourniture de bois de chauffe ou de bois de service, éventuellement de surplus pour la vente, fourniture de produits alimentaires (fruits, huile,...), de fourrage, amélioration de la fertilité des sols, etc...

Les aménagements agro-forestiers

Ils se situent dans des zones où il existe encore une ressource dont il est possible d'organiser l'exploitation pour un approvisionnement des villes mais dont il faut craindre, du fait de la pression anthropique sur les terres et du développement des défrichements agricoles, le non renouvellement. Il est important dès lors de prévoir des actions d'intégration de l'arbre dans les terroirs agricoles.

Les marchés ruraux permettront d'assurer les financements de base (auto-financement) de ces actions de part les ressources fiscales dégagées.

La qualité en générale bonne des terres laisse espérer que ces actions de restauration, réalisées à partir de protection des régénérations naturelles champêtres, de plantations d'essences locales ou exotiques, puissent maintenir leur capacité de production.

Les marchés ruraux d'exploitation des forêts mortes

Dans certaines zones du Niger (comme dans d'autres pays du Sahel) il existe du fait des séquences de sécheresse des années soixante dix et quatre vingt d'importants stocks de bois mort témoins du tribut payé par la végétation aux vicissitudes climatiques. Dans certaines de ces zones l'installation de marchés ruraux permet d'assurer pendant une période plus ou moins longue de plus d'une décennie, l'exploitation minière de ces stocks de bois mort.

4. La création de plusieurs centaines de marchés ruraux

Le but de la stratégie énergie domestique n'est donc pas de créer de toute pièces quelques marchés ruraux isolés mais d'induire une modification durable, structurelle du fonctionnement des filières bois-énergie en déplaçant de l'exploitation incontrôlée dominée par les commerçant-transporteurs et leurs équipes de bûcherons salariés (chômeurs urbains) vers la production orientée et contrôlée des marchés ruraux une proportion significative de l'approvisionnement des grandes villes.

Il est donc nécessaire de créer rapidement plusieurs dizaines puis plusieurs centaines de marchés ruraux répartis d'abord autour des quatre principales villes: Niamey, Maradi, Zinder et Tahoua ⁽²¹⁾ et qui assurent leur maîtrise sur une part déterminante des ressources forestières qui sont exploitées aujourd'hui pour l'approvisionnement des centres urbains.

En effet tant que les quantités de bois produites par les marchés ruraux resteront confidentielles ou même marginales, de toute manière sans commune mesure avec le tonnage de bois provenant des zones incontrôlées, la réorganisation géographique des flux, la régulation des prélèvements ne seront pas effectives et la gestion durable des ressources ligneuses naturelles restera un objectif lointain voire utopique.

La création des marchés ruraux va créer progressivement par la délimitation de leurs zones d'approvisionnement des espaces fermés à l'exploitation incontrôlée de plus en plus vastes et représentant une part toujours plus importante de la ressource forestière disponible. Il s'agit en effet d'amener progressivement les commerçant-transporteurs à renoncer à la pratique de l'exploitation directe et incontrôlée par l'emploi de bûcherons salariés (chômeurs urbains) et à les inciter à s'approvisionner auprès des marchés ruraux.

De ce fait dans un premier temps la priorité doit être donnée largement à la création de marchés ruraux dans les zones où l'exploitation incontrôlée a concentré son action comme par exemple la zone de Torodi et toute la rive droite du fleuve en ce qui concerne Niamey, ou la forêt de Baban Rafi en ce qui concerne Maradi.

²¹ L'action du projet Energie II se concentre actuellement autour des quatre principales villes et la création de marchés ruraux autour des villes secondaires est laissée à l'initiative des directions départementales de l'environnement.

Chapitre 4: La Nouvelle Politique Forestière Nigérienne et les objectifs de création des Marchés Ruraux

1. La Nouvelle Politique Forestière Nigérienne et la Stratégie Énergie Domestique

L'inflexion de la politique forestière du Niger remonte aux années quatre-vingt avec une remise en cause de principe mais imprécise des orientations de la politique forestière initiée par le colonisateur dans les années trente. Le colloque et l'engagement de Maradi en 1984, l'aménagement de la forêt de Guesselbodi et la création de la première coopérative des exploitants de bois de cette forêt ⁽²²⁾ (les textes élaborés par James T. THOMSON (Bibliographie N°8) allaient dans le même sens), la première étude des filières bois (Bibliographie N°9) du Projet forestier FAC/IDA/CCCE témoignent de cette période de réorientation et de réflexion. C'est à cette époque entre 1985, 1986 ⁽²³⁾ et 1988 que fut élaborée la problématique du Projet Energie II - Energie domestique (Bibliographie N°10).

Bien qu'elle n'ait pas encore été formalisée officiellement la nouvelle politique forestière nigérienne peut être ainsi définie:

- * Une politique réaliste basée sur le double constat de:
 - l'échec de la politique coloniale de monopole étatique ⁽²⁴⁾, de répression et d'exclusion des populations rurales de la gestion des ressources naturelles;
 - la modicité drastique et durable des moyens financiers et humains dévolus à l'administration pour la gestion des ressources naturelles.
- * Une politique qui prend acte de l'insuffisance des résultats de la politique de plantations forestières des années soixante-dix et relativise la priorité absolue donnée au cours de la période précédente aux plantations forestières (généralement publiques, et souvent sans objectif défini) et réoriente les actions forestières en direction de la gestion des ressources ligneuses naturelles.
- * Une politique qui se réclame de la gestion décentralisée des ressources naturelles par et pour les populations rurales.
- * Une politique qui s'appuie sur la stratégie énergie domestique, prenant en compte la prééminence écrasante du bois de feu comme produit commercial parmi les produits forestiers.

C'est sur ces bases que fut formulé le Projet Energie II - Energie domestique dont l'objectif essentiel est de mettre en oeuvre la stratégie énergie domestique:

- * réduire progressivement à une portion congrue et résiduelle l'exploitation incontrôlée et prédatrice, actuellement dominante, basée sur les logiques d'exploitation minière des commerçant-transporteurs urbains, adapter la récolte forestière à la possibilité de la ressource;
- * garantir un approvisionnement en combustibles domestiques des populations urbaines qui soit à la fois durable, régulier, performant, adapté aux attentes des ménages et au meilleur coût pour le consommateur et pour la collectivité;
- * assurer une gestion durable et soutenue, conservatoire et rationnelle des ressources ligneuses, qui soit une contribution significative à la lutte contre la désertification.

²² Cette première opération expérimentale et pilote d'aménagement forestier sera rapidement suivie selon des modalités à peine différentes par d'autres: Faïra (Projet forestier FAC/IDA/CCCE), Boyanga (PUSF), Hamadidé (DFS/KFW).

²³ 1986 année d'élaboration de la première proposition de projet par Gérard Madon et Michel Matly pour le compte de l'UNSO (Bibliographie N° 6) et 1988 année de la formulation finale du projet par Gérard Madon pour la Banque Mondiale dans le cadre d'ESMAP.

²⁴ Reprise presque sans changement par l'état nigérien à l'indépendance.

Pour parvenir à cette inversion de tendance, l'objectif le plus immédiat du Projet fut de proposer à la Puissance Publique de créer un cadre favorable en termes socio-économique, réglementaire et fiscal, ainsi que de préparer et accompagner les évolutions structurelles nécessaires à :

- une gestion plus précise, rationnelle et contrôlée de l'espace péri-urbain et des ressources ligneuses, par et au profit des populations riveraines;
- la limitation de la demande en combustibles ligneux aux possibilités réelles de la ressource disponible, et la diversification des sources d'énergie domestique en milieu urbain pour mieux répondre aux attentes des citoyens.

Pour atteindre cet objectif, la stratégie du Projet s'est articulée autour des quatre axes d'intervention suivants:

- l'établissement et la mise en application de schémas directeurs d'approvisionnement des villes en bois-énergie, destinés à orienter spatialement et quantitativement les prélèvements de bois-énergie. Ces schémas, basés sur un triple zonage de la ressource, de son exploitation et des dynamiques agricoles et pastorales, ont défini pour Niamey, Maradi et Zinder les zones propices à l'exploitation, les quantités de bois-énergie que l'on peut y prélever sans préjudice pour l'environnement, et, au contraire, les zones qu'il convient de protéger en y réduisant l'exploitation, voire en les mettant en défens.
- le transfert effectif de l'Etat au profit des populations rurales de la responsabilité de la gestion et du contrôle de l'exploitation et du commerce primaire du bois-énergie. Ce transfert se fera dans le cadre des schémas directeurs en deux étapes: d'abord par la mise en place de marchés ruraux agréés gérés par les populations, puis par la mise progressive sous aménagement forestier villageois des zones d'approvisionnement de ces marchés ruraux.
- la promotion par le secteur privé de combustibles de substitution au bois, notamment le pétrole lampant et le gaz butane, et de foyers et réchauds performants, compétitifs et adaptés aux habitudes culinaires et au pouvoir d'achat des ménages.
- l'augmentation de la capacité d'orientation, de coordination et d'intervention des pouvoirs publics dans le domaine de l'énergie domestique, par la recherche d'un auto-financement progressif des actions, la formation et le renforcement institutionnel.

2. Transférer de l'Etat aux populations rurales la responsabilité de la gestion des ressources naturelles locales: transfert direct et immédiat et autonomie entière

La réforme de la Réglementation forestière Nigérienne entamée sur la base des travaux du projet dès 1990 a permis la promulgation d'un ensemble de textes dont le dernier a été promulgué au cours du premier semestre 1993.

Ces textes ont pour effet essentiel de:

- * concrétiser le transfert de responsabilité entre l'Etat et les populations rurales en matière de gestion et de contrôle de l'exploitation des ressources ligneuses et du commerce primaire du bois-énergie, par l'institutionnalisation des marchés ruraux du bois;
- * mettre en place un système de fiscalité forestière incitative, selon un système d'incitation décroissant basé sur des taux différentiels selon les modes de gestion des ressources ligneuses: en faveur des plantations forestières privées, un peu moins pour les marchés ruraux dits "contrôlés" (approvisionnés par une forêt villageoise sous aménagement), moins encore en faveur des marchés ruraux dits "orientés" (approvisionnés par une forêt villageoise non aménagée), selon des taux dissuasifs dans le cas de l'exploitation incontrôlée qui est légalisée;

3. Les marchés ruraux peuvent contribuer à la solution du problème foncier et sont un moyen pour les ruraux de reprendre le contrôle effectif et légitime des ressources ligneuses de leur terroir

Au Niger, la réforme foncière est à l'ordre du jour depuis des lustres. La réforme est engagée dans la voie de l'élaboration d'un code rural, mais ne progresse que très lentement. Ceci est évidemment compréhensible compte tenu de l'ampleur des problèmes et de l'importance des délicats équilibres sociaux, ethniques, politiques remis en cause par une telle réforme: relations campagne/ville, compromis entre les utilisations agricoles de l'espace et le pastoralisme, etc,... C'est tout l'édifice de la société nigérienne qui est directement concerné par la réforme du code rural.

La réforme du code forestier en ce qui concerne le bois-énergie et la création des marchés ruraux constitue un pas décisif dans l'élaboration du code rural du Niger. Certes, la légitimation de la gestion locale des ressources naturelles ne concerne que les espaces non agricoles et se situe apparemment hors du champ principal des enjeux sociaux et politiques principaux. Mais la mise en oeuvre de cette réforme montre qu'il est possible de remettre en cause l'héritage institutionnel et réglementaire colonial et de mettre en pratique une politique fondamentalement différente basée sur la décentralisation et la prise en compte de la diversité sociale, ethnique et culturelle du monde rural.

La réforme du code forestier initiée par l'ordonnance 92-037 a été menée en cohérence avec les travaux préparatoires de la réforme du code rural, mais, étant la première aboutie elle contribuera probablement par certaines de ses solutions originales à influencer fortement l'évolution du monde rural nigérien.

4. Le regroupement des producteurs primaires doit leur permettre une meilleure valorisation de leur travail et par conséquent de l'arbre sur pied

La création des marchés ruraux vise à permettre le regroupement organisationnel des gestionnaires du milieu rural, à leur redonner un rôle de producteur primaire de bois-énergie que le fonctionnement actuel des filières leur avait largement retiré au profit de bûcherons salariés (chômeurs urbains) sous la coupe des commerçant-transporteurs et à leur assurer par l'institutionnalisation des marchés ruraux une capacité nouvelle de négociation face aux acteurs dominants de la filière bois-énergie: les commerçant-transporteurs.

Il est attendu de cette réforme deux évolutions économiques importantes devant aboutir à une conséquence majeure:

- * une redistribution des revenus entre les acteurs au sein de la filière bois-énergie au profit des ruraux qui regroupés et légitimés dans leur possession et leur monopole de gestion des ressources ligneuses de leur terroir pourront négocier leur bois de feu dans des conditions plus favorables;

- * un renchérissement progressif et correspondant du bois de feu sur les marchés urbains qui rétablisse progressivement une meilleure correspondance entre les prix du bois et celui des autres énergies ⁽²⁶⁾: à l'heure actuelle le bois est de très loin l'énergie la moins chère. Son exploitation se fait quasiment en accès libre et est opérée de façon destructrice sans que son prix inclue de coûts de gestion ou de renouvellement, la valeur du bois sur pied est résiduelle, pratiquement nulle.

Un des objectifs importants de cette réforme et de la création des marchés ruraux est de créer progressivement les conditions économiques d'une revalorisation de l'arbre sur pied.

²⁶ La récente dévaluation du F CFA a eu comme on le verra plus loin des effets complexes sur la mise en oeuvre de la stratégie énergie domestique: elle rend plus difficile la substitution des énergies en diminuant le prix du bois-énergie (énergie produite nationalement) par rapport au prix du kérosène (énergie importée), mais en même temps elle défavorise l'exploitation incontrôlée.

5. Assurer aux ruraux des revenus réguliers par la vente de bois et contribuer à améliorer leur bien être et leurs conditions de vie

Il s'agit en fait de réintégrer ou de mieux intégrer l'arbre et la forêt dans l'économie rurale du Niger en faisant du bois-énergie une source de revenu plus générale et plus régulière pour les ruraux des zones périphériques des grandes agglomérations (dans un rayon de 100 à 200 Km).

Pour les agriculteurs nigériens, condamnés dans leur grande majorité à la culture du mil (donc dans une large mesure confinés dans l'auto-consommation), sans possibilité de culture de rente ⁽²⁶⁾, contraints à l'exode vers les villes de la côte d'Afrique de l'Ouest pour l'acquisition de plus en plus problématique d'un indispensable revenu monétaire, la ré-appropriation des ressources ligneuses et la perspectives de revenus liés à la vente du bois de chauffe ne sont pas des évolutions mineures.

Il apparaît nettement qu'elles ouvrent à ces populations confrontées à une crise rurale majeure une perspective de re-dynamisation locale et de progrès économique. Fréquemment la perspective de la vente du bois apparaît comme une alternative à l'exode vers la Côte d'Ivoire au moment où celui-ci devient de plus en plus difficile et incertain et de moins en moins intéressant économiquement.

6. Inciter par les revenus de l'exploitation du bois-énergie les ruraux à une gestion conservatoire et durable des ressources naturelles locales

Dans ces conditions, où les revenus du bois apparaissent aux populations rurales socialement aussi importantes et indispensables, il ne semble pas irréaliste ou utopique de penser que ces populations pourront être sensibles à la nécessité d'une gestion durable de leurs ressources ligneuses locales pour pérenniser leurs revenus.

Le revenu bois des ruraux apparaît donc au Niger comme la condition préalable à la perspective d'une gestion durable des ressources ligneuses naturelles. Il ne peut y avoir de gestion viable, de véritable autogestion locale des ressources naturelles renouvelables sans une traduction économique claire de ce nouveau pouvoir des populations rurales sur la gestion et l'exploitation de leur milieu naturel: si cette gestion n'est pas d'abord basée sur une exploitation et une valorisation améliorée de la ressource ligneuse.

7. Permettre aux professionnels du commerce urbain du bois-énergie de s'approvisionner sans recourir à l'exploitation incontrôlée

Donner le pouvoir de gestion des ressources ligneuses naturelles aux ruraux: mettre en place l'autogestion locale des ressources ligneuses naturelles c'est d'abord remettre en cause l'accès libre des commerçant-transporteurs à ces ressources. De ressource théoriquement propriété de l'Etat mais en fait en accès libre pour les commerçant-transporteurs qui l'exploitaient à la manière d'un gisement minier en épuisant la ressource dans les zones les plus accessibles et les plus intéressantes économiquement, les formations ligneuses redeviennent, dans le cadre des marchés ruraux, une ressource commune dont l'accès et l'exploitation est monopolisé et réglementé par les membres du marché rural.

Tant que les marchés ruraux ne contrôlent pas une part significativement assez importante de la ressource, l'exploitation incontrôlée des commerçant-transporteurs reste le mode d'exploitation et de gestion de la ressource économiquement, socialement et spatialement dominant.

²⁶ Hormis quelques zones particulières comme la Maggia et la région de Keïta où les paysans cultivent l'oignon pour l'exportation jusqu'en Côte d'Ivoire.

La ressource ligneuse est, on le sait, inégalement répartie autour de Niamey ou des autres villes du Niger et de ce fait le contrôle par les marchés ruraux des zones à la fois les plus riches en bois et les plus accessibles: celles que la logique minière d'exploitation des commerçant-transporteurs les amène à privilégier, permet de remettre en cause rapidement l'économie des chaînes dominantes et d'inciter les commerçant-transporteurs à s'approvisionner (certes moyennant un accès contrôlé par les paysans et de ce fait un surcoût) auprès des marchés ruraux plutôt que de devoir se résigner à poursuivre l'exploitation incontrôlée sur des zones moins riches en ressources ligneuses, moins accessibles et moins favorables économiquement donc d'accepter un surcoût.

A partir de quelle proportion de contrôle quantitatif et spatial de la ressource ligneuse les marchés ruraux sont-ils en mesure de faire basculer la logique économique d'approvisionnement de la filière bois-énergie ? Et à ce moment, compte tenu des nouvelles règles de gestion viable de la ressource ligneuse, les marchés ruraux seront-ils en mesure de contribuer à une hauteur suffisante à l'approvisionnement urbain en bois-énergie sans entraîner un déplacement massif de l'exploitation incontrôlée vers des zones moins bien pourvues en ressources ligneuses ou même plus dégradées et sans déplacer la dégradation vers des zones encore plus fragiles ?

La phase de transition entre l'ancien système d'approvisionnement basé sur la quasi généralisation de l'exploitation incontrôlée et le nouveau système issu de la réforme de la réglementation et de la fiscalité forestière et la création des marchés ruraux, la limitation de l'exploitation par le quota et le renforcement du système du contrôle forestier à l'entrée en ville apparaît donc nécessiter de la part de la puissance publique un pilotage particulièrement précis et délicat. Or c'est justement un moment où les agents de l'administration de l'Environnement apprennent à se servir du nouveau système réglementaire et fiscal et cherchent à s'adapter à la redéfinition de leur rôle qu'implique la réforme.

Chapitre 5: L'autonomie et l'organisation des marchés ruraux

Le transfert par l'Etat vers les populations rurales de la légitimité de la gestion locale des ressources ligneuses naturelles n'implique pas de la part des ruraux et des structures sociales villageoises l'acceptation enthousiaste et sans réserve du cadeau de l'autogestion locale des ressources ligneuses.

Même une fois comprise l'invention du marché rural et levée la méfiance compréhensible des ruraux (tant de fois grugés ou déçus par des discours), les populations rurales resteront souvent en retrait dans un attentisme prudent sachant que le nouveau système réglementaire et fiscal sur le bois-énergie remet en cause le pouvoir économique dominant des commerçant-transporteurs dont le lobby est puissant et dispose d'accès aux niveaux les plus élevés de l'Etat. Elles attendront d'être rassurées quant au caractère irréversible de la réforme.

Dans ces conditions, la création des marchés ruraux du bois ne pourra résulter au Niger que d'une action volontaire et planifiée de l'Etat (par l'intermédiaire du PE II - ED) en direction des zones les plus névralgiques de la ressource où s'oriente préférentiellement la dynamique d'exploitation minière des commerçant-transporteurs. Mais, ceci n'implique en rien pour autant, la remise en cause d'une part du principe de l'autonomie des marchés ruraux et d'autre part de la nécessité du volontariat des populations villageoises comme préalable à la création des marchés ruraux.

1. Un choix volontaire du village

Même dans le cas d'une création du marché rural à l'initiative de l'administration de l'Environnement dans une zone névralgique du fait de sa ressource ligneuse, de son accessibilité et de son intérêt pour l'exploitation incontrôlée il est indispensable de conditionner la création du marché rural à un choix positif complètement autonome et volontaire du village concerné. Certes toutes les actions préalables à la création du marché rural viseront à la fois à :

- * préciser et à expliquer le concept de marché rural aux populations villageoises de toute la zone considérée, à les convaincre qu'il peut être très intéressant pour elles de se l'approprier et de le faire fonctionner à leur profit,
- * et à sélectionner au sein de la zone considérée le ou les quelques villages les plus intéressés, les plus volontaires (et donc à priori les plus intéressants) pour la création d'un marché rural,
- * enfin à vérifier pour chacun des villages sélectionnés que le choix en faveur du marché rural est bien collectivement conscient, accepté par tous les groupes sociaux intra-villageois (sans opposition même d'un groupe minoritaire néanmoins susceptible d'engendrer ultérieurement un conflit).

La vérification préalable du volontariat villageois pour la création du marché rural constitue une des conditions essentielle de sa création officielle dans le cadre réglementaire nouveau. C'est avec les études préalables nécessairement simplifiées et rapides s'il s'agit de créer plusieurs centaines de marchés ruraux le seul gage fiable d'une pérennité probable des marchés ruraux.

Dans le cas d'une démarche initiée volontairement par un village pour la création d'un marché rural le volontariat ne pourra être mis en doute. Il sera néanmoins nécessaire d'apporter aux villageois tous les éclaircissements sur les conséquences de leur choix et de leur exposer les étapes de la création du marché rural où l'administration ne jouera plus que le rôle de maître d'ouvrage délégué.

2. Une structure aussi simple, souple, transparente, autonome et peu coûteuse que possible

L'objectif de mettre sous autogestion locale paysanne des marchés ruraux la plus grande partie des ressources ligneuses les plus névralgiques pour l'approvisionnement urbain suppose la création rapide de multiples marchés. Pour que ces marchés ruraux puissent être viables et durables il est indispensable qu'ils soient dès leur création le fruit d'une action volontaire des villageois et qu'ils soient complètement autonomes.

Pour assurer cette viabilité et cette durabilité il est préférable que la structure locale de gestion du marché rural soit aux yeux des villageois concernés la plus simple possible et la plus transparente, la mieux adaptée aux exigences locales et aux spécificités de la société villageoise.

Ceci implique l'absence de modèle standard de structure locale de gestion et la possibilité de formes organisationnelles variées: groupements villageois (simples ou à vocation coopérative), coopératives, etc,... et le caractère adaptatif et évolutif des structures locales de gestion pour faire face aux évolutions ultérieures de la situation du marché rural.

Le marché rural est créé à l'initiative de la communauté villageoise à la suite d'un consensus général garantissant les droits d'usage de chaque groupe d'utilisateurs villageois de la forêt ou de chaque catégorie sociale du village. Les bûcherons sont les principaux acteurs du marché rural. Le choix du village est volontaire et la création du marché rural n'est pas une initiative administrative même si l'existence du marché rural est reconnue par l'administration et reçoit une consécration réglementaire par l'enregistrement administratif. Le marché rural est constitué au niveau villageois. Les bûcherons sont des villageois et leur nombre est limité en fonction de la capacité de production de la zone et donc indirectement du quota annuel d'exploitation du marché rural.

Le marché rural est donc à la fois une association regroupant une partie des hommes du village (et/ou des femmes, rarement au Niger) réellement contrôlée par ses membres et en même temps une structure commerciale, une entreprise qui contribue par les revenus du bois à l'amélioration des conditions de vie des villageois et à la gestion viable des ressources ligneuses naturelles du terroir villageois.

3. Des textes juridiques rassurants et protecteurs pour assurer la légitimité de la gestion locale

La légitimité nouvelle de l'autogestion locale des ressources ligneuses naturelles de la forêt villageoise dévolue au marché rural est consacrée:

* d'abord par l'Ordonnance N° 92-037 du 21 Août 1992,

* ensuite par l'agrément administratif délivré par l'administration de l'Environnement lors de la création du marché rural:

- concrétisé par l'attribution d'un quota annuel d'exploitation,
- donnant lieu à la remise à la structure locale de gestion des coupons permettant la taxation différentielle privilégiée du bois (dans le cadre de l'exploitation orientée ou contrôlée),
- et la perception à la source des taxes forestières par la structure locale de gestion

L'ensemble de ces dispositions vise à rassurer les populations rurales et à lever progressivement leur méfiance, bien compréhensible, face à une réforme qui apparaissait avant sa promulgation à la majeure partie des ruraux comme "hors de l'horizon des possibles".

4. La planification de l'extension des marchés ruraux et l'autonomie des ruraux: complémentarité et implications pour les procédures de création des marchés ruraux

Comment concilier l'indispensable planification des actions de création des marchés ruraux dans les zones prioritaires les plus névralgiques au plan de la ressource ligneuse et permettre la plus large expression de la non moins nécessaire libre expression villageoise du volontariat et de l'autonomie de gestion?

Dans la phase actuelle au début de la transition entre l'exploitation incontrôlée, minière et prédatrice des ressources ligneuses et la "montée en puissance" des marchés ruraux et de la gestion viable à long terme de la ressource ligneuse naturelle, l'objectif de mise sous gestion durable des espaces les plus névralgiques de la ressource constitue évidemment une priorité.

Au cours de cette même phase actuelle, il faut lever l'attentisme des ruraux face à la réforme de la réglementation et de la taxation forestière et l'initiative publique (par l'intermédiaire du PE II -ED) planifiée par les Schémas Directeurs d'Approvisionnement des villes pour inciter à la création des marchés ruraux revêt une importance déterminante.

Mais ultérieurement, lorsque les marchés ruraux géreront l'essentiel des ressources ligneuses les plus névralgiques et contribueront de manière significative à l'approvisionnement urbain, on peut penser que la logique économique de référence de la filière bois-énergie passera de l'exploitation incontrôlée à l'exploitation orientée dans le cadre des marchés ruraux. Dans ce cas l'attentisme des ruraux rassurés sera levé et la demande réellement autonome et volontaire des populations rurales pourra s'exprimer. L'administration de l'Environnement recevra des demandes de création de marchés ruraux de la part de villages volontaires:

- situés dans des zones où ont été créés dans des villages voisins des marchés ruraux mais n'ayant pas été retenus comme prioritaires lors des phases précédentes de création des marchés ruraux à l'initiative de l'administration.
- ou situés dans des zones disposant de ressources forestières limitées mais susceptibles d'alimenter un marché rural.
- ou encore ne contrôlant que des ressources limitées ou marginales ou situés dans des zones qui ne peuvent en aucune manière être considérées comme névralgiques, du point de vue de la ressource,

Il convient donc que les procédures de création des marchés ruraux soient, avant le filtre de la vérification du volontariat villageois, temporairement encore à double entrée soit à l'initiative de l'administration soit à celle du village lui-même avant que ne s'exprime plus que le seul volontariat villageois.

Chapitre 6: Le Marché Rural, une structure commerciale préalable à l'aménagement agro ou sylvo-pastoral villageois

1. Le marché rural doit préexister à la mise en place de l'aménagement agro ou sylvo-pastoral villageois

Dans la mise en oeuvre de la stratégie énergie domestique la gestion durable de la ressource est conçue comme le résultat possible d'une valorisation effective des ressources ligneuses naturelles aux yeux des populations rurales et de leur contribution notable et effective aux revenus ruraux à la fois individuels et collectifs. C'est pourquoi les marchés ruraux sont avant toute chose une structure commerciale et le marché rural précède l'aménagement forestier villageois.

La nécessité de créer rapidement un nombre significatif de marchés ruraux spécialement dans les principales zones de production incontrôlée pour réduire la part de ce type d'exploitation dans l'approvisionnement global des villes impose de donner la priorité aux créations de marchés ruraux "orientés" par rapport aux créations de marchés ruraux "contrôlés". En effet les travaux de délimitation et de concertation intra et inter-villageoises sont beaucoup plus considérables dans le cas de la mise en place d'un marché rural "contrôlé" avec aménagement forestier villageois que dans le cas d'un marché rural "orienté".

Le choix des zones à exploiter doit, dans le cas d'un marché rural "contrôlé" tenir compte non seulement de l'avis des diverses catégories de la population villageoise mais aussi souvent des contraintes liées à la présence plus ou moins durable au cours de l'année des troupeaux de villages voisins ou transhumants. Ces concertations demandent des délais considérables au demeurant parfaitement normaux à partir du moment où les acteurs sociaux concernés comprennent très vite l'ampleur des enjeux:

- importance prévisible des revenus dégagés par l'exploitation forestière; l'exemple de marchés ruraux voisins déjà en activité jouant un rôle déterminant à ce sujet et "faisant rapidement monter les enchères";
- impact des immobilisations d'une partie même limitée de l'espace pastoral et des contraintes diverses imposées à la libre divagation des troupeaux.

Mais si dans nombre de cas la création du marché rural "orienté" n'est qu'une étape transitoire mais plus ou moins durable vers le marché rural "contrôlé" cela nécessite que dès le départ lors de la mise en place du marché rural "orienté", toutes les dispositions soient prises pour que le passage vers l'aménagement forestier villageois soit possible et facile.

Dans la pratique les orientations définies dans les schémas directeurs d'approvisionnement des villes en bois-énergie permettent de déterminer les zones où seront ultérieurement et progressivement mis en place les aménagements forestiers villageois sur les marchés ruraux "orientés" et celles où il ne sera ni nécessaire ni possible parfois d'envisager cette évolution.

2. Le marché rural: un mode de gestion conservatoire et soutenu de la ressource ligneuse là où l'aménagement agro ou sylvo-pastoral villageois n'est pas possible

La mise en place d'un marché rural "orienté" introduit déjà du simple fait de la délimitation et du quota annuel les éléments de base de l'aménagement forestier simplifié et d'une gestion durable des ressources ligneuses naturelles du terroir délimité.

Mais dans les zones où les ressources strictement forestières ont disparu du terroir villageois et où le schéma directeur d'approvisionnement en bois-énergie recommande de créer des marchés ruraux basés sur des aménagements agro-pastoraux ou agro-forestiers des ressources ligneuses du terroir, le marché rural par son existence même et par le quota peut constituer la base de l'aménagement agro-pastoral ou agro-forestier.

Plus encore dans les zones ou dans les villages où il n'est pas envisagé de créer des marchés ruraux avec aménagement forestier villageois, la simple création du marché rural apporte certes sous la forme la plus simplifiée, tous les éléments constitutifs de l'aménagement forestier.

Chapitre 7: L'action du Projet Energie II - Energie Domestique pour la création des Marchés Ruraux et la nécessaire cohérence méthodologique avec les autres actions

1. Une démarche inter-disciplinaire

Comme dans les autres pays sahéliens le monde rural nigérien est caractérisé d'abord par sa diversité, sa complexité et son hétérogénéité: entre deux villages voisins de quelques kilomètres et situés dans le même ensemble physique apparent presque tout sur le plan humain ou social peut changer:

- l'ancienneté d'installation et la force des droits fonciers traditionnels sur l'espace villageois,
- la taille du terroir villageois et la pression foncière, partant la dégradation des terres et l'existence de réserves foncières ou de zones couvertes de végétation ligneuse naturelle;
- la composition ethnique et la répartition des activités entre agriculture, élevage, pêche, etc...

Dans ces conditions un simple souci d'efficacité impose de prendre en compte tous les paramètres susceptibles d'influencer la création ou le fonctionnement ultérieur du marché rural.

A cet effet le projet a défini et mis en oeuvre une méthodologie basée sur la prise en compte de ces divers paramètres et sur une démarche coordonnée et pluridisciplinaire, associant au niveau de la conception des travaux à effectuer des forestiers, des sociologues, des agro-économistes, des économistes, des pastoralistes, des spécialistes du foncier, des formateurs en gestion et en alphabétisation fonctionnelle et basée au niveau de la mise en oeuvre sur des équipes aussi légères et efficaces que possible.

La présentation de ces méthodes composera la plus grande part de la troisième partie de ce document. Dans un souci d'efficacité, de duplication à grande échelle et d'économie de moyens pour permettre une mise en oeuvre ultérieure par l'administration ou par d'autres projets après le terme du projet on a conçu les interventions selon un ordre logique précis.

2. Le choix du village comme unité de base

Au Niger comme dans tout le Sahel le village constitue l'unité sociale de base et la gestion de l'espace s'effectue en prenant comme base essentielle le maillage des terroirs villageois (y compris leurs brousses).

Le marché rural, comme l'aménagement forestier doit être strictement conçu dans un cadre villageois. La délimitation des périmètres d'exploitation et d'aménagement doit être opérée à l'intérieur des limites foncières traditionnelles d'un seul village (²⁷).

²⁷ Dans un seul cas très exceptionnel à la demande insistante conjointe de deux villages il a été créé un seul marché rural commun aux deux villages. Mais on est loin de la procédure antérieure de création des coopératives.

C'est pourquoi il est très vite apparu indispensable de limiter le cadre spatial du marché rural comme de l'aménagement forestier au terroir d'un seul village. Les principales raisons de ce choix ont été les suivantes:

- * la recherche d'une réelle autonomie de gestion des marchés ruraux dès leur création n'apparaît possible que dans le cadre de petites structures de gestion où la gestion restera transparente à tous et où les problèmes resteront limités, circonscrits au cadre de la population du village habituée à les régler au jour le jour;
- * limitées au simple cadre villageois les structures locales de gestion sont nécessairement plus compactes, de structure simplifiée à l'extrême: un Président et ses adjoints, un gestionnaire, avec un fonctionnement quotidien plus souple et plus efficace;
- * le contrôle des stocks de bois préparés par chaque bûcheron est plus facile, plus immédiat et permanent par chacun des bûcherons membre de la structure locale de gestion; la gestion sera plus transparente pour tous les membres et donc la confiance sera plus forte en son sein et la cohésion meilleure;
- * les bûcherons membres du groupement seront plus immédiatement conscients et concernés par les éventuels problèmes commerciaux d'écoulement du bois et se sentiront plus entièrement solidaires et responsables de cet aspect de leur activité;
- * les sommes gérées par la structure locale de gestion sont moins importantes et la gestion de la trésorerie est donc plus simple et plus facile. Il ne se pose pas dans le cas des marchés ruraux les difficiles problèmes que connaissent les coopératives forestières antérieures comme Guesselbodi, Faïra, Hamadidé, etc... de répartition des résultats entre les différents groupes villageois qui sont des sources de méfiance voire de conflits.

MARCHÉ RURAL VILLAGEOIS OU MARCHÉ RURAL INTER-VILLAGEOIS ?

extrait de: "COMPLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES ET RECOMMANDATIONS PRATIQUES RELATIFS À LA CRÉATION, L'ANIMATION ET LE SUIVI DES MARCHÉS RURAUX DE BOIS DE FEU ET DES AMÉNAGEMENTS FORESTIERS VILLAGEOIS"; Alain BERTRAND, DT 14, Assistance technique SEED/CIRAD-Forêt, novembre 1991.

Une des raisons les plus fréquemment invoquées de certaines réticences pour admettre le principe de la création des marchés ruraux dans un cadre villageois est la **crainte de voir l'administration et en particulier celle de l'Environnement submergée par la tâche du contrôle d'un grand nombre de petits marchés ruraux**. Ne serait-il pas plus simple et plus efficace de créer un petit nombre de marchés ruraux inter-villageois réputés plus faciles (parce que moins nombreux) **à encadrer techniquement et financièrement et à contrôler**?

Cette éventualité aurait de fortes chances de se révéler largement fallacieuse et utopique pour les raisons suivantes :

- * Le contrôle ou le suivi technique d'un marché rural inter-villageois (qui comporterait dans la plupart des cas plusieurs lieux de vente différents correspondant à chacun des villages) devrait nécessairement se faire aux deux niveaux inter-villageois et villageois. Cela impliquerait donc par rapport au contrôle d'un marché rural villageois non pas un allègement du travail mais des **tâches supplémentaires**.
- * Dans le cadre d'un marché rural villageois la **gestion est très simple** donc facilement bien comprise par les villageois, le contrôle est d'une **simplicité** et d'une **rapidité** extrême. Les structures de gestion seront nécessairement **plus compactes** et d'un fonctionnement quotidien plus **souple** et donc plus **efficace**.
- * Le **contrôle** des stocks de bois préparés par chaque bûcheron sera **plus facile, plus immédiat et permanent** par chacun des bûcherons membre du groupement; la gestion sera beaucoup plus **transparente** pour tous les membres du groupement et donc la **confiance** en son sein et sa **cohésion** seraient meilleures.
- * Les bûcherons membres du groupement seront plus immédiatement **conscients et concernés** par les éventuels problèmes commerciaux d'écoulement du bois et se sentiront plus entièrement **solidaires et responsables** de cet aspect de leur activité.

Au contraire, la complexité des structures inter-villageoises et de la gestion à deux niveaux différents nécessitera une **vérification** beaucoup plus **poussée de comptes complexes** (qui serait sans doute l'occasion inévitable d'un **travail d'explication** particulièrement long vis à vis des groupes villageois à priori méfiants). Les agents administratifs devront être plus **qualifiés** et passer au total notablement **plus de temps** dans les villages pour effectuer correctement leur travail.

* D'autre part que se passera-t-il dans le cas d'un marché rural inter-villageois si les membres d'un village **ne jouent pas le jeu** comme prévu, par exemple s'ils ne respectent pas les mises en défens sur leurs parcelles villageoises de forêt aménagée (et il serait utopique de croire que tous les villageois de tous les villages joueront le jeu en toute circonstance). L'administration se trouverait confrontée à un **problème complexe de réduction du quota** qui nécessitera une concertation difficile et longue au niveau inter-villageois et pourra remettre en question l'équilibre de l'édifice élaboré pour la création du marché rural. La tentation sera grande pour les agents de l'administration de laisser faire et de fermer les yeux...

Au contraire si un marché rural villageois ne respecte pas les règles contractuelles préétablies, il sera beaucoup plus facile à l'administration de s'en apercevoir et de supprimer immédiatement le quota et l'agrément du marché rural villageois; cela aurait même une **fonction éducative** évidente pour les autres marchés ruraux villageois.

* Dans le cadre d'un marché rural villageois, les sommes gérées seront moins importantes. La gestion de trésorerie sera plus simple et plus facile, puisque ne se poseront pas de difficiles problèmes de répartition entre divers groupes villageois qui ne pourraient qu'être des sources de méfiance, voire de conflits. Le contrôle des villageois est permanent et les risques de détournement sont à l'évidence considérablement plus faibles. De la même manière les surfaces forestières sont plus faibles et les risques de dégradation environnementale en cas de "dérapiage" sont morcelés et donc amoindris.

Chapitre 8: Le marché rural, outil de mise en oeuvre du schéma directeur d'approvisionnement urbain en bois-énergie

Les travaux de préparation des schémas directeurs d'approvisionnement en bois-énergie des villes, ont permis de définir les réorientations souhaitables des flux de bois-énergie, de focaliser les interventions locales du Projet sur diverses zones prioritaires.

La création des marchés ruraux du bois de feu ne constitue qu'un des éléments, essentiel, mais indissociable de l'ensemble de ceux qui fondent les orientations de la Stratégie Energie Domestique:

- * mise en place d'un nouveau Système de taxation du bois-énergie qui soit un véritable outil au service des politiques forestières et énergétiques;
- * renforcement du Système de contrôle des transports de bois-énergie et contrôle effectif d'au moins 80% des quantités réelles de bois entrant en ville;
- * réorganisation des structures et du système actuel de distribution-commercialisation du bois-énergie par l'Organisation de Marchés Ruraux du bois de feu créés par des entités locales et gérés par des Structures locales de gestion;
- * attribution de la responsabilité et du bénéfice de la gestion des ressources naturelles par la mise sous quota annuel d'exploitation dans le cadre des marchés ruraux et en outre pour une part d'entre eux, mise sous Aménagement forestier villageois simple et rationnel d'une partie significative des zones d'approvisionnement des villes.

Le Système de taxation est indispensable pour orienter les flux de collecte du bois-énergie préférentiellement vers les Marchés Ruraux du bois de feu et les Aménagements Forestiers Villageois et réduire et décourager progressivement l'exploitation incontrôlée qui domine actuellement. Le Système de Contrôle est indispensable pour que le Système de Taxation puisse jouer efficacement son rôle d'orientation économique sur les acteurs de la filière bois-énergie. Les Marchés Ruraux du bois de feu sont l'outil indispensable pour permettre aux populations rurales de retrouver le bénéfice de la gestion locale des ressources naturelles et les Aménagements forestiers villageois permettent seuls d'assurer une gestion conservatoire et non destructrice des ressources naturelles locales (Bibliographie N°11).

Les schémas directeurs d'approvisionnement des villes ont pour but de définir l'organisation souhaitable de l'approvisionnement urbain en bois-énergie sur les plans géographique, technique, socio-économique, de localiser les zones d'exploitation forestière prioritaire et d'identifier les Schémas de gestion des ressources forestières appropriées à chacune d'elles.

Le schéma directeur d'approvisionnement en bois-énergie doit être compris comme un outil d'orientation, de planification et de suivi, base de la rationalisation de la gestion des ressources ligneuses situées dans le bassin d'approvisionnement de la ville, et de la réorganisation nécessaire de la filière commerciale d'exploitation, transport et distribution en ville du bois-énergie.

Les marchés ruraux apparaissent comme un moyen pour assurer la réalisation des objectifs définis dans le cadre de la Stratégie Energie Domestique et précisés à l'occasion des Schémas directeurs d'approvisionnement des villes:

- * assurer le transfert de responsabilité au bénéfice des populations rurales en matière de gestion, d'exploitation des ressources ligneuses et de commerce primaire du bois;
- * permettre l'augmentation du pouvoir de négociation des ruraux vis-à-vis des professionnels du transport et du commerce urbain de bois de feu en vue d'une meilleure rémunération du travail paysan et d'une élévation progressive de la valeur de l'arbre sur pied;
- * orienter l'exploitation forestière vers les zones prioritaires;
- * rendre possible l'amélioration de la capacité de contrôle et de suivi des flux de bois par les pouvoirs publics.

La mise en place des marchés ruraux doit se traduire par une modification structurelle des filières bois-énergie des villes dans un sens plus favorable aux producteurs ruraux et doit ainsi les inciter à préserver et à gérer de façon durable une ressource susceptible de leur apporter des revenus réguliers.

1. La restructuration de l'exploitation primaire du bois-énergie

Le chapitre 4 du Schéma Directeur d'Approvisionnement en Bois-énergie de Niamey présente les résultats des enquêtes filière bois réalisées en 1989 par le PE II-VO qui ont en particulier fait ressortir les éléments suivants:

- * le trafic par camions (85 000 tonnes/an) apporte à Niamey 64 % du trafic annuel de bois de feu vers la capitale soit: 133 000 tonnes et il est constitué à 75 % par des chargements complets. Ce sont donc près de 64 000 tonnes qui sont chaque année chargés sur les lieux de coupe par des bûcherons salariés amenés de Niamey par les commerçant-transporteurs et exploités dans les terroirs villageois sans que les ruraux qui y habitent ne bénéficient d'aucune contre-partie.
- * les ruraux qui sont souvent également des producteurs primaires non seulement sont dépossédés des ressources ligneuses de leur terroir sans contrepartie mais ils subissent en outre une concurrence sévère qui rend difficile l'écoulement de leurs produits même à vil prix.

De la même manière, les chapitres 4 des deux documents du Schéma Directeur d'Approvisionnement en Bois-énergie de Maradi et du Schéma Directeur d'Approvisionnement en Bois-énergie de Zinder présentent les résultats des enquêtes filière bois réalisées en 1989 par le PE II-VO qui ont en particulier fait ressortir les éléments suivants (Bibliographie N° 12 & N° 13):

- * le trafic par camions et semi-remorques (31 000 tonnes/an) apporte à Maradi 80 % du trafic annuel de bois de feu soit: 39 000 tonnes et il est constitué à 71 % par chargements complets: 22 000 tonnes/an. Ce sont donc près de 34 000 tonnes qui sont chaque année chargés sur les lieux de coupe pour près des deux tiers par des bûcherons salariés amenés de Maradi par les commerçant-transporteurs et exploités dans les terroirs villageois sans que les ruraux qui y habitent ne bénéficient d'aucune contre-partie.
- * le trafic par camions (15 000 tonnes/an) apporte à Zinder 60 % du trafic annuel de bois de feu vers la capitale soit: 25 000 tonnes. Le bois entre à Zinder à 50 % par des chargements complets. Ce sont donc près de 6 000 tonnes qui sont chaque année chargés sur les lieux de coupe par des bûcherons salariés amenés de Zinder par les commerçant-transporteurs et exploités dans les terroirs villageois sans que les ruraux qui y habitent ne bénéficient d'aucune contre-partie.

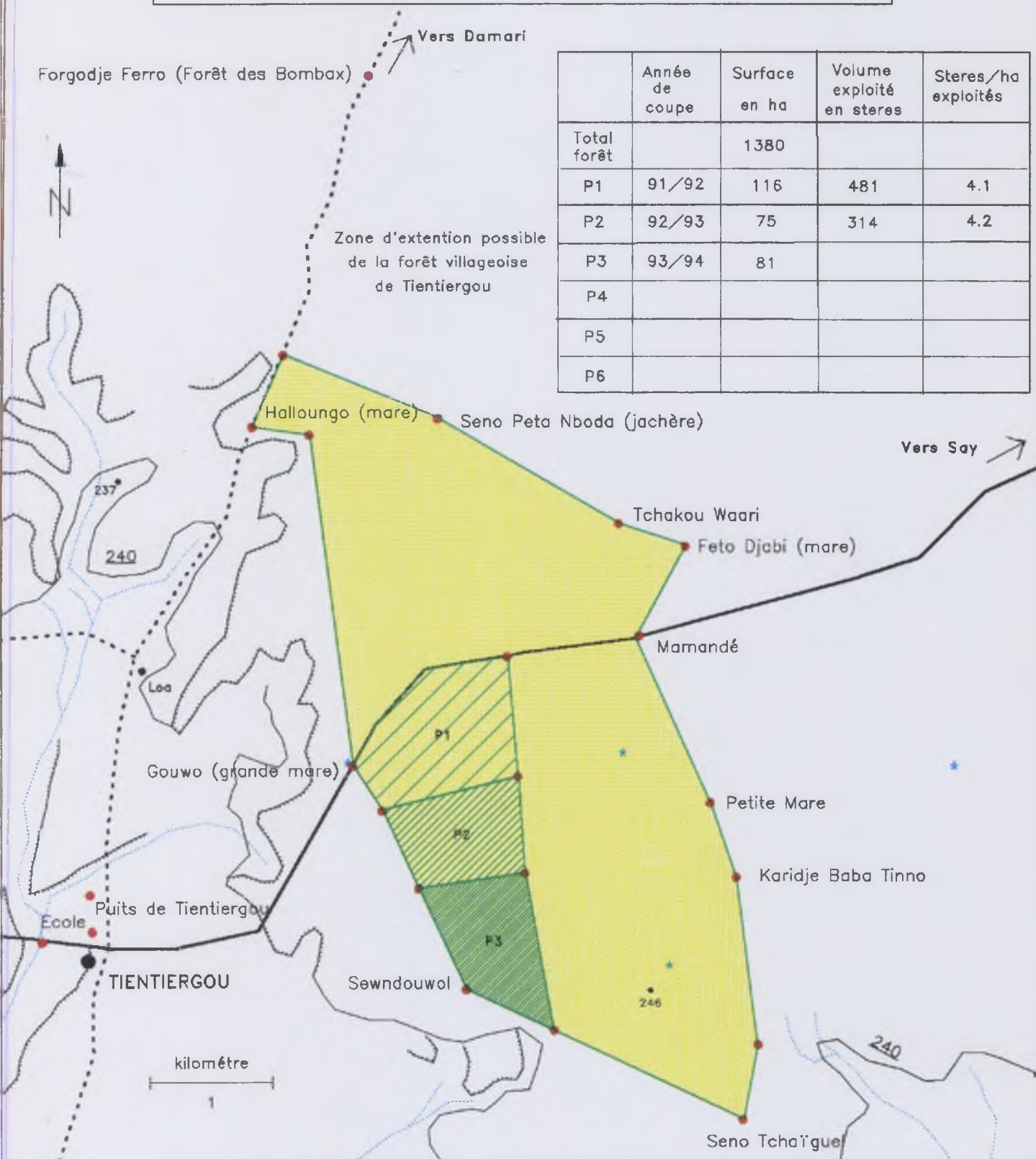
* Ainsi à Zinder, la chaîne "Camion/Gouré - Mirriah -Damagaram Takaya" aboutit donc à exclure les ruraux de ces arrondissements une grande part des ruraux qui pourraient bénéficier de revenus du bois.

C'est donc sur la base d'un diagnostic concordant que la Stratégie Energie Domestique vise par la création des marchés ruraux à restructurer la production primaire du bois-énergie au profit des producteurs ruraux. La création des marchés ruraux vise à contraindre les commerçant-transporteurs à acheter le bois et à renoncer à l'exploitation incontrôlée.

Les deux Schémas suivants présentent pour Niamey l'organisation de la chaîne dominante de mise en marché du bois en 1990 et l'objectif de la Stratégie Energie Domestique et de la création des marchés ruraux concernant cette chaîne.

On voit bien qu'il s'agit essentiellement de transformer la structuration de la filière au niveau de la production primaire.

FORET VILLAGEOISE DE TIENTIERGOU



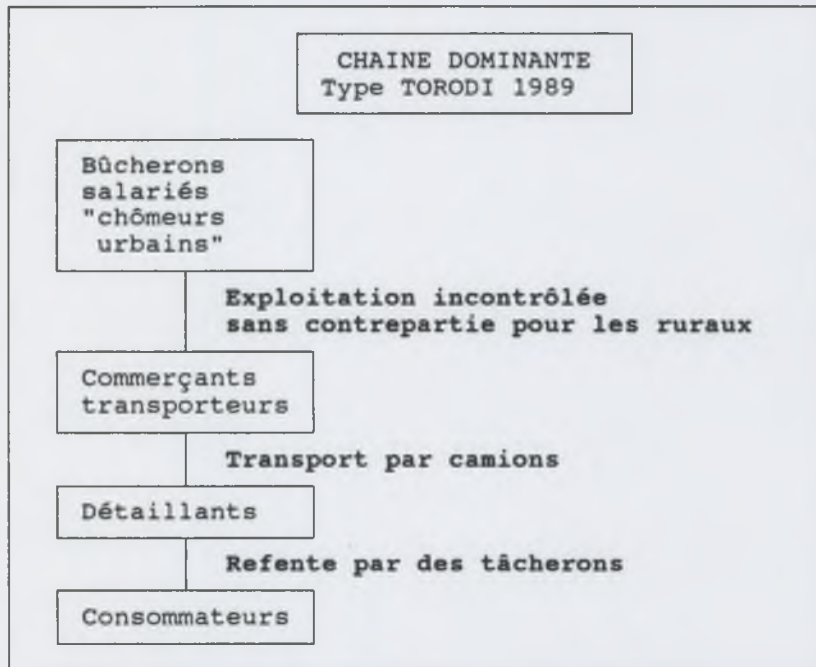
LEGENDE FOND DE CARTE

- Route de praticabilité permanente
- Piste piétonnière importante
- Courbe de niveau
- Ligne de crête
- Points cotés
- Cours d'eau temporaire
- ★ Mares temporaires
- Points levés au GPS

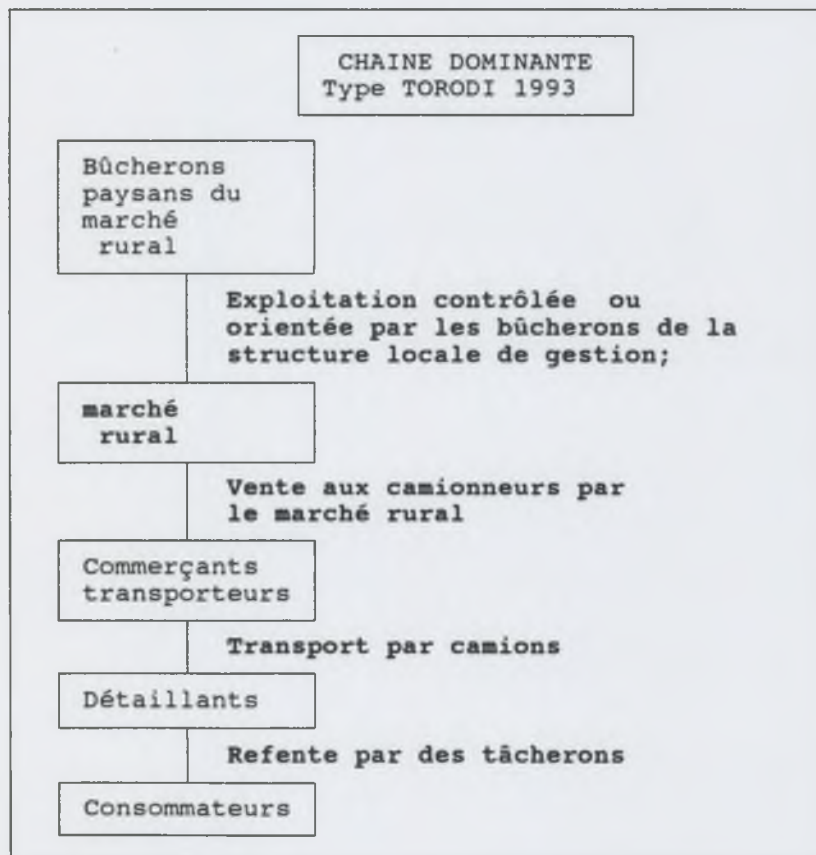
AMENAGEMENTS VILLAGEOIS

- Forêt villageoise de Tientiergou
- P1: Coupe 91/92
- P2: Coupe 92/93
- P3: Coupe 93/94

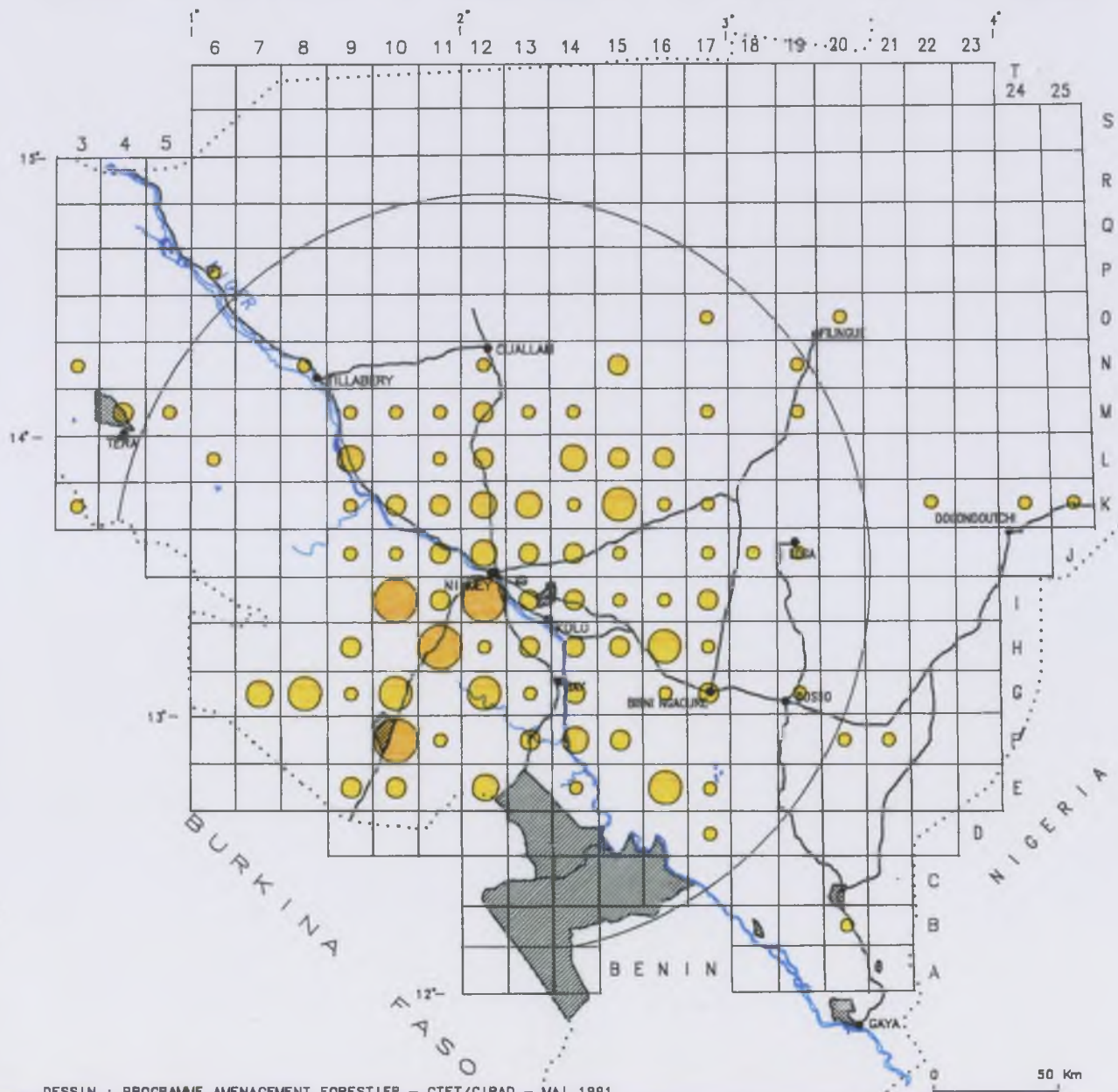
LE MODELE DOMINANT DE L'EXPLOITATION INCONTROLEE AVANT LA REFORME DE 1992



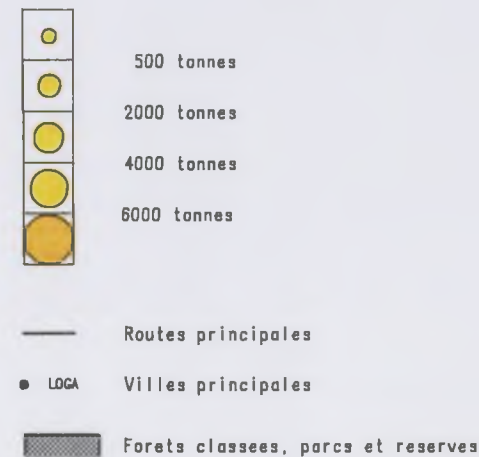
LE MODELE DOMINANT QUE LA REFORME DE 1992 VISE A METTRE EN PLACE



FLUX D'APPROVISIONNEMENT EN BOIS DE NIAMEY



FLUX ANNUEL PAR CARRE HOMOGENE



2. La réorientation spatiale des flux de bois-énergie

La réorientation spatiale des trafics de bois-énergie vise d'abord à diminuer progressivement l'intensité des prélèvements sur les zones:

- * où le bilan de la ressource est fortement déficitaire,
 - soit par suite d'une intense dégradation du milieu et parce que l'exploitation du bois reste une des dernières activités susceptibles de dégager des revenus au ruraux dans les zones en cours de marginalisation: type Ouallam par exemple;
 - soit du fait d'une forte pression de l'exploitation incontrôlée dans une zone bien pourvue en ressources;
 - soit du fait d'une dynamique de défrichement agricole et de front pionnier: type Tamou par exemple;
- * où l'exploitation incontrôlée progresse selon un "front de coupe" obéissant à la logique d'exploitation minière des commerçant-transporteurs.

Elle vise ensuite dans un premier temps à répartir plus équitablement la récolte forestière sur l'ensemble des zones disposant d'une ressource suffisante et dans un deuxième temps à stabiliser le rythme de la récolte à un niveau compatible avec la possibilité de la ressource, c'est à dire à garantir la durabilité des modes d'exploitation.

L'analyse des résultats des évaluations préalables des ressources forestières, des filières d'approvisionnement et des dynamiques agro-socio-économiques réalisées dans le cadre de l'élaboration des Schémas directeurs d'approvisionnement, a permis, d'une part, de localiser les zones prioritaires d'intervention et d'estimer la quantité annuelle de bois-énergie qui peut être prélevée dans ces zones.

d'autre part, elle a permis d'identifier les modes prioritaires d'intervention pour chacune de ces zones. Ces modes peuvent être regroupés en deux grandes catégories:

- * exploitation "orientée": mise sous quota (c'est à dire fixation de la quantité annuelle maximale de bois qui peut être exportée vers la ville) sans aménagement forestier (stricto sensu);
- * exploitation "contrôlée": mise sous quota associée à un aménagement du type agro-pastoral, sylvo-pastoral ou agro-forestier selon les caractéristiques des ressources ligneuses et des dynamiques agro-socio-économiques de la zone.

Ces différents éléments sont résumés dans le tableau ci-après qui montre que selon les schémas directeurs d'approvisionnement des villes:

- * *"à Niamey les zones d'intervention prioritaires représentent moins de 15 % des superficies forestières du bassin d'approvisionnement et disposent d'un potentiel de production durable de bois-énergie de l'ordre de 40 % de la demande urbaine actuelle;*
- * *à Maradi, les zones prioritaires d'intervention représentent près de 60 % des superficies forestières du bassin d'approvisionnement et disposent d'un potentiel de production durable de bois-énergie de l'ordre de 70 % de la demande urbaine actuelle;*
- * *à Zinder, les zones prioritaires d'intervention représentent un peu plus de 40 % des superficies forestières du bassin d'approvisionnement; elles disposent d'un potentiel de production de bois-énergie supérieur à la demande actuelle, mais une partie de ce potentiel est constitué d'arbres morts dont le stock devrait être épuisé au cours des dix prochaines années"* (Bibliographie N° 14).

ZONES ET MODES PRIORITAIRES D'INTERVENTION

Villes	Total des superficies forestières (ha)	Zones prioritaires d'intervention			
		superficies (ha)			potentiel annuel de production durable (tonnes/an)
		exploitation "orientée" (quota simple)	exploitation "contrôlée" (quota + aménagement)	total	
Niamey	2 438 100 100%	180 200 7%	168 000 7%	348 200 14%	56 100
	stères/ha/an (a)	0,6	0,5		
Maradi	345 200	34 400	158 000	192 400 56%	29 300
	stères/ha/an (a)	0,7	0,9		
Zinder	431 800 (b)	157 900 (b)	29 400	187 300 (b) 43%	10 000 + 19 200 (c)
	stères/ha/an (a)	0000,5	0,7		

Source: Bibliographie N°14

GRILLE DE DÉCISION DU SCHEMA DIRECTEUR D'APPROVISIONNEMENT EN BOIS DE MARADI

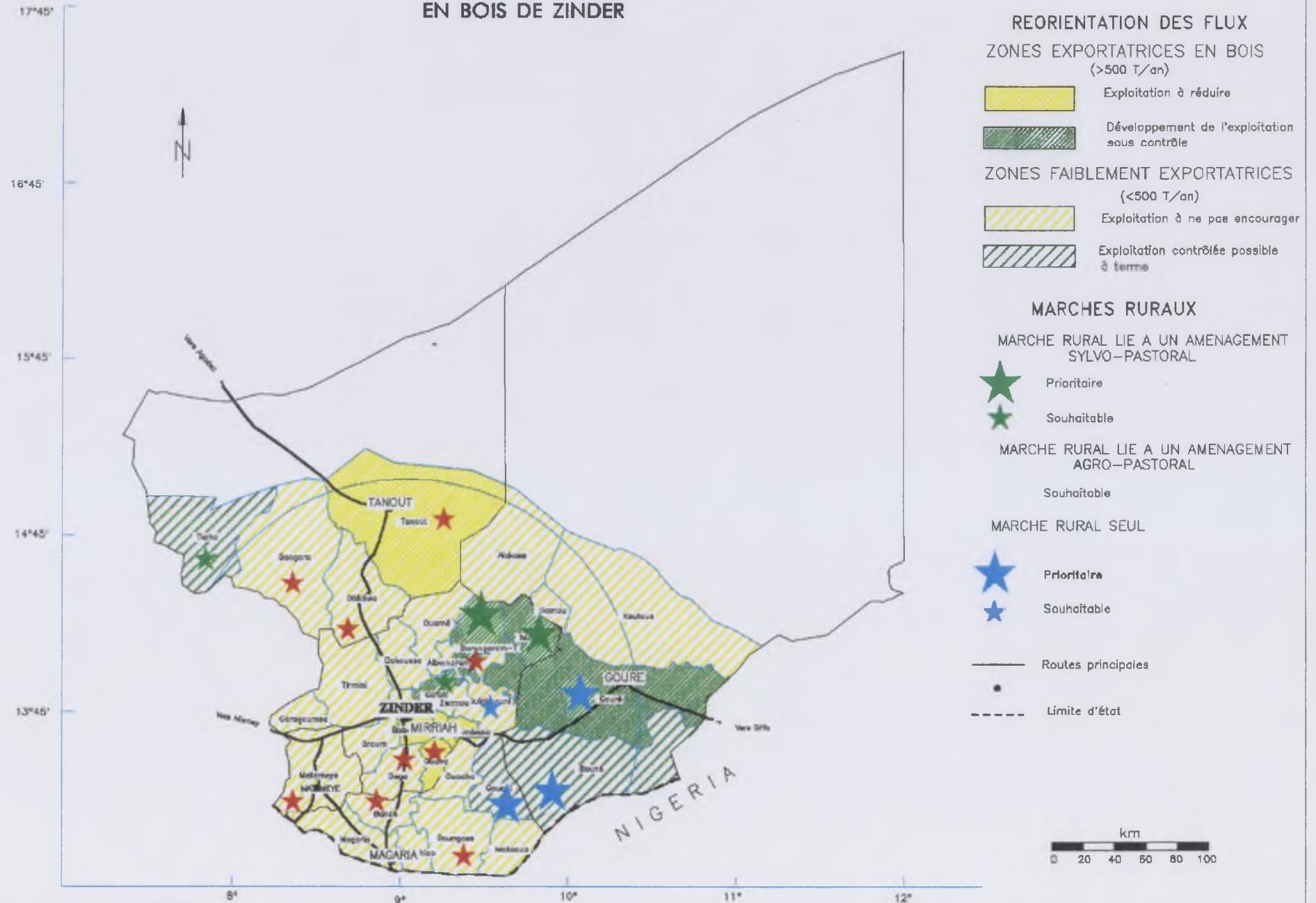
TABLEAU 3 : GRILLE DE DECISION - SCHEMA DIRECTEUR D'APPROVISIONNEMENT EN BOIS DE MARADI

Commune	Consommation rurale (t)	Export Zinder	Importation	Stock (t)	Prévisions	Source	Transport	Autre
BAFO	4188	1422	18403	10882	Payans + Bûcherons extérieurs	Sur lieu de coupe	Camions	Madaroumfa
TSANI	8891	2023	8718	1084	Payans	coupe et bord route	Animallera + Barchas	G.Roumji
BOLI (TADIR)	2888	0	2888	817				
GUIDAN ROUMJI	4171	4884	8838	373	Payans	Mise	Divers	G.Roumji
BARKIN YAMA	1804	1088	3038	388	Payans + Bûcherons extérieurs	Sur lieu de coupe	Camions	Madaroumfa
GAZI	4218	8348	13821	288	Payans + Bûcherons extérieurs	Sur lieu de coupe	Camions	Madaroumfa
MADAROUNFA	8087	4880	12848	232	Ruraux	Sur lieu de coupe	Camions	Madaroumfa
GUIDAN BORI	4887	104	4880	228	Payans	Mise	Divers	G.Roumji
KURAFANE	3308	0	1838	-1471				
DJIRATAWA	3273	3382	4878	-1887	Payans	Directe	Animallera	Madaroumfa
BADER GUILA	2748	0	818	-2228				
CHADAKORI	4843	743	1488	-3828	Payans	Bord de route		G.Roumji
BAE-BABAQUA	4883	80	182	-4171	Animallera	Directe	Animallera	G.Roumji
AGUE	11080	28	4878	-8888	Payans	Mise	Divers	Zinder
KORGOM	8718	0	288	-8488				
BIRNI N'LALLE	7148	708	818	-7338	Payans	Bord de route	Divers	G.Roumji
GANGARA	7830	0	273	-7887				
KANAMBAKACHE	10487	0	1818	-8838				
TESSAOUA	10778	1711	1871	-10814	Payans	Bord de route	Divers	Zinder
KORNAKA	18847	0	2888	-13882				
MAYANI	14488	0	1184	-13841				
Total	157888	18812	88888	-78878				
NIGERIA		8888	31838					
Consommation Maradi		38878						

(1) Consommation rurale = 0,8 kg/personne/jour dont la moitié seulement est prise sur la ressource forestière

(2) Bilan = possibilité - consommation rurale - export vers Maradi

SCHEMA DIRECTEUR D'APPROVISIONNEMENT EN BOIS DE ZINDER



Chapitre 9: **La réforme réglementaire un préalable nécessaire à l'émergence des marchés ruraux**

La réforme de la réglementation sur l'exploitation, le transport et le commerce du bois-énergie mise en vigueur par l'Ordonnance n°92-037 du 21 Août 1992, le décret n° 92-279 de la même date et l'arrêté n° 09/MHE/DE du 23 Février 1993 constitue une des pierres angulaires sur lesquels est en cours de construction l'édifice des marchés ruraux.

Le nouveau dispositif réglementaire et fiscal a été conçu pour:

- * inciter les commerçant-transporteurs de bois-énergie à se diriger vers certaines zones rurales plutôt que d'autres suivant les prescription des Schémas directeurs d'approvisionnement en bois-énergie des villes,
- * concrétiser le transfert de responsabilité entre l'Etat et les populations rurales en matière de gestion et de contrôle de l'exploitation des ressources ligneuses et du commerce primaire du bois-énergie,
- * motiver les Collectivités locales, c'est à dire essentiellement les Arrondissements, et leur donner les moyens de jouer un rôle de moteur et de conseil auprès des populations rurales, afin de stimuler la mise en place des marchés ruraux et des aménagements forestiers villageois,
- * contrôler efficacement les flux de bois-énergie pour pouvoir limiter le prélèvement de bois à la possibilité de la ressource, réduire la fraude fiscale à un niveau résiduel, et disposer d'un outil de suivi permanent de l'exécution des Schémas directeurs d'approvisionnement,
- * pouvoir peser sur les prix de vente du bois au niveau du commerce primaire, dans le sens d'une plus juste rémunération du travail des populations rurales qui soit une réelle incitation à la gestion durable des ressources ligneuses,
- * pouvoir peser sur les prix de vente du bois-énergie aux consommateurs urbains, et donc modifier les termes de la concurrence en vue de contribuer au succès des actions de promotion des combustibles de substitution et à la diffusion des foyers et réchauds améliorés,
- * générer des recettes substantielles, qui permettent l'auto-financement des coûts de fonctionnement du dispositif mis en place et, progressivement, des investissements d'aménagement des ressources ligneuses à réaliser.

Parmi tous ces objectifs complémentaires ceux qui concernent plus spécifiquement les marchés ruraux sont les suivants.

1. Défavoriser économiquement l'exploitation incontrôlée et orienter les professionnels vers les marchés ruraux

La fiscalité différentielle mise en place dans le cadre de la réforme de la réglementation de 1992 vise à inciter l'exploitation orientée ou contrôlée donc la production de bois-énergie dans le cadre des marchés ruraux plutôt que la pratique de l'exploitation incontrôlée. Le tableau ci-dessous présente les taux de taxe applicables dans ces différents cas.

LA NOUVELLE FISCALITE DIFFERENTIELLE SUR LE BOIS DE FEU

Catégories des marchés ruraux F CFA/stère	MARCHÉS RURAUX		ZONES INCONTRÔLÉES
	CONTRÔLÉS	ORIENTÉS	
Première (moins de 40 Km)	350	375	600
Deuxième (entre 40 et 80 Km)	315	340	600
Troisième (au delà de 80 Km)	280	300	600

Les structures de prix établies en 1990 lors des études "filères bois-énergie" réalisées dans les quatre villes de Niamey, Maradi, Zinder et Tahoua par le PE II - ED / VO, montrent que les niveaux actuels de taxation n'instituent pas un différentiel suffisant entre l'exploitation contrôlée ou orientée dans le cadre des marchés ruraux et l'exploitation incontrôlée dans le cadre de la pratique actuelle courante des commerçant-transporteurs. La différence de coût reste favorable à l'exploitation incontrôlée et explique que deux mois après la mise en place de la réforme certains marchés ruraux ont toujours du mal à écouler leurs produits.

LES EFFETS ECONOMIQUES DE LA NOUVELLE TAXATION SUR LES STRUCTURES DE PRIX DU BOIS-ENERGIE AUTOUR DE NIAMEY (cas de la chaîne dominante type Torodi)

Catégories des marchés ruraux F CFA/tonne de bois	MARCHÉS RURAUX		ZONES INCONTRÔLÉES
	CONTRÔLÉS (28)	ORIENTÉS	
Structure des prix hors taxes forestières:			
Prix ou coût de production primaire	2900	2900	2100
Coût de transport	2700	2700	2700
Taxe sur le bois-énergie	-	-	-
prix de gros	10400	10400	10400
<u>marge brute sur le prix de gros</u>	<u>4700</u>	<u>4700</u>	<u>5600</u>
Taxes sur le bois-énergie	1167	1250	2000
Structure des prix taxes comprises			
Prix ou coût de production primaire	2900	2900	2100
Coût de transport	2700	2700	2700
Taxe sur le bois-énergie	1167	1250	2000
prix de gros	10400	10400	10400
<u>marge brute sur le prix de gros</u>	<u>3533</u>	<u>3450</u>	<u>3600</u>

²⁸ Au Niger les nouveaux textes réglementaires définissent que:

- * l'exploitation "contrôlée" est celle pratiquée sur les "marchés ruraux" (structures commerciales définies par les textes et agréées par l'administration de l'Environnement) avec un aménagement forestier villageois;
- * l'exploitation "orientée" est pratiquée sur les marchés ruraux simples (sans aménagement forestier villageois);
- * l'exploitation forestière commerciale pratiquée hors des marchés ruraux est réputée être "incontrôlée" et à ce titre redevable de taxes forestières à un taux maximum.

Ce tableau montre que le nouveau régime de taxation actuel n'institue pour les professionnels aucune incitation économique à aller chercher le bois préférentiellement sur les marchés ruraux.

Au contraire on assiste en mai 1993 à un boycott plus ou moins larvé des marchés ruraux (les professionnels étant logiquement soucieux de voir s'instituer un régime qui à terme leur fermera totalement l'accès libre aux ressources ligneuses et qui d'ores et déjà les prive de l'accès libre à celles qui sont les plus intéressantes.

Ainsi, sur l'axe Dosso, le bois était payé jusqu'à la réforme réglementaire et encore récemment, par les commerçant-transporteurs aux tâcherons installés à Kodo ou aux vendeurs bord de route à Koffo à 7 ou 8000 F CFA / chargement de bâchée alors qu'à quelques kilomètres de là le bois du marché rural de Toudou (qui provient des mêmes zones forestières) n'est pas acheté alors qu'il est en vente à 5000 F CFA / chargement.

Pour que l'incitation économique puisse jouer il faudrait que le différentiel entre l'exploitation orientée et l'exploitation incontrôlée soit encore augmentée d'au moins de 1.5 à 2 F CFA/Kg, c'est à dire que le taux de taxation de l'exploitation incontrôlée dépasse les 1200 F CFA/stère.

2. Redonner aux ruraux la légitimité de la gestion locale des ressources naturelles

La reconnaissance par l'Etat, maintenant acquise au Niger depuis l'ordonnance de 1992 ⁽²⁹⁾, de la légitimité des systèmes locaux de gestion des ressources naturelles apparait sans doute comme le moyen le plus rapide et ayant le meilleur rapport efficacité/coût pour une gestion durable des ressources forestières.

La nouvelle réglementation sur les marchés ruraux:

- * parce qu'elle ne définit les marchés ruraux que comme une structure commerciale et en ne fixant à leur sujet qu'un cadre extrêmement large permettant de fait toutes les adaptations

- * parce qu'elle redonne explicitement la légitimité et la maîtrise de la gestion des ressources naturelles à la population rurale,

apparaît comme un moyen de re-dynamiser, faire évoluer les systèmes locaux coutumiers de gestion des ressources ligneuses ⁽³⁰⁾ en leur donnant une nouvelle légitimité dans le cadre de la création de nouveaux espaces communs.

La perspective de cette nouvelle légitimité, confisquée par l'Etat depuis les textes de 1935 édictés par la puissance coloniale et revendiquée comme un attribut essentiel par l'administration forestière, semblait en 1989 et 1990 encore un rêve parfaitement utopique et irréalisable à la grande majorité des ruraux nigériens. Une des premières tâches des équipes du PE II-VO pour apprécier la faisabilité de la mise en place des marchés ruraux fut très clairement "*d'ouvrir l'horizon des possibles*" aux yeux des villageois.

Cela fait, il s'avérait de façon quasi-générale que les ruraux assistaient impuissants, marginalisés et catastrophés à la dilapidation et à l'exploitation prédatrice des ressources ligneuses de leur terroir par les équipes de bûcherons salariés (chômeurs urbains) amenés directement par les commerçant-transporteurs.

²⁹ Le principe de cette reconnaissance avait déjà été formulé dans un arrêté de 1990.

³⁰ que leur absence de légitimité réduisait à un simple usage (cueillette et pâturage)

A remarquer que même depuis la promulgation de la nouvelle réglementation forestière, cette reprise de légitimité et de gestion ne va pas sans problème car bien souvent les villageois n'ont pas encore ni l'assurance ni les moyens de faire respecter leur nouvelle autorité et les services de l'Environnement ne mettent pas encore toute la diligence nécessaire ⁽³¹⁾ pour apporter aux villageois le soutien qu'ils réclament et dont ils ont besoin.

A cet effet la nouvelle fiscalité forestière fixe une clé de répartition des recettes fiscales perçues au niveau des marchés ruraux, entre:

- * le marché rural, afin d'inciter les communautés villageoises à se doter de marchés ruraux,
- * l'arrondissement dont relève le marché rural, afin d'inciter les collectivités territoriales à favoriser la création de marchés ruraux sur le territoire qu'elles administrent,
- * le Trésor Public, afin de générer des recettes pour l'Etat.

Dans le cas de l'exploitation "incontrôlée", les recettes sont réparties entre l'arrondissement et l'Etat.

En outre, la nouvelle fiscalité forestière fixe l'affectation des recettes pour chaque bénéficiaire en vue de contribuer à l'auto-financement des activités forestières:

- * une part des recettes revenant aux marchés ruraux et aux arrondissements doit être investie dans des travaux de protection et de régénération des ressources forestières,
- * une part des recettes revenant à l'Etat doit être affecté au financement du contrôle forestier.

Les taux de répartition des recettes en vigueur depuis mars 1993 sont donnés au Tableau ci-après.

RÉPARTITION DES RECETTES FISCALES

Bénéficiaire	Marchés ruraux		Exploitation "incontrôlée"
	"contrôlés"	"orientés"	
Marché rural	50%	30%	
Collectivité territoriale	40%	20%	10%
Trésor Public	10%	50%	90%

³¹ Faute bien souvent de moyens que la nouvelle réglementation leur propose de mobiliser grâce à leur travail en faveur des ruraux.

3. Peser sur les prix à la production primaire pour inciter à une gestion durable des ressources ligneuses par une plus juste rémunération des populations rurales

En instituant les marchés ruraux l'Etat nigérien certes restitue aux ruraux la légitimité de la gestion et de l'exploitation des ressources ligneuses du terroir, mais surtout sur le plan économique il donne au marché rural le monopole de la vente locale du bois provenant du terroir villageois.

Ce monopole va peser sur les prix à la production primaire pour trois raisons fondamentales:

- * D'une part, les chaînes d'approvisionnement des villes sont transformées et les commerçant-transporteurs doivent renoncer à l'exploitation directe de la ressource et passer par l'intermédiaire des marchés ruraux. La réforme réglementaire institue donc une rupture de charge, un stockage intermédiaire, une manutention, une gestion commerciale au niveau du marché rural toutes opérations qui économiquement parlant s'analysent en termes de coûts donc de hausse du prix du bois à la production.

- * D'autre part le marché rural est une structure commerciale villageoise, donc collective à forme mutualiste ou coopérative (très variable selon la diversité des situations villageoises) qui introduit un niveau d'organisation plus élevé des producteurs. Regroupés dans la structure locale de gestion les bûcherons du marché rural fort de leur monopole local d'exploitation défendront mieux leurs intérêts et discuteront beaucoup plus à égalité avec les commerçant-transporteurs. Le partage des marges au sein de la filière évoluera donc en leur faveur, élevant ainsi le prix du bois à la production primaire.

- * Enfin au fur et à mesure que les marchés ruraux vont commercialiser du bois et apprécier de façon plus aiguë de l'importance des revenus réguliers que peut leur apporter régulièrement la forêt si elle est gérée et exploitée de façon durable, ils vont parallèlement prendre conscience des coûts que leur imposera progressivement les travaux de régénération du potentiel ligneux pour garantir la durabilité de l'exploitation. La valeur de l'arbre sur pied s'élèvera progressivement à leurs yeux et ils chercheront à la faire passer dans le prix de vente primaire du bois qui tendra donc à moyen terme à s'élever.

Chapitre 10: Le contrôle forestier du trafic de bois-énergie: une nécessité vitale pour les marchés ruraux

Toute réglementation implique un contrôle de son application et la nouvelle réglementation forestière du Niger mise en place par l'Ordonnance de 1992 ne fait pas exception à la règle. Toutefois, s'agissant d'une réglementation visant à redonner aux ruraux la légitimité et le monopole de la gestion et de l'exploitation des ressources ligneuses locales, certains pourraient s'étonner que la Stratégie Énergie Domestique accorde au problème du contrôle une telle importance et que ce document lui réserve un chapitre.

Ce paradoxe disparaît si l'on se souvient que la nouvelle réglementation forestière du Niger ne se contente pas d'instituer de nouveaux textes mais constitue d'abord un outil, privilégiant par la fiscalité forestière les incitations et la dissuasion économique pour assurer la transition progressive et la mutation structurelle des filières bois-énergie du régime de l'exploitation incontrôlée à celui des marchés ruraux et des aménagements forestiers villageois.

Dans une période où le changement des règles du jeu économique doit induire une modification importante du comportement des acteurs le contrôle de l'application des règles revêt une importance stratégique.

Un des acquis mal connu mais fondamental du projet réside dans la démonstration faite que le contrôle efficace des entrées de bois en ville est possible et facile à obtenir pratiquement sans coût supplémentaire (78 % de taux de collecte en 1990 à Niamey!) pourvu que la puissance publique décide effectivement de la nécessité du résultat (Bibliographie N° 14).

1. Assurer la compétitivité économique des marchés ruraux face à l'exploitation incontrôlée

Les premières coopératives forestières créées au Niger dans les années quatre-vingt comme celles de Guesselbodi ou Faïra avaient un caractère expérimental indiscutable: il s'agissait véritablement de prototypes au coût sans commune mesure avec celui du produit de série mis à la disposition du consommateur.

Le bois de ces coopératives était commercialisé sur la base d'un calcul de coûts opérationnels et donc d'un prix fixé autoritairement par l'administration, sans référence avec les prix réels de marché du bois à la production primaire dans le cadre de l'exploitation incontrôlée. Il intégrait en effet en plus des coûts de main d'oeuvre directe pour l'exploitation qui constituent l'essentiel du coût primaire de l'exploitation incontrôlée, des coûts supplémentaires considérables de:

- * gestion, stockage, surveillance et commercialisation;
- * régénération de la ressource et travaux forestiers;
- * marge commerciale de la coopérative.

Dès le départ, et malgré une position géographique très favorable (Guesselbodi; ³²) qui leur assurait une véritable rente de situation, les coopératives ont rencontré des difficultés de commercialisation bien compréhensibles puisque leur bois était vendu très au dessus des prix du marché.

³² Qui n'est qu'à une vingtaine de Kilomètres de Niamey.

Face à la mévente, il a fallu année après année que l'administration recoure à des mesures exceptionnelles (³³): la "fermeture de la brousse", c'est à dire la suspension temporaire de la délivrance des permis de coupe pour contraindre les commerçant-transporteurs de venir chercher les quelques milliers de stères produits sur les lieux de vente des coopératives (Bibliographie N° 16).

La création des marchés ruraux et la nouvelle réglementation forestière du bois-énergie visent à assurer une rupture radicale avec cette situation antérieure et avec ces pratiques:

* D'une part il y a autant de différence entre la coopérative forestière de Guesselbodi et un marché rural qu'entre un véhicule prototype et la voiture de série qui en découle; la conception, le coût de réalisation, le coût d'utilisation sont sans commune mesure pour des performances souvent meilleures pour le véhicule de série.

Les marchés ruraux ont été conçus pour être mis en place en grand nombre donc avec un souci constant de simplifier et d'assurer par une standardisation poussée la reproductibilité facile des techniques mises en oeuvre, d'une simplification maximale des structures et d'une limitation drastique des coûts, aussi bien de création que de fonctionnement.

Il importe qu'après la fin du PE II-VO, l'administration de l'Environnement puisse avec les ressources de la fiscalité forestière continuer les opérations de création et de suivi des marchés ruraux (³⁴);

* D'autre part les marchés ruraux sont définis légalement comme des structures commerciales autonomes qui vendent librement leur bois aux commerçant-transporteurs en fonction des fluctuations de l'offre et de la demande. Il y a donc libre fixation des prix du bois par les structures locales de gestion sans aucune intervention administrative.

* Enfin et surtout la nouvelle fiscalité forestière différentielle (et l'existence de ces différentiels implique des révisions et des réajustements périodiques) vise à rétablir structurellement la compétitivité du bois des marchés ruraux face à celui de l'exploitation incontrôlée.

La nouvelle réglementation est conçue de telle façon que les commerçant-transporteurs aient intérêt à aller préférentiellement s'approvisionner sur les marchés ruraux plutôt qu'à pratiquer l'exploitation incontrôlée. Cette incitation économique ne peut être efficace sans une réforme profonde du système de contrôle qui réduise la fraude fiscale sur le bois à un niveau résiduel et marginal.

Si le système de contrôle est inefficace à assurer un recouvrement quasi-complet de la taxe majorée sur l'exploitation incontrôlée, et si donc persiste à exister une importante évasion fiscale une partie au moins des commerçant-transporteurs pourront, tant que les marchés ruraux ne seront pas assez nombreux pour assurer une bonne couverture et une maîtrise efficace sur la ressource forestière, éviter de s'approvisionner sur les marchés ruraux à un coût "hors taxes" d'exploitation incontrôlée bien inférieur au prix de vente des marchés ruraux.

Le système de contrôle est donc, tout particulièrement en cette période transitoire de création des marchés ruraux un élément essentiel de fonctionnement normal du système.

³³ et sans fondement réglementaire.

³⁴ Les propositions pour la deuxième phase du projet prévoient que ce sont, selon un mécanisme de préfinancement, les futures recettes fiscales affectées aux marchés ruraux qui serviront à financer leur création; les recettes fiscales affectées à l'environnement et au trésor public ne servant à financer que le système de contrôle forestier.

2. Le contrôle une demande préalable et explicite des ruraux dans la perspective de création des marchés ruraux

Les paysans interrogés sur les perspectives de création d'un marché rural dans leur village posent généralement presque immédiatement le problème, car ils savent bien que sans un système de contrôle efficace et sans le respect des dispositions de la fiscalité différentielle les marchés ruraux risquent d'être confrontés à d'insolubles problèmes de commercialisation.

Ils savent bien tout le tort que leur cause l'exploitation incontrôlée des commerçant-transporteurs qui préfèrent amener en brousse des chômeurs urbains pour en faire des bûcherons salariés et leur payer le bois d'un chargement de bâchée à 7 ou 8 000 F CFA, plutôt que d'acheter le même chargement à 5 000 F CFA à des bûcherons villageois.

C'est sans doute l'un des paradoxes de la Stratégie Énergie Domestique au Niger que de viser à une gestion décentralisée (une autogestion) des ressources ligneuses par les populations rurales et de dépendre d'un renforcement du contrôle sur les transports et le commerce du bois vers les villes. Encore une fois le paradoxe n'est qu'apparent si l'on songe que le renforcement du contrôle vise à mettre en place un rééquilibrage des rapports ville-campagne au profit des ruraux. Eux le comprennent bien qui ont vécu depuis plusieurs décennies une détérioration continue des termes de l'échange rural/urbain que l'explosion de l'exode rural et le développement des mégapoles a parfaitement reflété.

Il est certain que lorsque les marchés ruraux contrôleront l'accès aux zones les plus névralgiques de la ressource ligneuses le rôle du contrôle deviendra moins fondamental.

Chapitre 11: Le quota et le contrôle forestier des quantités exploitées et des flux

La nouvelle réglementation forestière repose donc sur une réorganisation du dispositif de contrôle qui le rende cohérent avec le nouveau dispositif de la fiscalité forestière différentielle.

Les solutions adoptées à ce sujet peuvent se résumer à trois modalités principales:

- * le quota pour limiter l'exploitation locale de la ressource des marchés ruraux
- * le coupon pour matérialiser le différentiel de taxation en faveur des marchés ruraux
- * la réorganisation du contrôle forestier et son redéploiement vers les lieux névralgiques: l'entrée en ville;

1. Les nouvelles tâches du service forestier

Le nouveau régime forestier institué par les nouveaux textes modifie en profondeur les tâches de terrain des forestiers, agents de l'administration de l'environnement. Ils ne sont plus principalement chargés de faire la police forestière partout et contre tous puisque les ruraux assurent la gestion locale de leurs ressources et donc exercent leur surveillance et leur protection.

Une première "nouvelle tâche" des agents forestiers qui est apparue dès la mise en place des premiers marchés ruraux et de la promulgation de la réforme est maintenant d'intervenir à la demande explicite des ruraux pour les aider à faire respecter leur monopole d'exploitation sur leurs ressources locales face à des commerçant-transporteurs récalcitrants. Il s'agit d'un renversement complet de la problématique de la police forestière tournée dans l'esprit des législateurs de 1935 contre les destructeurs potentiels de la forêt au premier rang desquels figuraient les paysans et les pasteurs; la nouvelle police forestière en milieu rural ne vise plus à exclure les paysans de l'accès et de la gestion des ressources ligneuses mais au contraire à conforter et à faire respecter la légitimité et le monopole de cette gestion paysanne des ressources locales. Cette mutation fondamentale du sens de la police forestière n'est évidemment pas encore parfaitement comprise par l'ensemble des agents de l'administration de l'Environnement et moins encore par la grande masse des ruraux: cela justifie un effort important d'information et de "relations publiques" pour "faire passer" ce message novateur.

La deuxième "nouvelle tâche" dévolue aux agents de l'administration de l'Environnement par la nouvelle réglementation forestière est à l'évidence une tâche de conseil et d'appui technique. Mais, dira-t-on cette tâche d'appui technique et de conseil n'est pas nouvelle et c'est vrai. Ce qui est nouveau ce sont les conditions dans lesquelles les agents forestiers vont maintenant pouvoir l'exercer. Auparavant conseiller des paysans que l'on doit par ailleurs réprimer et exclure de la gestion et du bénéfice des espaces forestiers relevait de la quadrature du cercle et nombre d'agents forestiers restaient empêtrés dans cette contradiction, ne trouvant d'autre solution pour se faire écouter du monde rural que d'affirmer d'abord leur autorité donc de privilégier la répression ⁽³⁶⁾. Cette contradiction disparaît puisque l'agent forestier n'intervient en police forestière qu'à la demande explicite des paysans que par ailleurs il peut conseiller sur les solutions techniques les meilleures ou les plus souhaitables pour l'exploitation et la pérennisation de leurs ressources forestières locales.

³⁶

qui leur procurait aussi des revenus annexes (primes sur les transactions) parfois considérables; ce système générerait des effets pervers évidents.

2. La fonction principale du quota: limiter les quantités exploitées à la possibilité de la ressource locale

Dans le cadre des marchés ruraux, la nouvelle réglementation institue un "quota annuel d'exploitation" qui est déterminé ⁽³⁶⁾ à la suite d'une concertation entre la structure locale de gestion, les autorités villageoises, les collectivités locales (l'arrondissement) et l'administration de l'Environnement et qui constitue une partie essentielle du contrat concomitant à la reconnaissance officielle du marché rural par l'administration de l'Environnement.

Ce quota fixe en fait la quantité maximale de bois à exploiter annuellement et qui peut être commercialisée par la structure locale de gestion en bénéficiant des dispositions incitatives de la nouvelle fiscalité forestière.

Une structure locale de gestion qui exploiterait au delà du quota annuel ne pourrait disposer des coupons permettant de matérialiser la taxation différentielle en faveur des marchés ruraux et le bois acheté serait taxé à l'entrée en ville comme provenant d'une exploitation incontrôlée, donc au taux maximum.

Le quota est donc conçu comme un robinet permettant à l'administration de l'Environnement d'ajuster annuellement le prélèvements de bois opéré par la structure locale de gestion en fonction de:

- * l'état réel de la ressource et de son évolution;
- * la manière effective de gérer la ressource par la population villageoise du marché rural. Si cette exploitation est manifestement destructive ou minière ou si la structure locale de gestion ne respecte pas ses obligations légales de ré-investissement forestier d'une partie limitée de ses revenus, l'administration peut réduire plus ou moins sensiblement le quota. Si au contraire la gestion est exemplaire et si la ressource s'accroît le quota pourra être augmenté.

3. Restreindre le contrôle forestier de l'exploitation à un suivi périodique à posteriori

La détermination du quota, comme la nouvelle police forestière en milieu rural n'impliquent plus une présence effective permanente des agents forestiers partout où se pratiquent des activités forestières les forestiers peuvent réellement devenir des agents de développement et ne doivent pour la réévaluation annuelle du quota procéder qu'à un contrôle à posteriori (à la limite selon une périodicité annuelle) de l'état de la ressource forestière du marché rural. Pour une large part celui-ci pourrait d'ailleurs prendre davantage la forme d'un conseil ou d'un appui technique que d'un contrôle au sens administratif du terme.

Les tâches du contrôle forestier sur le terrain sont aussi redéfinies à la suite de la réforme réglementaire et fiscale, de la mise en oeuvre de la stratégie énergie domestique et de la création des marchés ruraux. Ces tâches redéfinies ont dorénavant un contenu technique beaucoup plus accentué et l'adaptation des agents forestiers nécessitera la mise en oeuvre d'importantes actions de formations spécifiques au cours de la deuxième phase du projet. Ces nouvelles tâches de contrôle forestier concernent:

- * le contrôle administratif des marchés ruraux et le transfert de la part des recettes fiscales ne devant pas revenir au marché rural;
- * le contrôle forestier des techniques d'exploitation forestière et de leurs effets sur les ressources ligneuses naturelles;
- * le contrôle technique forestier des actions d'entretien et de régénération des ressources ligneuses naturelles de la forêt villageoise du marché rural.

³⁶ Lors de la mise en forme du "dossier d'établissement du marché rural".

LE CONTRÔLE ADMINISTRATIF DES MARCHÉS RURAUX ET LE TRANSFERT DES RECETTES FISCALES

Le contrôle administratif des marchés ruraux se résume au contrôle des coupons et à la vérification du respect du quota.

A l'occasion du contrôle administratif les services d'arrondissement de l'environnement reçoivent du gestionnaire et/ou du trésorier du marché rural le montant des taxes forestières perçues après déduction de la part des taxes affectées au marché rural qui est perçue à la source. Le service d'arrondissement est ensuite chargé de transmettre leur part de taxes respectives au trésor public et au compte 3001 destiné à financer le contrôle forestier du trafic. Le service local d'arrondissement de l'environnement conserve la part "arrondissement" des taxes forestières pour financer ses activités et ses travaux de régénération des ressources ligneuses naturelles.

LE CONTRÔLE FORESTIER DES TECHNIQUES D'EXPLOITATION

Le contrôle forestier des techniques d'exploitation ne peut être pratiqué qu'à posteriori et dans le cadre d'une relation nouvelle de conseil et d'appui technique beaucoup plus que de répression.

Les villageois pratiquent déjà une exploitation furetée dont l'impact écologique sur les ressources ligneuses naturelles est beaucoup plus conservateur et notablement moins brutal que les techniques de coupe à blanc étoc souvent préconisées par les services forestiers. Les savoirs paysans sur la biologie végétale des espèces de leur milieu naturel sont souvent considérables et beaucoup plus opérationnels et pratiques que les savoirs techniques des agents forestiers.

C'est dire qu'en matière de techniques d'exploitation les agents de l'administration de l'environnement doivent établir avec les populations rurales des relations d'échange et de partenariat beaucoup plus égalitaires que par le passé.

LE CONTRÔLE TECHNIQUE FORESTIER DE LA RÉGÉNÉRATION NATURELLE

De la même manière, le contrôle technique des actions en faveur de la régénération naturelle relève d'un appui technique et d'une démarche de "sensibilisation" pour convaincre les ruraux de l'intérêt d'actions légères et simples efficaces pour améliorer la régénération naturelle de leurs formations ligneuses. Parmi ces actions de régénération la plantation d'arbres n'est qu'une action parmi beaucoup d'autres et n'est pas bien souvent la plus nécessaire ni la plus prioritaire: le paillage est fréquemment beaucoup plus simple, économique et efficace pour assurer une réelle et durable "revégétalisation" des espaces dégradés.

4. Permettre la concentration des efforts de l'administration sur le contrôle du trafic

Cette redéfinition des tâches des agents forestiers qui résulte de la réforme réglementaire ouvre en outre la possibilité pour l'administration de l'Environnement d'une gestion plus précise et plus efficace de ses moyens humains qui sont on le sait extrêmement limités et appelés du fait de la situation économique du Niger et des contraintes budgétaires à rester durablement minimes et insuffisants.

Cela permet en particulier de concentrer le contrôle permanent du transport et du commerce de bois-énergie sur les seuls points névralgiques, c'est à dire la seule zone où les flux de bois provenant de tous les points de l'espace rural se regroupent avant de se disperser en ville vers la multitude des commerces et des consommateurs: la périphérie urbaine, l'entrée en ville.

C'est là en effet qu'il faut concentrer les efforts de mise en place d'un réel service permanent de contrôle forestier du trafic commercial de bois, condition essentielle de la gestion globale de la ressource selon les orientations définies par les Schémas directeurs d'approvisionnement des villes et condition tout aussi indispensable de la compétitivité économique du bois des marchés ruraux face à celui provenant de l'exploitation minière incontrôlée.

TROISIEME PARTIE:

DES CONCEPTS AUX RÉALITÉS DE TERRAIN,

LA MÉTHODOLOGIE ET L'EXPÉRIENCE DE LA CRÉATION DE

MULTIPLES MARCHÉS RURAUX AU NIGER

Chapitre 12: Les principes de la méthodologie générale de création des marchés ruraux

1. Changer structurellement les filières d'approvisionnement en bois; créer plusieurs centaines de marchés ruraux: quelques implications techniques et financières

Les deux objectifs d'une part de changer le fonctionnement structurel des filières d'approvisionnement des villes et d'autre part d'aménager l'espace (forestier) et l'utilisation du territoire ont des implications nombreuses et importantes sur les méthodes et techniques à mettre en oeuvre et sur l'organisation des travaux en vue de la création de nombreux marchés ruraux fonctionnant réellement de façon autonome et durable dans un cadre villageois.

Les techniques mises en oeuvre pour mettre en place et faire fonctionner les "coopératives forestières" antérieures au PE II - ED / VO telles que Guesselbodi, Faïra, Hamadidé, Boyanga, etc... basées sur des interventions lourdes et coûteuses nécessitant dans chaque cas des travaux considérables d'inventaire forestier, de cartographie, de délimitation, d'étude sociologiques et socio-économiques, de réalisation de limites et de pare-feux, de travaux dits de "réhabilitation et revégétalisation" ⁽³⁷⁾, de mise en place d'un organisme de gestion et d'une coopérative commune à plusieurs villages, ne peuvent être envisagées quand l'objectif devient celui de la création en quelques années de plusieurs centaines de marchés ruraux villageois du bois-énergie et qu'en outre il apparaît souhaitable que ces marchés ruraux fonctionnent véritablement de façon autonome.

Il n'est alors plus possible ⁽³⁸⁾ d'envisager réaliser dans chaque cas un inventaire précis des formations végétales et une cartographie détaillée de la zone mise sous aménagement.

Il n'apparaît également plus possible d'envisager installer à demeure un agent pour assister chaque marché rural pour le démarrage de ses activités d'exploitation et de commercialisation du bois-énergie et aider les villageois à gérer leur coopérative en tenant des comptabilités complexes.

L'ensemble des méthodes à mettre en oeuvre et des solutions techniques et institutionnelles à rechercher doivent être repensées et redéfinies. Il convient en effet de briser le cercle vicieux de la modicité des moyens financiers mobilisables et de faire émerger les capacités d'auto-financement résultant de la réforme de la fiscalité forestière. Leur mobilisation sera indispensable si l'on veut réellement passer à la mise en place d'un grand nombre de marchés ruraux et rester dès l'origine, dans des créneaux de coûts compatibles avec les moyens de l'administration nigérienne (l'existence du PE II -ED / VO sera limitée et ce sera ensuite l'administration nigérienne qui prendra en charge la création de nouveaux marchés ruraux).

Cette "remise à plat" des méthodes jusqu'alors mises en oeuvre permettra de rechercher de façon systématique simplifications et économies conceptuelles, techniques et organisationnelles et concernera en particulier:

- * l'évaluation des ressources ligneuses villageoises,
- * la délimitation des terroirs et des zones boisées,

³⁷ Ces travaux de réhabilitation font appel aux techniques de CES/DRS (conservation des eaux et des sols/défense et restauration des sols) et consistent généralement à réaliser des "demi-lunes" empierrées pour capter l'eau et favoriser son infiltration. Ces travaux sont toujours et systématiquement complétés par des plantations. Très chers et lourds à réaliser ils ne peuvent être pris en compte par les populations rurales et constituent des investissements spécifiques et exceptionnels à financer sur fonds publics.

³⁸ Comme cela était jugé indispensable par les experts forestiers et fait dans le cadre des coopératives. L'expérience montre (voir le rapport de Régis Peltier cité en bibliographie) que ces actions n'étaient pas véritablement nécessaires et ne peuvent être envisagées dans l'optique d'actions multiples et reproductibles.

L'autonomie organisationnelle a été posée en principe mais n'a eu jusqu'à présent que des expressions limitées. Les modalités organisationnelles envisagées et proposées ont été les plus simples possibles: un gestionnaire du marché rural et un bureau de l'association villageoise des bûcherons et gestionnaires de la forêt villageoise. Mais le PE II - ED / VO a scrupuleusement évité de préciser davantage les principes organisationnels des marchés ruraux pour que les structures locales de gestion puissent s'adapter du mieux possibles aux conditions sociales et humaines du milieu villageois.

L'autonomie commerciale est certainement celle qui a posé et pose encore le plus de problème aux marchés ruraux, au PE II - ED / VO et aux fonctionnaires forestiers de l'administration de l'Environnement:

- * pour les villageois il est très tentant de se mettre en position d'exécutant, de "bûcheron-salarié" qui ne se préoccupe que de la coupe et qui laisse au projet et à l'administration le soin de résoudre les problèmes de commercialisation;

- * pour certains agents du PE II - ED / VO, comme pour encore de nombreux forestiers fonctionnaires de l'administration de l'Environnement qui n'ont encore que partiellement assimilé la stratégie énergie domestique il est tentant de proposer des solutions pour résoudre les problèmes de commercialisation du bois des marchés ruraux:

- de se placer en intermédiaire entre la structure locale de gestion et les commerçant-transporteurs pour faciliter la recherche du compromis et la passation des contrats;
- de proposer à la structure locale de gestion de vendre son bois-énergie à un prix fixé en fonction d'une esquisse des coûts et des marges (souvent largement théorique) et sans laisser jouer entre vendeur et acheteur la loi de l'offre et de la demande.

Toutes ces "tentations" ont été considérées comme des "dérives" à éviter car susceptibles de bloquer l'autonomisation de la gestion des marchés ruraux et de les maintenir dans un état de dépendance par rapport au projet ou/et à l'administration de l'Environnement.

Chapitre 13: La Campagne Nationale d'information relative à la création des marchés ruraux

1. La campagne nationale d'information: une nécessité pour expliquer la stratégie énergie domestique, la nouvelle réglementation et l'idée des marchés ruraux

La Campagne Nationale d'Information constitue une phase décisive dans la mise en oeuvre par l'Etat nigérien de la Stratégie Energie domestique et dans le processus de création et de développement des marchés ruraux.

Il s'agit en effet pour le PE II - ED / VO et l'administration de l'Environnement d'expliquer la stratégie Energie domestique à l'ensemble de la population, aussi bien aux consommateurs urbains, aux commerçant-transporteurs qu'aux ruraux appelés à jouer dorénavant un rôle central dans la gestion des ressources naturelles et dans le fonctionnement des filières d'approvisionnement des villes en bois-énergie.

La Stratégie Energie domestique marque l'aboutissement de réflexions et de débats engagés depuis le milieu des années quatre-vingt et qui ont traversé largement la société nigérienne:

- * Réunion Nationale de Maradi en 1984 ayant abouti à l'"Engagement de Maradi pour la lutte contre la désertification" devenu célèbre dans tout le Sahel;

- * Réunion internationale de Ségou en 1988 sur la "Participation des populations à la gestion des ressources naturelles et à la lutte contre la désertification" organisée par le CILSS et qui a eu un retentissement important au Niger.

Mais la Stratégie marque aussi, par l'aboutissement qu'elle consacre, une rupture plus fondamentale qu'il n'apparaît de prime abord avec la politique forestière antérieure: ***le transfert réel de la gestion locale des ressources naturelles aux populations rurales.***

Pour les populations rurales, il faut bien le dire, restées largement en dehors des réflexions engagées dans les sphères décisionnelles et administratives, l'intelligentsia et la collectivité des bailleurs de fonds et des assistances techniques, la mise en oeuvre de la stratégie énergie domestique constitue bien une évolution décisive et nouvelle à bien des égards de leurs relations avec l'administration et avec celle qui avait jusqu'alors (et encore maintenant) l'image de "l'administration répressive du monde rural": l'administration de l'Environnement.

Autrement dit pour reprendre la terminologie précisée par Jean Michel Yung et Pierre Marie Bosc dans "Le développement agricole au Sahel" (³⁹; Bibliographie n° 16), il s'agissait de passer de l'invention de la stratégie Energie domestique et du concept des marchés ruraux à l'innovation de la stratégie et des marchés ruraux.

L'expérience de terrain du PE II -ED / VO lors de la création des tous premiers marchés ruraux dans les zones de Tientergou (Say) et de Gombewa (Birni-N'gaouré) a confirmé que pour que les populations rurales puissent envisager l'hypothèse de la création des marchés ruraux il fallait au préalable "ouvrir l'horizon des possibles" et lever l'hypothèque de l'intangibilité de l'attitude répressive de l'administration de l'Environnement vis à vis des populations rurales.

Il fallait aussi lever l'incrédulité et la méfiance immédiate des ruraux ("c'est trop beau pour être vrai, où est le piège, attendons des garanties") et prouver la bonne foi et la bonne volonté de l'administration et le caractère irréversible de la réforme de la politique et de la réglementation forestière.

³⁹

On se reportera essentiellement au tome IV de cet ouvrage: "Défis, recherches et innovations au Sahel" qui expose les travaux de J.M. Yung et P.M. Bosc avec un avant propos de R. Tourte.

2. La campagne nationale d'information doit ouvrir la perspective et la dynamique de création des marchés ruraux

La campagne nationale d'information, comme son nom l'indique, consiste à développer un ensemble de messages et une campagne promotionnelle principalement mais pas exclusivement en direction des populations rurales pour convaincre les communautés locales:

- * que la politique forestière de répression et d'exclusion des populations rurales mise en place depuis la période coloniale est définitivement et irrévocablement abandonnée par l'Etat nigérien;
- * que la légitimité des droits traditionnels de gestion des populations rurales sur les ressources naturelles ligneuses de leur terroir est enfin reconnue et durablement assurée;
- * que le monopole du bénéfice de l'exploitation de la mise en valeur et de la gestion de ces ressources naturelles locales est enfin garanti aux populations villageoises;
- * que l'administration de l'Environnement est prête à aider les villageois à faire respecter ce monopole face aux incursions des commerçant-transporteurs et de leurs bûcherons salariés;
- * que la création des marchés ruraux peut être l'occasion d'assurer ces nouveaux droits enfin reconnus après près de soixante ans de remise en cause;
- * que l'exploitation du bois-énergie ⁽⁴⁰⁾ et sa commercialisation à travers les marchés ruraux peut leur apporter des revenus considérables et réguliers;
- * que la gestion des ressources naturelles ligneuses de leur terroir devient une activité intéressante pour tous et pour chacun dans le village.

Comment imaginer que des ruraux dont chacun reconnaît la méfiance, la prudence et le pragmatisme puissent se lancer dans une action autonome de ce type sans avoir reçu toute les informations et toutes les garanties nécessaires. Comment envisager d'aller plus avant sans avoir vérifié que le message transmis aux populations rurales a été bien compris, qu'il ne subsiste pas d'ambiguïté sur des points essentiels et fondamentaux et que la confiance ne fait pas peu à peu place à la défiance dans les rapports des paysans avec l'Administration de l'Environnement.

C'est la raison pour laquelle le PE II - ED / VO, non content de diffuser à plusieurs reprises une campagne nationale d'information à la radio, à la télévision et dans la presse a entrepris de diffuser son texte ainsi que les nouveaux textes de la réglementation forestière traduits dans diverses langues nationales du Niger: Zarma, Haoussa, Poular, Gourmantché.

Il s'agit donc de "faire passer" dans le milieu rural une innovation technique et organisationnelle relativement complexe, qui correspond à un besoin réel mais encore rarement identifié et formulé par les ruraux. Les objectifs et les modalités générales de l'opération "marchés ruraux" doivent apparaître comme des mesures incitatives afin que les populations locales s'y engagent en toute connaissance de cause.

Si le message a été correctement transmis et bien compris des populations, on doit s'attendre à ce qu'elles formulent elles-mêmes la demande de création d'un marché rural sur leur terroir ou au moins qu'elles fassent preuve d'une bonne connaissance du système et d'un intérêt réel pour la perspective de création du marché rural. Les opérations ultérieures devraient être facilitées.

⁴⁰ Dans une perspective de revenus permanents et durables, c'est à dire d'une gestion viable et soutenue de la forêt villageoise.

3. La campagne nationale d'information est un préalable indispensable à la démarche de création des marchés ruraux

La campagne nationale d'information est la première étape de la phase préparatoire et préalable à la création des marchés ruraux sur le territoire national. Le processus de création des marchés ruraux est en effet un ensemble d'opérations qui s'enchaînent dans un ordre logique et précis. La campagne nationale d'information permettra de simplifier, d'alléger et de faciliter la réalisation de la suite des tâches préliminaires notamment :

- * la campagne locale d'information sur les sites retenus,
- * les investigations techniques et sociologiques à mener sur chaque terroir ou groupe de terroirs présélectionnés,
- * l'évaluation préliminaire de la réceptivité des populations rurales et leur intérêt réel pour la perspective de création des marchés ruraux,
- * l'appui à la mise en place du marché rural.

L'expérience du PE II - ED / VO montre que la non réalisation de la campagne nationale d'information entraîne inévitablement sur le terrain une confusion et des complications dans le déroulement des opérations avec pour conséquence un retard dans la prise de décision de création des marchés ruraux.

Il faut alors en effet passer in situ et sans laisser aux populations rurales des délais suffisants de "l'invention marché rural" à "l'innovation marché rural" ce qui est nécessairement long et qui devient en fait très difficile sur la base d'une simple campagne d'information locale: l'ampleur des changements nécessite aux yeux des ruraux un engagement clair au niveau national.

4. La campagne nationale d'information doit informer les ruraux sur la réforme réglementaire et fiscale et sur ses conséquences favorables pour eux

Le bois est considéré comme un bien gratuit. Il n'est pas payé à son coût économique réel. Cela est préjudiciable à l'économie nationale qui de fait subventionne sous une forme déguisée le maintien du prix du bois à un niveau très bas. Dans les zones d'exploitation les producteurs primaires se voient ainsi priver d'une bonne part des revenus de la richesse que représente la forêt.

Désormais, la réforme réglementaire et fiscale garantit aux structures locales de gestion des marchés ruraux et potentiellement de l'ensemble des zones d'exploitation des recettes leur permettant de couvrir les charges de surveillance et de gestion (y compris l'aménagement) et de réaliser avec le surplus des investissements d'intérêt collectif.

Ceci incitera les collectivités et les populations à s'intéresser à l'exploitation du bois présent sur leurs terroirs et devrait faciliter l'engagement des populations villageoise dans la mise en pratique d'une gestion durable des forêts.

La réforme réglementaire et fiscale permet aux ruraux de percevoir directement les produits de la taxe forestière et de réaliser des recettes appréciables pour l'entretien de leur forêt et l'amélioration de leurs conditions de vie. La perception à la source de la taxe sur le commerce du bois-énergie et l'affectation directe au niveau local (village et arrondissement) de la majeure partie de son produit vise à :

- * concrétiser le transfert de responsabilité de la gestion locale des ressources et officialiser clairement aux yeux de tous l'existence des marchés ruraux;
- * mettre en lumière la valeur économique du bois et les revenus que l'exploitation du bois peut apporter à l'ensemble de la collectivité villageoise et à la collectivité locale de base qu'est l'arrondissement.

5. La campagne nationale d'information doit légitimer par l'intérêt des ruraux le renforcement du dispositif de contrôle

Le transfert direct et immédiat de l'Etat aux populations rurales de la responsabilité de la gestion des ressources naturelles locales signifie (et est concrétisé par le fait) qu'elles sont désormais les détentrices exclusives du droit d'exploitation et de commercialisation du bois de leur terroir. Le sentiment d'appropriation des populations rurales vis à vis de leurs ressources naturelles pour une meilleure gestion doit être renforcé. Les populations doivent faire respecter par les transporteurs l'interdiction qui leur est faite de s'approvisionner librement dans ces zones. Mais elles sont actuellement trop faibles vis à vis des transporteurs. Elles auront souvent besoin de l'aide de l'Etat.

A cet effet et à titre transitoire du fait des délais ⁽⁴¹⁾ de promulgation des titres de concession rurale établis à l'initiative de l'administration de l'Environnement pour les zones d'exploitation des marchés ruraux, des arrêtés sous-préfectoraux vont définir ces zones d'exploitation allouées aux marchés ruraux pour en interdire l'accès aux commerçant-transporteurs et à leurs équipes de bûcherons salariés.

Par ailleurs la campagne nationale d'information doit avoir comme objectif d'expliquer que la réorganisation et le renforcement du contrôle sur le transport commercial du bois-énergie à l'entrée en ville répond à un besoin essentiel et à une demande explicite des populations rurales pour faire respecter la nouvelle fiscalité forestière différentielle. Les populations villageoises des marchés ruraux sont en effet soucieuses de sortir d'une situation structurelle d'infériorité face à la concurrence de l'exploitation minière incontrôlée et de l'évasion fiscale généralisée qui a largement dominé au cours des dernières années.

La légitimité du nouveau dispositif de contrôle, de l'auto-contrôle par les populations rurales et de l'appui des agents de l'Etat doit être clairement explicitée par la campagne nationale d'information.

6. Le contenu de la campagne nationale d'information constitue la base du message de l'animation rurale

Le texte de la campagne nationale d'information a été en outre conçu comme un outil de travail permanent pour l'animation rurale lors de la phase de création du marché rural.

L'animateur ⁽⁴²⁾ doit intervenir dès que la localisation du marché rural a été précisé. Dès ce stade, il est possible de commencer une série de réunions et de débats avec les paysans pour les familiariser avec les idées de "marché rural" et d'aménagement, idées nouvelles et complexes déjà présentées (mais trop brièvement) et insuffisamment expliquées lors de la campagne radiophonique et télévisée.

La réflexion collective et la discussion villageoise peut se développer et se poursuivre de façon totalement autonome après le passage de l'animateur puisque le texte de la campagne nationale d'information (et celui de la nouvelle réglementation forestière sur le bois-énergie) est remis dans sa traduction dans la (ou les) langue(s) nationale(s) en usage dans le village. Même dans les villages où l'illettrisme est le plus important il se trouve toujours un paysan pour donner à l'ensemble du village directement accès au texte traduit dans sa langue.

⁴¹ Qu'il est prévu de réduire très fortement lors de la deuxième phase du projet.

⁴² Le terme "animateur" a été retenu comme un pis aller pour désigner les agents chargés de transmettre le message des marchés ruraux et de la stratégie énergie domestique après élimination de termes encore plus impropres comme "encadreur" ou "vulgarisateur" qui impliquent ouvertement des relations d'autorité (top-down) que l'on veut justement éviter.

7. La campagne nationale d'information et l'information des commerçant-transporteurs

L'information des commerçant-transporteurs sur les objectifs de la stratégie énergie domestique a débuté bien avant le lancement de la campagne nationale d'information, puisque le PE II / ED - VO a engagé dès l'origine des travaux en vue d'une plus grande professionnalisation du transport et du commerce du bois-énergie et qu'il a en liaison avec la direction de l'Environnement apporté des appuis à l'organisation syndicale des commerçant-transporteurs des principales villes du pays.

En contre-partie de ces appuis les associations syndicales des commerçant-transporteurs devaient assurer une information détaillée et décentralisée de l'ensemble des commerçant-transporteurs de bois-énergie.

La grève soudaine des commerçant-transporteurs de bois-énergie lors de la promulgation des textes d'application de la réforme réglementaire permet de constater que:

- * les associations syndicales de commerçant-transporteurs s'étaient structurées selon un schéma très bureaucratique et n'avaient en fait diffusé aucune information à la masse de leurs adhérents;
- * les actions d'appui apportées (accès aux crédits bancaires pour l'entretien des matériels de transport et assistance-formation à la gestion comptable de petites entreprises) n'avaient atteint qu'un cercle limité et privilégié de commerçant-transporteurs.

La campagne nationale d'information coïncidant avec la mise en application de la réforme réglementaire et fiscale fut donc l'occasion d'une information à l'évidence trop brutale des commerçant-transporteurs.

8. La campagne nationale d'information et l'information des consommateurs urbains

L'information des consommateurs urbains sur la réforme de la réglementation et de la fiscalité forestière fut réalisée à l'occasion de la campagne nationale d'information. Mais pour les consommateurs urbains cette campagne constituait un élément complémentaire des actions d'information et de sensibilisation sur les nouvelles énergies domestiques de substitution et sur les nouveaux équipements de cuisson: le kérosène et le réchaud "TCHIP".

La campagne nationale d'information permit à l'occasion de la grève des commerçant-transporteurs de vérifier que l'ensemble des consommateurs n'étaient pas opposés à la stratégie énergie domestique et n'apportaient pas leur soutien aux commerçant-transporteurs en grève.

9. L'absence ou l'insuffisance de la campagne nationale d'information compromet l'efficacité de l'animation rurale

Dans la pratique du PE II - ED / VO, la campagne nationale d'information est intervenue tardivement, lors de la promulgation des derniers textes de la réforme réglementaire, mais près d'un an après le démarrage des travaux pour la création des tous premiers marchés ruraux dans la zone de Tientergou (Say).

L'expérience des premières générations de marchés ruraux a démontré l'incompréhension du message "marché rural" et "aménagement sylvo-pastoral", tant au niveau des animateurs que de certains cadres forestiers. Beaucoup ne comprennent les marchés ruraux que comme étant des coopératives. Cette confusion est évidemment répercutée au niveau des paysans, d'où les blocages, retards et malentendus enregistrés au niveau de la mise en oeuvre de l'opération et du fonctionnement du système.

Chapitre 14: La procédure générale de création d'un marché rural et ses perspectives d'évolution

1. L'initiative publique et le lancement de la dynamique de création des marchés ruraux

Au tout début du processus de création des marchés ruraux après que la réforme réglementaire ait défini le cadre d'existence et les conditions minimales de fonctionnement des marchés ruraux leur création ne pouvait résulter que d'une initiative publique. Celle-ci exercée par le PE II / ED - VO dans le cadre défini par l'administration de l'environnement a été guidée par les recommandations des schémas directeurs d'approvisionnement des villes qui fixent de façon cohérente et interdisciplinaire les zones prioritaires d'intervention et les types généraux des marchés ruraux à envisager.

Face au poids écrasant de l'exploitation incontrôlée, il s'agit donc pour la puissance publique de planifier la création des marchés ruraux prioritairement:

- * sur les zones de la ressources les plus névralgiques:
 - les zones les plus riches et les plus accessibles actuellement parcourues massivement par l'exploitation incontrôlée;
 - les zones déjà les plus dégradées où la poursuite d'une exploitation intensive risque de conduire à des dégradations irréversibles;
- * dans les villages les plus volontaires, ou les plus réceptifs à l'idée des marchés ruraux disposant de ressources forestières suffisantes.

La création des marchés ruraux peut être envisagée selon un processus identique mais dont l'initiative peut être prise:

- soit par le Projet Energie II (et à travers lui l'administration de l'Environnement) dans les zones considérées comme prioritaires à l'issue de l'établissement du Schéma Directeur d'Approvisionnement Urbain en bois-énergie;
- soit par un village de façon autonome ⁽⁴³⁾.

Bien entendu, jusqu'à récemment seule une des deux voies de cette procédure "à double entrée" avait effectivement été utilisée ⁽⁴⁴⁾, mais les résultats des marchés ruraux dans diverses zones (par exemple autour de Torodi) ont éclairé très rapidement le jugement de nombreux villageois et déjà en Avril 1994 quelques marchés ruraux ont été créés dans cette zone à la suite d'une démarche autonome.

On peut penser que dans un avenir proche de telles démarches complètement autonomes de villages volontaires seront légion et que la majorité des marchés créés en résultera même dans les zones définies comme prioritaires par les schémas directeurs et où se concentrait l'initiative du projet.

⁴³ En particulier à partir de son appréciation de l'expérience menée dans des villages voisins et du succès des marchés ruraux dans la région.

⁴⁴ La réalité est plus complexe: ainsi à Say, en 1992, les villages de Tientergou, Fétô Banoye, etc, peu de temps après que la nouvelle se soit répandue localement que le projet envisageait la création de marché ruraux du bois de feu dans la région, ont effectué des démarches aux autorités locales (service d'arrondissement de l'environnement) et au projet pour demander la création d'un marché rural dans leur village. Certains villageois nigériens ont bien compris qu'il leur fallait saisir toutes les opportunités de développement et participer ou s'inscrire dans toutes les dynamiques quitte à les infléchir ensuite en fonction de leurs objectifs propres.

2. Vers une dynamique autonome de création des marchés ruraux

Le problème se pose dès à présent pour le PE II / ED - VO de disposer d'équipes suffisamment nombreuses et de procédures adaptées à une demande autonome spontanée de nombreux villages voulant créer leur marché rural. Cela contraint le projet à une réflexion sur les méthodes et sur l'organisation des procédures qui permette de répondre positivement et de gérer au mieux une augmentation importante prévisible de la demande sociale pour la création des marchés ruraux.

Début 1994, le projet énergie II a préparé une proposition détaillée en vue d'une deuxième phase de financement. Les objectifs de développement de cette deuxième phase restent bien évidemment ceux de la stratégie énergie domestique. Elle aura pour objectifs immédiats et prioritaires la consolidation des acquis et des réformes structurelles et institutionnelles initiées au cours du PE II - ED, en vue de parachever la mise en place de toutes les conditions nécessaires et suffisantes pour générer et garantir évolution durable et autonome du sous-secteur de l'énergie domestique dans le sens de la rationalisation de la demande et de l'offre de bois-énergie.

Au niveau de l'offre de bois-énergie, l'objectif essentiel sera de créer les conditions d'un développement autonome, durable et rapide des marchés ruraux de bois de feu qui se traduise effectivement par une réduction significative, croissante et irréversible de l'exploitation incontrôlée des ressources ligneuses naturelles dans les bassins d'approvisionnement des grandes villes du pays. Ainsi, la deuxième phase devrait aboutir à:

- * un processus de création autonome et rapide des marchés ruraux basé sur la démarche volontaire des villageois et une intervention minimale de l'administration de l'environnement, qui garantisse l'autogestion locale véritable des marchés par les villageois et se traduise par une accélération de leur mise en place;
- * une occupation complète de l'espace forestier par les marchés ruraux dans l'ensemble des zones prioritaires d'intervention déterminées par les schémas directeurs d'approvisionnement en bois-énergie de Niamey, Maradi et Zinder, qui contraigne les commerçant-transporteurs à renoncer à l'exploitation incontrôlée dans la mesure où l'accès aux zones où elle peut se pratiquer sera rendu plus difficile;
- * le respect effectif par les marchés ruraux des quotas et des cahiers des charges d'exploitation qui leur ont été attribués par l'administration de l'environnement, qui garantisse une exploitation rationnelle, viable et durable des ressources ligneuses naturelles concernées;
- * l'auto-financement intégral de la mise en place, du fonctionnement et du suivi des marchés ruraux ainsi que du contrôle forestier du trafic.

Cette deuxième phase devrait permettre également:

- * l'extension du champ géographique d'intervention de la stratégie aux villes secondaires situées dans les bassins d'approvisionnement de Niamey, Maradi, Zinder et Tahoua: Madawa, Konni, Mirriah notamment et aussi hors des ces bassins d'approvisionnement là où des besoins s'exprimeraient: Diffa par exemple.
- * l'accroissement des possibilités d'intervention sur la demande et l'offre de bois-énergie en développant de nouvelles options en matière de substitution énergétique, de gestion rationnelle des ressources ligneuses et de foresterie rurale;
- * le renforcement des fonctions d'orientation et d'appui technique aux opérateurs, de planification et de suivi du sous-secteur de l'énergie domestique des administrations de l'énergie et de l'environnement, en s'assurant qu'elles disposent de façon durable des capacités d'auto-financement, des compétences, des moyens et des outils indispensables à la poursuite de la mise en oeuvre de la stratégie.

Les principaux résultats attendus de cette deuxième phase concernant les marchés ruraux et l'offre de bois-énergie seront donc:

- * des procédures rapides et allégées d'agrément des marchés ruraux;

- * un suivi administratif efficace des marchés ruraux agréés assurant le respect effectif des quotas et des cahiers de charges d'exploitation qui leur ont été attribués;
- * des taux de la taxe spéciale sur le transport de bois-énergie révisés périodiquement et:
 - incitant efficacement les commerçants à renoncer à l'exploitation incontrôlée et à s'approvisionner auprès des marchés ruraux;
 - reflétant équitablement les coûts économiques de la gestion rationnelle décentralisée des ressources forestières;
- * un système de contrôle forestier du trafic bois-énergie plus efficace assurant le respect du droit exclusif des villageois organisés en marché rural à exploiter les ressources forestières de leur terroir;
- * des recettes tirées de la taxe spéciale sur le transport de bois-énergie dépassant globalement les 700 millions de F CFA par an dès 1996 et permettant:
 - d'abord partiellement puis intégralement à partir de 1999 le financement de la mise en place des marchés ruraux de bois-énergie;
 - l'autofinancement intégral (investissement et fonctionnement) des coûts de suivi administratifs des marchés ruraux et de contrôle forestier des flux de bois-énergie;
 - des revenus fiscaux revenant aux marchés ruraux supérieurs globalement à 50 millions de F CFA par an à partir de 1999 et permettant (sans compter les bénéfices des structures locales de gestion ni les revenus des bûcherons) l'autofinancement d'actions par les communautés villageoises;
- * une prise de conscience grandissante des villageois concernant le droit exclusif d'exploitation des ressources forestières de leur terroir que leur confère l'Ordonnance 92-037 de 1992 se traduisant par:
 - un nombre croissant d'initiatives villageoises pour la création de marchés ruraux;
 - de nouvelles relations avec l'administration de l'environnement, basées sur la confiance mutuelle;
- * des mécanismes adaptés et facilement accessibles aux villageois pour réaliser et financer l'élaboration des dossiers d'établissement et de mise en place des marchés ruraux;
- * des petits bureaux d'études locaux indépendants, agréés par l'administration de l'environnement, compétents et rattachés à l'élaboration des dossiers d'établissement et à la concertation locale pour la mise en place des marchés ruraux;
- * de l'ordre de 330 marchés ruraux nouveaux, mis en place et agréés, correspondant à la mise sous quota avec ou sans aménagement des 730 000 ha de superficies forestières comprises dans les zones prioritaires d'intervention déterminées par les schémas directeurs d'approvisionnement de Niamey, Maradi et Zinder, et contribuant pour plus de 40% à l'approvisionnement commercial de ces villes en bois-énergie.

3. Acteurs et procédures des différentes phases de la création des marchés ruraux

La réalisation de ces objectifs ambitieux suppose simultanément:

- * une définition plus précise des différentes opérations techniques à réaliser pour réussir la création d'un marché rural villageois qui soit véritablement autonome et viable;
- * une nouvelle répartition des tâches à réaliser entre les différents intervenants parties à la création du marché rural villageois (jusqu'à présent l'essentiel des tâches techniques était assuré par les diverses équipes du PE II / ED - VO):
 - le village;
 - l'administration de l'environnement (du service d'arrondissement à la direction nationale);
 - le PE II / ED - VO (pour une période transitoire et dans des fonctions exclusives de formation, d'appui technique et de suivi);
 - les nouveaux intervenants que sont appelés à être les bureaux d'études locaux ou les ONG locales qui interviendront en opérateurs délégués pour le compte des villages dans le cadre de contrats tripartites entre le village, l'administration de l'environnement et ces bureaux d'études.

Actions à réaliser	CRÉATION DE MARCHÉS RURAUX DU BOIS-ÉNERGIE	Remarques complémentaires
	<div>à l'initiative de l'administration de l'environnement sur les zones prioritaires définies par le schéma directeur d'approvisionnement urbain</div> <div>sur requête autonome d'un village déposée au service d'arrondissement de l'environnement</div>	Intervenants
TRAVAUX PRÉPARATOIRES À RÉALISER AU NIVEAU DE CHAQUE VILLAGE	Enquête "bûcherons" Enquête "foncière" "Évaluation pastorale" Proposition de délimitation de la forêt villageoise Evaluation concertée du quota annuel d'exploitation Formation préliminaire des acteurs locaux Les choix organisationnels et institutionnels de la structure locale de gestion La préparation des textes fondateurs de marché rural <u>Le dossier administratif d'établissement du marché rural</u>	Bureau d'études local ou ONG sous contrat tripartite
PHASE DE CRÉATION ET DE MISE EN ROUTE À RÉALISER AU NIVEAU DE CHAQUE VILLAGE	<u>Après agrément du dossier administratif du marché rural par l'administration de l'environnement</u> La constitution du groupement des producteurs et de la structure locale de gestion La délimitation légale de la forêt villageoise et la promulgation de l'acte de concession rurale L'information des professionnels de la filière bois-énergie La reconnaissance et l'agrément administratif du marché rural par l'administration de l'environnement et la remise des coupons à la structure locale de gestion <u>Création officielle du marché rural</u>	Procédures suivies par le bureau d'études local sous contrat auprès de services administratifs divers au niveau de l'arrondissement et à Niamey
SUIVI, APPUI TECHNIQUE ET CONTRÔLE À RÉALISER AU NIVEAU DE CHAQUE VILLAGE ET SUR L'ENSEMBLE D'UNE ZONE	Appui organisationnel et administratif Appui technique et commercial Appui comptable et financier Suivi et contrôle forestier de l'exploitation Perception des taxes et contrôle administratif Réévaluation annuelle du quota	Appui par le bureau d'études local sous contrat contrôle à posteriori par le service d'arrondissement de l'environnement

Le tableau précédant expose les différentes phases de la procédure unifiée mais à double entrée de création des marchés ruraux et les séquences des travaux à réaliser par les divers intervenants à chaque stade.

Ce tableau appelle les commentaires complémentaires suivants:

- * On distinguera cinq phases différentes dans le processus de création des marchés ruraux:
 - une phase de mise en place des préalables généraux: schémas directeurs d'approvisionnement des villes (voir chapitre 7) et campagne nationale d'information (voir chapitre 12);
 - une phase des opérations préliminaires locales qui sera détaillée au chapitre 14 ci-après selon les deux possibilités de création des marchés ruraux: à la suite d'une requête autonome d'un village auprès des services d'arrondissement de l'environnement ou dans le cadre de la mise en oeuvre administrative des orientations du schéma directeur d'approvisionnement urbain en bois-énergie;
 - une phase des travaux préparatoires dont la réalisation sera confiée aux bureaux d'études locaux ou ONG sur contrat de service tripartite (village, administration de l'environnement, bureau d'études) qui doit aboutir à la finalisation du dossier administratif d'établissement du marché rural;

- une phase de création et de mise en route du marché rural où les procédures administratives et légales de création du marché rural sont menées à terme par le bureau d'étude sous contrat tripartite;
- une phase de suivi, d'appui technique et de contrôle pour laquelle le village reçoit la visite des agents du bureau d'études et de l'administration de l'environnement.

* Quatre étapes assurent la transition entre les différentes phases:

- le dépôt d'une requête pour la création d'un marché rural par le village auprès des services d'arrondissement de l'environnement dans le cas d'une demande villageoise autonome;
- le contrat de services tripartite (suite à l'enregistrement administratif préalable du village en vue de la création d'un marché rural) entre le village, l'administration de l'environnement et le bureau d'études;
- le dépôt conjoint par le village et le bureau d'études du dossier administratif d'établissement auprès de l'administration de l'environnement, prélude à la mise en route officielle du marché rural;
- enfin la création officielle du marché rural avec l'accomplissement de l'ensemble des formalités légales prévues.

Il convient maintenant de détailler le déroulement normal de l'ensemble de cette procédure et d'exposer les différentes tâches à réaliser par chacune des parties appelées à concourir à la création des marchés ruraux.

Chapitre 15: La séquence des travaux préliminaires à la création d'un ou plusieurs marchés ruraux dans une zone

La séquence des travaux préparatoires à la création d'un marché rural qui va être présentée ci-dessous a été jusqu'à présent largement influencée par la pratique actuelle "à l'initiative du projet", même si la procédure a été d'emblée conçue comme devant être "à double entrée".

La phase préliminaire à la création officielle d'un marché rural donné est constituée d'une séquence d'opérations successives visant, dans le cas de la création de marchés ruraux à l'initiative de l'administration de l'environnement dans les zones prioritaires définies par le schéma directeur d'approvisionnement urbain à:

- * identifier les zones et les villages les plus favorables au sein des petites régions où le schéma directeur d'approvisionnement a conclu à la nécessité de l'installation de marchés ruraux, ou (dans le cas d'une démarche volontaire et autonome d'un village) vérifier que les conditions favorables minimales (tant au niveau intra-villageois, qu'au niveau inter-villageois, avec les villages voisins) sont bien réunies pour permettre la création d'un marché rural;
- * y procéder à une campagne locale d'information complémentaire et plus complète que la campagne nationale d'information, visant à assurer une compréhension complète du concept "marché rural" et des conséquences prévisibles de sa mise en oeuvre par le village;
- * l'étude complémentaire du milieu humain pour apprécier l'adhésion de la population du village à l'auto-gestion locale des ressources ligneuses naturelles et à la perspective de création d'un marché rural,
- * à la sélection entre les différents villages candidats et répondant aux critères de sélection préalable,
- * à l'enregistrement administratif des villages retenus comme prioritaires, préalable aux travaux préparatoires de la création officielle du marché rural.

Dans le cas d'une demande autonome émanant d'un village et présentée au service d'arrondissement de l'administration de l'environnement, la phase préliminaire comporte presque les mêmes opérations successives:

- * identification des "massifs forestiers" voisins et évaluation sommaire des ressources forestières disponibles et des villages voisins. Il n'est en effet pas envisageable de créer un marché rural dans un village, fût-il volontaire sans sollicitation préalable, sans examiner ses relations avec les villages voisins et sans vérifier qu'il dispose bien d'une réelle maîtrise coutumière de "ses ressources ligneuses naturelles". il est également important de vérifier que ces ressources sont suffisantes et que leur état permet d'envisager une exploitation viable à long terme.

L'ensemble de ces travaux préliminaires devrait donc intéresser tous les villages de la zone locale du village demandeur, de façon, le cas échéant à assurer, à partir d'une demande unique et autonome d'un seul village la création concomitante et coordonnée d'un groupe de deux à cinq marchés ruraux voisins.

- * procéder à une campagne locale d'information complémentaire et plus complète que la campagne nationale d'information, visant à assurer une compréhension correcte et complète du concept "marché rural" et des conséquences prévisibles de sa mise en oeuvre par le village, de façon à éviter d'éventuels malentendus qui auraient pu justifier la demande autonome du village.
- * réaliser l'étude sociologique complémentaire du milieu humain pour apprécier l'adhésion de la population du village à l'auto-gestion locale des ressources ligneuses naturelles et à la perspective de création d'un marché rural.

Au terme de cette enquête sociologique préliminaire, il serait donc possible d'apprécier:

- la viabilité sociologique présumée du marché rural souhaité par le village demandeur;

- la sélection possible des villages voisins où la création de marchés ruraux peut être envisagée simultanément.

* à l'enregistrement administratif des villages retenus comme prioritaires, préalable aux travaux préparatoires de la création officielle du marché rural.

Les méthodes mises au point et employées par le PE II -ED / VO seront exposées dans les paragraphes suivants qui concerneront successivement les différentes étapes pour la création de marchés ruraux qui soient effectivement nombreux, durables et autonomes.

Au cours de la 1ère phase du projet énergie II, l'ensemble des travaux préliminaires pour la création des marchés ruraux ont été réalisés par les diverses équipes techniques du PE II / ED - VO: il s'agissait en effet de mettre au point la méthodologie pratique de création effective de multiples marchés ruraux et les services des arrondissements de l'administration de l'environnement n'étaient en rien préparés (ni motivés) à ce genre de travail. Au cours de cette période les équipes du PE II / ED - VO ont bien davantage cherché à expliquer la stratégie énergie domestique et à motiver les services départementaux et d'arrondissement de l'administration de l'environnement à:

* une attitude positive par rapport à la réforme réglementaire et à la stratégie en expliquant que les craintes (de nature essentiellement économique ou financière, mais aussi en terme de relations de pouvoir) des agents de l'administration de l'environnement n'étaient pas fondées et que la redéfinition des tâches qui leur incombaient dorénavant d'assumer ne correspondait pas à une dévalorisation de leur fonction, bien au contraire;

* une modification des pratiques par rapport au monde rural et l'instauration de relations d'appui et de conseil plutôt que de police forestière en direction des populations rurales;

* une prise en charge effective des tâches de contrôle forestier des transports de bois telles que définies dans le cadre de la réforme de la réglementation et de la fiscalité forestière.

Au contraire au cours de la deuxième phase du projet la répartition des tâches entre le projet et l'administration de l'environnement sera profondément modifiée:

* les équipes techniques du projet ne devront plus intervenir directement pour la réalisation des tâches préliminaires mais devront prendre en charge le transfert de ces tâches vers les services locaux de l'administration de l'environnement. Leur rôle sera donc d'assurer la formation et l'accompagnement/appui technique des services d'arrondissement de l'environnement dans l'exécution de leur nouvelles tâches;

* les services d'arrondissement de l'environnement devront assumer ces fonctions nouvelles et devenir des partenaires essentiels des villages pour la création des marchés ruraux.

1. L'identification des massifs forestiers prioritaires ou des zones à protéger

Pour les marchés ruraux sylvo-pastoraux qui sont actuellement le seul type de marché rural qui ait été mis en oeuvre au Niger en application des priorités des Schémas Directeurs d'Approvisionnement Urbains, l'existence d'une ressource ligneuse naturelle suffisante à disposition du village constitue une condition de base.

Lorsque la création du marché rural intervient à l'initiative du projet, les zones de création potentielles des premiers marchés ruraux sont sélectionnées d'abord en fonction des ressources ligneuses disponibles....

Au contraire lorsque la création du marché rural intervient à la suite d'une démarche volontaire d'un village il est indispensable de vérifier d'emblée l'existence d'une ressource ligneuse disponible suffisante pour la création d'un marché rural sylvo-pastoral.

Lors de la préparation du Schéma Directeur d'Approvisionnement urbain, les ressources forestières sont évaluées et localisées mais à une échelle spatiale bien différente, celle des massifs. Il faut maintenant descendre à l'échelle du terroir ou de quelques terroirs villageois contigus pour apprécier le niveau de la ressource avec une incertitude suffisamment faible tout en réduisant au strict indispensable les travaux d'inventaire de terrain.

Pour ce faire le projet a au cas par cas combiné l'utilisation des informations à plus petite échelle résultant des travaux antérieurs et diverses méthodes complémentaires. Le projet a ainsi utilisé:

- * les survols aériens directs à basse altitude qui permettent une bonne localisation (par l'utilisation combinée en vol du système GPS (positionnement par satellite) et une identification précise des micro-massifs forestiers au niveau des terroirs villageois. Ces survols permettent aussi une bonne appréciation qualitative et surtout comparatrice du degré de couverture du sol par la végétation (et donc pour un type de végétation de la quantité de bois en place) entre des terroirs voisins ou même distants de plus d'une centaine de kilomètres: ainsi les densités du couvert autour de Gombewa et dans le massif de Tientergou, situés de part et d'autre du fleuve Niger sont comparables et il n'a pas été jugé nécessaire de refaire à Gombewa des travaux d'inventaire de terrain comme cela avait été fait précédemment à Tientergou.

- * les photographies aériennes classiques sont en règle générale presque indispensables pour une appréciation des surfaces des massifs forestiers qui ne soit pas trop imprécise. Les campagnes de photographies aériennes ont été limitées autant que possible, le projet cherchant systématiquement à réduire les coûts par partage des frais en s'associant à d'autres campagnes de survol engagées pour d'autres opérations de développement.

- * les relevés d'inventaire de terrain ne jouent dans ce cas qu'un rôle d'appoint permettant par le relevé le long d'un ou deux layons de vérifier que l'état de la végétation permet de classer la zone dans telle ou telle catégorie de faciès déjà connu et de confirmer une évaluation du volume de bois disponible à l'hectare suffisamment fiable pour la détermination ultérieure négociée avec les populations d'un quota annuel de coupe.

Le PE II - ED / VO dans le souci permanent de simplifier les méthodes de création des marchés ruraux et d'en abaisser les coûts a mis au point une méthode originale pour repérer les petits massifs forestiers de quelques milliers à quelques dizaines de milliers d'hectares qui constituent l'essentiel des ressources ligneuses du Niger.

Cette méthode combine la reconnaissance aérienne directe des massifs forestiers et l'utilisation simultanée d'une balise de positionnement automatique par satellite (type GIS) qui permet de définir exactement les coordonnées géographiques des massifs, en un temps très court et pour un coût particulièrement modique.

Il est ensuite possible d'envoyer directement sur le terrain des équipes équipées de la même balise, chargées de délimiter et d'évaluer la ressource disponible.

Expérimentées et ayant participé à des travaux d'inventaire forestier antérieurs dans la zone ces équipes sont capables de donner très rapidement et sans comptage supplémentaire une évaluation approximative mais suffisamment précise de la ressource disponible pour que le choix entre différents massifs voisins puisse être opéré ensuite selon des critères autres que celui de la ressource mais en tenant compte des potentialités réelles du milieu naturel.

Dans un certain nombre de cas néanmoins, il apparaît indispensable de procéder à quelques sondages de terrain pour disposer de chiffres indicatifs de l'état de la ressource. Les équipes procèdent alors à des comptages selon des méthodes standardisées le long de layons prédéterminés.

Ce sont ces techniques qu'il s'agit maintenant de transférer aux agents de terrain de l'administration de l'environnement.

**RECONNAISSANCE DES ESPACES FORESTIERS VILLAGEOIS,
ÉVALUATION DE LA POSSIBILITÉ D'EXPLOITATION ANNUELLE: ÉVOLUTIONS DES TECHNIQUES ET RÉDUCTION DES
COÛTS ?**

Pierre MONTAGNE

Conseiller technique du PE II - ED / VO

Les travaux d'évaluation de la ressource forestière réalisés sur le terrain dans le cadre de la préparation des schémas directeurs d'approvisionnement des villes et leurs résultats tels qu'ils sont présentés dans les schémas directeurs ne montrent que des tendances globales à l'échelle régionale sans tenir compte des variations locales dont l'amplitude est forte au Niger (⁴⁶). Ces évaluations de la ressource forestière ont été faites à l'aide d'images satellites à l'échelle 1/500 000, ce qui ne permet pas de faire ressortir des points de détail, d'autant plus que la résolution pixel n'est que de 30 m. La stratification en trois classes de végétation réalisée par exemple pour la région de Niamey est également très arbitraire et ne fait clairement apparaître que les situations extrêmes (taux de recouvrement de moins de 20% ou de plus de 60%).

Pour réaliser l'évaluation préalable de la ressource forestière et la reconnaissance des espaces forestiers au niveau local il faut donc engager des actions spécifiques pour les quelles on a cherché à améliorer le ratio qualité de l'information/coût de collecte et de traitement des données.

L'expérience des projets forestiers antérieurs (PUSF, projet forestier FAC/IDA/CCCE, etc relative aux coopératives forestières ne fournissait pas de base technique utilisable pour cette recherche d'une efficience et d'une économie aboutissant néanmoins à une réelle fiabilité des résultats: il fallait innover.

L'utilisation du système GPS (global positional system), actuellement testée sur l'ensemble des massifs forestiers cibles des interventions du PE II - ED / VO, facilite la collecte des données de terrain. En couplant l'utilisation du GPS et celle d'un SIG (système informatique d'information géographique), on peut faire apparaître très facilement (aux erreurs de positionnement près), la situation et la délimitation géographique des espaces villageois.

Lorsque la collecte des données aboutit à ce que les limites des terroirs villageois "se chevauchent", on peut souvent préjuger de possibles "problèmes fonciers" qu'il sera nécessaire de résoudre par une négociation inter-villageoise préalablement à la création du marché rural.

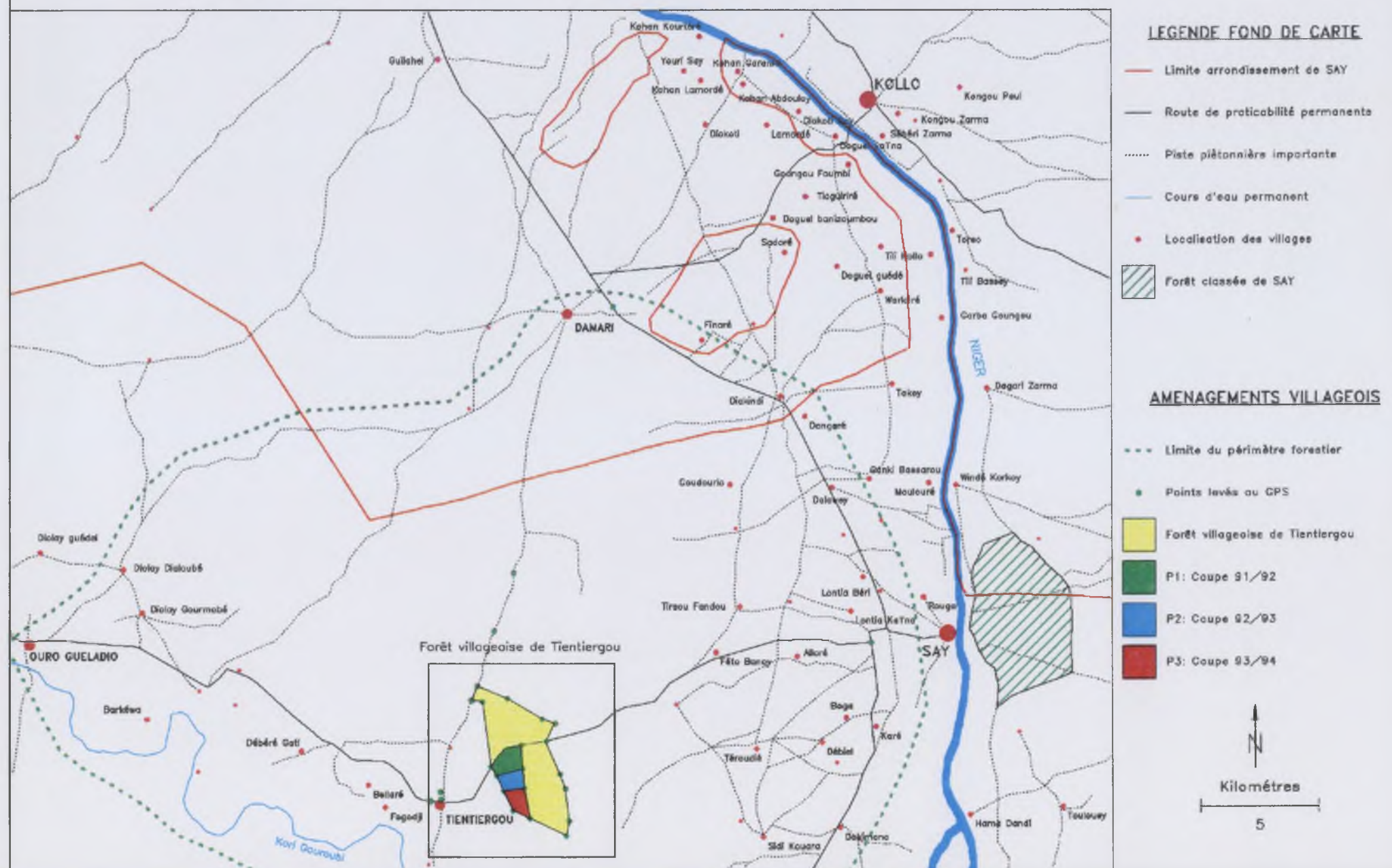
L'utilisation du GPS permet la réalisation rapide et économique de cartes simplifiées des limites de la forêt villageoise (comme de celles des espaces forestiers du terroir villageois qui sont utilisées lors de la procédure officielle de création du marché rural: dossier administratif d'établissement du marché rural, agrément administratif par la direction de l'environnement et acte de concession rurale de la forêt villageoise (voir page 120).

Une fois reconnus sur le terrain et positionnés (à l'aide du GPS), les limites des espaces forestiers du terroir villageois, il convient d'évaluer les potentiels ligneux commercialisables dans les limites de ces terroirs; il faudra ensuite discuter avec les villageois les limites de la forêt villageoise qui sera institutionnalisée dans le cadre de l'agrément du marché rural et de l'acte de concession rurale. Les travaux d'inventaires forestiers réalisés de façon ponctuelle dans certains massifs peuvent être considérés comme suffisants pour une évaluation de la possibilité et donc (avec un coefficient de sécurité) du quota annuel d'exploitation.

Dans le cas des marchés ruraux contrôlés, c'est à dire avec aménagement forestier villageois, malgré les efforts de simplification faits par les équipes de terrain, et même s'il est possible d'utiliser les mêmes outils cartographiques la mise en place des parcelles d'exploitation est difficilement envisageable sans une couverture aérienne permettant aux villageois de "se retrouver" dans leurs brousses auparavant reconnues et délimitées.

⁴⁶ De la même manière les autres informations recueillies pour l'établissement des schémas directeurs: études filière bois-énergie, enquêtes agro-socio-économiques, etc permettent de dégager des tendances globales mais ne sont pas directement utilisables à l'échelle locale pour la création de marchés ruraux.

LOCALISATION DE LA FORET VILLAGEOISE DE TIENTIERGOU DANS LE PERIMETRE FORESTIER DE TIENTIERGOU



2. L'identification des villages riverains et des voies d'accès

A ce stade des travaux préliminaires de terrain, les équipes chargées des travaux forestiers sont renforcées par les équipes chargées de diffuser la campagne locale d'information puis de réaliser un certain nombre d'investigations préalable au choix de la localisation prioritaire des marchés ruraux.

La délimitation précise des zones de végétation naturelles susceptibles d'assurer l'approvisionnement régulier et durable d'un ou de plusieurs marchés ruraux permet de repérer très rapidement les villages riverains qui sont la plupart du temps ceux qui pour au moins une part d'entre eux disposent de droits traditionnels de gestion ou d'exploitation d'une partie des ressources de cette zone.

C'est parmi ces villages que devront être repérés ceux qui disposent des droits coutumiers effectifs (ou les plus reconnus, car les contestations ou les cumuls de droits sont fréquents) d'exploiter la forêt et/ou ceux qui sont le plus disposés à s'insérer dans la démarche de création d'un marché rural villageois du bois.

L'équipe qui opère cette reconnaissance des massifs forestiers identifie par la même occasion les voies d'accès possible à la ressource et évalue l'accessibilité permanente ou saisonnière de la zone dont la mise en exploitation est envisagée.

3. L'information préalable des autorités locales et régionales et la campagne locale d'information

Simultanément aux premiers travaux d'identification et d'évaluation des ressources forestières locales, il est indispensable de mener des actions d'information sur la perspective de création prochaine de marchés ruraux. Ces actions d'information qui vont relayer et préciser l'action préalable de la campagne nationale d'information seront réalisées de façon différenciée dans deux directions:

- * vers les autorités locales et régionales pour leur présenter le schéma directeur d'approvisionnement en bois, préciser les objectifs et les modalités des interventions locales à venir et s'assurer de leur coopération active;
- * vers les populations rurales pour expliquer en détail la perspective de création des marchés ruraux et ses conséquences possibles sur la société villageoise.

L'INFORMATION PRÉALABLE DES AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES ET LA PRÉSENTATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'APPROVISIONNEMENT EN BOIS

Le schéma directeur d'approvisionnement en bois-énergie est un outil d'orientation et de planification en vue d'une rationalisation de la gestion des ressources ligneuses péri-urbaines. Ce Schéma directeur est un outil élaboré et utilisé d'abord par l'administration au niveau central. Néanmoins ses recommandations et sa mise en oeuvre concernent les niveaux régionaux et locaux.

Il apparaît donc indispensable de présenter la démarche de préparation inter-disciplinaire du schéma directeur, d'exposer et de faire valider par les institutions régionales et locales les orientations et les recommandations du schéma directeur.

Dès le choix des zones d'intervention réalisé (notamment les cantons), il est absolument nécessaire d'informer les autorités concernées aux niveaux régional (préfectures et directions départementales des administrations diverses par le directeur départemental de l'environnement) et sous-régional (sous-préfecture et services divers d'arrondissement par le responsable d'arrondissement de l'environnement).

Au niveau régional et sous régional, avec les autorités administratives et les cadres techniques, il s'agit de réaliser des exposés clairs et complets sur la grille de décision et sa transcription cartographique. Convaincre les interlocuteurs que les recommandations présentées ne définissent que des orientations qui nécessitent des décisions décentralisées. Leurs observations de techniciens et d'hommes de terrain sont indispensables pour qu'il puisse être procédé au choix définitif des zones d'intervention. C'est une véritable ambiance de travail de groupe qu'il faut instaurer. L'enjeu est d'influencer l'avenir de centaines de villages et des milliers d'hommes et de femmes qui y vivent. Convaincus des orientations générales du schéma directeur, les cadres techniques régionaux et locaux doivent se sentir responsables des actions locales de création des marchés ruraux depuis la conception et la décision jusqu'à leur mise en oeuvre ultérieure.

Il convient d'insister sur l'intérêt pour les arrondissements de voir se créer dans leur ressort des marchés ruraux susceptibles de générer ensuite des recettes nouvelles résultant de la réaffectation d'une part des taxes forestières.

C'est l'occasion de définir de façon détaillée les nouvelles fonctions des agents du service d'arrondissement de l'environnement: évaluations forestières et sociologiques, appui technique, contrôle, suivi et sensibilisation. C'est aussi l'occasion de démarrer une réflexion sur les questions organisationnelles et institutionnelles locales de création des marchés ruraux, sur les problèmes de formation en gestion par ou avec l'appui de l'Union Sous-Régionale des Coopératives, et sur les questions d'animation par le service du plan, formation en alphabétisation par le service d'alphabétisation, etc... Ces points seront discutés en détail après le choix de la localisation précise des marchés ruraux. Enfin l'avis des autorités administratives et techniques locales sera sollicité ultérieurement à propos des problèmes organisationnels et institutionnels de création des marchés ruraux.

LA CAMPAGNE LOCALE D'INFORMATION, COMPLÉMENT INDISPENSABLE DE LA CAMPAGNE NATIONALE D'INFORMATION

La campagne locale d'information doit réveiller et répondre à la curiosité suscitée chez les populations rurales par la campagne nationale d'information.

En particulier elle doit créer un large mouvement local d'intérêt et de curiosité auprès des villageois pour l'innovation locale que va constituer dans quelques uns des villages de la micro-région du massif forestier et de ses environs la création de marchés ruraux du bois-énergie. Par conséquent, la campagne locale d'information doit déborder assez largement des villages riverains du massif forestier et intéresser toute la zone sélectionnée par le schéma directeur et validée lors des réunions avec les autorités régionales ou locales.

La campagne locale d'information doit viser à atteindre l'ensemble de la société rurale locale.

L'information doit s'adresser aux hommes comme aux femmes, ensemble ou séparément selon les situations locales. La forêt en effet, intéresse aussi les femmes. Elles assurent souvent outre la corvée de bois pour la cuisine, la cueillette de produits forestiers utilisées pour l'artisanat, la médecine ou l'alimentation.

Enfin, les jeunes aussi doivent être associés car en définitive ils sont les bras valides qui participeront à la coupe et à l'aménagement. Les jeunes, souvent les seuls alphabétisés, seront les piliers de la structure locale de gestion.

Bref, la campagne locale d'information sera réalisée par une réunion d'information tenue dans le village. Cette réunion concernera tous les groupes constitutifs de la société villageoise sans distinction d'âge, de sexe, de catégorie professionnelle ou sociale. Il faut veiller à ce que l'assemblée soit bien représentative, en particulier à ce que tous les groupes d'utilisateurs de la forêt (pasteurs, bûcherons, agriculteurs, femmes) soient représentés, même ceux des hameaux rattachés au village. D'où la nécessité de prévenir à l'avance les villageois de la tenue d'une telle réunion à l'heure et à la date de leur choix.

Les messages de la campagne locale d'information

Les objectifs visés déterminent le contenu des messages :

- * Indiquer sans ambiguïté les avantages et inconvénients de l'innovation,
- * Susciter des réactions claires quant à la perspective d'innovation.

La campagne locale d'information ne doit pas apporter une grande masse d'informations qui contribueraient à semer la confusion dans l'esprit des paysans. Ceux-ci auraient du mal à distinguer l'essentiel. En outre, les paysans ne sont sensibles qu'aux arguments concrets, aussi est-il utile de les sensibiliser aux avantages qu'ils peuvent retirer des marchés ruraux par des séances audio-visuelles qui sont plus didactiques et qui peuvent avoir un impact plus important que la simple lecture et commentaire de texte.

L'important est au demeurant de susciter des questions et d'ouvrir un dialogue entre l'organisateur de la réunion et la collectivité villageoise.

Les messages de la campagne locale d'information seront organisés autour de quatre grands points :

Connaissance du milieu et identification du marché rural comme un besoin objectif

Il s'agit d'un exposé de type écologique sur les faits et tendances de l'évolution du milieu physique et social que la désertification a fait naître ou simplement accéléré. L'exposé doit aboutir à l'identification du marché rural comme un besoin objectif par les paysans.

On se limitera donc à dresser une liste des faits et tendances de l'évolution sociale sous la pression de la désertification.

* **Attitudes de survie** : La désertification limite les potentialités naturelles facilement exploitables; elle réduit les productions et les rend de plus en plus aléatoires. Contraintes à parer au plus pressé, les populations développent des attitudes de survie aux multiples facettes dont les plus significatives sont :

- la surexploitation des ressources naturelles immédiatement accessibles au prix d'un sur-travail souvent énorme. Exemple : le temps considérable que, parfois, les femmes et les enfants consacrent à la collecte du bois de feu, brindilles, tiges de récolte, bouses de vache etc...
- l'appel à l'aide extérieure qui est vite transformé en appel à la charité et favorise la généralisation d'une attitude d'assistés.
- la liquidation de tout ce qu'on possède : après le bétail, ce sont les bijoux des femmes, les outils de production qui sont vendus.

* **Argent, émigration et ruptures de solidarités** :

- le besoin de l'argent est devenu général et presque aussi fondamental que celui de boire et de manger. Ce besoin, incoercible explique la recherche désespérée de l'argent, dans des conditions effroyables de travail et de vie et pour des rapports aussi aléatoires que maigres. Ce besoin est un facteur d'individualisation des comportements et d'intensification des migrations rurales.
- l'émigration rurale : la désertification n'a pas créé l'émigration rurale; elle l'a accélérée et rendue plus massive, plus lointaine et plus longue (⁴⁷).
- les ruptures des solidarités internes aux collectivités et aux familles étendues: la survie difficile entraîne le repliement sur soi, la recherche de solutions individuelles, le développement d'un individualisme de survie et, parfois, d'exclusion. Que partager quand il ne reste rien à partager ?

⁴⁷ Après les hommes, les femmes commencent aussi à partir, avec leurs hommes mais quelques fois seules, au grand désespoir des vieux qui savent douloureusement que ces départs sont leur condamnation et celle du village. Les femmes ressentent durement l'absence prolongée et massive des hommes qui signifie pour elles surcharges de travail et de responsabilités, incertitude et difficulté dans leur vie de femmes et de mère.

*** Changements par rapport à l'environnement :**

La désertification a contribué à multiplier et à élargir les connaissances techniques, en particulier celles portant sur l'environnement et sa préservation. D'une part, les migrations ont permis à de nombreux exploitants de voir et de participer à des réalisations et, d'autre part, les actions entreprises dans les villages voisins ont fait l'objet de visites spontanées et organisées.

Dans le même sens la perception de l'environnement et de la relation à établir avec lui change, a même déjà changé en bien des lieux. L'environnement est ressenti à la fois :

- comme un milieu sensible, qu'autrefois on savait respecter mais qu'on a trop négligé et surexploité durant la dernière période; bien des villageois savent ou comprennent qu'il faudra lui accorder des efforts de travail et de gestion pour compenser les erreurs et les précipitations d'hier. Les populations les plus affectées ont une réelle disponibilité pour engager la lutte contre la désertification;
- et comme un milieu appartenant au village, à la collectivité des hommes et des femmes auxquels il fournit, dans les limites du terroir, des ressources, du travail et des productions. Le village sait que la dégradation de son environnement lui est imputable en grande partie mais il sait aussi qu'elle est due à des interventions extérieures qu'il ne maîtrise pas. C'est particulièrement le cas des autorisations de défrichement et de coupe de bois accordées par les services sans aucune concertation préalable avec le village; les femmes s'insurgent violemment contre les permis de coupe accordés à des étrangers alors qu'elles-mêmes ont de la difficulté à trouver du bois et sont "amendées" (pénalisées) chaque fois qu'elles contreviennent à un règlement.

Un peu partout les collectivités expriment le besoin de prendre en main l'environnement dans leurs terroirs et le sentiment vécu que jusqu'à présent les services et les autorités négligent et contrarient cette aspiration.

Le marché rural cadre avec cette volonté. Dans la mesure où il est fondé sur une ré-appropriation des terroirs pour leur restauration, il est plus sain et plus porteur d'avenir que les structures précédemment mises en place pour "encadrer" le monde paysan.

Les objectifs spécifiques concernant la gestion locale des ressources naturelles

Il s'agit d'exposer l'ensemble des réformes réglementaires fiscales et structurelles mises en place dans le cadre de la stratégie énergie domestique et de mettre en relief la place centrale qu'y jouent les marchés ruraux:

- la rationalisation de l'exploitation des ressources et de l'approvisionnement en bois-énergie des villes en tenant compte de l'ensemble des contraintes d'ordre physique, sociologique et économique,
- la responsabilisation réelle et la participation effective des populations riveraines à la gestion et au contrôle de l'exploitation des ressources ligneuses de leurs terroirs.

*** le nouveau cadre institutionnel et juridique avec des textes rassurants et protecteurs :**

- l'ordonnance N°92-037 du 21 Août 1992 relative à l'organisation de la commercialisation et du transport de bois dans les grandes agglomérations, et la fiscalité qui lui est applicable, ainsi que ses décrets d'application;
- la concession rurale;
- le statut et le règlement intérieur du marché rural;

*** le renforcement de la capacité d'auto-organisation et de gestion des opérations des filières bois-énergie par la formation :**

- des membres des structures paysannes de gestion des zones aménagées et des marchés ruraux en techniques forestières, en gestion-comptabilité et en alphabétisation fonctionnelle;
- des membres des associations professionnelles d'exploitants commerçants de bois en gestion-comptabilité et entretien du matériel;

4. La connaissance du milieu humain: l'enquête sociologique villageoise préalable

LES JUSTIFICATIONS DE L'ENQUÊTE SOCIOLOGIQUE VILLAGEOISE PRÉALABLE

C'est sur l'adhésion des populations rurales aux objectifs de la stratégie énergie domestique, sur leur motivation réelle et sur leur décision de participer positivement ou non à la gestion des ressources ligneuses que repose, en fin de compte, la transformation structurelle du secteur forêt-bois au Niger. Mais, au sein d'un même village, d'un village à un autre et, a fortiori d'une région à une autre, les intérêts des individus et les intérêts collectifs en matière d'exploitation des ressources ligneuses peuvent diverger significativement. Or, si l'administration de l'environnement peut prendre des mesures réglementaires incitatives, si elle peut proposer des techniques adaptées pour la gestion et l'exploitation, en revanche il n'est guère évident qu'elle puisse aplanir toutes les divergences et peser directement sur les volontés individuelles.

Les nouvelles options du développement forestier nécessitent donc des travaux importants dans le domaine de la sociologie puisqu'elles impliquent de partir des besoins et aspirations des populations et de moduler les actions en fonction de leur capacité de gestion. La stratégie énergie domestique qui a pour ambition d'intervention de façon significative sur la filière bois-énergie et particulièrement de proposer des modèles d'exploitation et de gestion spontanément reproductibles par la population, en tient compte. Dans cette optique, les travaux d'investigation sociologique ont pour mission de créer un cadre favorable sur le plan socio-économique, de préparer et d'accompagner les évolutions structurelles nécessaires à la mise en place du nouveau cadre institutionnel de gestion et à la participation des populations à l'autogestion locale des ressources ligneuses naturelles.

Les investigations sociologiques auront donc pour objectifs de :

- * Mettre en évidence les réalités des structures sociales, des pouvoirs locaux, des systèmes de production et des systèmes agraires. Les analyses portent en particulier sur les pratiques sociales rurales relatives à l'arbre, à l'utilisation des ressources naturelles, au bois, à la gestion de l'espace, la place des formations naturelles et des produits forestiers dans les systèmes agraires et les évolutions possibles sur ce point,
- * Identifier les groupes susceptibles de participer aux nouveaux schémas de gestion et d'exploitation forestières et des conditions de leur participation effective, notamment les mesures incitatives appropriées,
- * Identifier les motivations positives ou négatives en regard des objectifs de la Stratégie énergie domestique et en approfondir les déterminants; proposer des solutions susceptibles de faire évoluer ces attitudes vers une meilleure prise en compte de la valeur de la végétation et un intérêt plus large d'une gestion plus économe et moins dégradante des ressources naturelles,
- * Proposer des options pour la localisation des marchés ruraux et organiser la mise en place des structures locales de gestion,
- * Participer à l'élaboration de textes juridiques appropriés pour l'institutionnalisation des marchés ruraux,
- * Déterminer les thèmes appropriés et les approches conséquentes pour les actions d'animation rurale.

Comme dans le cadre de la préparation des schémas directeurs d'approvisionnement il s'agit essentiellement de déterminer des priorités d'action pour sélectionner les villages d'une zone présentant les conditions les plus favorables à la création des premiers marchés ruraux et susceptibles de jouer le rôle de "marchés ruraux pilotes".

Au contraire, dans le cas d'une demande villageoise spontanée de vérifier que les conditions socio-économiques minimales sont réunies pour autoriser la création d'un marché rural.

Les travaux seront effectués selon des méthodes appropriées (mais simplifiées), pour la collecte de données fiables relatives à tous les aspects sociaux, psychologiques, institutionnels et économiques des interventions projetées, de leurs tendances et de leurs dynamiques. Mais comme pour les investigations techniques on limitera strictement les travaux à ce qui est réellement indispensable pour obtenir une connaissance sociologique suffisante à la prise de décision recherchée.

L'enquête sociologique préliminaire proprement dite ou enquête socio-économique générale, doit être concentrée sur:

* les villages ayant déposé une requête autonome de création d'un marché rural,

* les villages périphériques des "massifs forestiers" véritablement susceptibles d'alimenter durablement des marchés ruraux viables,

où a déjà été réalisée la campagne locale d'information.

OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE SOCIOLOGIQUE VILLAGEOISE PRÉALABLE

Cette enquête doit permettre d'évaluer le village sur le plan de ses caractéristiques sociales positives et négatives dans la perspective de création d'un marché rural dans le village:

- . identifier sur le plan socio-économique les atouts et les facteurs de blocage,
- . procéder à une évaluation de l'impact de la campagne locale d'information et la compréhension par les villageois, à ce stade, du concept de marché rural,
- . évaluer la réceptivité des villageois à la perspective de création d'un marché rural lié ou non à un aménagement forestier villageois.

La méthode de collecte de données est celle de l'enquête villageoise collective qui permet non seulement d'avoir un aperçu général des terroirs cibles mais également de découvrir rapidement des informations spécifiques de base permettant d'identifier globalement les problèmes et besoins considérés comme importants.

Le procédé consiste à réunir à une date prévue à l'avance, autour du chef de village les groupes les plus représentatifs qui ont une connaissance profonde et fiable des thèmes-clés.

Les informations principales à recueillir concernent :

*** La population locale et sa répartition**

Sans procéder à une enquête démographique exhaustive, il s'agira pour le sociologue de rassembler des informations suffisantes pour apprécier la population globale de chaque village (effectifs, sexe, âge, ménage, concession) sa dynamique, sa répartition ethnique, l'importance de l'exode (durable ou saisonnier), les effectifs de bûcherons et de vendeurs de bois bord de route. Il importe d'avoir une idée pas trop approximative de l'évolution récente de la population à travers les résultats des deux recensements généraux (1977-1988), de la densité démographique. Outre les recensements généraux, il sera bon de procéder lorsque ce sera possible à un dépouillement systématique des recensements administratifs.

*** La perception des problèmes écologiques et les actions du village pour préserver son environnement**

Il s'agit d'apprécier l'intensité des investissements anthropiques sur les ressources ligneuses, pastorales et foncières, les actions menées localement pour lutter contre la dégradation et les différentes utilisations de l'arbre.

* L'adhésion

Les investigations doivent conduire à une compréhension fine du niveau de l'adhésion de la population du village et de ses diverses composantes à la perspective de création d'un marché rural et de leurs motivations dans cette perspective.

Ce niveau d'adhésion (et son évolution éventuelle ultérieure) devra permettre d'apprécier, de manière standardisée, pour chaque village de la zone:

- * l'impact de la campagne locale d'information locale préalable; a-t-elle atteint le village? a-t-elle été bien comprise?
- * la position globale du village par rapport à la perspective de création d'un marché rural du bois de feu dans la zone; par rapport à la possibilité de son implantation dans le village ou sur son terroir; par rapport à l'éventualité de son installation dans un village voisin;
- * l'homogénéité ou l'hétérogénéité d'attitude des principaux groupes vis à vis de ces différentes perspectives.

L'ensemble de ces évaluations devra pouvoir être synthétisée pour chaque village dans un tableau standard.

* La cohésion sociale

L'objectif est d'aboutir à une évaluation suffisante de la cohésion sociale de chacun des villages et des caractéristiques principales des relations entre eux des villages. Il s'agit d'identifier toutes les incompatibilités ou tous les obstacles à ce niveau pouvant conduire à l'élimination de certains villages ou à la re-localisation du projet de création d'un marché rural. Pour évaluer la cohésion sociale et ses diverses composantes, le sociologue devra pouvoir à partir des réponses à l'enquête identifier rapidement mais avec suffisamment de précision les éléments suivants :

- * la cohésion intra-villageoise, pour chaque village:
 - existe-t-il une opposition d'intérêt entre divers groupes (selon l'ethnie, la classe d'âge, l'activité: pasteurs, agriculteurs, bûcherons);
 - cette opposition est-elle latente ou ouverte;
 - existe-t-il des conflits fonciers entre lignages à l'intérieur du village; sont-ils anciens ou récents, aigus ou sans importance?
 - quels sont les relations entre les différents groupes ethniques et quelles sont leurs activités spécifiques?
- * la cohésion inter-villageoise dans la zone:
 - existe-t-il des conflits entre divers villages, de quel ordre (foncier, historique, social...); ces conflits sont-ils aigus ou mineurs?
 - quel est le village socialement structurant ou dominant dans la zone, par exemple celui où se situe le marché local périodique ou hebdomadaire;
 - y-a-t-il une concurrence ou une opposition entre deux villages ou plus à ce niveau?

Là encore il sera nécessaire de synthétiser le résultat des investigations sur la cohésion sociale dans deux types de tableaux: un tableau par village pour la cohésion intra-villageoise et un tableau récapitulatif par zone complété par la cohésion inter-villageoise.

* les compétences locales

L'identification des compétences locales (techniques, de gestion) sera une des tâches importante qui clarifiera un paramètre important pour le choix de la localisation du marché rural et pour la définition des besoins précis de formation à apporter au(x) groupe(s) villageois avant de pouvoir concrétiser la création du marché rural.

Il s'agira de recenser, d'identifier et d'évaluer (par une série de petits test rapides, standard) individuellement pour chaque village de la zone:

- * les personnes alphabétisées en français;
- * les personnes capables de tenir une comptabilité sommaire;
- * les personnes ayant eu depuis moins de 5 ans une activité salariée à Niamey (ou dans l'intérieur) ou au cours d'un exode plus lointain; pour chacun d'eux quelle était cette activité (négliger les manoeuvres...).

Ces compétences une fois recensées et évaluées par village devront être récapitulées sur un tableau par village indiquant de manière standard les informations recherchées.

5. L'appréciation de l'adhésion de la population et le choix du site du marché rural

Au terme de ce travail d'enquête, il devrait donc être possible de disposer d'un certain nombre de fiches synthétiques permettant:

- * d'éliminer un certain nombre de villages ou toute la zone (ce qui conduirait à en rechercher une autre proche et de caractéristiques similaires), à partir du critère d'adhésion à la perspective de création d'un marché rural;
- * de classer les villages restants selon les différents paramètres identifiés;
- * de proposer un premier ordre de choix des villages selon les critères sociologiques.

C'est à ce stade que doit s'opérer la synthèse des travaux et des investigations décrits précédemment. Il s'agit d'évaluer les avantages et les inconvénients relatifs de chacun des villages dans la perspective d'y créer un marché rural.

Le choix des villages prioritaires pour la création d'un marché rural sera réalisé à partir d'un classement multi-critères relatifs aux données collectées sur le terrain:

* évaluation et zonage de la ressource forestière:

Ce premier critère, pour la création des marchés ruraux prioritaires selon le schéma directeur d'approvisionnement en bois-énergie, a déjà permis d'éliminer d'emblée certains villages qui sont trop éloignés de toute ressource forestière suffisante et de concentrer la campagne locale d'information et les investigations sociologiques sur des zones de superficie plus réduites proches et riveraines des massifs forestiers.

* évaluation de la campagne locale d'information et évaluation sociologique préalable

Lors de l'évaluation rapide de l'impact de la campagne locale d'information une autre sélection préliminaire a permis d'éliminer les villages de toute évidence les moins réceptifs, voire les plus hostiles à la perspective de création d'un marché rural.

C'est seulement à la suite des deux sélections successives précédentes que les travaux de terrain ont été entrepris dans les villages présélectionnés pour évaluer ceux qui présentent les conditions les meilleures pour la création d'un marché rural qui y soit réellement souhaité, autonome et durable.

L'enquête sociologique préalable conduit, comme on l'a indiqué précédemment, à la collecte des données de base relatives au village, à l'appréciation détaillée de l'adhésion villageoise à la perspective de création d'un marché rural, à l'évaluation de la cohésion sociale intra-villageoise et des relations de voisinages avec les villages environnants et enfin à l'identification des compétences locales.

La synthèse sociologique préalable permet encore d'éliminer de nouveaux villages présentant au regard des paramètres ci-dessus des caractéristiques sociales trop défavorables et de commencer à comparer les villages restant en lice selon les différents paramètres de choix.

Dans le cas des marchés ruraux créés à l'initiative de l'administration de l'environnement sur les zones prioritaires définies par le schéma directeur d'approvisionnement, c'est à ce stade que les villages présélectionnés doivent déposer une requête officielle de création du marché rural auprès des services d'arrondissement de l'environnement pour confirmer le choix volontaire du village et permettre la poursuite de la procédure.

Les villages qui n'ont pas été sélectionnés lors de cette phase de création de marchés ruraux en application des orientations et de la planification du schéma directeur d'approvisionnement urbain en bois-énergie ne sont pas pour autant définitivement éliminés. Au contraire ceux qui ont bénéficiés de l'ensemble des investigations pourront être à nouveau contactés ultérieurement pour la création d'une deuxième vague (ou génération) de marchés ruraux dans la zone. Il est à cet égard probable que (comme on l'a déjà constaté dans des cas similaires à Tientergou, Gombewa et récemment à Mossipaga, la population des villages sera alors très motivée par l'exemple des premiers marchés ruraux créés sur la zone.

Dans les villages sélectionnés la concertation va se développer sur des thèmes plus précis et pour la réalisation de diverses tâches conjointement par les villageois et le bureau d'études local sélectionné par l'administration de l'Environnement qui interviendra comme opérateur délégué dans le cadre d'un contrat tripartite entre:

- * le village,
- * l'administration de l'environnement,
- * et le bureau d'études ou l'ONG sélectionné.

Ces tâches seront essentiellement les suivantes:

- * la délimitation de la forêt villageoise, la fixation du quota et le choix de l'implantation précise du stock de bois du marché rural;
- * la préparation des choix de l'organisation institutionnelle du marché rural et l'adoption des textes fondateurs;
- * la constitution du groupement des producteurs et la création de la structure locale de gestion;
- * la mise en place des formations préalables à la création officielle et reconnue du marché rural.

6. L'enregistrement administratif préalable et le choix des villages prioritaires pour la création des marchés ruraux

Le choix administratif des villages sélectionnés pour la création d'un marché rural est officialisé par un "agrément administratif préalable" qui permet au village ainsi sélectionné de:

- * bénéficier de la procédure standardisée de création des marchés ruraux et des avantages qui y sont associées:
 - sélection par appel d'offres restreint de bureaux d'études spécialisés ou d'ONG pour la fourniture de l'assistance technique requise pour la mise en place de marchés ruraux groupés par lots pour des zones locales déterminées;
 - supervision et évaluation technique et financière de l'exécution de ces marchés;
- * bénéficier du financement public des travaux de création du marché rural réalisés dans le cadre du contrat tripartite par le bureau d'études local.

Chapitre 16: Le contrat de service tripartite et la séquence des travaux préparatoires à la création d'un marché rural villageois

1. Le contrat de service tripartite pour la création d'un marché rural dans un village volontaire

L'enregistrement administratif préalable consécutif au dépôt d'une requête villageoise pour la création d'un marché rural (soit par demande autonome villageoise, soit à la suite d'une procédure de pré-sélection et de choix d'un certain nombre de villages prioritaires - voisins d'un village demandeur ou dans une zone déclarée prioritaire par le schéma directeur) déclenche la procédure administrative de financement et de préparation du contrat tripartite pour la réalisation des travaux préparatoires à la création effective du marché rural. Ce contrat tripartite concrétise bien et de façon évidente:

- * le préalable d'une demande villageoise (requête) et du volontariat des ruraux pour la création du marché rural;
- * la reconnaissance et l'appui administratif à la création du marché rural manifesté par le financement des travaux prévus au contrat tripartite et formalisé ensuite par l'acte de concession rurale;
- * le rôle de prestataire de service et d'opérateur délégué pour le compte du marché rural du bureau d'études local ou de l'ONG chargé des travaux dans le cadre du contrat tripartite.

Chaque contrat tripartite village - administration de l'environnement - bureau d'études ou ONG est établi selon un modèle standardisé mis en forme par l'administration de l'environnement à la suite d'un appel d'offres concernant pour une zone donnée un certain nombre de villages pré-sélectionnés.

Les procédures standardisées des travaux à réaliser ont été préparées et mises au point dans le cadre du projet. Elles concernent l'ensemble des tâches à effectuer par le bureau d'études et les procédures administratives à respecter pour une création optimale et rapide de marchés ruraux viables et autonomes.

2. Les "animateur-socio-opérateurs" des bureaux d'études locaux, chevilles ouvrières de la séquence des travaux préparatoires et de l'élaboration du dossier administratif d'établissement du marché rural

La concertation pour la réalisation de ces travaux de création du marché rural sera confiée par les bureaux d'études locaux à des "animateur-socio-opérateurs" (voir encadré dans les pages suivantes) qui se verront chacun confier pour une période d'environ 6 mois la charge d'animer de l'ordre de 6 villages dans une même zone en vue d'y réaliser (avec divers appuis) l'ensemble de la séquence des travaux préparatoires et l'élaboration du dossier administratif d'établissement du marché rural.

Le choix a été fait d'assurer une animation légère (un sixième du temps seulement) pendant une période plus longue (en règle générale, trois mois avant le démarrage du marché rural et au maximum trois mois en appui technique après la création officielle et le début des ventes de bois) de façon à ce que:

- * les animateurs ne résident pas dans les villages et ne peuvent pas s'insérer réellement avec une position d'autorité dans la société villageoise; ils ne peuvent donc pas entraver l'émergence de l'autonomie effective de gestion du marché rural.
- * les animateurs sont soumis à un rythme soutenu de travail de façon à limiter les coûts effectifs de mise en place du marché rural et à garantir la reproductibilité des procédures et à permettre la création dans des délais réduits d'un nombre significatif de marchés ruraux pour assurer la transformation structurelle de la gestion des ressources ligneuses et du fonctionnement de la filière bois.

L'ANIMATION RURALE À L'OCCASION DE LA CRÉATION DES MARCHÉS RURAUX

*Idrissa KIMBA,
expert sociologue du PE II - VO*

1- Les objectifs et les fonctions de l'animation rurale

*L'animation rurale consiste à **encourager l'exécution d'une activité en milieu rural**. L'animation apparaît ainsi comme le processus actif par lequel on suscite ou on encourage une certaine dynamique au sein d'un groupe ou d'une collectivité, visant à mobiliser ses forces et ses moyens pour qu'il réalise ses objectifs.*

*Le rôle principal de l'animation sera donc **d'entamer un processus d'information-réflexion-action interne** au village ou au groupe intra-villageois concerné. Il ne s'agit pas de fournir des recettes toutes faites, mais plutôt d'amener les populations à faire un raisonnement simple sur la base de l'observation de leur vie et de son analyse, aboutissant à un choix d'actions efficaces à réaliser individuellement ou collectivement.*

En conséquence, il incombera au personnel d'animation d'aider les villageois à s'organiser pour que les communautés rurales réalisent à leur profit les travaux identifiés et retenus avec eux. D'accompagner la mise en place et le fonctionnement autonome de la nouvelle structure de gestion (aménagement, marchés ruraux), en assurant l'information et la formation de ses membres. Il importe de préciser le rôle des animateurs et surtout les limites de leurs fonctions en relation avec l'objectif d'autonomie réelle des marchés ruraux.

1.1- Animateur, ou animateur-encadreur ou animateur-socio-opérateur?

Faut-il parler d'animateurs, d'animateur-encadreurs ou d'animateur-socio-opérateurs? La fonction de ces agents des bureaux d'études sous contrat tripartite se limite-t-elle à une animation ou va-t-elle jusqu'à un rôle d'encadrement (et si oui quel est ce rôle d'encadrement; à qui s'adresse-t-il?). D'emblée, le terme d'animateur-socio-opérateur a été jugé par le PE II - VO plus adapté que celui d'animateur-encadreur. Pourquoi ?

** L'animation du milieu rural qui est envisagée, n'est pas une animation "tous azimuts" mais est au contraire parfaitement ciblée sur la création et la mise en place des marchés ruraux du bois de feu et des aménagements forestiers villageois. Il ne s'agit pas de faire de l'aménagement de terroir (approche globale et intégrée des besoins) même si les aspects agricoles ou surtout pastoraux seront très largement pris en compte. Il s'agit de **faire proposer des solutions techniques et organisationnelles nouvelles de gestion du milieu naturel et de commercialisation primaire du bois de chauffe pour apporter aux ruraux des sources de revenus supplémentaires utilisables librement** ⁽⁴⁸⁾ pour le développement local.*

** Les tâches d'animation combinent donc des aspects sociologiques et des interventions techniques à réaliser, à vulgariser et à transmettre aux paysans concernés. Ceci explique que les animateurs ne dépendent pas directement de la structure centrale du PE II - VO.*

⁴⁸ La nouvelle réglementation détermine seulement la proportion des recettes fiscales attribuées à la structure locale de gestion qui doit être consacrée à des travaux de régénération forestière.

*** Avant la création du marché rural, les animateurs doivent se limiter à des fonctions d'animation pour aider à la réflexion collective au sein des villages concernés en faisant passer et en expliquant les différentes solutions techniques et organisationnelles possibles, le cadre minimum de ce qui devra exister et en permettant aux villageois d'exercer librement leur choix à l'intérieur de ce cadre minimum de définition des marchés ruraux et des aménagements forestiers villageois. Ce travail d'animation, organisé à un rythme soutenu ne devrait généralement pas dépasser 3 mois.**

*** Au stade suivant, dès la création du marché rural (et le cas échéant de l'aménagement forestier villageois) s'ajoutera une fonction temporaire d'appui technique qui devra être soigneusement délimitée et précisée. Il ne s'agira pas pour les animateurs de remettre en cause de quelque manière que ce soit l'autonomie des marchés ruraux et des structures locales de gestion dont on a montré plus haut l'importance fondamentale dans la démarche retenue. Il s'agira au contraire d'apporter à ces structures locales de gestion les aides ponctuelles spécifiques dont elles auront besoin en présentant et en expliquant des modes opératoires et des techniques mal ou insuffisamment assimilées et en les aidant à résoudre de façon autonomes leurs problèmes. Cette action devra prendre fin au bout d'un certain temps d'activité du marché rural (généralement, tout au plus 3 mois). Ensuite, la présence permanente sur la zone des animateurs n'est plus indispensable et peut même devenir nuisible à l'affirmation des compétences locales.**

*** La fonction des animateurs dans le village ne peut et ne doit être que temporaire. Elle ne devra guère dépasser un semestre. Trois mois d'animation et trois mois d'appui technique sont largement suffisants pour atteindre les objectifs fixés. Au delà, le travail devient répétitif. La routine s'installe et avec elle, tous les risques de voir progressivement les animateurs se substituer à la structure locale de gestion ou se comporter mal sur le plan social avec les villageois. Avec le temps, la familiarité entre villageois et animateurs peut affaiblir l'autorité de ces derniers et constituer un blocage pour la poursuite des actions. Enfin, tant que les animateurs (même salariés d'un bureau d'études privé dans le cadre d'un contrat tripartite), seront présents, le marché rural apparaîtra toujours aux yeux des villageois comme un appendice du projet ou de l'administration de l'environnement. L'objectif de réaliser l'autonomie du marché rural pourrait être compromise ou à tout le moins freinée.**

*** Le rôle le plus important des animateurs, dès la fin de la toute première phase d'information terminée, devrait être l'identification des compétences locales (c'est en ce sens qu'ils sont aussi des opérateurs sociaux) susceptibles de s'investir réellement dans la gestion du marché rural et de l'aménagement forestier villageois. Après au plus un trimestre d'activités d'appui technique, les gestionnaires locaux du marché rural villageois et de l'aménagement forestier villageois doivent être à même d'assurer le fonctionnement du marché rural. De l'existence dans chacun des villages envisagé d'au moins une (et mieux deux) personne (s) à même d'assurer ces fonctions dépend la possibilité effective de créer le marché rural. Il est nécessaire d'emblée de conjuguer animation rurale et formation des compétences locales à la gestion des marchés ruraux et des aménagements forestiers villageois. C'est le meilleur moyen d'assurer de la façon la plus complète possible une véritable autonomie des structures locales de gestion dans la responsabilité de la conduite et de la gestion des marchés ruraux.**

1.2- Les enjeux

L'animation ne doit pas se dévier dans l'action sociale en faisant naître des besoins ou des espérances impossibles à satisfaire, mais doit au contraire se limiter strictement aux thèmes et aux objectifs ciblés.

Tout système d'animation est organisé autour de trois axes :

- Qui est la population cible ?
- Quel est le but, la finalité ?
- Quel est l'initiateur du processus de changement ?

Les enjeux de l'animation pour les marchés ruraux villageois de bois-énergie seront définis dans ce cadre. Ils sont de plusieurs ordres :

*** Bien faire passer le message sur ce qu'est la stratégie énergie domestique:**

La qualité de la participation des populations est fonction du niveau de compréhension qu'elles ont de l'action proposée. En tant que représentants du bureau d'études sous contrat tripartite au niveau des villages, les animateurs doivent connaître parfaitement les objectifs des marchés ruraux pour les retransmettre le plus fidèlement possible. D'où la nécessité de bien outiller les animateurs pour que le message soit transmis de façon continue, autonome et fidèle.

* **Faire "remonter" l'information vers l'administration de l'environnement** pour que les méthodologies puissent être adaptées aux conditions locales si nécessaire. L'animateur efficace **transmet, explique et soutient** au niveau supérieur les demandes et initiatives des collectivités.

* **Stimuler les initiatives individuelles ou collectives** en vue d'une **participation responsable, effective et durable des populations**.

* **Suivre de façon régulière l'évolution du comportement des populations**, notamment par rapport à des prises d'initiatives particulières qui montrent leur niveau de compréhension des objectifs de la stratégie énergie domestique.

* **Comprendre expliquer et faire comprendre aux ruraux** qu'ils devront assurer **seuls** les actions de gestion des ressources naturelles de leur terroir.

* **Expliquer aux populations la nécessité de respecter les normes techniques** de coupe, d'exploitation et d'aménagement.

On le voit, les enjeux sont importants. Ils nécessitent dès au départ, une bonne organisation des actions d'animation rurale et un suivi précis de l'activité réelle des bureaux d'études et de leurs animateur-socio-opérateurs.

2- L'organisation des actions d'animation rurale

Les animateurs jouent **un rôle essentiel de cheville ouvrière** dans l'intervention de terrain pour la création des marchés ruraux et des aménagements sylvo-pastoraux. Etant donné que leur intervention est continue et quotidienne, ils disposent de fait d'une large autonomie d'intervention. Ceci peut constituer un avantage s'ils sont bien informés des objectifs, du contenu du message qu'ils doivent transmettre et s'ils sont bien responsabilisés à leur travail. Cela implique de leur demander de **travailler par objectifs** et de **les juger sur leurs résultats** sans qu'il soit utile d'intervenir trop fréquemment pour orienter leur action.

2.1- Les actions d'animation proprement dit

L'animation doit se développer dès que le village a été choisi pour la création d'un marché rural. L'action sera établie sur 3 mois. **Un programme de travail trimestriel sera établi**. Après deux mois, par une **session d'évaluation et de recyclage** d'une semaine et un contrôle de terrain permettra d'apprécier les premiers résultats de l'animation.

Le programme d'animation sera basé sur une **pédagogie de groupe** s'adressant à des communautés villageoises considérées dans leur ensemble.

Au plan méthodologie, on adoptera la procédure suivante en trois étapes : **observation-réflexion-action**.

- **discussions** ouvertes avec tous les groupes sur **les problèmes et les besoins**: protection de la forêt, exploitation rationnelle du bois, gestion collective des ressources forestières,
- **recherche en commun des solutions** : amener les populations à s'organiser pour une gestion rationnelle de la forêt,
- **propositions d'une double stratégie pour l'action** : celle qui peut être exécutée par tous (formation, mise en place de la structure locale de gestion, coupe, mise en défens), et celle qui demande des volontaires.

L'action des animateurs sur le terrain se déroule généralement selon les étapes suivantes:

(1) Présentation aux autorités villageoises, installation. Il est recommandé que l'animateur ne réside pas dans un des villages sélectionné pour la création d'un marché rural. Il est en effet important pour que le message sur l'autonomie villageoise soit d'emblée bien compris que l'animateur reste extérieur à la population villageoise.

*(2) Animation sur les objectifs de la stratégie énergie domestique et les résultats attendus. Les villageois sont très sensibles à la dégradation de leur environnement et à ses mécanismes. **La question centrale est donc celle de leur motivation pour qu'ils passent à l'action dans de nouvelles conditions.** Comment obtenir leur motivation pour agir "sur place". Il convient que les villageois puissent rapidement **bien cerner les intérêts, les profits qu'ils pourront retirer de la création du marché rural.***

Les thèmes de l'animation seront articulés comme suit:

** **le temps de l'espace "illimité" est terminé;** il faut désormais s'adapter à une situation nouvelle: celle d'un espace limité, chaque membre de la collectivité doit s'imposer une discipline et mesurer les conséquences de ses gestes (défrichements, coupes anarchiques etc...);*

** **le bois ne doit plus être considéré comme une ressource gratuite** et donc par définition **sans valeur;***

** **La nouvelle politique forestière légitime l'autogestion villageoise des ressources ligneuses naturelles du terroir.** Ce sont les villageois qui vont maintenant avec "l'outil marché rural" exploiter et gérer à leur profit exclusif ces ressources. Comment les villageois vont-ils s'organiser pour que cette exploitation soit bénéfique à la fois pour ceux qui vont la pratiquer et pour toute la collectivité villageoise? Sous quelles conditions ces bénéfices seront-ils durables?*

** **la nouvelle fonction du service forestier** qui ne doit plus être considéré comme une institution para-militaire répressive chargée principalement d'appliquer le code forestier. Le forestier sera désormais un agent bienveillant plutôt chargé d'aider la population à concevoir et promouvoir des activités en vue d'une gestion rationnelle de la forêt et de ses produits. Le service forestier est aussi chargé de faire respecter le monopole des villageois sur les ressources ligneuses de leur terroir.*

** **La lecture commentée et l'explication des textes juridiques.** C'est l'animateur qui présentera en détail et dans la langue locale du village les textes juridiques de la réforme de la nouvelle réglementation forestière et des nouvelles dispositions de la fiscalité du bois ainsi que les textes utilisés généralement pour instituer les marchés ruraux du bois créés jusqu'à présent: concession rurale, modèles de statuts et de règlement intérieur,...*

2.2- Les actions d'appui technique à la création et au démarrage des marchés ruraux

L'appui technique a pour objectifs principaux :

- la mise en place de la structure locale de gestion,*
- la préparation à l'autogestion locale des ressources naturelles,*
- le suivi des formations,*
- l'initiation du gestionnaire aux tâches pratiques d'animation et de gestion,*
- le suivi du fonctionnement du marché rural jusqu'au démarrage de la commercialisation.*

***L'appui technique a pour rôle essentiel de permettre, par sa présence épisodique en cas de besoin, le développement d'une dynamique sociale.** Aider les paysans à analyser leur situation, à programmer, à décider et à exécuter eux-mêmes les actions.*

*Cette dynamique est surtout importante au moment de l'implantation des marchés ruraux. Il s'agit de créer les conditions permettant aux membres de réfléchir ensemble, de s'assurer que les décisions prises ont bien été exécutées et ont eu l'effet attendu, de corriger éventuellement l'action, de définir les programmes. L'appui technique est non directif d'emblée; il favorise au maximum la libre expression des paysans, s'assurant seulement par les questions posées et les informations fournies que les éléments importants sont connus et discutés par les paysans avant la prise de décision. **La règle est de ne jamais décider ni faire à la place du paysan.***

L'animateur lors de son travail d'appui technique assure également une fonction de suivi. Ce suivi se décompose en quatre fonctions: suivi comptable, juridique, technique et sociologique. Les problèmes de gestion, de comptabilité, de détournement de fonds sont généralement l'une des causes principales de la mortalité des groupements villageois ou des coopératives, l'animateur doit à chacun de ses passages dans le villages s'assurer que la comptabilité est correctement tenue et que les sommes en caisse ou en banque correspondent bien aux écritures. Il doit également s'assurer que ces comptes sont bien présentés et compris par les membres avant d'être approuvés. Sans se substituer ni au gestionnaire ni même au bureau dans son ensemble, l'animateur à ce niveau **assure un suivi de la gestion** et doit se **limiter strictement à un rôle de conseil** jusqu'à ce que les membres du bureau et le gestionnaire soient bien rodés à toutes ces opérations.

Quant au **suivi sociologique**, il s'agira de faire régulièrement le point sur le degré d'intérêt que la population accorde aux actions et les caractéristiques de sa participation tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Il sera nécessaire de **maintenir, au niveau de tous les villages encadrés, une observation sociologique rigoureuse**. On sera particulièrement attentif notamment à la façon dont évolue la position des différents groupes sur les problèmes fonciers, la législation forestière, l'exploitation et l'aménagement des forêts, ainsi que le fonctionnement des marchés ruraux. On pourra, si nécessaire, reprendre certains thèmes d'animation en vue d'une meilleure sensibilisation.

3- Le recrutement et la formation des animateurs

Pour que les animateurs soient à la mesure des tâches qui leur incombent, il importe de **définir pour les bureaux d'études locaux des critères rigoureux de sélection** des animateurs. La bonne compréhension des notions complexes liés aux marchés ruraux et à la stratégie Energie domestique l'exige. **Un niveau minimum bac est indispensable**. En outre les conditions suivantes doivent être requises :

- avoir quelques années d'expérience dans les domaines de l'animation/formation pour l'auto-promotion rurale ou l'organisation coopérative,
- maîtriser les techniques d'enquête et de communication en milieu rural,
- avoir une bonne capacité d'expression orale et écrite, d'animation et d'écoute,
- avoir une bonne connaissance en Français, savoir rédiger,
- avoir une maîtrise parfaite de la (ou des) langues (s) parlées sur le site (impératif),
- être motivé pour les activités en milieu rural,
- être titulaire d'un permis Moto-cross,
- une bonne connaissance des techniques de gestion et d'alphabétisation fonctionnelle et des questions techniques, économiques et socio-culturelles, serait un avantage.

Les qualités morales des agents sont à prendre en ligne de compte car elles peuvent influencer non seulement les jugements que la population porte sur le Projet, mais aussi leur engagement dans les activités qu'on leur propose.

La formation comprendra trois volets : le stage de terrain, la formation spécifique sur l'animation/suivi technique, la formation technique.

(a) Le stage de terrain

Le stage de terrain semble être le moyen le plus efficace pour préparer les animateurs à **aborder la formation théorique sur le contenu de l'animation à réaliser**.

* Objectifs spécifiques du stage sur le terrain

- Donner à certains l'opportunité de renouer avec les réalités du terrain et à d'autres l'occasion de les connaître,
- Permettre aux animateurs de découvrir la vie d'un marché rural villageois de bois-énergie,
- Permettre aux animateurs de découvrir les rôles, tâches et comportement d'un animateur d'un marché rural.

* Programme du stage : Connaissance du marché rural

Il s'agit de se rendre compte de visu des principales fonctions d'un marché rural et du travail d'un animateur :

- Le marché rural en tant qu'association (agent social).

- Le marché rural en tant qu'entreprise commerciale (agent économique). Le stage portera sur la gestion commerciale, la gestion comptable, l'animation du groupement des bûcherons par le gestionnaire, les activités du marché rural et la formation des membres du bureau de la structure locale de gestion au suivi comptable.

- Les compétences et comportements nécessaires pour mieux servir le marché rural. Il s'agit de se rendre compte de la gestion et de la méthodologie du travail d'un animateur.

* *Lieu de stage : un ancien marché rural qui fonctionne bien.*

* *Durée de stage : 1 mois.*

* *Résultats attendus à la fin du stage :*

- les animateurs connaissent l'organisation et le fonctionnement d'un marché rural,*
- seront parfaitement informés des problèmes qui s'ils existent peuvent nuire à l'évolution socio-économique d'un marché rural,*
- connaîtront les rôles et tâches d'un animateur de marché rural,*
- seront mieux outillés pour suivre la formation "théorique" et participer activement aux débats et échanges d'expérience.*

(b) La formation en animation/appui technique

Elle pourra être organisée de préférence dans un centre de formation ou dans un chef lieu d'arrondissement. Elle portera sur les points suivants :

- * *Les étapes du processus de l'approche "participative" en relation avec les objectifs du Projet,*
- * *L'étude du milieu et son importance,*
- * *Préparation et conduite d'une réunion de sensibilisation,*
- * *Le support pédagogique et son importance, en relation avec l'organisation des marchés ruraux,*
- * *La bonne circulation des informations entre Projet et populations.*
- * *La mise en place et le suivi de la structure locale de gestion,*
- * *Conseils pratiques pour les "villages difficiles".*

(c) La formation technique

Elle ne constituera pas une session à part. Elle sera assurée au cours du stage de terrain par les agents forestiers du service d'arrondissement de l'environnement (SAE) et portera sur les points suivants :

- * *Enstérage (gestion des marchés ruraux et suivi de l'exploitation forestière),*
- * *Branchages et paillages (restauration des sols),*
- * *Suivi des rejets,*
- * *Techniques de coupe.*

3. La séquence des travaux préparatoires et l'élaboration du dossier administratif d'établissement du marché rural

La séquence de l'ensemble des travaux préparatoires à réaliser conduit à l'élaboration du dossier administratif d'établissement du marché rural et se résume en fait à la mise en route d'un processus de réflexion collective autonome intra- et péri-villageoise sur les thèmes conjoints de l'exploitation commerciale villageoise du bois-énergie, de la gestion locale des ressources ligneuses naturelles et de la cohabitation viable à long terme des activités de bûcheronnage et d'élevage.

Ces travaux préparatoires à réaliser au niveau de chaque village par le bureau d'études local pré-sélectionné sont essentiellement les suivants:

- * l'enquête "bûcherons",
- * l'enquête "foncière",
- * "l'évaluation pastorale",
- * la proposition de délimitation de la forêt villageoise,
- * l'évaluation concertée de la proposition de quota annuel d'exploitation,
- * la formation préliminaire des acteurs locaux,
- * la formulation concertée des choix organisationnels et institutionnels de la structure locale de gestion,
- * la préparation des textes fondateurs du marché rural et la finalisation du dossier administratif d'établissement du marché rural.

On observera que l'ensemble de ces tâches supposent un travail en collaboration-concertation effective avec la population et les institutions intra- et inter-villageoises.

Pour ce travail de concertation et de mise en route d'une réflexion collective intra-villageoise, les trois premières opérations à réaliser sont des actions d'enquête ou d'évaluation. Elles sont conduites par les "animateur-socio-opérateurs" des bureaux d'études locaux:

- * évaluation et zonage de l'exploitation actuelle, évaluation de son impact et analyse des diverses chaînes locales de production/commercialisation primaire du bois de feu:

L'enquête "bûcherons" permet alors d'évaluer l'insertion actuelle éventuelle de chacun des villages encore en examen dans la filière d'approvisionnement, la motivation des groupes sociaux intra-villageois concernés par le bûcheronnage et les relations entre les divers groupes du village utilisateurs des ressources ligneuses du terroir. Elle permet de tracer une typologie des paysans-bûcherons de chacun des villages considérés et d'identifier les contraintes correspondantes à prendre en compte dans la perspective de création d'un marché rural dans chacun des villages.

- * évaluation sociologique du village et des activités agricoles et pastorales et le zonage des maîtrises foncières.

L'enquête "foncière" et l'évaluation pastorale procèdent davantage d'une méthodologie de concertation et de négociation/réflexion collective avec les groupes villageois que de procédures d'enquête standardisées.

4. L'enquête "bûcherons"

L'enquête a pour objectif l'identification des groupes sociaux susceptibles de prendre en charge, de faire fonctionner et d'alimenter le marché rural, en l'occurrence les bûcherons actuels et potentiels. Il s'agit notamment d'analyser leur comportement lorsqu'ils existent déjà dans le village, les conditions de leur participation aux nouveaux schémas de gestion et d'exploitation forestière. Il s'agit également d'apprécier comment adapter le schéma général du marché rural afin de faire converger leurs intérêts et leur stratégie avec les objectifs de la stratégie énergie domestique.

Le questionnaire est découpé en sept grandes rubriques :

- Identification du bûcheron: age, ethnie, niveau d'instruction, nombre de personnes à charge, formation;
- Mode d'exploitation du bois de feu: temps consacré à la coupe du bois, ancienneté de l'activité, qualité du bois, mode de conditionnement, etc ...;
- Commercialisation: prix unitaire, prix du lot, système de vente, acheteurs, lieu de vente, périodicité de vente, etc ...;
- Organisation du travail: au niveau de l'exploitation et au niveau de la commercialisation;
- Equipement: pour la coupe, le transport et le stockage;
- Revenus du bois: importance et destination, problèmes d'écoulement de la production, concurrence pour l'exploitation et pour la commercialisation de la ressource;
- Problèmes rencontrés (prix, transport, écoulement, concurrence, ressource, etc ...).

Avant la mise en oeuvre de l'enquête "bûcherons" proprement dite, on procède d'abord à un recensement exhaustif des paysans bûcherons de la zone, qu'ils pratiquent la coupe du bois à temps partiel ou à temps complet.

Attention! Il faut veiller à ce que ce travail de recensement n'apparaisse à aucun moment ni de quelque façon que ce soit comme une offre d'emploi.

En effet, l'expérience a montré que beaucoup de villages ont pensé qu'il s'agissait de recruter de la main-d'oeuvre salariée pour la coupe du bois. Des villages entiers où le bûcheronnage n'était même pas pratiqué ou à la limite par 2 ou 3 résidents étrangers seulement, se sont faits entièrement recenser ⁽⁴⁸⁾! Cela conduit inévitablement à fausser les résultats de l'enquête.

La seconde étape consistera à établir un échantillonnage raisonné pour chacun des villages.

L'exploitation des données sera effectuée par informatique. Les résultats doivent faire apparaître une caractérisation au niveau individuel (bûcherons) et au niveau des villages. Les principaux résultats sont présentés selon des tableaux de synthèse standardisés.

Les résultats permettront d'établir une typologie des paysans-bûcherons pour chacun des villages considérés d'une même zone autour des points suivants :

- . importance numérique,
- . contraintes,
- . intérêts, et attitude vis à vis de la perspective du marché rural;
- . désirs,
- . relations possibles,
- . rôle potentiel vis-à-vis du marché rural.

Ces résultats caractéristiques des différents villages seront repris dans le dossier administratif villageois d'établissement du marché rural. Les résultats de l'enquête bûcheron seront d'un apport capital pour résoudre les problèmes organisationnels. Ils doivent en effet permettre :

- d'identifier les contraintes et les problèmes à résoudre en vue de la création d'un marché rural dans le village et les solutions envisageables pour la mise en place d'un groupement de producteurs autonome et durable,
- d'identifier les formes d'appui extérieur éventuellement utiles ou indispensables notamment sur le plan matériel (charrettes) en fonction de l'acuité des contraintes.

⁴⁸ Cela montre bien la recherche systématique et désespérée des activités de rente par les ruraux nigériens confinés actuellement dans les activités d'autoconsommation.

5. L'importance déterminante d'une analyse solide des problèmes fonciers

L'IMPORTANCE DES PROBLÈMES FONCIERS ET DE LA DÉLIMITATION

D'ores et déjà, la forêt est un espace indispensable à la vie et à l'activité des populations rurales par (Bibliographie N° 17):

- les activités pastorales de tout ou partie de la population,
- les activités de cueillette de produits divers,
- la collecte d'une part considérable du bois de service et du bois de feu pour l'auto-consommation rurale,
- le bûcheronnage du bois de feu à but lucratif d'une partie de la population,
- la dynamique de défrichement par une partie de la population dans certaines zones.

La création des marchés ruraux va accroître très fortement l'intérêt et la valeur économique de la forêt pour les populations rurales. Il va en résulter inéluctablement une importance accrue de la question foncière sur les forêts.

La disparition de la forêt naturelle et l'installation de la désertification sont des résultats directs de la réglementation foncière et forestière coloniale qui a enlevé leur légitimité aux régimes fonciers coutumiers. Ceci a conduit ensuite du fait de l'incapacité de l'administration à assurer la gestion des espaces naturels à la place et contre les populations rurales à la "tragédie des ressources en accès libre".

Les ressources ligneuses naturelles sont utilisées par tous sans souci de pérennité mais ne sont plus gérées par personne. En outre, le code forestier et ses modalités souvent brutales et arbitraires d'application a diminué l'attrait et l'intérêt pour les populations de gérer voire de planter des arbres.

Ce sont ces constatations qui ont amené le Niger à la mise en oeuvre de la stratégie énergie domestique et à la réforme de sa réglementation et de sa fiscalité forestière pour donner aux ruraux le contrôle de la gestion des arbres et de la végétation naturelle. Les populations ne pourront pas participer activement à la gestion de leurs ressources locales tant que les questions de contrôle et de régime foncier ne seront pas clarifiés ou résolus.

A l'heure actuelle pour l'exploitation commerciale du bois, peu ou prou n'importe qui peut aller couper n'importe où; l'exploitation du bois de chauffe est donc "déconnectée" du problème foncier. C'est souvent un problème pour les paysans qui se sentent dépossédés de leur ressource ligneuse et de sa mise en valeur. La création d'un marché rural (sans ou avec aménagement forestier villageois) en délimitant des zones (de coupe et d'aménagement) où l'exploitation sera réservée aux bûcherons membres du groupement va brutalement assurer une "re-connection" directe de l'exploitation du bois de chauffe avec la question foncière.

Si actuellement, les droits fonciers coutumiers de certains villages apparaissent plus ou moins flous ou sont dans la pratique plus ou moins remis en cause par les habitants d'autres ethnies, il est certain que la perspective de création d'un marché rural du bois de feu et donc de revenus importants et réguliers tirés de la forêt va réactiver ou cristalliser des oppositions ou des conflits fonciers actuellement plus ou moins latents. En effet, au fur et à mesure que les populations se rendent compte réellement de l'intérêt financier de l'opération, les conflits risqueront de prendre plus d'ampleur non seulement dans les zones de bois mort mais aussi de bois vert.

Ne pas tenir compte, de façon fondamentale et dès l'origine, de la question du foncier forestier reviendrait donc à allumer à coup sûr une bombe à retardement dont l'explosion aurait pour effet de :

- * générer des conflits autour de la question du bûcheronnage et de la coupe commerciale du bois. Il serait à craindre que certains de ces conflits ne soient violents et ne se terminent par des morts, comme cela arrive à l'occasion de certains conflits pastoraux ou agro-pastoraux;
- * réactiver, exacerber ou faire apparaître certains conflits plus ou moins latents relatifs aux problèmes pastoraux ou agro-pastoraux concernant les mêmes espaces forestiers;

* entraîner des dégradations volontaires du couvert forestier de la part de certains groupes se considérant comme exclus du bénéfice de la commercialisation du bois (ou de leurs usages pastoraux) en violation de leurs droits légitimes : feux de brousse, non respect des mises en défens temporaires de régénération, vols de bois, autres délits...

* dans tous les cas compromettre l'existence ou le fonctionnement autonome du marché rural et faire de sa création un échec dont les conséquences interdiraient définitivement ou très durablement la mise en valeur des ressources forestières sur toute la zone d'intervention prioritaire concernée.

Le problème de la délimitation des zones de coupe pour les marchés ruraux sans aménagement forestier, comme celui de la délimitation des zones à aménager et des zones de coupe pour les marchés ruraux avec aménagement forestier villageois constitue donc une étape fondamentale. Si à ce stade apparaissent des conflits ou des obstacles à une délimitation véritablement consensuelle (sans restriction ni arrière-pensée) de la part de toutes les populations avoisinantes ou concernées (éleveurs) il sera indispensable de suspendre la procédure et de ne pas se lancer dans la création d'un marché rural voué à l'échec et à une mort certaine.

Il convient donc d'observer rigoureusement les règles ci-dessous énoncées qui puissent véritablement minimiser les problèmes fonciers et empêcher qu'ils deviennent un obstacle à la création des marchés ruraux et des aménagements forestiers villageois.

- * **Le marché rural, comme l'aménagement forestier villageois doit être strictement conçu dans un cadre VILLAGEOIS. La délimitation des périmètres d'exploitation ou d'aménagement doit être opérée à l'intérieur des limites foncières coutumières d'UN SEUL VILLAGE.**
- * Il est indispensable de respecter strictement les limites foncières coutumières et de s'abstenir d'imposer de nouvelles limites foncières entre villages.
- * Il serait prudent d'éviter d'installer des périmètres d'exploitation ou d'aménagement forestier villageois sur des zones situées trop près des limites du terroir forestier villageois toujours susceptibles d'être l'objet de contestation ou de discussion avec d'autres villages.
- * Préalablement à toute délimitation, il faut s'assurer d'un consensus local large et inciter à la concertation la plus complète entre les autorités du village concerné et celle des villages riverains, comme avec certains partenaires éloignés (problèmes pastoraux) et avec les autorités locales (chef de canton).
- * Ce consensus local doit être effectif à un double niveau :
 - . au niveau intra-villageois,
 - . au niveau inter-villageois.

Le respect strict des limites foncières coutumières

Les limites foncières coutumières sont une donnée sociologique fondamentale de la situation du monde rural. Maillage déterminant de l'espace local, résultat historique du peuplement, des conflits anciens et de la structuration politique, leur évolution ne se fait généralement qu'à un rythme beaucoup plus lent que les évolutions démographiques ou socio-économiques qui transforment le monde rural. Il ne manque pas d'exemples nombreux, au Niger comme dans toute l'Afrique sahélienne pour attester que des tentatives autoritaires de remettre en cause ces limites coutumières sont des sources de conflits ensuite durables et difficiles (voire quasiment impossibles) à régler. Elles constituent une donnée de base à prendre en compte et dont il faut s'accommoder.

Il en résulte partout une grande diversité des situations foncières de villages proches, résultant d'une histoire du peuplement largement marquée par des migrations de populations aux activités parfois différentes. Certains villages, généralement les plus anciens, ou ceux de l'ethnie historiquement dominante dans la zone considérée disposent de larges réserves foncières et de ressources de végétation naturelle considérables, alors que des villages tout proches se contentent de terroirs exigus et ne disposent d'aucun droit sur la végétation naturelle qui les environne.

La création des marchés ruraux vise à rationaliser la gestion des ressources naturelles en la confiant localement aux populations rurales, mais il n'entre ni dans les compétences du projet ni dans la mission de l'administration de l'Environnement de procéder dans les zones d'intervention à une réforme agraire qui serait de fait une redistribution foncière des ressources naturelles plus égalitaire entre les différents villages d'une même zone d'intervention.

L'existence de droits fonciers coutumiers reconnus sur les espaces de végétation naturelle à exploiter et/ou à aménager constitue donc un critère incontournable de sélection pour les villages où l'administration de l'Environnement envisage par l'action du projet de susciter la création de marchés ruraux.

La nécessité d'une large concertation et d'un consensus local complet, inter et intra-villageois

Mais les droits fonciers coutumiers ne sont pratiquement jamais des droits exclusifs et absolus au bénéfice de la population d'un seul village. Presque partout existent des droits relatifs secondaires ou des usages partiels reconnus aux populations de certains villages voisins (ou à des groupes ethniques plus lointains) : droits de coupe de bois de chauffe ou de bois de service pour l'autoconsommation, droits pastoraux, droits de cueillette de produits divers... L'existence de ces droits secondaires fait de leurs détenteurs des partenaires incontournables ayant leur mot à dire pour la création d'un marché rural et donc pour la délimitation d'un espace de végétation naturelle sur le terroir du village détenteur des droits fonciers traditionnels.

Cela imposera de veiller à ce que s'instaure préalablement à la création d'un marché rural (avec ou sans aménagement forestier villageois) sur le terroir d'un village une réelle concertation avec les villages voisins pour régler les problèmes pastoraux et ceux des autres droits ou usages secondaires. C'est à cette condition que l'on limitera au minimum les jalousies inter-villageoises et que l'on parviendra au contraire à un consensus et à initier une dynamique de collaboration inter-villageoise basée sur les avantages que le village bénéficiaire du marché rural pourrait consentir en contrepartie de la perturbation de l'usage des droits secondaires à ses voisins.

Dans cette affaire, le rôle des autorités administratives et coutumières locales sera généralement déterminant. En particulier, on devra veiller à s'assurer dès le début la collaboration du chef de canton qui sera bien souvent l'intermédiaire nécessaire pour régler une multitude de problèmes.

Il conviendra de veiller à ce que le consensus local sur la création du marché rural et, le cas échéant de l'aménagement forestier villageois, existe au niveau inter-villageois mais aussi au niveau intra-villageois ou certains groupes socio-économiques ou ethniques peuvent avoir des intérêts divergents, voire antagonistes.

La prise en compte fondamentale de tous les droits fonciers coutumiers est la base de l'établissement des marchés ruraux villageois. Il est nécessaire de vérifier contradictoirement la validité de ces droits et le tracé des limites du terroir villageois.

Dans le cas fréquent où plusieurs marchés ruraux voisins seront créés sur un même massif forestier (chacun sur son terroir villageois), il sera souvent utile et parfois nécessaire de mettre en place une structure de concertation permanente inter-villageoise, sous la forme d'un Comité inter-villageois de gestion sylvo-pastoral. Ce Comité ne devrait pas avoir le rôle de gestion commerciale et pouvoir s'immiscer dans la gestion financière des structures locales de gestion. Son rôle de gestion se situerait à un autre niveau de coordination inter-villageoise pour la gestion commune des divers usages des espaces forestiers et en particulier des problèmes pastoraux. C'est au sein de cette structure que les groupes sociaux ou ethniques non concernés par le bûcheronnage mais concernés par l'espace forestier et son utilisation (mise en défens, par exemple) pourraient débattre et régler les problèmes avec les représentants des marchés ruraux du bois. Ce Comité veille donc à ce que le marché rural seul ou avec aménagement ne remette pas en cause les droits coutumiers d'utilisation de la forêt.

Le cas des villages sans ressources foncières forestières

On peut se demander s'il est possible d'envisager la création d'un marché rural et d'une structure de gestion autonome dans un village sans droits fonciers coutumiers sur la végétation naturelle avoisinante, où se pratique déjà le bûcheronnage commercial (par exploitation sur le terroir d'un autre village) et où existe une demande et une motivation réelle pour cette perspective ?

Ou, serait-il envisageable de créer un marché rural et une structure locale de gestion commune aux deux (ou plus) villages, celui qui détient les droits fonciers et celui sans droits fonciers qui pratique déjà le bûcheronnage commercial ?

Dans un tel cas, les trois alternatives possibles sont simples et peuvent être schématisées comme suit:

- * Créer un marché rural dans un village sans droits fonciers sur des terres de végétation naturelle,
- * Créer un marché rural commun à deux villages avec une structure locale de gestion unique,
- * Ne pas créer de marché rural dans un village sans droits fonciers sur des terres de végétation naturelle.

Il s'agit maintenant de procéder à un choix raisonné entre elles qui tiennent le meilleur compte possible de tous les objectifs essentiels de la stratégie énergie domestique.

Nous éliminons d'emblée la deuxième alternative : "Créer un marché rural commun à deux villages avec une structure locale de gestion unique", pour les raisons suivantes :

- * Créer une telle structure commune à deux villages reviendrait à imposer de concevoir une structure organisationnelle de la structure locale de gestion à deux étages, au niveau villageois et au niveau inter-villageois; donc créer une structure lourde, nécessairement bureaucratique, probablement dispendieuse, et fonctionnant de façon complexe (donc opaque pour les bûcherons) et en large partie pour elle même et non pas en fonction de l'objectif du marché rural: vendre du bois et gérer un espace de végétation naturelle.
- * Cela reviendrait à instaurer une coupure entre les bûcherons et la structure locale de gestion ou entre les deux niveaux de la structure locale de gestion, à susciter une défiance résultant de la complexité des prises de décision et des comptes et porterait en germe des conflits qui pourraient bien se révéler fatals pour le marché rural.
- * L'autonomie de la structure locale de gestion serait de facto remise en cause très rapidement à cause de la complexité des problèmes à régler qui imposeraient l'intervention soit des services locaux de l'environnement soit des structures locales de l'administration du mouvement coopératif ⁽⁵⁰⁾.

⁵⁰ Cette intervention serait inutile ou ponctuelle pour les marchés ruraux fonctionnant dans un cadre villageois, tellement plus simple où les gens sont habitués à régler seul ensemble tous leurs problèmes

La troisième solution de l'alternative : **"Ne pas créer de marché rural dans un village sans droits fonciers sur des terres de végétation naturelle"** est sans conteste la plus prudente et devrait, être privilégiée aussi souvent que possible. D'autant plus qu'elle ne crée pas l'irréparable et peut être considérée comme provisoire ou temporaire. Sa mise en pratique laissera néanmoins à chaque fois un fort sentiment d'insatisfaction dans la mesure où ne seront pas valorisés deux éléments positifs importants: l'attitude positive de la population d'un village où se pratique déjà le bûcheronnage d'une part et d'autre part une ressource forestière qu'il serait utile de gérer de façon plus rationnelle et conservatoire.

La première solution: **"Créer un marché rural dans un village sans droits fonciers sur des terres de végétation naturelle"**, est-elle enfin possible? Elle présente des avantages réels mais aussi représente des risques considérables et indéniables qu'il faudra apprécier chaque fois aussi précisément que possible.

Ces risques ou inconvénients sont les suivants :

- * Il est possible que le village titulaire des droits fonciers traditionnels accepte de consentir au village sans terres de végétation naturelle un droit d'exploitation de la végétation (avec ou sans contrepartie; ce droit de coupe n'étant en aucune manière l'équivalent d'un droit foncier et ceci étant explicite) en n'ayant pas une claire conscience de l'intérêt économique représenté par cet avantage qu'il consent. Au bout de peu de temps sa perception se précise et le village "donateur" regrette son geste. Il risque alors de n'avoir de cesse que lorsqu'il aura repris son bien pour l'exploiter à son profit propre. Le marché rural du village sans droits fonciers risquerait alors de n'avoir qu'une existence éphémère créant des rancœurs et attisant une attitude négative de ce village vis à vis du village titulaire des droits fonciers traditionnels.

- * L'activité commerciale liée au bois-énergie est très développée dans certains villages sans ressources foncières forestières. C'est le cas de certains villages ayant des marchés traditionnels de bois "bord de route". La mise en place des marchés ruraux ailleurs pourrait se traduire par une réduction de l'activité commerciale liée au bois-énergie dans ces villages avec pour conséquence la suppression des revenus tirés de la vente du bois. En outre ces groupes de population pourraient s'opposer à certaines mesures proposées notamment l'interdiction d'aller s'approvisionner dans la zone du marché rural, qui constitue pour eux le seul lieu de collecte du bois de chauffe, de service et de produits fourragers.

- * Il est probable que le village sans droits fonciers sur les terres de végétation naturelle envisage la création du marché rural comme un élément d'une stratégie à long terme visant à se faire reconnaître des droits sur la forêt qu'il exploite. Comme il a déjà été indiqué il n'entre pas dans la mission du Projet de s'immiscer dans les problèmes fonciers inter-villageois et de paraître favoriser une telle démarche, au demeurant parfaitement comprise par les villageois du village détenteur des droits fonciers traditionnels. Le Projet devra donc veiller à ce que le droit de coupe consenti au village "sans droits fonciers" par le village qui en est détenteur ne puisse en aucun cas être assimilé à un droit foncier et fasse l'objet d'une procédure faisant intervenir dès le départ les autorités locales et coutumières, en particulier le chef de canton.

Dans ces conditions si la création d'un marché rural dans un village sans droits fonciers traditionnels sur la zone de végétation naturelle à exploiter (et éventuellement à aménager) est envisagée, il conviendra impérativement de s'assurer par précaution que les conditions suivantes sont bien remplies:

- Il ne faut pas envisager la création d'un marché rural dans un village sans droits fonciers sur les zones de végétation naturelle à exploiter si parallèlement n'est pas aussi créé un marché rural dans le village détenteur des droits fonciers. Les zones de coupe (ou à aménager) des deux villages devront être différentes et clairement délimitées (autant que possible séparées par un espace suffisant pour éviter les conflits ultérieurs).
- Le premier marché à créer sera toujours celui du village détenteur des droits fonciers coutumiers.
- Lors de la création du marché rural dans le village sans droits fonciers coutumiers il faudra absolument veiller à ce que la zone de coupe attribuée et délimitée soit de superficie suffisante pour assurer un fonctionnement normal du marché rural en régime de croisière. En particulier, dans le cas d'un marché rural avec aménagement forestier villageois, il faudra nécessairement ne pas se contenter de délimiter la zone à mettre en coupe et sous aménagement pour les premières années, mais aussi pré-délimiter les zones à mettre sous aménagement au cours du cycle complet de la rotation d'exploitation et d'aménagement.
- La création d'un marché rural devra faire l'objet d'un accord en bonne et due forme passé entre les deux villages et l'administration de l'environnement ainsi qu'avec toutes les parties concernées au titre des droits fonciers coutumiers sur la zone. Cet accord devra impliquer les autorités administratives et coutumières locales et ne devra intervenir qu'au terme d'une concertation complète et approfondie. L'introduction dans cet accord d'une "redevance" versée par la structure locale de gestion du village sans droits fonciers pourra avoir pour objet et pour effet de concrétiser et d'officialiser le transfert du droit de coupe du village détenteur des droits coutumiers au village bénéficiaire et de rendre les contestations ultérieures plus difficiles.

**L'IMPORTANCE DES ACTIVITÉS PASTORALES, DES PROBLÈMES FONCIERS ET LA NÉCESSITÉ D'UNE
CONCERTATION INTRA ET INTER-VILLAGEOISE**

Djibrilla Madougou

Responsable de l'antenne technique de Say du PE II - VO

Voici la description d'un cas précis de problèmes fonciers qui se sont posés lors de la création des marchés ruraux, de première génération dans la zone de Tientiergou.

Dans cette région, plusieurs projets de gestion des ressources sylvo-pastorales autour de Niamey, avaient vu le jour avant le projet Energie II Volet Offre. Jusqu'à présent, les plans du parcellaire forestier étaient toujours conçus à la convenance des techniciens forestiers qui ne faisaient que les "proposer" aux communautés rurales. Les agents forestiers ont longtemps considérés les zones boisées comme sans propriétaires coutumiers et relevant seulement du domaine protégé de l'Etat en application du code forestier. Pourtant il apparait bien que tous les espaces du massif forestier de Tientiergou relèvent bel et bien de l'autorité coutumière de diverses communautés villageoises de la zone.

Cette appropriation coutumière des espaces naturels, nous, agents forestiers, nous l'avons découverte seulement quand il s'est agi pour nous d'aider à la création des marchés ruraux. À l'Antenne de Say, nous avions au début la même attitude. C'est-à-dire que nous nous étions mis à l'oeuvre pour concevoir un parcellaire que nous avons ensuite proposé aux quatre villages préalablement choisis à partir de la combinaison des critères techniques et sociologiques.

Les villages concernés ici sont ceux de: Tientiergou, Bango, Féto-Banoye et Tchouro-Fandou.

Il conviendrait de rappeler ici que lors des différentes campagnes locales d'information les peuhls éleveurs avaient relevé un manque d'espace nécessaire à leurs activités pastorales. Ils avaient ainsi donné les exemples des mises en défens de Guesselbodi, Boyanga, Hamadidé et Faïra, puis insisté sur l'exemple du Parc National du "W", pour conclure que toute mise en défens sur le plateau de Tientiergou serait ressentie comme une diminution de l'espace pastoral déjà bien entamé par les cultures.

Lorsque nous avons présenté le projet de parcellaire que nous avons conçu, à l'aide de photos-aériennes au 1/20.000ème, nous avons basé notre dialogue avec les paysans sur des points de l'espace facilement remarquables: les pistes, les mares importantes, les buttes, les koris etc... Ceci était indispensable afin de permettre aux villageois d'avoir leur propre image de l'espace.

C'est à partir de ce moment que nous avons commencé à mieux comprendre le fonctionnement des activités sur le plateau, la répartition et l'utilisation de l'espace. C'est aussi le moment où les problèmes fonciers ont émergé du discours des paysans. Problèmes fonciers intra-villageois d'abord puis inter-villageois ensuite.

Au niveau de chacun des villages et dès cette phase préliminaire, nous avons proposé la mise en place d'un comité, appelé à devenir ensuite la structure de gestion du marché rural. A ce stade le comité constituait un cercle de réflexion et jouait le rôle de porte parole des différentes composantes de la communauté villageoise. Le comité villageois était composé comme suit :

- un Président d'honneur: le Chef de village
- le futur Président du Marché Rural
- le futur Trésorier " "
- le futur Gestionnaire " "
- un représentant des futurs bûcherons
- un représentant des éleveurs
- un représentant des agriculteurs.

La composition de ce comité montre que notre souci ne se limitait pas seulement à l'exploitation et la commercialisation du bois, mais s'étendait jusqu'à la gestion globale de l'espace rural du terroir villageois.

Comment sont apparus les conflits intra-villageois ?

Les discussions se sont focalisées sur l'utilisation de l'espace sylvo-pastoral entre les trois principaux groupes socio-ethniques présents dans chacun des villages: les Peuhls éleveurs d'une part, les Rimaïbés et les Zarma d'autre part, qui sont agriculteurs et pour lesquels l'activité de bûcheronnage est socialement acceptée.

Nous avons donc vu apparaître face à la perspective de la valorisation commerciale du bois des plateaux deux groupes au sein de chaque village:

- * d'une part les peuhls éleveurs qui détiennent le pouvoir traditionnel et,*
- * d'autre part les Rimaïbé, anciens captifs des peuhls, et les Zarma immigrants récents, intéressés à couper et à vendre du bois.*

Quelles solutions à de tels conflits ?

Nous avons insisté lors de la campagne locale d'information sur les points essentiels suivants:

- * La menace que constitue la déforestation accélérée et incontrôlée pour la communauté villageoise, avec l'exemple des camionneurs-transporteurs, qui exploitaient le bois d'une manière destructrice, et à leur seul profit en employant une main d'oeuvre généralement étrangère au village;*
- * La pérennisation de la forêt ne peut être garantie que par la valorisation (création des marchés ruraux) par et pour les villageois des différents produits en particulier le bois-énergie;*
- * Le plan d'aménagement forestier qui sera proposé tiendra compte des contraintes liées à l'élevage notamment en ce qui concerne les problèmes de mise en défens. Nous avons insisté sur l'abandon des méthodes "policières" de mise en défens utilisées précédemment sur d'autres sites environnants.*

Enfin à l'aide d'un support cartographique et photographique, nous avons relevé toujours de façon concertée les points de l'espace pastoral et forestier qui sont d'une extrême importance pour les peuhls éleveurs, détenteurs du pouvoir traditionnel: les couloirs de passages et les points d'eau importants servant à l'abreuvement des troupeaux en saison des pluies.

C'est ainsi en réalisant de façon continue et concertée successivement la campagne d'information, la campagne d'animation et la "lecture de l'espace villageois" que nous avons complètement remodelé le projet de parcellaire initial et abouti à une solution consensuelle qui respecte les intérêts essentiels de chacun des groupes intra-villageois.

La résolution des conflits fonciers inter-villageois?

A l'occasion de la campagne locale d'information les villageois des quatre villages se sont rapidement convaincus de l'intérêt économique de la création d'un marché rural dans leur village. Mais la perspective de retrouver la maîtrise légitime de leur terroir forestier n'était pas moins forte et clairement perçue y compris par les éleveurs.

Mais le découpage traditionnel de l'espace reconnaît la maîtrise de la majeure partie du massif forestier au seul village de Tientergou. Ce découpage est le fruit d'une histoire complexe aux vicissitudes multiples et les référents fonciers font appel à l'histoire locale précoloniale (conquête et arrivée des peuhls) puis coloniale (travail forcé et ouverture de la route de Tientergou à Say) et aux événements religieux.

La perspective de la création des marchés ruraux et des revenus du bois incite certains villages à tenter de remettre en cause la maîtrise traditionnelle de l'espace par le village de Tientergou. Face à cette situation l'équipe de Say du projet a d'abord cherché à éviter de se laisser manipuler ou impliquer au côté d'aucune des parties en conflit.

6. L'enquête foncière

L'enquête foncière n'est pas une enquête lourde, mais une enquête légère par entretiens collectifs sur le ou les **maillage(s) collectif(s) de l'espace** qui délimite(nt) et découpe(nt) le terroir villageois et qui est(sont) véritablement un **élément de base de la structuration sociale villageoise**. Cette enquête cherche prioritairement à **étudier les limites de cet espace villageois et son histoire**. Elle accorde une attention **particulière aux relations du village au sujet de ces limites avec les villages voisins**.

Aujourd'hui, le régime foncier est ressenti par les paysans comme arbitraire et comme une source d'insécurité. Les régimes fonciers des terroirs villageois sont régis par deux sources de droit: la coutume et la loi écrite. Le législateur nigérien essaie actuellement à travers le code rural en cours d'élaboration de concilier les deux systèmes; mais la loi écrite doit à terme intégrer la coutume en veillant à ce que les paysans ne soient pas exclus du processus. Malheureusement, cela n'est pas perçu ainsi au niveau des villages où les différents mode de possession paysanne ne sont pas sécurisées.

Jusqu'à présent, tout projet d'aménagement forestier était perçu comme une tentative de remettre en cause un peu plus les régimes fonciers coutumiers par les services publics. Faute de législation formelle, il faut **négocier** avec les villageois afin que le problème de la terre ne constitue pas un facteur limitant de leur participation à la création d'un marché rural. **Négocier, mais aussi et d'abord rassurer** en insistant sur le fait que le découpage spatial de la zone d'approvisionnement du marché rural: "la forêt villageoise" sera réalisé d'abord par eux mêmes donc en tenant compte non seulement des **droits d'usage actuels** mais également des besoins futurs en terres, aires de pâturage, zones de collectes diverses, etc ...

Les investigations porteront sur les questions essentielles suivantes :

* Les caractéristiques historiques du régime foncier villageois

- . les droits du chef de canton,
- . les droits du chef de village,
- . les droits des premiers occupants,
- . les changements dans l'acquisition des terres,
- . les changements souhaités,
- . les opinions sur le code rural,
- . les contentieux liés à l'utilisation de la forêt,
- . le règlement des contentieux.

* Les modalités de l'appropriation et de l'usage de la terre

- . les droits de possession selon les statuts, les groupes ou sous groupes ethniques,
- . les droits concurrents,
- . les droits d'usage liés à la possession, à l'installation, au don ou à un prêt,
- . les droits d'allocation et leurs implications,
- . les litiges fonciers,
- . le règlement des litiges fonciers.

* La disponibilité des terres

- . la "propriété" des terres du village,
- . les facilités d'acquisition de nouvelles terres,
- . l'importance des défrichements, (par les autochtones, par les résidents),
- . les zones soumises au défrichement (il y a 20 ans, il y a 5 ans),
- . la tendance à l'extension des défrichements,
- . l'évolution des défrichements depuis 5 ans,
- . le but des défrichements,
- . la pratique de la jachère,

- . la localisation des champs et des jachères,
- . la disponibilité des terres de pâturage,
- . la présence de cultures de contre-saison,
- . les exploitations agricoles avec un espace spécifique,
- . la possibilité éventuelle d'associer d'autres villages au marché rural,
- . la possibilité éventuelle de céder une partie de l'espace forestier villageois à un autre village en vue de la création d'un marché rural,
- . les conditions et les modalités de l'accord,
- . les raisons en cas de refus.

* Les limites de la forêt villageoise

- . les limites repérables,
- . les limites naturelles.

Il s'agit d'arriver à identifier les caractéristiques de ces différents points, d'apprécier l'intensité du problème (forte, moyenne, faible, nulle) et de porter les observations importantes. En outre, la caractérisation des ressources foncières (pénurie, équilibre/stabilité, disponibilités moyennes, disponibilités importantes) servira à l'établissement du zonage (schématique) des maîtrises foncières.

L'enquête foncière est réalisée dans le cadre de services tripartite par les agents du bureau d'études sélectionné. Elle nécessite la collaboration d'un sociologue (qui réalise l'enquête et parcourt les limites avec les villageois pour procéder à des vérifications contradictoires des limites des villages limitrophes) et un forestier chargés de l'inventaire, qui relève les éléments nécessaires au report cartographique sommaire.

Cette phase de délimitation des terroirs villageois est évidemment très importante dans la mesure où elle conditionne la délimitation ultérieure des zones de coupe. Dans le cas d'un terroir forestier très vaste pour un seul village, il faut ensuite que le sociologue mène à terme la négociation inter-villageoise pour l'attribution de droits de coupes sur une partie du terroir forestier du village bien loti à un ou plusieurs villages voisins dépourvus de ressources. Cela étant fait il faut à nouveau reporter les limites sur la carte et la contribution du forestier est évidemment nécessaire.

Après la phase des investigations, une carte schématique, sommaire (au 1/50.000 par exemple) sur l'occupation des terres avec les propositions des limites de terroirs villageois sera soumise à l'examen des populations concernées. Réajustées et complétées en fonction des remarques formulées par les villageois, ces données permettront de jeter les bases du ou des futur(s) marché(s) rural(aux).

7. La prise en compte des activités pastorales et "l'évaluation pastorale" préalable à la création du marché rural

LA NÉCESSITÉ DE PRENDRE EN COMPTE LES CONTRAINTES LIÉES AUX ACTIVITÉS PASTORALES

Au Niger, l'élevage représente environ 40% du revenu national. Un tiers de la population rurale vivrait exclusivement de l'élevage. Au cours des deux dernières décennies, les conditions d'élevage se sont considérablement dégradées et transformées. Les sévères sécheresses des années 70-74 et 1983-85, la croissance démographique, l'épuisement des ressources naturelles, ont exacerbé les contradictions internes des systèmes pastoraux et accentué celles qui existaient déjà entre l'élevage et l'agriculture. La productivité de l'élevage est limitée par l'impossibilité d'alimenter correctement les animaux. Le moindre aléa climatique entraîne une forte mortalité des animaux et la ruine de nombreux éleveurs contraints à des départs massifs vers les villes où leur insertion sociale est délicate.

Plusieurs facteurs ont fait évoluer les relations éleveurs-agriculteurs depuis une quinzaine d'années:

- * l'occupation agricole des meilleures terres pastorales de saison sèche,

* la réduction des terres de parcours,

* la nécessité d'une nouvelle législation foncière qui légitime l'utilisation et la gestion des espaces pastoraux par les éleveurs est reconnue au Niger. Actuellement textes et pratiques favorisent quasi-systématiquement l'agriculture au détriment du pastoralisme. La non-attribution de l'espace aux éleveurs est la double conséquence de la crainte du nomadisme qui depuis l'administration coloniale est assimilé à l'insécurité et de la conception islamique de la "vivification" selon laquelle la terre appartient à celui qui la vivifie (i. e. plus ou moins: celui qui la met en valeur), or la gestion pastorale des ressources naturelles n'est pas reconnue comme une mise en valeur, l'éleveur n'en retire pratiquement aucun droit;

* la saturation et l'extension des terroirs agricoles a entraîné une compétition sur l'espace pastoral. L'agriculture nigérienne est de plus en plus consommatrice d'espace et cette tendance est généralisée à travers tout le pays. La réponse paysanne à l'insécurité climatique et aux sécheresses a très souvent (sauf sur les bonnes terres déjà productives), été de développer des pratiques agricoles de plus en plus extensives sur des espaces cultivés de plus en plus vastes (Bibliographie N° 18).

* des éleveurs sont devenus partiellement agriculteurs après la sécheresse des années 70-74. Partout on note une progression constante des terroirs agricoles à l'intérieur des régions d'élevage.

* les activités agricoles et pastorales ne sont plus complémentaires entre elles mais de plus en plus conflictuelles (⁶¹). Les terroirs agricoles saturés du Sud n'offrent pratiquement plus de terres en jachère pouvant servir de repli aux éleveurs en cas de sécheresse. Dans les zones pastorales, les terres les moins risquées pour l'agriculture (vallées, bas-fonds) font l'objet d'une exploitation intensive où l'agriculture tend à s'imposer sur l'élevage,

* les fluctuations des termes de l'échange pastoral (les prix des animaux et des produits de l'élevage par rapport aux produits agricoles) sont souvent très défavorables aux éleveurs et conduisent à un transfert important de la propriété des animaux vers de nouveaux groupes: riches agriculteurs, commerçants et fonctionnaires. A travers ce processus, l'animal n'est cependant plus considéré comme un facteur de production mais devient un moyen de spéculation dont les bénéfices échappent de plus en plus aux éleveurs,

* le durcissement des contrats de gardiennage à l'avantage des propriétaires d'animaux. Cela se traduit par une transformation des techniques d'élevage qui ont tendance à devenir de plus en plus extensives et de plus en plus agressives pour les ressources naturelles,

* la mise en place de l'hydraulique pastorale publique en accès libre a bouleversé les modes traditionnels d'exploitation et de gestion des pâturages liés à un contrôle communautaire et organisé de l'eau.

* la dissolution progressive des anciennes structures sociales pastorales accompagne l'appauvrissement d'une large couche des éleveurs dont une fraction importante ne peut plus vivre qu'en devenant berger des troupeaux d'autrui ou en pratiquant l'agriculture.

* le centre de gravité de l'élevage se déplace vers le Sud. La pression pastorale se fait de plus en plus forte dans la moitié Sud du pays où sont justement localisées les principales réserves forestières et où la pression sur les ressources naturelles (défrichement, pâturage, bois) s'accroît.

⁶¹ Comme en témoignent de récents affrontements tragiques et meurtriers entre pasteurs et agriculteurs.

* Enfin, la vulnérabilité des éleveurs est extrême. Ils sont la plupart du temps obligés de suivre les indications des propriétaires et des agriculteurs quant à leurs déplacements, ce qui les amènent à réduire leur mobilité et à s'isoler des autres groupes. Ainsi, de plus en plus refoulés par une agriculture qui s'étend géographiquement, ne pouvant plus se livrer à l'optimisation traditionnelle que représente la transhumance pour l'exploitation des pâturages et des ressources naturelles en général, l'élevage est-il sérieusement menacé (Bibliographie N° 19).

La création des marchés ruraux risque d'accentuer chez les éleveurs le sentiment d'exclusion et de marginalisation, ci-dessus évoqué. Si dès le départ de la procédure préparatoire toutes les précautions ne sont pas prises pour associer effectivement les éleveurs et prendre leurs besoins en compte, alors le marché rural sera considéré comme une entrave de plus à la pratique de leur activité. Le marché rural sera perçu comme une institution villageoise nouvelle spécifiquement orientée vers la foresterie, au profit des agriculteurs plus tentés par le bûcheronnage et au détriment de l'élevage et des (agro-)pasteurs.

En effet, il est partout établi que les éleveurs redoutent les actions forestières (coopérative, marché rural, aménagement) car ils considèrent que les forestiers vont les déposséder de leurs droits ancestraux de pâturage et vont les ruiner ou les pousser à l'exil. Les éleveurs ⁽⁶²⁾ pensent que la création d'un marché rural et la mise en place d'un aménagement forestier villageois entraînera ipso facto l'exclusion des animaux (à l'instar de ce qui a été fait lors de la création des coopératives forestières antérieures et des aménagements forestiers multi-villageois de Guesselbodi, Hamadidé, Faïra, Boyanga, etc...). La garantie de l'accès au pâturage sera donc une condition sine qua non pour l'acceptation du plan d'aménagement forestier villageois par les éleveurs.

Par ailleurs, la création du marché rural pourrait induire des effets pervers qui contribueraient à accroître les dangers de la charge animale sur les ressources naturelles. On pourrait en effet s'attendre à ce que:

* les retombées économiques liées à la vente du bois-énergie soient prioritairement et massivement investies dans l'achat du bétail. Ce qui entraînerait un accroissement numérique des effectifs qui pourrait perturber sinon compromettre le processus d'une gestion rationnelle des ressources forestières.

* les réductions des possibilités d'accès des troupeaux sur les zones exploitées dans le cadre des marchés ruraux n'entraînent selon un principe de vase communicant une surcharge pastorale accrue sur les zones voisines encore en accès libre pour les troupeaux.

En soi, l'accroissement numérique du cheptel villageois n'est pas à craindre s'il s'accompagne du respect des règles d'aménagement prévues et de la réalisation des travaux de conservation et de régénération (forestiers et pastoraux ⁽⁶³⁾) dont le financement est prévu sur une part affectée des revenus de la structure locale de gestion. Il pourrait même contribuer efficacement à l'amélioration des productions agricoles (fumure organique des champs) s'il correspond à une meilleure intégration de l'agriculture et de l'élevage et pour tout dire à une intensification de la gestion de l'ensemble du terroir villageois. Il conviendrait, par conséquent, de tenir compte du caractère conflictuel des relations intra-villageoises entre éleveurs, pasteurs et agriculteurs, de la place de l'élevage dans les systèmes agro-pastoraux et des intérêts spécifiques des éleveurs.

62

instruits par plus de cinq décennies d'une politique et d'une réglementation forestières basées sur l'exclusion des agriculteurs et des pasteurs du domaine forestier (qui comme on le sait se superpose à l'espace pastoral permanent).

63

La plantation d'andropogon sera à cet égard plus importante à réaliser pour la régénération des ressources ligneuses naturelles que la plantation d'arbres d'essences forestières qui se régénèrent naturellement.

Pour ce faire on présente les recommandations suivantes:

- * la création du marché rural doit prendre en compte toutes les activités pratiquées dans la forêt. Il faut surtout éviter de polariser les efforts sur la production de bois-énergie et minimiser les effets pastoraux. Il y a lieu d'expliquer, au cours de la campagne locale d'information que le marché rural est multi-fonctionnel. La structure locale de gestion peut organiser, financer et superviser des actions bien ciblées en faveur de l'élevage si tel est le désir de l'assemblée villageoise,
- * des actions en faveur des éleveurs sont un préalable à leur participation aux activités du marché rural,
- * rassurer les éleveurs sur la mise en défens et garantir le libre accès aux pâturages et aux points d'eau,
- * intensifier les contacts et l'information des éleveurs sur le marché rural qui pourraient contribuer à renforcer les bases de la production pastorale par une gestion non dégradante des pâturages et par leur amélioration tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Les bénéfices indirects pour l'élevage et les mesures de compensation doivent être explicités,
- * prévoir au sein du bureau du marché rural un véritable représentant des éleveurs chargés de défendre les intérêts de son groupe. Il existe partout, un "garso" responsable villageois de la conduite des troupeaux du village, et un "rouga", responsable de la conduite du troupeau au niveau cantonal. Ils doivent être étroitement associés aux consultations et l'un ou l'autre pourrait occuper ce poste,
- * s'assurer par la concertation d'un consensus local large entre tous les éleveurs fréquentant la zone et les autorités villageoises et locales, tant au niveau intra-villageois qu'au niveau inter-villageois.

LA RÉDUCTION DU PASTORALISME ET L'AUGMENTATION DE L'ÉLEVAGE DES AGRICULTEURS

Dans l'ensemble du pays, l'élevage touche globalement une population de plus en plus nombreuse, en raison du succès croissant qu'il rencontre chez les agriculteurs, cela malgré l'exode d'une partie des grands pasteurs. La crise actuelle a eu tendance à masquer ce phénomène, d'autant plus que l'on entendait en général par "élevage" le secteur pastoral ou agro-pastoral par opposition à l'agriculture. Cette séparation de deux mondes différents, de deux catégories sociales et économiques jadis contrastées, ne vaut plus autant aujourd'hui en raison de la mutation profonde que connaît l'élevage. Ces deux mondes, juxtaposés dans le passé, sont désormais en osmose de plus en plus poussée. Il faut que tous ceux qui ont affaire aux activités d'élevage prennent conscience de cette mutation et qu'ils s'occupent des animaux et de tout ce qui les touche, partout où ceux-ci se trouvent, que ce soit chez les pasteurs, les agro-pasteurs ou chez les agriculteurs qui pratiquent la stabulation. On ne peut ignorer la place croissante que l'élevage occupe au sein des systèmes de production des agriculteurs.

La prise en compte des problèmes pastoraux pour la création des marchés ruraux devra tenir compte de cette distinction entre l'élevage sédentaire ou semi sédentaire du bétail des agriculteurs ou des agro-pasteurs du village et l'élevage transhumant des pasteurs extérieurs au terroir du village. Le premier problème relève d'une concertation intra-villageoise, alors que l'autre nécessite une concertation inter-villageoise et parfois une négociation avec des groupes pastoraux difficiles à identifier ou à contacter.

L'IMPACT DE LA PRISE EN COMPTE DES ACTIVITÉS PASTORALES SUR LES TECHNIQUES FORESTIÈRES

La conception actuelle des marchés ruraux (et des aménagements forestiers villageois) prend en compte simultanément les deux contraintes majeures suivantes:

- * la nécessité de techniques et de procédures simples adaptées à une mise en oeuvre villageoise autonome et facilement duplicables,
- * la prise en compte dès l'origine des utilisations pastorales des espaces forestiers villageois mis sous exploitation.

Cela conduit à adapter les techniques existantes et de ce fait à remettre en cause certains "dogmes techniques" sans doute un peu trop rapidement généralisés.

La prise en compte du pastoralisme et l'évolution des techniques d'aménagement forestier

Le projet a travaillé à la mise au point de deux techniques d'exploitation/aménagement forestier dans un cadre villageois qui permettent de concilier les objectifs apparemment contradictoires de la régénération des ligneux et du pâturage et le maintien de l'utilisation pastorale des ressources ligneuses naturelles. Ces deux solutions techniques recherchées ont concerné les deux faciès écologiques principaux du sud du Niger:

- * les zones à combrétacées de la périphérie de Niamey: brousses tigrées ou tachetées selon le niveau de la pluviométrie;
- * les formations ligneuses denses à acacias des bas fonds inondables des départements de Tahoua, Maradi et Zinder.

**** Les formations à combrétacées ****

Jusqu'au premier semestre 1994 le projet Énergie II - Énergie domestique / volet Offre conduisait ses interventions selon le schéma technique aujourd'hui obsolète suivant:

- * Les parcelles d'exploitation des marchés ruraux orientés ne sont pas mises en défens. Mais il importe de respecter strictement les normes d'exploitation de la strate arborée. L'expérience des premiers marchés ruraux orientés a montré que la régénération se poursuit normalement.
- * En revanche au niveau des marchés ruraux contrôlés, la mise en défens de pâturage apparaissait indispensable. Ceci ne voulait pas dire que la zone devait être gardée, interdite au moindre animal, mais que les troupeaux gardés, qui sont les plus nombreux, ne devaient pas y séjourner et ne devaient traverser la zone que très rapidement en suivant 1 ou 2 pistes bien balisées.

Depuis Avril 1994 et à la suite de la mission d'assistance technique et du rapport rédigé par Régis Peltier (Bibliographie N° 20) il est préconisé les pratiques suivantes d'aménagement forestier des formations du sud du Niger.

Le rapport démontre d'abord qu'il convient à la fois pour des raisons techniques, sociales et économiques de proscrire les solutions suivantes:

- supprimer totalement le pâturage;
- reboiser toute la surface de ces formations végétales y compris la zone d'impluvium;
- procéder à des coupes de bois à blanc étoc.

Le rapport préconise d'abord le paillis de branchages avec semis d'appoint (à réaliser lors de l'exploitation à l'aide des branchages) qui permet de hâter le retour à l'équilibre entre végétation et impluvium.

Le rapport préconise une méthode d'exploitation furetée simple basée sur les préceptes suivants: "couper les *Guiera senegalensis* et les *Combretum micranthum* "plus gros que le poignet", couper les *Combretum nigricans* et les *Combretum glutinosum* "plus gros que la cheville" et de protéger les autres espèces. Gérer la forêt "comme un troupeau, où l'on tuerait les chèvres de plus de 40 Kg et les boeufs de plus de 400 Kg, et où l'on conserverait quelques ânes et chameaux pour le bât et le lait".

La hauteur de coupe recommandée est comprise entre 20 et 40 cm et la période de coupe préconisée se situe entre avril et juin de chaque année.

L'exploitation furetée permet quelle que soit la durée entre les coupes de respecter toujours la même quantité minimum de biomasse (on n'exploite que les arbres ou tiges qui ont dépassé le diamètre minimum. Pour diverses raisons techniques sociales et économiques ⁽⁵⁴⁾ il est préférable de réduire le nombre des parcelles et de raccourcir la rotation à 6 ans, correspondant à 6 parcelles à délimiter dans la forêt villageoise.

Le rapport recommande de généraliser la pratique spontanée de certains villageois d'une protection de certaines formations végétales:

- petits massifs en anneaux autour des mares;
- formations de fonds de thalweg et de bords de plateaux.

Enfin, le rapport recommande de mettre fin à la pratique de la mise en défens provisoire des parcelles exploitées. La mise en défens contre le pâturage apparaît comme une contrainte pour les éleveurs qu'il est non seulement possible mais utile (en particulier socialement) d'éviter. La mise en défens ne doit être présentée comme très nécessaire qu'au cours de la saison des pluies qui suit l'exploitation.

Cette dernière mesure semble de nature à emporter l'adhésion sans réserve des éleveurs à la perspective de création du marché rural et à initier une réelle et féconde collaboration entre éleveurs et agriculteur-bûcherons pour une gestion viable des ressources naturelles assurant la pérennité combinée des activités forestières et pastorales.

Lors de la mise en place des marchés ruraux "contrôlés" et des aménagements forestiers villageois qui les accompagnent, on procède de la façon suivante:

- les forêts villageoises ont en moyenne de l'ordre de 1200 à 1800 ha. Elles sont découpées en quatre parcelles, les parcelles sont par principe de superficie limitée à environ 300 ha de façon à ne soustraire qu'une portion limitée de l'espace forestier villageois aux activités pastorales;
- chaque parcelle de 200 ha est occupée par l'exploitation pendant un an. Pendant cette année l'ensemble de la parcelle n'est mis en défense de pâturage avec l'accord des éleveurs du village que pendant la saison des pluies, mais la récolte manuelle de fourrage est autorisée sous réserve de respecter les régénérations naturelles des ligneux.

**** les forêts à acacias de bas fonds inondables ****

Ces forêts qui constituent des formations denses de plusieurs centaines de pieds à l'hectare composées d'*Acacia nilotica*, de *Balanites aegyptiaca* et d'*Acacia seyal*. Les arbres sont en général âgés et de fort diamètre (15 à 35 cm en moyenne), le volume sur pied est élevé. Le problème est celui de la mise en route simultanée d'une exploitation et d'une régénération naturelle de ces formations. Sans protection l'impressionnant tapis de jeunes semis naturel qui apparaît dès le retrait de l'inondation et généralement disparaît totalement, ne résistant pas plus de quelques jours à la dent du bétail, à son piétinement et à la fonte naturelle des semis (Bibliographie N° 21).

⁵⁴ La délimitation étant une opération difficile à faire et n'apparaissant pas facile à faire respecter.

Pour concilier la nécessité de la régénération naturelle avec le maintien de l'utilisation pastorale de ces bas fonds, il est actuellement expérimenté un système basé sur des "mini-enclos grillagés de 1m x 1m" mis en place pendant trois ans. L'idée étant d'assurer la régénération d'un bouquet de ligneux ⁽⁵⁶⁾ chaque fois qu'un arbre adulte est exploité sans pour autant fermer la zone au bétail ⁽⁵⁶⁾.

Aménagement forestier villageois et aménagement des pâturages

Le surpâturage constitue le facteur le plus important de la dégradation de la forêt. Elément crucial de la productivité des systèmes pastoraux, la gestion des ressources fourragères de la forêt villageoise doit être un objectif primordial du marché rural autant que (et de façon combinée avec) la gestion des ressources ligneuses. La structure locale de gestion du marché rural semble un cadre propice à la discussion villageoise d'une gestion raisonnée de la charge pastorale sur les ressources naturelles de la forêt villageoise. Ceci reviendra à poser lors des actions d'appui technique aux marchés ruraux les questions de:

- * la gestion des parcours;
- * la gestion concertée au niveau villageois des effectifs du cheptel villageois;
- * la plantation d'espèces ligneuses fourragères ou d'herbacées vivaces.

****** La gestion des parcours ******

Tous les efforts de restauration des pâturages qui contribuent efficacement à limiter l'érosion par le vent et par l'eau seraient réduits à néant sans une régulation villageoise des charges de bétail sur les parcelles pendant et après exploitation. Une fois acquise la possibilité du pâturage sur les parcelles exploitées, il devient possible de demander aux villageois de discuter entre eux d'une régulation volontaire de la pression pastorale et d'une gestion volontaire des parcours.

Il devient alors aussi possible de poser la question d'une réduction possible du temps de présence des animaux sur le terroir par leur départ éventuel en transhumance (y compris ovins et caprins). Les villageois pourront éventuellement envisager de prolonger la durée de transhumance et de redéfinir les conditions d'utilisation du périmètre mis sous aménagement par les animaux transhumants extérieurs.

****** La gestion des effectifs du cheptel villageois ******

Les nécessités d'une gestion concertée et cohérente viable à long terme des ressources naturelles ligneuses et pastorales, ainsi que les nouveaux revenus dégagés individuellement et collectivement par les ventes de bois du marché rural devraient conduire logiquement les villageois à discuter d'une gestion de leurs revenus, de leurs modes de capitalisation et d'épargne et donc de la gestion collective des effectifs du cheptel villageois.

On observe au bout de quelques mois d'existence des marchés ruraux au Sud de Torodi une utilisation très rapide des fonds collectés par la structure locale de gestion pour des actions collectives de développement comme des réserves céréalières villageoises ou des dépôts villageois de médicaments. Ceci peut prélude (ou indiquer) à une certaine relativisation de l'épargne "bétail" à partir du moment où l'argent devient moins rare en milieu villageois et où les ruraux peuvent élaborer des projets locaux (même se limitant à des actions ponctuelles) de développement complètement autonomes et sur auto-financement.

⁵⁵

d'où émergera ensuite par sélection naturelle un arbre adulte.

⁵⁶

Les "mini-enclos" sont réalisés en cornières métalliques et en grillage résistant de manière à pouvoir être utilisés pendant au moins 2 fois 3 ans. Le succès de la régénération devant être une des conditions contractuelle de la création du marché rural et de la mise en exploitation progressive du peuplement vieillissant.

**** La plantation d'espèces ligneuses fourragères ou d'herbacées vivaces ****

Les revenus collectifs du marché rural provenant des taxes forestières et devant être affectés aux travaux de gestion et de régénération forestière seront utilement affectés (et ce pourrait être un conseil systématique des services locaux de l'environnement) à des actions de plantation d'espèces ligneuses fourragères ou d'herbacées vivaces. Si des actions de plantation (ou plus souvent de semis sous le paillage arboré) sont entreprises après exploitation d'une parcelle il est certain que les éleveurs seront beaucoup plus attentifs à la gestion de la pression pastorale sur les régénérations naturelles si les actions entreprises concernent d'abord des espèces ligneuses fourragères ou des herbacées vivaces.

La prise en compte des transhumances pastorales

La perte du contrôle des espaces pastoraux par les groupes d'éleveurs résulte du rétrécissement de cet espace du fait de l'expansion des communautés agricoles et de l'augmentation de leurs cultures en superficie mais aussi de la concurrence croissante entre l'élevage transhumant et l'élevage permanent et stable des agriculteurs ou des agro-pasteurs. La situation est particulièrement difficile dans les zones où les sites de passage et les pistes de transhumance sont désormais cultivés.

La transhumance, qui est la meilleure façon de valoriser les ressources fourragères, doit être sauvegardée autant que possible. Elle présente des avantages qui sont entre autres de permettre :

- la protection du troupeau des effets néfastes de la première poussée d'herbe verte (tétanie d'herbage),
- l'exploitation optimum des écosystèmes naturels du Niger.

De cet fait diverses mesures doivent être prises pour la préserver là où c'est encore possible : protection des pâturages de saison sèche, respect des couloirs de passage. Ceci implique d'organiser lorsque c'est possible la concertation entre les villageois parties prenantes de la création du marché rural (bûcherons et éleveurs, etc,...) et les pasteurs transhumants pour fixer les principes des modalités de passage et de séjour des troupeaux transhumants sur le terroir forestier et pastoral du village;

La résolution du problème de l'accès aux points d'eau

L'organisation et la régulation concertée de l'accès aux points d'eau constitue souvent la meilleure manière (et la plus efficace) de gérer l'accès aux ressources pastorales.

Le développement des ressources en eau peut constituer une des principales stimulations pouvant encourager les populations, en particulier les éleveurs, à adhérer aux programmes d'aménagement forestier villageois. Le problème d'accès aux mares est crucial à certains moments de l'année. Il faut par conséquent non seulement respecter les droits d'usage mais également favoriser (là où les ressources pastorales le permettent) le surcreusage des mares déjà existantes pour prolonger leur durée de rétention d'eau.

La création des couloirs de passage

Elle lèvera la contrainte que les éleveurs éprouvent pour accéder à certains points d'eau en saison pluvieuse du fait de la forte pression culturelle exercée aux alentours de ces derniers. Il s'agira de réactualiser les anciens couloirs de passage, de les baliser et si possible en créer d'autres. Dans tous les cas il faut éviter de bouleverser les anciennes pistes de bétail. Cela entraînerait une modification complète des habitudes d'élevage et par conséquent une vive hostilité de la population.

En définitive, les éleveurs doivent être convaincus que le marché rural implique une responsabilisation directe, immédiate et une autonomie entière. Il met en place une concertation permanente sur la gestion des ressources naturelles (forestières et pastorales) du terroir villageois. En matière d'élevage, tout comme dans les autres domaines, l'**auto-contrôle et l'auto-discipline villageois seront la règle**. Il ne sera donc pas question d'instaurer un système de gardiennage pour réprimer la divagation du bétail ou les défrichements agricoles. Les propositions en matière de police forestière devront émaner des populations elles-mêmes.

LE RECUEIL DES DONNÉES SUR LES ACTIVITÉS PASTORALES

Prendre en compte les problèmes d'élevage pour la création des marchés ruraux revient à considérer l'ensemble du **système agraire**, sans oublier qu'il est sous-tendu par une logique paysanne qui est aujourd'hui forcée de privilégier le court terme.

Cette approche "système agraire" a déjà été largement utilisée au niveau des investigations antérieures : zonage agro-socio-économique, enquête sociologique préalable, enquête bûcherons, enquête foncière. Les informations sur l'élevage ont été en grande partie recueillies à ces occasions. **Il ne s'agira donc pas de réaliser une enquête pastorale**. Nous proposons plutôt un **guide méthodologique pour le recueil des données sur les activités pastorales**. Il s'agit d'un listing complet de toutes les informations sur ce secteur en vue de la création d'un marché rural. Les données qui ne figurent pas dans les investigations précédentes, pourraient être recueillies dans la foulée des enquêtes foncières afin de mieux cerner l'interface agriculture/élevage. On pourra ensuite les rassembler dans des tableaux récapitulatifs en vue d'établir une synthèse "multi-critères".

Compte-tenu de la spécificité des activités pastorales, il importe dès au départ d'observer un certain nombre de règles et de bien assimiler l'objectif des questions, leur logique et leurs relations avec les autres éléments du système agraire.

entamer un travail concret et pratique avec les éleveurs, qu'ils soient agro-éleveurs ou pasteurs

On veillera à contourner l'écueil classique qui consiste à parler d'élevage qu'aux populations de cultivateurs, faciles à contacter et à réunir dans leurs gros villages. Les familles aux traditions pastorales, souvent beaucoup plus au fait de ces questions les plus concernées par l'action projetée, et détentrices du pouvoir de décision, sont par contre délaissées. On a donc intérêt à se rendre sur les sites d'habitation de ces éleveurs (hameaux et campements) après les être faits indiquer par les villageois. Il importe surtout de se faire indiquer le "garso", responsable villageois de la conduite des troupeaux du village et le "rouga" responsable de la conduite du troupeau au niveau cantonal.

Les éleveurs étant particulièrement jaloux de leur indépendance, et peu enclins à la description spontanée de leur cheptel, on évitera toute question relative à celui-ci, ou toute prise de notes ostentatoires à son sujet. Une fois repérés les lieux de séjour, mieux vaut s'en tenir à des banalités pour "rompre la glace" et revenir plusieurs fois, avant d'obtenir un minimum de confiance. Le meilleur sujet d'approche est celui de la raréfaction du pâturage et de la disparition des espèces préférées des animaux car il ne contient pas d'implication personnelle pour qui répond. Au fil des visites, on abordera les points suivants :

l'analyse des relations inter-groupes et l'identification des conflits

**** Les points d'eau ****

Au cours de l'enquête foncière, on recensera toutes les mares, puits et puisards pastoraux ayant une certaine importance. on procédera ensuite aux opérations suivantes :

- . situer les points d'eau sur la carte et noter les coordonnées de chacun d'eux,
- . établir une typologie en fonction de leur utilisation, de leur importance et de leur durée, des faciès qu'ils desservent, etc...,
- . les replacer par rapport aux terroirs pastoraux qu'on aura identifiés et aux couloirs de passage,
- . noter les valeurs extrêmes des dates de tarissement constatées sur plusieurs années,
- . établir la liste des utilisateurs (locaux et transhumants et préciser s'il existe des conflits),
- . noter les disponibilités pour organiser des travaux collectifs (éleveurs, agriculteurs) pour le surcreusage des mares déjà existantes et la mise en place de mares artificielles dans les zones qui en sont dépourvues. Dans le dernier cas, préciser les localisations souhaitées.

**** Les passages traditionnels ****

On reprendra les mêmes opérations que pour les mares en ajoutant les données suivantes :

- . les passages sont-ils facilement repérables ? (pistes balisées ou pas),
- . noter les contraintes posées par l'utilisation de ces passages,
- . noter les avis quant aux éventuelles modifications souhaitées,
- . noter les disponibilités pour organiser des travaux collectifs en vue de réactualiser les anciens couloirs de passage, de les baliser ou en créer d'autres.

**** Les pâturages ****

- . noter les limites des aires de pâturage (notamment celles situées à côté des différents points),
- . noter les groupes d'utilisateurs et éventuellement les types de conflits,
- . noter le temps d'utilisation de la forêt par les différentes catégories de bétail (bovins, petits ruminants) et l'appartenance (sédentaires, transhumants locaux, transhumants étrangers).

***** Les contrats ****

- . contrats de gardiennage,
- . contrats de fumure,
- . modalités,
- . problèmes.

8. Les propositions de délimitation de la forêt villageoise et de la détermination concertée du quota annuel d'exploitation du marché rural

Les propositions de délimitation de la forêt villageoise et de la détermination du quota annuel d'exploitation du marché rural sont l'aboutissement logique du travail préalable de concertation et d'investigations sociologiques et techniques réalisé par les salariés du bureau d'études techniques local dans le cadre du contrat de service tripartite pour le compte du village. Ces propositions sont l'objet de discussions intra-villageoises jusqu'à leur finalisation dans le cadre du dossier administratif d'établissement du marché rural et jusqu'à leur officialisation par l'agrément administratif de la direction de l'Environnement lors de la création officielle du marché rural.

Le travail préparatoire de délimitation sur le terrain est réalisé en se basant sur les points remarquables traditionnels de l'espace villageois (tels que: arbre remarquable, piste, point d'eau, mare, kori ⁵⁷-, etc...) qui permettent une meilleure visualisation et mémorisation des limites par l'ensemble de la société villageoise. Il conduit à une carte simplifiée qui sera ensuite officialisée lors de l'agrément administratif du rural.

L'évaluation des ressources ligneuses de la forêt villageoise ne sera pas faite par le bureau d'études local sur la base d'un inventaire forestier. On se limitera à une évaluation sur la base de la superficie concernée en fonction des données disponibles pour des formations végétales de même type et dans des conditions écologiques similaires à celle de la forêt villageoise comme cela a déjà été indiqué précédemment.

C'est sur la base de cette évaluation que s'engageront les concertations d'abord intra-villageoises en vue de la fixation administrative ultérieure du quota annuel d'exploitation. Les différents éléments suivants seront pris en compte au cours de ces concertations:

- * la superficie de la forêt villageoise, l'évaluation de la ressource et l'appréciation des capacités de régénération naturelle du milieu dans son état actuel;
- * l'effectif probable des paysans-bûcherons du futur marché rural, leur capacité physique de production prévisionnelle et le niveau prévisible des volumes commercialisables et des revenus correspondants escomptés;
- * le niveau actuel de la production éventuelle de l'exploitation forestière incontrôlée sur le terroir villageois avant la création du marché rural;
- * les orientations du schéma directeur d'approvisionnement urbain en faveur d'un développement ou d'un ralentissement du rythme de l'exploitation.

Pour la fixation du quota les propositions du bureau d'études local (représentant le village mais tenant compte des orientations du schéma directeur d'approvisionnement urbain discutées avec les villageois) seront différentes selon qu'il s'agit de créer un marché rural "orienté" ou "contrôlé":

- ** Pour un marché rural "orienté" sans autre mode d'aménagement forestier que la fixation du quota annuel, la proposition sera prudente et conservatoire; le quota proposé sera sensiblement en deça de la possibilité théorique calculée à partir du potentiel annuel de croissance du volume sur pied par unité de surface.
- ** Pour un marché rural "contrôlé", c'est à dire avec la mise en place d'un aménagement forestier villageois simplifié, la proposition du projet sera plus proche de la possibilité théorique.

Les concertations avec les villageois pour la fixation du quota annuel d'exploitation seront l'occasion d'expliquer aux futurs bûcherons, comme aux futurs membres de la structure locale de gestion que le quota annuel d'exploitation sera fixé pour un an et révisable annuellement:

- * Si la production du marché rural correspond approximativement aux prévisions et si l'exploitation se déroule correctement sans dégradation importante des formations ligneuses et sans réduction de la capacité naturelle de régénération le quota annuel sera reconduit par l'administration de l'Environnement par tacite reconduction.
- * Au contraire, si l'exploitation par les bûcherons du marché rural se déroule sans respect de la régénération et de la durabilité des formations ligneuses ou excède largement le quota autorisé, alors l'administration de l'Environnement réduira sensiblement le quota voire procédera à la fermeture administrative du marché rural.

⁵⁷ Les koris sont les cours d'eau temporaires du Niger.

9. La formation préliminaire des acteurs locaux.

L'identification des compétences locales a permis de pré-sélectionner en principe dans le village les personnes susceptibles de prendre en charge la responsabilité du fonctionnement de la structure locale de gestion et d'assurer la gestion commerciale quotidienne du bois produit par les paysans-bûcherons du groupement des producteurs.

Dans la pratique il apparaît que l'on ne peut effectivement trouver dans chacun des villages qu'au mieux une personne à même d'assurer la fonction de gestionnaire du marché rural, c'est à dire la gestion courante du marché et la commercialisation du bois, mais que les personnes susceptibles d'assurer des fonctions diverses dans la structure locale de gestion sont en règle générale analphabètes et sans compétence précise pour les fonctions que leur position sociale dans le village les destine à assumer.

Le gestionnaire du marché rural est celui qui va vendre le bois aux commerçant-transporteurs, qui va manipuler les coupons et prélever la nouvelle taxe forestière pour en reverser une partie respectivement à la structure locale de gestion et au service de l'environnement de l'arrondissement (pour ce service et pour reversement au trésor public), il est donc indispensable qu'il puisse accomplir ces tâches administratives simples et qu'il soit donc lettré. Le choix du gestionnaire est donc souvent pré-déterminé, sauf en cas d'opposition claire du village. Dans ce cas l'absence de solution peut être un obstacle à la création du marché rural jusqu'à ce qu'une alternative satisfaisante et acceptable pour tous ait été trouvée.

Par contre les autres membres de la structure locale de gestion doivent émerger du choix volontaire des villageois au cours du processus de négociation intra-villageoise préparatoire à la création du marché rural. Dans la pratique ce choix des villageois se porte fréquemment sur des responsables coutumiers du village tels que le chef de village ou un de ses conseillers, le "garso" et/ou le "rouga", etc...

Il apparaît donc indispensable d'assurer au plus vite une alphabétisation fonctionnelle de ces personnes et une discussion-formation-information sur les fonctions qui leur seront dévolues. Dans la pratique cette formation-information se combine en effet avec la concertation sur les différents problèmes à résoudre pour assurer le lancement effectif du marché rural.

L'animateur du bureau d'études local propose très rapidement après une concertation étroite avec les autorités du village le choix de la personne appelée à assumer la fonction de gestionnaire du marché rural et des personnes qui assumeront des fonctions dans la structure locale de gestion. Une fois ces choix validés le programme de formation est établi en concertation avec les villageois.

LES OBJECTIFS ET LES PRINCIPES

Les objectifs de la formation

Pour que le transfert de la responsabilité de la gestion locale des ressources ligneuses puisse être effectif, efficace et durable, il doit s'accompagner d'un transfert de compétences par des formations adaptées.

Un tel programme de formation doit préparer les personnes du village concernées par le fonctionnement quotidien du marché rural à mieux assumer chacune leurs responsabilités et leurs fonctions variés. Les formations à assurer seront donc diverses et différentes d'un village à l'autre en fonction des compétences locales effectivement disponibles.

Les principes de la formation

Les principes suivants ont été retenus pour l'organisation des formations dans les villages candidats à la création d'un marché rural.

* **Identification avec les acteurs ruraux des besoins en formation** à partir des tâches qui leur reviennent dans la création du marché rural et la réalisation de l'aménagement forestier. Il s'agit de la traduction, en termes de formation, des décisions opérationnelles prises au cours de la concertation avec les villageois.

* **Définir les contenus de la formation**: Les contenus devraient être définis à partir d'une identification précise du profil visé: quelles tâches doit accomplir un gestionnaire ou un adhérent de base d'un marché rural ? Quelles compétences doivent-il avoir ? Quels apprentissages sont indispensables ? Cette démarche a pour avantage de faire la différence entre les apprentissages indispensables, nécessaires, utiles et plus ou moins superflus. Elle aide aussi à établir des progressions dans les contenus. La définition des formations sera une tâche importante. Il faudra sans doute mettre largement l'accent sur les **formations simples** (gestion, alphabétisation fonctionnelle, technique forestière) en prenant bien soin de **ne jamais former seulement une seule personne** qui disposerait alors du pouvoir d'un monopole, et qui ne pourrait être contrôlée et qui si elle partait (exode, pèlerinage, ...) laisserait la structure locale de gestion dans une situation délicate.

* **identifier les ressources pédagogiques mobilisables pour la formation** tant intra qu'extra-villageoises:

- les ressources internes au village sont souvent plus nombreuses qu'on ne pourrait le penser; il peut s'agir de **ressources humaines** (personnes expérimentées, jeunes scolarisés, alphabétisés, paysans ayant suivi dans le passé des formations longues ou courtes, "personnes détentrices des savoirs traditionnels" dans le secteur forestier). Un recensement concerté de ces savoir-faire locaux, du capital de connaissances et d'expérience local est nécessaire: il permet d'établir des convergences avec le savoir extérieur, des complémentarités, et contribue à la continuité des processus de connaissance et d'action; les ressources pédagogiques internes concernent aussi les **structures mobilisables pour la formation** (classes d'âges, réseaux de voisinage, de solidarité), les **infrastructures** (case villageoise, foyer de jeunes, école etc...), il peut s'agir aussi de **ressources culturelles** (instances de concertation, de contrôle, etc...).

- les ressources externes au village sont la plupart du temps indispensables mais leur inventaire gagne beaucoup à dépasser les seuls moyens mobilisables par le bureau d'études local: des locaux sous-utilisés existent parfois, des techniciens ou des cadres locaux "désœuvrés" faute de moyens, etc...

* **l'efficacité des actions formation est directement liée à l'instauration d'un véritable dialogue, d'une relation pédagogique horizontale** entre "les formateurs" et les bénéficiaires. Il serait paradoxal qu'une formation dont la finalité déclarée est la "responsabilisation" accrue des producteurs donne lieu à des pratiques descendantes, directives, autoritaires ou infantilisantes.

* **Les formations devront être courtes**: Les paysans sont des adultes, pris par la production et la vie sociale. Cela pousse à concevoir des formations courtes (de quelques heures à quelques jours) axées sur un ou deux thèmes, par souci d'adaptation à la réalité socio-économique paysanne.

LA FORMATION TECHNIQUE

Le marché rural ouvre la possibilité d'une exploitation commerciale du bois-énergie qui ne se limite pas (comme c'est théoriquement le cas dans le cadre de l'exploitation incontrôlée) à la récolte de bois mort mais qui autorise la coupe de bois vert. Il convient donc d'éviter que les villageois ne se lancent dans une exploitation sans précautions des ressources ligneuses de leur terroir.

On peut présumer, le plus souvent à juste titre, que les savoirs traditionnels paysans suffisent pour éviter des pratiques d'exploitation dégradantes à partir du moment où les paysans-bûcherons ont entériné la vocation forestière durable du sol. Néanmoins il convient de vérifier sur le terrain ces savoirs et ces pratiques paysannes avec les savoirs techniques (trop souvent beaucoup plus sommaires) des agents forestiers. Dans le cadre des concertations pour la création du marché rural les occasions de ces confrontations et de ces échanges peuvent être multiples si elles sont systématiquement recherchées.

Les concertations techniques porteront principalement sur:

- l'application par les populations des normes techniques d'exploitation et d'aménagement : techniques de coupe (dimension, hauteur, espèces), technique d'ensilage, mise en défens, plantation, restauration des sols;
- le respect du code forestier dans ses aspects visant notamment la protection, la régénération et la sauvegarde d'espèces menacées.

La formation technique sera une formation de masse. Elle concernera tous les participants potentiels ou groupement de producteurs. Cette formation se fera en situation (dans la forêt, respectant le calendrier de production des paysans et des éleveurs) avec des démonstrations pratiques.

LA FORMATION À LA GESTION COMPTABLE ET COMMERCIALE DU MARCHÉ RURAL

C'est l'élément prioritaire de la formation qui doit assurer le transfert dans un délai relativement court (trois mois avant la création effective du marché rural) des charges de gestion comptable et commerciale aux producteurs.

Gérer une activité productive, c'est être capable de mesurer et d'apprécier les résultats de cette activité en termes financiers et économiques: que dépense-t-on pour produire ? quelles recettes procure l'activité (en nature et en argent)? l'activité est-elle rentable ou non ? Cela suppose :

- que les producteurs tiennent des comptes et disposent de données fiables sur les dépenses et les recettes liées à l'activité;
- que ces comptes soient organisés et tenus de façon standardisée selon le modèle le plus simple possible;
- que les paysans réfléchissent sur l'activité, sur son intérêt et sa rentabilité sur les problèmes de commercialisation, sur leurs relations avec les commerçant-transporteurs et leur choix en matière de fixation du prix du bois.

Compte tenu de la spécificité des marchés ruraux et des besoins qui en découlent, on aura à assurer d'une part la formation des gestionnaires ("gérants" qui auront la responsabilité commerciale, technique et comptable), celle de la structure locale de gestion et, d'autre part la formation du groupement de producteurs pour que les résultats puissent être discutés et connus par tous et donner lieu à une réflexion prospective.

La formation des gestionnaires et des membres de la structure locale de gestion

Elle suppose que soient précisément définis au préalable le contenu (et les limites) de leurs fonctions et les instruments (livres de comptes, etc...) qu'ils auront à utiliser. Il paraît en particulier important que soit clairement admis que:

- * Le gestionnaire n'assume pas une fonction de décision car celle-ci doit revenir au groupement des producteurs ou à la structure locale de gestion selon le type des décisions à prendre.
- * Le gestionnaire est d'abord un agent commercial, rémunéré sur les ventes de bois du marché rural selon des modalités diverses. Il n'est pas là uniquement pour remplir des cahiers mais aussi pour aider le marché rural à vendre le bois en entreprenant des démarches pour attirer les commerçant-transporteurs ou d'autres acheteurs.

* Le choix du gestionnaire doit être fait de façon concertée avec les membres du groupement des producteurs en définissant au préalable les critères de choix. Le gestionnaire doit être choisi parmi les jeunes alphabétisés (niveau 5ème ou 6ème) ou les anciens-élèves du village ayant quitté l'école depuis moins de 5 ans ⁽⁵⁸⁾. Il faut parfois se méfier des recommandations des villageois qui, par souci de vouloir à tout prix un des leurs surestiment parfois son niveau scolaire. Dans tous les cas, un test conséquent sera organisé à cet effet par le service d'arrondissement de l'alphabétisation.

* La fonction de gestion n'est pas obligatoirement confondue avec "la garde de la caisse".

Il est au préalable nécessaire d'élaborer des outils ⁽⁵⁹⁾ en langue nationale ou bilingues (langue nationale/français) qui soient simples et qui correspondent de façon explicite aux différentes opérations qui sont effectivement réalisées. Les documents de gestion doivent être compris par les intéressés; il ne s'agit pas de savoir "les remplir", mais de savoir "à quoi ça sert". Il faut également limiter à ce qui est strictement indispensable (donc peu de chose) le nombre de documents de gestion ⁽⁶⁰⁾. Les formateurs en gestion devront concevoir un système comptable cohérent et maîtrisable dans la perspective d'un transfert immédiat des responsabilités aux membres du marché rural.

La formation aux techniques de gestion proprement dites gagne à être conçue en plusieurs étapes ou "modules"; les grandes étapes suivies peuvent être les suivantes :

- une initiation à la transcription latine de la langue nationale qui a été retenue,
- la mise en évidence des diverses opérations est souvent un préalable nécessaire; elle vise, à travers notamment des simulations, à identifier les opérations liées à l'activité qui doivent être prises en compte par la gestion et les problèmes qui peuvent surgir au cours de chacune d'elles,

⁵⁸ Les jeunes ayant quitté l'école depuis plus de 5 ans sont déjà retournés à l'analphabétisme.

⁵⁹ ou le plus souvent d'utiliser directement ou d'adapter ceux qui ont été utilisés antérieurement pour d'autres marchés ruraux.

⁶⁰ On en a parfois compté jusqu'à 12 pour une coopérative forestière créée antérieurement aux marchés ruraux. Il est inutile de préciser que dans ce cas les bûcherons ne maîtrisent pas la gestion de "leur" coopérative et ont plutôt l'impression qu'ils sont des salariés, manipulés et donc sans responsabilité sur le devenir de la coopérative.

LES DOCUMENTS DE LA GESTION COMPTABLE ET COMMERCIALE DU MARCHÉ RURAL

IDRISSA Kimba

expert sociologue du PE II - ED / VO

Pour que la comptabilité soit un moyen d'aide à la prise de décisions, deux conditions doivent être remplies :

- *utiliser des systèmes comptables adaptés aux besoins spécifiques des activités gérées par les organisations économiques et aux capacités de ceux qui sont chargés des enregistrements. L'exigence première d'un système comptable est qu'il soit compris par ceux qui doivent l'utiliser,*
- *quand la gestion relève d'un groupe de personnes (comité de gestion), il convient d'utiliser des techniques qui permettent l'information de tous, l'analyse commune et la prise de décision concertée.*
- *que les comptes soient socialisés, c'est-à-dire que tous ceux qui doivent prendre des décisions y aient accès, les comprennent et puissent les analyser: en milieu villageois au Niger cela implique aujourd'hui une simplification poussée à l'extrême des comptes et des procédures . C'est d'ailleurs cet objectif de simplification et de transparence des comptes qui a conduit à choisir de créer uniquement des marchés ruraux villageois et à exclure la solution des groupements de plusieurs villages qui impliquait plusieurs niveaux de comptabilité et la monopolisation de la gestion par une "bureaucratie rurale".*

Les différents documents de la gestion comptable et commerciale sont:

- * *Le cahier de gestion quotidienne des stocks;*
- * *Le livre de caisse ou de trésorerie;*
- * *Le livre de banque (le cas échéant, mais finalement assez rarement);*
- * *Le livre des crédits (là encore, le cas échéant et peu fréquemment);*

Les quatre documents n'ont pas la même importance pour le fonctionnement quotidien du marché rural:

- * *Le livre des stocks permet de suivre les entrées et les sorties de bois, c'est à dire:*
 - *les livraisons de chacun des paysan-bûcheron membre du groupement au stock du marché rural,*
 - *les ventes du marché rural à ses clients.*

Il permet donc à la fois de calculer:

- *ce que doit recevoir chacun des paysan-bûcherons,*
 - *le montant des recettes du marché rural,*
- et de vérifier:*
- *le montant des taxes forestières perçues et la part à reverser au Trésor public et à l'arrondissement.*

** le livre de caisse permet de suivre les entrées et les sorties d'argent au jour le jour:*

- *les recettes du marché rural à la suite des ventes de bois,*
- *les décaissements du marché rural en reversement au trésor public et à l'arrondissement de leur part des taxes forestières perçues,*
- *les paiements du marché rural à chacun des paysan-bûcherons membres du groupement,*
- *les transferts de fonds entre la caisse et le compte bancaire de la structure locale de gestion.*

Le livre de stocks et le livre de caisse sont donc les deux instruments essentiels de la gestion quotidienne du marché rural par le gestionnaire. Au contraire les deux autres documents sont d'utilisation épisodique à l'initiative et sur décision de la structure locale de gestion:

** Le livre de banque permet de noter les entrées et les sorties d'argent sur le compte bancaire de la structure locale de gestion,*

** Le livre des crédits enregistre deux types d'informations différentes:*

- *les prêts faits par le marché rural aux divers membres du groupement et leurs remboursements,*
- *les emprunts contractés par la structure locale de gestion pour le marché rural et les remboursements effectués.*

LES OPÉRATEURS DE LA GESTION DU MARCHÉ RURAL. LEURS FONCTIONS ET LEURS OUTILS RESPECTIFS

OPÉRATIONS DE GESTION	OPÉRATEURS DE GESTION	OUTILS DE GESTION
<i>gestion du stock: approvisionnements et ventes</i>	<i>gestionnaire et trésorier</i>	<i>livre de stocks livre de caisse</i>
<i>contrôle des données</i>	<i>gestionnaire, commissaire aux comptes (annuel)</i>	<i>contrôle de stocks contrôle de caisse</i>
<i>établissement des résultats périodiques</i>	<i>gestionnaire, commissaire aux comptes (annuel)</i>	<i>situations périodiques comptes de résultats</i>
<i>présentation des résultats périodiques à l'assemblée du groupement</i>	<i>Gestionnaire, structure locale de gestion et assemblée générale</i>	<i>présentation simplifiée des comptes</i>
<i>décisions de gestion commerciale: prix, démarches commerciales, rabais,...</i>	<i>gestionnaire et structure locale de gestion (⁶¹)</i>	
<i>emprunts à l'extérieur: fonds d'investissement, crédit "charrette" éventuel, prêt "fonds de roulement initial"</i>	<i>Gestionnaire, structure locale de gestion et assemblée générale</i>	<i>Livre des crédits et livre de banque</i>
<i>prêts aux membres du groupement</i>	<i>Gestionnaire, structure locale de gestion et assemblée générale</i>	<i>Livre des crédits et livre de banque</i>

⁶¹ Dans certains marchés ruraux la modification des prix reste encore du ressort de l'assemblée générale des membres du groupement.

- le passage de ces opérations concrètes aux rubriques retenues pour les livres de comptes doit retenir l'attention; le gestionnaire doit s'approprier les rubriques prévues car nombre de difficultés rencontrées dans la pratique lors des enregistrements proviennent d'une insuffisance maîtrise du contenu des rubriques. Il est à ce sujet utile d'élaborer - ou d'adapter - le libellé des rubriques avec les gestionnaires eux-mêmes,
- l'élaboration de documents et pièces comptables en langue nationale, en vue de leur meilleure maîtrise,
- l'entraînement à la tenue des comptes peut s'effectuer lors de sessions de formation intensives où seront envisagés des cas en relation directe avec l'activité du marché rural.

La formation des producteurs membres du groupement

Elle est assurée par le gestionnaire avec l'assistance et le contrôle de l'animateur. Les comptes du groupement doivent être publics et un adhérent doit pouvoir y avoir accès, en être informé et les comprendre.

Il convient donc :

- d'explicitier publiquement les objectifs de la gestion et les modalités de sa réalisation,
- de prévoir des réunions "de remise des résultats" à l'ensemble des adhérents, en fin de campagne par exemple, qui permettent une information élargie et la réflexion sur l'amélioration de l'activité.

10. Les choix organisationnels, la préparation des procédures et des formalités administratives de création du marché rural

LES CHOIX ORGANISATIONNELS ET INSTITUTIONNELS

La diversité des situations locales et la nécessaire multiplicité des solutions organisationnelles

La création d'un marché rural du bois de feu viable et durable ne sera pas possible sans que la population non seulement ne soit très intimement associée à la procédure de création, mais encore ne s'y implique directement et ne prenne en charge les tâches à effectuer.

Le monde rural nigérien peut être caractérisé par sa diversité. Comme on l'a déjà souligné à diverses reprises deux villages voisins de quelques kilomètres peuvent se trouver dans des conditions physiques ou socio-économiques très différentes en raison :

- * de l'histoire locale ou régionale et de la maîtrise sur le foncier,
- * de la composition ethnique,
- * de l'évolution démographique,
- * de l'accessibilité du village et de ses relations avec l'extérieur,
- * des conditions du milieu physique et des ressources naturelles, en particulier forestières,
- * des conditions d'accès aux marchés et pour le bois-énergie d'organisation des chaînes d'exploitation et de commercialisation du bois.

Il en résulte que les conditions de création et de gestion des marchés ruraux, comme des aménagements forestiers villageois devront s'adapter à cette diversité en particulier à la diversité des conditions sociales. Cela imposera une adaptation au cas par cas de la structure organisationnelle et institutionnelle de chaque marché rural.

Ce qui importe donc bien en l'occurrence, c'est de remettre la responsabilité pleine et entière de la gestion aux populations rurales et de mettre en place un système de gestion qui soit incitatif et aussi simple à gérer par celles-ci. Les structures locales de gestion des marchés ruraux seront des structures de gestion participative qui peuvent être collectives ou simplement associatives en fonction des conditions locales.

Il faudra donc adapter les solutions organisationnelles et institutionnelles à chaque situation locale : **coopérative, groupement à vocation coopérative, groupement de producteurs...** Le choix résultera d'une procédure de concertation avec la population du village et aussi avec les autorités administratives locales. **Le projet ne peut que faciliter les prises de décisions en favorisant cette concertation à tous les niveaux : villageois, inter-villageois, administratif.**

La concertation et l'avis de la population locale

Il sera nécessaire d'expliquer les différentes alternatives envisageables et leurs conséquences en respectant les délais nécessaires à la réflexion et à la concertation intra-villageoise. Il faut veiller à ce que cette concertation avec les villageois soit la plus large et la plus approfondie possible: l'information n'arrive presque jamais directement au niveau des villages ou des hameaux de culture. L'information et la concertation se développeront selon des canaux informels (parenté, voisinage, marché) qui sont dans la plupart des cas extrêmement efficaces. Les chefs de village seront les principaux points de contact en raison de leur représentativité sociale et administrative; ils peuvent agir sur les réseaux de parenté et d'entraide.

Les solutions envisageables et proposées aux villageois seront déterminées en fonction des résultats des investigations déjà effectuées, tant sociologiques que relatives à l'organisation actuelle des chaînes d'exploitation/commercialisation primaire éventuellement existantes dans le village ou dans des villages voisins comparables.

L'opinion des autorités administratives

L'opinion des autorités administratives locales sera un élément important, parfois déterminant ⁽⁶²⁾ pour le choix de la solution organisationnelle du marché rural. Elles auront été informées de cette perspective et de l'intérêt qu'elles pourront en retirer, par le biais de l'affectation d'une partie des taxes au budget de l'arrondissement, dès le lancement des toutes premières opérations, à l'occasion de la campagne préalable d'information.

Leur avis devra être sollicité à propos des problèmes organisationnels et institutionnels après une présentation complète des éléments de décision déjà recueillis. En cas de divergence entre les préférences des villageois (les plus directement intéressés), des autorités locales et des techniciens du projet il sera souhaitable de rechercher un compromis, en gardant à l'esprit le caractère fondamental de l'avis des villageois.

LES CHOIX POSSIBLES ET LEURS CONTRAINTES

Du fait de la diversité des réalités sociales du monde rural nigérien au niveau villageois, il n'est pas possible d'envisager une solution organisationnelle, institutionnelle et commerciale unique et uniforme pour tous les marchés ruraux.

Ici les exploitants de bois apparaîtront prêts et intéressés à se grouper en coopérative pour vendre leur bois de façon centralisée au niveau du marché rural (ils pourront ainsi mieux faire bloc face aux acheteurs et négocier des prix plus intéressants); là, au contraire ils tiendront absolument à conserver chacun la maîtrise de leur commerce individuel. Ailleurs encore le marché rural regroupera des bûcherons et des vendeurs "bord de route" associés entre eux.

⁶² Les choix réalisés jusqu'à présent ont été faits en veillant à donner la prééminence à l'opinion dominante des villageois en recueillant l'accord des autorités locales sur les options retenues. Généralement il n'existe pas de problème ou de conflit, mais de toute manière, on aboutit d'autant plus facilement à une solution acceptable à la fois par les villageois et par les autorités locales si les concertations avec les uns comme avec les autres ont été effectives dès le début de la procédure préparatoire.

Les choix possibles et leurs conséquences devront être clarifiées, de manière à rendre la décision finale la plus cohérente et la plus consensuelle possible. Il sera nécessaire d'explicitier aussi précisément que possible les conséquences économiques et financières des différentes alternatives et de préparer des comptes prévisionnels pour le marché rural, correspondant à chacune des solutions raisonnablement envisageables.

Les choix sont variés :

- groupement associatif de bûcherons,
- groupement mutualiste,
- coopérative de vente de bois de chauffe.

Le type de structure de gestion et le mode d'organisation choisis devront respecter un principe général de simplicité dans toutes les procédures techniques et administratives envisagées.

Les "maître-mots" pour l'organisation des structures locale de gestion sont donc:

- * simplicité maximale;
- * structure participative, "collective ou simplement associative";
- * responsabilité et autonomie entière des populations pour la gestion (donc aussi pour le choix du type d'organisation);
- * caractère incitatif et ouvert de la structure pour permettre l'élargissement progressif de la participation à de nouveaux paysans du village qui se déclareraient intéressés.

Les deux objectifs de simplicité maximale et de souplesse évolutive pour l'avenir inciteront à préférer quasi systématiquement les groupements à la solution coopérative beaucoup plus lourde et institutionnalisée donc plus complexe à faire évoluer. Il faut à tout prix éviter la multiplicité des organes coopératifs et le chevauchement de ces organes entre plusieurs entités administratives; c'est pourquoi le choix de limiter le marché rural, comme l'aménagement forestier au cadre d'un seul village est fondamental.

La limitation du marché rural au cadre d'un seul village n'exclut pas, en cas de nécessité des solutions inter-villageoises, lorsque chacun des marchés ruraux concernés le juge utile:

- * pour la création simultanée de plusieurs marchés villageois exploitant chacun une partie des importantes ressources forestières relevant de la maîtrise foncière d'un seul de ces villages et coordonnant leurs interventions dans un comité inter-villageois de gestion du massif forestier;
- * pour la concertation et la mise en place d'action commerciales communes ou coordonnées.

Enfin, les villageois évoqueront probablement au cours de cette concertation la question relative à la multi-activité ou multi-fonctionnalité éventuelle du marché rural villageois.

Le choix proposé (au moins pour la période de démarrage) sera clairement expliqué et discuté avec les villageois:

- * celui d'un marché rural d'abord structuré et organisé autour d'une seule activité importante c'est à dire la gestion des ressources ligneuses naturelles du village, la forêt villageoise et la commercialisation du produit principal le bois de chauffe (mais prenant en compte les contraintes liées aux activités pastorales, agricoles et de cueillette).
- * l'autonomie légitime de la structure locale de gestion implique que ce sont les villageois qui décideront seuls de l'utilisation des revenus du marché rural obtenus par la commercialisation du bois ⁽⁶³⁾;
- * si les villageois décident d'engager ensuite ensemble d'autres actions, ils le feront en complète autonomie mais l'administration de l'Environnement et le projet ou le bureau d'études local ne seront en principe pas concernés.

Les choix qui seront finalement opérés seront dans la plupart des cas le résultat d'un compromis entre des contraintes diverses, forestières, techniques, administratives, institutionnelles et sociologiques. Pour les opérer en toute connaissance de cause, afin que le compromis soit le meilleur possible et assure au maximum les chances de succès, il sera nécessaire qu'il soit fait après qu'ait été évalué et discuté par et avec les villageois toutes les conséquences et toutes les contraintes de tous ordres qu'il imposera.

LA PRÉPARATION DES OPÉRATIONS DE CRÉATION DU MARCHÉ RURAL

Les formalités à accomplir pour assurer le lancement du marché rural sont de quatre ordres:

- la préparation des textes fondateurs du marché rural,
- l'approbation par la direction de l'environnement du dossier administratif d'établissement du marché rural,
- la constitution du groupement de producteurs,
- la création et la mise en place de la structure locale de gestion.
- l'information des professionnels de la filière bois-énergie,

La préparation des textes fondateurs

La préparation des textes fondateurs est en fait largement concomitante à la concertation précédente sur les choix organisationnels de création du marché rural. La meilleure façon de donner pour les villageois un contenu concret aux choix à opérer est de les exprimer et de les révéler à partir des textes fondateurs à définir.

C'est à partir de la définition du rôle de chacun des intervenants, de ses fonctions et de ses intérêts prévisibles que le consensus local sur l'organisation et le fonctionnement futur du marché rural se construira et que se définira l'aspect contractuel du marché rural:

⁶³ La nouvelle réglementation forestière impose qu'une partie des taxes revenant au marché rural soit consacrée à des travaux d'entretien et de régénération forestière (au sens large, y compris l'amélioration pastorale); mais le choix de ces travaux, leur planification et leur réalisation revient à la structure locale de gestion. Par contre la structure locale de gestion décide librement de l'utilisation des bénéfices du marché rural.

* d'une part, entre les différents groupes intra-villageois pour les modalités de l'accès aux espaces de la forêt villageoise et aux ressources ligneuses et pastorales locales;

* d'autre part entre le village et l'administration de l'Environnement et les autorités locales pour la mise en place de méthodes d'exploitation et de gestion des ressources ligneuses qui garantisse la reconstitution de la ressource.

Une fois les choix organisationnels et institutionnels opérés en concertation entre l'ensemble des partenaires: administration de l'environnement, autorités administratives et politiques locales, village, groupe des bûcherons et vendeurs primaires de bois, il sera possible de finaliser les projets de textes fondateurs du marché rural.

On procédera selon la démarche suivante pour l'élaboration des textes :

- Elaborer un projet de textes ou plus précisément un plan comportant les grands titres et les principales dispositions,
- Traduire aussi fidèlement que possible le plan afin d'être en conformité avec les variétés dialectales locales,
- Présenter le plan à la population pour s'assurer que tous les aspects y sont pris en compte,
- Rédiger avec la population (transcrire directement et simultanément en français et en langue nationale) les dispositions du texte en tenant compte des observations et critiques, réserves et recommandations, et sensibilités socio-culturelles,
- Relire le contenu afin d'éviter tout malentendu ultérieur.

Les différents textes et contrats à élaborer le cas échéant sont les suivants:

**** Le statut du marché rural ****

Le statut du marché rural organise le marché rural au niveau du village et fournit aux divers groupes intra-villageois concernés par le fonctionnement du marché rural le cadre volontairement adopté par tous pour la régulation des usages de la forêt villageoise. Il est l'objet d'un document écrit rédigé simultanément en français et en langue nationale. Il définit notamment:

* le contexte institutionnel et la durée légale du marché rural.

Le marché rural sera institué au niveau villageois sur la base d'une reconnaissance officielle et d'une approbation de l'administration de l'Environnement. Cette reconnaissance et ses conditions contractuelles de validité (renvoyant éventuellement à un cahier des charges, en particulier dans le cadre d'un marché rural "contrôlé" pour ce qui concerne l'aménagement forestier villageois) sont parmi les éléments les plus importants définissant le marché rural: délimitation de la forêt villageoise, etc...

En ce qui concerne les gisements de bois mort, le point des statuts concernant la durée du marché rural devra être soigneusement étudié avec les bûcherons membres pour tenir compte du caractère non renouvelable de la ressource. Il faut prévoir la possibilité ultérieure de modification de cette durée pour tenir compte des quantités effectivement prélevées.

* l'objet du marché rural: la gestion de la forêt villageoise, son aménagement éventuel et l'exploitation et la commercialisation du bois de chauffe.

* l'organisation de la tutelle et des relations entre le village en tant qu'institution sociale locale reconnue par l'Etat, l'arrondissement en tant que collectivité locale de base, et le marché rural: structure locale de gestion et groupement des producteurs bûcherons.

* les modalités d'adhésion, les droits et obligations des membres du groupement des producteurs bûcherons.

* l'organisation et la structure de l'assemblée générale du marché rural, la définition de son mode de fonctionnement.

* la définition des fonctions, de l'organisation et du mode de fonctionnement de la structure locale de gestion.

* la définition des fonctions et du mode de rémunération du gestionnaire (et éventuellement du trésorier) du marché rural.

**** Le règlement intérieur du marché rural ****

Il précise la fonction et le pouvoir de chacun des membres du bureau de la structure locale de gestion et détermine les procédures normales et exceptionnelles de fonctionnement. Il peut n'être rédigé qu'en langue nationale et pourrait même n'être pas formalisé par un document écrit. Ce qui importe en effet c'est le consensus villageois sur ces règles.

**** L'acte de concession rurale ****

L'acte de concession rurale concrétisera le contrat entre le village et l'administration de l'environnement et organisera le transfert légal de la gestion de la forêt villageoise de l'Etat vers le village représenté en l'occurrence par la structure locale de gestion du marché rural. Il concrétisera la légitimité nouvelle de l'autogestion locale des ressources ligneuses naturelles du village. Il s'agit à cet égard d'un des textes fondateurs les plus importants pour le marché rural. Il s'agit nécessairement d'un texte écrit rédigé dans les formes réglementaires. L'acte de concession rurale sous sa forme préliminaire avant sa promulgation officielle qui demande des délais actuellement trop longs-⁶⁴-) doit être élaborée et approuvée avant la création du marché rural.

**** La lettre circulaire de l'autorité locale **** (Préfet ou Sous-Préfet)

Cette lettre interdit l'exploitation incontrôlée du bois dans la zone de création du marché rural, en fait sur l'ensemble des terroirs des villages où sont créés les marchés ruraux et sur les terroirs environnants. Cette lettre concrétise l'appui des autorités administratives locales à la création du marché rural et légitime les monopoles de l'exploitation des paysans-bûcherons du marché rural et de la commercialisation du bois de la structure locale de gestion.

Dans de rares cas où cela est réellement indispensable au démarrage et au fonctionnement minimal du marché rural des aides financières (toujours mises en place sous forme de crédit pour respecter l'autonomie de gestion du marché rural) peuvent être consenties:

- * pour la mise en place d'un fonds de roulement minimal de la structure locale de gestion: cette solution est pratiquement abandonnée;
- * pour l'équipement d'un certain nombre de paysan-bûcherons en moyens de transport locaux: crédits "charrette".

Le choix a été fait de limiter au strict indispensable l'accès à ces aides financières qui ont souvent des effets particulièrement pervers sur l'émergence de l'autonomie de gestion (en particulier commerciale) du marché rural: souvent les paysan-bûcherons se placent en position de "salariés" du projet plutôt qu'en membres responsables d'un groupement de producteurs.

En cas d'appui matériel ou financier, il importe d'en fixer les modalités par contrat. On peut prévoir les projets de contrats suivants:

⁶⁴ Ce sera une des tâches de la deuxième phase du projet que de faire en sorte que ces délais puissent être réduits à un temps raisonnable de l'ordre d'un mois au maximum.

****** Contrat collectif de prêt à moyen terme pour l'équipement en matériel de transport (crédit "charrettes") ******

C'est un projet de contrat entre le marché rural et le bureau d'études local dans le cadre d'un avenant proposé simultanément au contrat de service tripartite qui vise à mettre à la disposition du premier un certain montant représentant la valeur du matériel de transport (ânes et charrettes) mis à sa disposition pour ses membres. Le marché rural fait son affaire de la récupération des créances auprès des bûcherons et rembourse ensuite le bureau d'études. L'objectif de ce prêt est de promouvoir en priorité des opérations d'exploitation et d'aménagement forestier et rentre dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie et de travail des paysans-bûcherons du point de vue économique et technique. Les échéances sont annuelles. Elles doivent laisser à chacun des producteurs concernés un revenu, même limité, tiré annuellement de la vente de bois.

Le choix du matériel le plus approprié (charrette asine ou bovine) ainsi que sa qualité - achat dans un atelier moderne de fabrication type U.N.C. ou auprès des artisans locaux - doit être du ressort exclusif des bénéficiaires.

Faut-il instituer un intérêt sur le "crédit charrette"? L'administration de l'environnement qui préfinance à travers le bureau d'études local n'a pas pour vocation de s'instituer en organisme financier. Sa mission est d'assurer le démarrage des marchés ruraux villageois du bois-énergie plutôt que de réaliser des bénéfices sur leurs activités de coupe du bois. Mais à l'inverse l'administration de l'environnement n'a pas non plus vocation à concurrencer les organismes financiers en octroyant des crédits sans intérêt. La solution qui semble la plus appropriée est donc de faire attribuer des crédits par un ou plusieurs organismes financiers avec l'appui du bureau d'études local.

****** Contrat individuel de prêt à moyen terme pour l'équipement en matériel de transport ******

C'est un contrat entre le marché rural représenté par son président et le bûcheron. Il peut être limité à un document en langue locale voire à un accord verbal public devant la société villageoise. Le choix des bénéficiaires doit être du ressort exclusif de la structure de gestion. Le degré de solvabilité et de participation aux activités du marché rural doivent cependant être des critères déterminants. Les conditions de prêt, le montant et les dates des échéances ainsi que les sanctions prévues en cas de violation des engagements pris doivent être définis sans ambiguïté. Les échéances sont annuelles ou mensuelles. Elles ne doivent en aucun cas dépasser le tiers des revenus tirés de la coupe par un bûcheron. On peut par exemple prévoir de prélever 300 F sur un stère vendu à 900 F ou 1000 F.

Une fois les textes élaborés en langues nationales de concert avec la population, il sera nécessaire de vérifier leur rédaction et leur traduction en français envisagée et de s'assurer qu'elle ne comporte ni ambiguïtés juridiques ni dispositions contraires au droit nigérien. La version définitive sera de nouveau présentée à la population pour approbation.

La constitution du groupement de producteurs

Dès l'approbation des projets de textes, il faudra réaliser par la même occasion, la constitution du groupement des producteurs : coopérative, groupement à vocation coopérative ou groupement ou association de bûcherons selon l'option qui aura été finalement retenue. Le groupement des producteurs prend une existence concrète par l'adhésion volontaire des bûcherons, son existence légale résultera de l'agrément administratif du marché rural par l'administration de l'environnement.

Cette opération apparemment simple nécessite de prendre des précautions et de poser en débat dans les concertations avec les villageois les problèmes suivants:

* Pourquoi un groupement de producteurs ? L'approche participative et contractuelle nécessite la mise sur pied d'un outil d'organisation interne des efforts du village. Le groupement de producteurs constitue cet outil qui doit induire à la base un processus auto-organisationnel pouvant polir et canaliser toutes les actions en imprimant aux initiatives individuelles un ordre concerté, et une auto-discipline prenant en considération les exigences de la conservation dynamique, rationnelle et concertée d'un espace forestier.

* Pour que l'exploitation du bois soit pérenne, il faut absolument contrôler le nombre de bûcherons et l'adapter en fonction du quota. Plus il y a de bûcherons, plus le rythme de l'exploitation risque d'être intensif, et le quota risque de n'être pas respecté.

* Par conséquent, faut-il adopter une structure "ouverte" ou "fermée" ? Même lorsque la structure est "fermée", si le nombre de volontaires dépassent les capacités d'exploitation, comment sélectionner les bûcherons ? Ceux qui auront été retenus, ne seront-ils pas perçus par les autres comme des privilégiés dans la perspective d'octroi d'un crédit charrette ou de gagner de l'argent ? Cette sélection ne va-t-elle pas aboutir à des mesures de sabotage de la part du reste de la population qui pourrait en même temps s'éloigner de l'idée d'un marché rural ? Le marché rural ne devient-il pas un élément extérieur imposé dans le milieu rural et assurant des privilèges exorbitants à un petit nombre d'individus ?

* Un trop grand nombre de bûcherons peut avoir des conséquences sur les revenus moyens de chacun de ces bûcherons ainsi que sur la gestion de l'aménagement lui-même. Quelle est la procédure qui garantirait à ces bûcherons des revenus réguliers (tout au long de l'année) et suffisants ? L'évolution à court terme vers une professionnalisation maximale des bûcherons (qui existe déjà en exploitation incontrôlée) et donc de limiter le nombre actif, serait-elle la solution ?

* Pour le moment, le marché rural n'intéresse pas toutes les catégories de paysans. Certains, pour des raisons socio-culturelles, le manque de moyens de transport (la charrette) ou l'existence d'activités annexes, ne s'y intéresseront pas tout de suite. Mais lorsque le marché rural atteindra sa vitesse de croisière en générant des revenus importants, alors la compétition pour l'adhésion au groupement de producteur sera aiguë.

Il convient de tenir compte de ces facteurs de les exposer aux villageois et de les faire réfléchir sur les modalités d'adhésion, la nature et la proportion des membres.

La création et la mise en place de la structure locale de gestion

La création opérationnelle (mais qui ne deviendra légale qu'après agrément du marché rural par l'administration de l'environnement et enregistrement des projets de textes fondateurs) de la structure locale de gestion pourra alors intervenir par la confirmation de la désignation des responsables (bureau, gestionnaire) et leur entrée en fonction avec l'assistance du Projet et du service local de l'Environnement.

Auparavant, il convient que les villageois aient clairement entérinés à la fois la définition des tâches de la structure locale de gestion et les critères de choix de ses membres au moment de l'élaboration du statut et du règlement intérieur du marché rural.

****** Les tâches de la structure locale de gestion ******

Elle doit disposer d'une mission claire et bien explicitée à travers tous les textes fondateurs du marché rural.

- Elle a une responsabilité juridique et une responsabilité de fait. Elle est signataire de tous les actes engageant le groupement de producteurs : textes juridiques, avenants, demande d'assistance etc...

- Elle est chargée de toutes les tâches de gestion administrative et financière (y compris le reversement des taxes forestières) et du contrôle de la gestion quotidienne des stocks et de la commercialisation du bois.

La liberté de choix des membres est laissée au groupement de producteurs avec l'aval des autorités villageoises.

Chapitre 17: La procédure de création officielle d'un marché rural

Une fois déposé par le bureau d'études local au nom du village et avec son accord explicite ⁽⁶⁵⁾, le dossier administratif d'établissement et celui-ci ayant été instruit et approuvé par l'administration de l'environnement (cette notification favorable étant faite au village par l'intermédiaire du bureau d'études local - et valant pour lui réception officielle des travaux engagés), peut être réalisée la création officielle du marché rural.

Celle-ci se concrétise quasi-simultanément par:

- * l'adoption officielle des textes fondateurs (dans les formes légales): statuts du marché rural, règlement intérieur du marché rural, constitution du groupement des producteurs et désignation des responsables;
- * agrément administratif officiel (par promulgation au journal officiel) du marché rural par la direction de l'environnement et enregistrement officiel de la proposition de délimitation de la forêt villageoise notifiée officiellement aux autorités villageoises et à la toute nouvelle structure locale de gestion du marché rural;
- * notification officielle par la direction de l'environnement à la structure locale de gestion du quota annuel d'exploitation du marché rural et la mise à disposition du gestionnaire des coupons pour la vente du bois;
- * promulgation officielle au journal officiel de l'acte de concession rurale au nom du marché rural;

1. La constitution officielle du groupement des producteurs villageois et de la structure locale de gestion du marché rural

Le jour des élections et de la désignation des responsables de la structure locale de gestion sera également l'occasion de faire signer tous les textes juridiques et contrats par le président du marché rural et avec le contre-seing du chef de village. Un peu de solennité ne nuit pas à ces formalités. Les représentants du bureau d'études local ⁽⁶⁶⁾, du service d'arrondissement de l'environnement, des autres services administratifs techniques locaux, des autorités politiques, administratives et coutumières locales et régionales (sous-préfet, député, chef de canton, chefs des villages voisins, etc,...) et même de l'administration centrale (direction et ministère de l'environnement) y seront conviés. Il s'agira au cours de cette cérémonie d'officialiser la création du marché rural qui a désormais une existence juridique (la personnalité juridique reconnue de la structure locale de gestion) conforme aux textes et une direction légitime et reconnue. Un procès-verbal de la réunion constitutive du marché rural et de la structure locale de gestion sera établi.

2. La délimitation officielle de la forêt villageoise et la détermination du quota annuel d'exploitation du marché rural

Elle résulte de la promulgation à l'initiative de la direction de l'environnement au journal officiel de la république nigérienne de l'agrément administratif du marché rural et des limites de la forêt villageoise (y compris la carte simplifiée établie par le bureau d'études local). Le même texte d'agrément administratif comporte un article officialisant le quota annuel d'exploitation accordé au marché rural.

A la suite de cette promulgation au journal officiel, le village et la structure locale de gestion sont informés par la radio et par notification transmise par les services d'arrondissement de l'administration de l'environnement. C'est à cette occasion que les carnets de coupons sont remis officiellement au gestionnaire du marché rural.

⁶⁵ Le pire serait que les "animateurs" des bureaux d'études locaux adoptent un mode de fonctionnement bureaucratique et substituent leurs propres décisions extérieures à la longue et laborieuse mais indispensable négociation intra et inter-villageoise pour le choix des diverses solutions préalables à la création du marché rural.

⁶⁶ Et pendant quelque temps encore les responsables du projet énergie II - énergie domestique.

3. La notification officielle de l'acte de concession rurale de la forêt villageoise aux autorités villageoises et à la structure locale de gestion du marché rural

La notification officielle de l'acte de concession rurale clôt la phase de mise en place du marché rural et de transfert de la gestion locale des ressources ligneuses naturelles aux villageois dans le cadre du marché rural. Elle matérialise le contrat de gestion viable à long terme de ces ressources ligneuses renouvelables passé par l'agrément administratif et par la fixation du quota entre l'administration de l'environnement et la population villageoise.

Elle fixe le choix contractuel conjoint entre l'administration et le village de donner de façon définitive une vocation forestière à l'espace de la forêt villageoise.

Chapitre 18: L'autonomie des marchés ruraux et les modalités de l'appui, du suivi et du contrôle du marché rural

La phase préalable à la création du marché rural est achevée. Il s'agit à présent de passer au démarrage. Celui-ci va, néanmoins nécessiter pendant un certain temps un appui technique et un suivi qui pourra être apporté par le bureau d'études local pour le compte du village dans le cadre du contrat de service tripartite avec l'administration de l'environnement. Ce suivi et cet appui temporaire porteront principalement sur les plans:

- * organisationnel,
- * administratif et comptable,
- * forestier,
- * financier,
- * commercial.

L'appui technique du bureau d'études local doit:

- respecter scrupuleusement l'autonomie du marché rural en matière d'orientation, de choix opérationnels,
- s'exercer dans le cadre de la relation contractuelle du contrat tripartite avec le marché rural.

1. L'autonomie des marchés ruraux conditionne leur viabilité à court et à moyen terme

L'autonomie des marchés ruraux constitue une condition essentielle seule à même de permettre et d'assurer:

- * leur viabilité à court comme à long terme;

Ni le projet (pendant les quelques années de son intervention) ni l'administration de l'environnement, ni les bureaux d'études locaux n'auront les moyens financiers et humains d'appuyer durablement ⁽⁶⁷⁾ de multiples marchés ruraux si ceux-ci se révèlent incapables de fonctionner de façon autonome.

- * la compréhension et l'acceptation par les populations rurales de leur responsabilité dans la gestion locale à leur profit des ressources naturelles.

Comment ces populations pourraient-elles croire en la bonne foi de l'administration de l'environnement pour la mise en oeuvre de la nouvelle politique forestière du Niger si d'entrée de jeu leur responsabilité n'est pas affirmée solennellement et si l'autonomie des structures locales de gestion est amoindrie de quelque manière que ce soit par une quelconque substitution de l'animateur rural du bureau d'études local pour la réalisation des tâches qui leur incombent.

De ce point de vue, il paraîtrait dangereux de concevoir la mise en route d'un marché rural avec une période "transitoire" de gestion "conjointe" par le bureau d'études local (ou le projet) et la structure locale de gestion. Une telle solution risquerait de n'être plus efficace qu'en apparence et aboutirait à:

- * donner prétexte aux villageois de penser que le marché rural est la "chose" du projet ou de l'administration ou du bureau d'études local et non la leur et qu'ils en sont en quelque sorte les "employés", ou même qu'ils sont les employés du marché rural (ou de la structure locale de gestion) perçu (e) comme une entité administrative dont le sort est indépendant de leur activité de bûcheronnage.

⁶⁷ Et encore moins de se substituer à leurs structure de gestion pour les faire fonctionner comme cela a pu se produire à certains moments avec certaines des coopératives forestières antérieures.

* empêcher la prise en main par les villageois (la structure locale de gestion) de la gestion du marché rural, de la responsabilité de la commercialisation du bois et de la gestion des ressources naturelles de leur terroir villageois. On risquerait d'aboutir très vite à l'inverse de ce qui est recherché: un fonctionnement de la structure locale de gestion de type administratif substitutif et déresponsabilisant (parce qu'obscur et incompréhensible) pour les bûcherons.

L'appui du bureau d'études local sous contrat de services tripartite au démarrage des marchés ruraux ne peut se concevoir que comme une aide dès le départ ponctuelle et occasionnelle, de durée limitée ⁽⁶⁸⁾ apportée par les animateurs.

Certes au départ plus fréquente et plus soutenue, mais qui devra toujours être présentée et ressentie comme une aide visant à résoudre un problème précis.

En effet, pas plus pour les marchés ruraux sans aménagement forestier villageois que pour les marchés ruraux avec aménagement forestier villageois il ne peut s'agir pour le bureau d'études local, et pour la direction de l'environnement, de transférer à la population villageoise un marché rural déjà organisé administrativement et "en état de marche" mais au contraire d'aider la population rurale à s'organiser pour mettre en place et faire fonctionner son marché rural.

Le respect de l'autonomie du marché rural n'exclut pas le contrôle dès lors que ses modalités ont été définies d'un commun accord. Il n'exclut pas non plus, bien au contraire, des propositions extérieures: c'est même ce qui justifie l'appui. Il suppose en revanche la poursuite de la démarche de concertation et de réflexion collective avec la structure locale de gestion, le groupement des bûcherons producteurs ou la population villageoise selon les problèmes en question: ce qui importe, c'est que l'animateur éclaire les enjeux et les conséquences prévisibles des diverses options mais laisse clairement la responsabilité des choix à faire au niveau du marché rural.

2. L'appui organisationnel et administratif

Nombre de villages où seront créés un marché rural ne disposeront d'aucune expérience antérieure de fonctionnement d'un groupement villageois ou d'une structure de type coopératif. Il est donc probable que l'apprentissage du mode de fonctionnement des nouvelles institutions du marché rural ne se fera pas sans tâtonnements et sans problèmes au sein de la société villageoise.

L'animateur devra donc accompagner par une présence fréquente mais toujours occasionnelle et de courte durée la réflexion des villageois sur leurs pratiques et sur le mode de fonctionnement du marché rural.

Les services administratifs locaux et les collectivités locales, d'une part et les villages où seront créés un marché rural, d'autre part vont se trouver placés dans des rapports nouveaux qui vont leur imposer un apprentissage réciproque. Les administrations et les collectivités locales, en particulier les services locaux de l'environnement vont maintenant devoir agir en appui des villages et des marchés ruraux pour faire respecter leur monopole d'exploitation sur les ressources ligneuses naturelles des forêts villageoises et pour exclure l'exploitation incontrôlée des terroirs avoisinants. Bien souvent les services locaux sont encore mal informés sur la réforme de la réglementation forestière et les agents n'ont pas tous pris l'exacte mesure des modifications de leurs fonctions qui résultent de cette réforme.

Les villageois d'autre part échaudés par près d'un siècle de politique forestière fondée sur l'exclusion et la répression de la part de l'administration forestière à leur égard sont souvent peu enclins à solliciter l'appui des services administratifs locaux face aux intrusions des commerçant-transporteurs sur leur terroir.

⁶⁸ Pas plus de 3 mois en règle générale.

Là encore, l'animateur devra jouer un rôle quotidien de catalyseur des comportements nouveaux des villageois comme des agents administratifs prenant en compte les changements institutionnels. Il devra poursuivre ses explications selon le contenu des campagnes nationale et locale d'information. Il devra aussi éviter de se placer en position d'intermédiaire entre les villageois et les services locaux.

3. L'appui technique et commercial

Les marchés ruraux sont avant tout des structures commerciales collectives instituées dans le but de permettre aux villageois de mieux contrôler leur ressources ligneuses, de bénéficier du monopole de l'exploitation et de la commercialisation du bois de leur forêt villageoise et de tirer des revenus plus importants de leur activité primaire au sein de la filière bois-énergie.

Une forte proportion des marchés ruraux ne disposera que d'une expérience très limitée en matière de commerce du bois et le problème majeur auquel sera confronté le marché rural: gestionnaire, structure locale de gestion et groupement des bûcherons producteurs sera celui de la commercialisation. La tendance "naturelle" des villageois ⁽⁶⁹⁾ sera de se placer en position d'exécutants voire de salariés de l'administration ou du projet et il faudra toute la persuasion des animateurs pour faire comprendre que le marché rural sera ce qu'en feront les villageois.

L'animateur devra donc:

- * poser aux villageois le problème de la commercialisation:
 - à quel prix vendre le bois, comment discuter et adapter le prix aux fluctuations de la demande ou aux quantités enlevées,
 - comment prospecter les commerçant-transporteurs et attirer les acheteurs et éviter les problèmes de mévente,
- * leur expliquer que son rôle ne lui permet pas de résoudre ces problèmes à leur place et se limite à:
 - des informations et des propositions,
 - l'animation de leur réflexion collective,
 - des conseils pour les actions qu'ils décident d'entreprendre.

Le problème du prix du bois est délicat et sensible. Comment fixer un prix qui soit assez rémunérateur pour les bûcherons et en même temps acceptable par les commerçants-transporteurs ? De tous temps, le bois a été payé en dessous de sa valeur réelle. Dans la formation des prix, la matière première n'est même pas prise en compte; seule la force de travail, c'est à dire le travail de coupe, est payée. En effet, le prix d'un stère (600 à 1000 F CFA) équivaut à peine à la rémunération journalière d'un manoeuvre en zone urbaine ou même d'un ouvrier agricole en zone rurale. Dans tous les cas, le bûcheron doit trouver son compte avec le système des marchés ruraux. Le prix du marché rural ne doit pas être inférieur au prix de l'exploitation traditionnelle.

Il est bien entendu que c'est le marché rural villageois qui va gérer seul le marché et assurer la commercialisation :

- * pas de prix imposé ni même conseillé par l'administration de l'environnement, le bureau d'études local ou le projet pour le bois, le marché rural est seul responsable dès le départ de sa politique commerciale;
- * le prix du bois se discutera librement entre les vendeurs du marché rural et les commerçant-transporteurs acheteurs, il pourra donc varier selon les saisons en fonction de l'offre et de la demande.

Il serait sage pour les structures locales de gestion des différents marchés ruraux villageois (et il est probable que la réalité leur imposera) de commencer par vendre leur bois avec des prix relativement bas pour attirer la clientèle des commerçant-transporteurs et les habituer à venir s'approvisionner chez eux.

⁶⁹ Modelée et renforcée par plusieurs décennies de projets de "développement", d'interventionnisme administratif et d'"aides" diverses qui ont tous contribué à placer les ruraux en position d'exécutants et de quémandeurs plutôt qu'en tant qu'acteurs autonomes.

Il est très important de faire comprendre aux villageois que s'ils fixent des prix trop hauts, ils vont se retrouver dans la situation des coopératives forestières où le bois peut rester un an en stock (et se déprécier) avec cette seule différence (mais elle change tout) que personne ni le bureau d'études local, ni l'administration de l'environnement ni le projet ne leur assurera le pré-financement partiel ou intégral du stock (le pré-paiement des bûcherons) comme c'était le cas dans certaines coopératives forestières antérieures.

Le choix a été fait de préférer voir un marché rural confronté à une mévente durable du bois exploité plutôt que de laisser l'animateur et à travers lui le bureau d'études local ou le projet ou l'administration de l'environnement se substituer au marché rural et résoudre les problèmes de commercialisation initiale des premiers stocks de bois du marché rural.

L'expérience montre qu'une telle mévente initiale est souvent la condition d'une compréhension correcte par les villageois et par la structure locale de gestion des problèmes commerciaux et de leur importance prédominante.

On peut affirmer que l'autonomie commerciale du marché rural:

- * représente le problème au départ le plus difficile à résoudre pour atteindre l'autonomie de gestion du marché rural,
- * constitue la clef de voûte de l'autonomie et de la viabilité du marché rural.

Les problèmes techniques du bûcheronnage ne nécessitent généralement qu'un appui technique très limité et ponctuel. Celui-ci concerne généralement "l'enstérage" du bois (⁷⁰) sur l'aire de vente. Celui-ci conditionne en effet la commercialisation auprès des commerçant-transporteurs.

L'appui technique au bûcheronnage concernera essentiellement les marchés ruraux contrôlés approvisionnés à partir d'une forêt villageoise aménagée pour laquelle il sera nécessaire que l'administration apporte des conseils fréquents et renouvelés concernant les règles d'exploitation, le respect du plan d'aménagement.

4. L'appui à la gestion comptable et financière

La nécessité d'un appui régulier et plus fréquent (surtout au début) sera plus nette pour la gestion comptable et financière courante. Si la formation préalable à la création du marché rural a été suffisante, il ne s'agira plus que d'assurer un suivi et un appui rapide de routine: aide à l'établissement des comptes, vérifications diverses, règlement des problèmes occasionnels, etc...

Le marché rural pourra ouvrir, auprès d'une caisse d'épargne locale ou d'une banque trois comptes qui correspondront aux différents fonds prévus. Les gestionnaires devront alors s'assurer, en permanence d'une bonne correspondance entre les soldes constatés dans les cahiers de suivi des stocks et ventes de bois pour le compte marché rural et les soldes des comptes d'épargne ou bancaires.

Les opérations sur ces comptes se feront avec double signature du Président et du Trésorier (ou du gestionnaire) du marché rural.

La tenue d'une comptabilité rigoureuse exige une certaine discipline de la part des membres du groupement de producteurs. Les actions de l'animation rurale doivent insister sur cet aspect. **Aucune entrée ou sortie de bois ne doit s'effectuer à l'insu du gestionnaire.**

⁷⁰ Il s'agit en fait d'apprendre aux villageois à confectionner des stocks selon les desiderata des commerçant-transporteurs en utilisant les "unités traditionnelles" de mesure du volume de bois: la "rangée". Ceci impose de débiter le bois de feu selon certaines dimensions et de ne mettre en vente que du bois correspondant à ce qu'est pour le commerce urbain et les consommateurs un "bon combustible".

Pour un marché rural qui a reçu un agrément administratif de l'Environnement et qui bénéficie des dispositions de la nouvelle réglementation forestière et des avantages de la fiscalité forestière consentis à l'exploitation "orientée" ou "contrôlée":

- * affectation à la structure locale de gestion d'une part conséquente des taxes forestières,
- * perception à la source lors de la vente primaire du bois par le marché rural des taxes forestières, la gestion comptable et financière quotidienne comporte un aspect fiscal important.

Le gestionnaire et la structure locale de gestion doivent donc ensemble:

- * percevoir les taxes forestières sur le bois vendu en échange de la délivrance au commerçant-transporteur du coupon;
- * reverser au budget de l'arrondissement la part de taxe qui lui revient;
- * reverser au budget de l'Etat les parts de taxe qui reviennent respectivement au Trésor public et au contrôle forestier ⁽⁷¹⁾;
- * gérer la part de taxe revenant à la structure locale de gestion selon les orientations définies par les instances statutaires du marché rural en conformité avec les prescriptions légales en matière d'affectation d'une part des recettes fiscales à des travaux d'entretien et de régénération forestiers.

Ces tâches sont sans doute avec la gestion comptable quotidienne celles qui sont parmi les plus techniquement complexes que les responsables du marché rural (gestionnaire et structure locale de gestion) aient à effectuer. Il sera nécessaire que l'animateur apporte à ces questions une attention toute particulière au cours de fréquentes visites sur le marché rural.

5. Le suivi et le contrôle à posteriori, technique et forestier de l'exploitation

Au terme d'environ trois mois d'une présence fréquente sur le marché rural pour aider à son démarrage, la fonction de l'animateur s'achève. Le marché rural est censé fonctionner de façon autonome et satisfaisante. Le marché rural ne sera dès lors soumis qu'à un suivi périodique plus ou moins fréquent de la part des services administratifs locaux et de contrôles à posteriori concernant les divers aspects comptable, fiscal, technique et forestier de la gestion de la structure locale de gestion.

Ces actions relèvent de l'activité normale des services administratifs locaux et sont assurés dans ce cadre.

Le suivi technique de l'exploitation constituera la tâche la plus exclusivement forestière qu'aura à assumer les agents forestiers du service local de l'environnement. Il concernera :

- * le suivi et l'appui technique à l'exploitation, au transport et à la commercialisation du bois de feu;
- * le contrôle forestier à posteriori de l'exploitation sur les zones de coupe et l'évaluation de la régénération naturelle des formations forestières exploitées;
- * la réévaluation annuelle du quota.

⁷¹ Ce sont les agents du service d'arrondissement de l'environnement qui perçoivent ces montants de taxes et qui assurent le reversement au trésor public et au compte spécial du système de contrôle forestier des sommes correspondantes.

Le suivi et l'appui technique au bûcheronnage

Le suivi et l'appui technique à l'exploitation, au transport et à la commercialisation du bois ne devrait constituer qu'une tâche occasionnelle dans le cadre des activités courantes pour le service local de l'Environnement. Toutefois, il est possible qu'apparaisse avec le temps, l'opportunité ou la nécessité d'améliorer l'organisation des opérations ou d'augmenter la productivité du travail des membres du groupement de producteurs par l'introduction de nouvelles techniques ou matériels (utilisation de haches canadiennes ou passage de la traction asine à la traction bovine par exemple).

Le contrôle forestier à posteriori de l'exploitation

Le contrôle forestier à posteriori de l'exploitation sur les zones de coupe et l'évaluation de la régénération des formations forestières exploitées se feront à une périodicité longue (une à trois visites par an). Il s'agira de vérifier que le rythme de l'exploitation correspond bien aux prévisions et au volume du quota et que les ressources forestières ne subissent pas de dégradations dangereuses du fait d'autres causes.

Pour les marchés ruraux exploitant des formations végétales sous aménagement forestier il conviendra de s'assurer du bon respect du plan d'aménagement et de l'efficacité des mesures décidées pour assurer la régénération des parcelles exploitées. Il faudra le cas échéant proposer à la structure locale de gestion des rectifications du plan d'aménagement ou des mesures correctives du mode d'exploitation ou de mise en défens destinées à assurer une meilleure pérennité des formations végétales tout en maintenant un rendement soutenu.

Ces modifications pourront nécessiter dans certains cas une renégociation des conventions entre la structure locale de gestion, l'administration et éventuellement d'autres partenaires locaux (pasteurs par exemple).

Il faut absolument éviter que le contrôle à posteriori exercé par le service local de l'environnement puisse être considéré par les villageois comme le renouvellement d'actions de répression antérieures. Il faut rappeler souvent aux villageois les termes du contrat. Si l'exploitation des bûcherons aboutit à la dégradation des ressources le quota sera réduit voire annulé.

La réévaluation annuelle du quota d'exploitation

La réévaluation du quota qui sera du ressort de la direction de l'environnement sera proposée sur la base des évaluations précédentes de la situation forestière locale (effets de l'exploitation et importance de la régénération naturelle) et en tenant compte des informations globales sur l'évolution des filières bois-énergie autour de l'agglomération urbaine et des choix périodiques de réorientation du schéma directeur d'approvisionnement de la ville en bois-énergie.

6. La perception des taxes et le contrôle administratif à posteriori

La perception des taxes sera l'opération qui imposera les contacts les plus fréquents entre le marché rural (gestionnaire et structure locale de gestion) et les services locaux de l'environnement. C'est en effet par l'intermédiaire du service d'arrondissement de l'environnement que les parts de taxes revenant à :

- * l'arrondissement,
- * au trésor public,
- * au système de contrôle forestier,

seront reversées par la structure locale de gestion percepteur primaire pour le compte de l'Etat.

La perception régulière des taxes sera accompagnée à intervalle plus long d'un contrôle approfondi. Celui-ci portera sur les points suivants :

- * la vérification détaillée des coupons; elle sera la base de l'établissement des pièces comptables de reversement des parts de taxes forestières.
- * le rapprochement des coupons et de la comptabilité et des états de stocks du marché rural.

Chapitre 19: Marchés ruraux et gestion des terroirs

Ce chapitre expose le point de vue de Issoufou WATA & Didier HELMSTETTER (⁷²), tous deux responsables d'un projet de développement de "gestion de terroirs", le PAGT (projet d'aménagement et gestion de terroirs) qui a succédé au projet forestier IDA/FAC/CCCE et "hérité" de l'appui à la coopérative forestière de Faira. Il illustre à la fois les relations de partenariat qui peuvent exister entre un projet de développement (le PAGT) et un projet d'accompagnement institutionnel et structurel comme le PE II - ED / VO et la diversité des opinions (voire encore les contradictions) existant au Niger sur certains problèmes liés à la gestion décentralisée des ressources naturelles. Les coopératives forestières ont été transformées en marchés ruraux par la réforme réglementaire de 1992 mais certains projets ne poussent pas à la mise en pratique de cette réforme de la structure locale de gestion des ressources naturelles et continuent à gérer la coopérative comme "leur chose". Le PAGT a cessé ses activités à la fin de 1993.

La réflexion sur l'articulation entre les marchés ruraux et l'approche "gestion des terroirs" ne saurait être abordée sans un rappel de ce que nous entendons ici par "gestion des terroirs", tant se multiplient les acceptions données à ce terme et, par suite, les malentendus à ce sujet.

Les projets "gestion des terroirs" sont nés en réaction aux approches aujourd'hui qualifiées de "classiques", c'est-à-dire pour l'essentiel sectorielles mais surtout "top-down", comme une alternative pour remédier à leur échec global. Au départ, le contenu même de cette approche n'était pas toujours clairement défini.

Aujourd'hui, après deux ou trois années de tâtonnements, mais aussi de "décantation", l'approche, telle que tendent à l'expérimenter les opérations promues par l'aide française, a pour finalité essentielle l'appui à la maîtrise locale du développement. Les populations sont progressivement mises en situation de décider des activités qui ont lieu sur leur terroir ; elles sont associées, voire entièrement responsables des décisions, en particulier celles relatives au financement des opérations. Elles reçoivent pour cela un "appui" de la part des équipes de terrain, dont les agents sont placés en situation de "conseillers" de ces mêmes populations.

Dans un tel esprit, le diagnostic devient plus l'occasion de discuter et de confronter des points de vue relatifs aux contraintes et potentialités, aux ressources naturelles, mais aussi humaines, aux opportunités de proximité d'une ville ou existence d'un massif forestier, qu'un exercice fastidieux et externe (enquêtes / traitement des données / restitution). Les "plans villageois de développement" eux-mêmes voient leur "substance" profondément modifiée: au lieu des "contraintes de financement" initialement imaginées, on s'achemine vers une fonction de "tableau de bord", généralement imagé, à l'aide duquel une communauté peut mieux maîtriser son développement, saisir la globalité des actions envisagées et procéder elle-même au suivi et à l'évaluation des actions.

La mise en place d'organisations locales représentatives prend une place de plus en plus importante: comité de gestion des terroirs, comités paritaires d'attribution des subventions.

Ceci étant admis, la question posée est relative à l'articulation entre "marchés ruraux et gestion des terroirs". Nous l'élargirons volontiers de temps en temps à celle plus large de l'articulation entre un projet sectoriel d'appui institutionnel et d'accompagnement du développement et un projet gestion des terroirs.

⁷² Issoufou WATA était Directeur du PAGT et Didier HELMSTETTER conseiller technique, jusqu'à l'arrêt du projet fin 1993.

1. Gestion des terroirs et financement

Il est clair qu'il ne saurait y avoir, à long terme (donc avec un souci de "développement durable"), de maîtrise du développement sans ressources financières propres, gérées par ces organisations locales.

Les projets "gestion des terroirs" mettent en conséquence l'accent sur l'émergence d'organisation d'épargne et de crédit basés sur la solidarité et impliquant les populations (du type "caisses populaires", "crédit mutuel" ou "Grameen Bank") pour le financement d'opérations à caractère économique et ... nécessairement rentables, s'agissant de crédits.

Le financement autonome des actions à caractère social passera par la mobilisation de ressources propres, au moins en complément aux financements extérieurs (bailleur, ONG, fonds publics de développement lorsqu'ils existent...).

De ce point de vue, l'exploitation conservatoire des ressources est un préalable à la maîtrise locale du développement. Et bien évidemment, partout où la ressource bois est valorisable, la préoccupation prioritaire de toute opération "gestion des terroirs", bien conduite devra être le "montage" d'organisations capables d'exploiter la ressource, de gérer au mieux sa commercialisation et de faire un usage judicieux des bénéfices qui en résultent.

En clair, par rapport à la question posée, les organisations d'exploitation du bois sont un moyen privilégié pour les populations d'accéder à la maîtrise de leur développement locale.

En tant que telles, elles figurent en première priorité dans une opération de "gestion des terroirs" bien conduite.

Par rapport aux "marchés ruraux" proprement dits, tels que définis dans les textes, il peut se poser la question des fonctions qui leur sont reconnues: l'approche développée par la stratégie énergie domestique est basée sur une articulation entre des structures locales d'exploitation du bois - les marchés ruraux - et une filière de commercialisation professionnelle - les commerçant-transporteurs. La logique "maîtrise locale du développement" développée ci dessus, au contraire, peut conduire les "organisations" (type coopérative) à diversifier leurs fonctions.

La coopérative de Faïra, conseillée par le PAGT, conduit actuellement une telle expérience de vente directe sur Niamey. Il est encore trop tôt pour en faire le bilan. Il est vraisemblable que l'acquisition de la maîtrise de leur développement amèneront les populations à s'opposer de temps en temps au lobby des transporteurs. De notre point de vue, cela est à encourager, dans l'intérêt des populations mais aussi dans l'intérêt même de la ressource: c'est aux yeux des populations qui ont, à travers ces structures, la responsabilité de la gestion des "forêts" que le bois doit acquérir de la valeur et non aux yeux d'un intermédiaire que la logique économique conduit déjà à vouloir en tirer le meilleur profit. Le rôle du transporteur, dans le cas d'une coopérative, est une fonction purement technique, qui doit se faire au moindre coût. Dans ce cas de figure, il n'a aucune incidence sur la gestion de la ressource.

Au fur et à mesure que les marchés ruraux se développent, l'ANEB, en tant qu'outil de co-gestion de la ressource bois devrait perdre de son importance au profit d'une "fédération des marchés ruraux", dont la création est à encourager et à promouvoir et qui devrait avec l'ANEB devenir un partenaire incontournable des pouvoirs publics dans la définition et l'organisation d'une politique d'exploitation du bois de feu, impliquant et responsabilisant la population.

2. Gestion des terroirs et gestion viable des ressources naturelles

Il ne saurait y avoir de "gestion des terroirs", de maîtrise locale du développement, sans responsabilité totale des populations sur les activités qu'elles organisent au sein de leur terroir.

Dès lors, se pose la question de la durabilité des ressources naturelles ainsi gérées: en clair, qu'est-ce qui pourra empêcher les responsables de décider, face à des besoins financiers pressants, de raser telle "forêt"? Cette question - essentielle, car une des racines de la "gestion des terroirs" se trouve dans les projets de lutte contre la désertification - appelle deux réponses bien distinctes.

LA RESPONSABILISATION DES POPULATIONS RURALES ET LA VALORISATION DE LA RESSOURCE

Comme indiqué plus haut, la stratégie doit être de faire en sorte que la ressource acquière, aux yeux de ceux qui ont la responsabilité de sa gestion, la valeur marchande la plus élevée possible ⁽⁷³⁾. Il est probable que, correctement informés, dotés de "tableaux de bords" qui leur sont compréhensibles, les villageois auront à cœur de préserver une ressource qui leur rapporte beaucoup. Sans faire l'hypothèse que font certains économistes d'un "homo economicus" entièrement rationnel, il serait étonnant, qu'à l'inverse, les hommes soient totalement suicidaires.

Il serait trop long ici de développer un certain nombre de conditions à cette stratégie : la "gestion des terroirs" nous montre combien il est nécessaire de développer des outils adoptables par les intéressés et de le faire avec eux (la conception de certains aménagements forestiers au Niger n'a pas toujours respecté cette règle, celle des outils de tenue des comptes de coopératives ou de boutiques non plus). Elle nous montre aussi toute la difficulté de réussir la fusion d'un savoir technique extérieur avec le savoir paysan, dont il faut non seulement tenir compte, mais qui est le point de départ obligé.

Ces outils et techniques sont communs à tout un ensemble d'actions à l'échelle des villages ou du groupe de village, et il est donc évident qu'il y a là une articulation possible entre les projets "gestion des terroirs", qui doivent - ou devront - maîtriser un faisceau d'outils allant dans ce sens, et des opérations plus sectorielles ou moins expérimentées.

Enfin, dans le cas de la réglementation des marchés ruraux, la restitution et la gestion par la structure d'une partie des taxes perçues en vue de renchérir la ressource au niveau du consommateur contribuent à cet objectif de "valorisation de la ressource aux yeux des populations responsabilisées". En effet, au prix de vente se rajoute le montant de la taxe reversé à la structure. Cette politique va donc tout droit dans le sens souhaité par la "gestion des terroirs".

LE RÔLE IRREMPLAÇABLE DE L'ÉTAT

Le second élément de réponse a trait au rôle de l'Etat, à travers l'administration de l'Environnement et ses agents forestiers, dans la définition et le respect des règles de coupe.

Le rôle de réglementation, dans l'intérêt du plus grand nombre, et de contrôle de l'application de ces règlements est un des droits régaliens fondamentaux de tout Etat. Il n'y a pas responsabilité sans contrepartie ⁽⁷⁴⁾: toute personne ayant des responsabilités prend le risque d'être sanctionnée. C'est tantôt le marché qui joue ce rôle, tantôt un supérieur hiérarchique, tantôt l'Etat...

⁷³ Notons au passage que cette stratégie coïncide avec celle qui consiste à relever le prix du bois-énergie à la consommation en vue d'une substitution par d'autres énergies et de délester ainsi la pression sur les formations forestières.

⁷⁴ Cet aspect a été un peu trop oublié dans la stratégie globale de "responsabilisation" des populations. La responsabilité est incontestablement une condition nécessaire au développement, elle n'est pas suffisante et on a un peu tendance à l'oublier trop vite

La "gestion des terroirs" a besoin d'un environnement institutionnel approprié et de règles définies et appliquées : droit foncier, réglementation relatives aux associations et aux organisations rurales ou locales, à l'exploitation des ressources naturelles... Par exemple, la responsabilisation des populations en matière de gestion des ressources naturelles ne peut se concevoir sans qu'elles aient l'usufruit exclusif de la ressource, ce que reconnaît la réglementation relative aux marchés ruraux, qui est une avancée considérable.

L'existence d'une réglementation satisfaisante n'est elle-même pas suffisante :

- les populations doivent pouvoir y recourir pour faire respecter leurs droits, ce qui suppose d'abord qu'elles en soient informées. Sur ce point, il peut s'agir d'une fonction essentielles des agents d'un projet gestion des terroirs placés comme conseillers auprès des populations.

- les aspects contraignants doivent être respectés : il est rare qu'un droit ne s'accompagne de devoirs. Sur ce point, le rôle des projets d'appuis institutionnels (tel le PE II / ED) est d'appuyer, de former et de donner les moyens nécessaires aux agents des services concernés. La répression, qui a été tant décriée parce qu'elle a quelquefois été abusive, ne doit pas être déjugée: dans la grande majorité des pays le code de la route ne serait sans doute pas respecté s'il n'y avait la crainte du policier. Pourtant sa nécessité, pour épargner des vies humaines, est connue de tous et l'on pourrait s'attendre à une autodiscipline ⁽⁷⁶⁾.

S'agissant de gestion des ressources naturelles telles les "forêts" ⁽⁷⁶⁾, on peut penser qu'une certaine répression en vue d'un respect d'une réglementation bien conçue ⁽⁷⁷⁾, expliquée, compréhensible et appliquée à tous, est nécessaire. Cela est évidemment absolument incompatible avec une fonction de conseiller auprès des populations telle que devraient l'assumer des agents de proximité d'une opération "gestion des terroirs". A l'inverse, des agents exerçant la répression auront beaucoup de mal à jouer un rôle de conseiller. Il apparait donc là une articulation quasi-obligatoire entre des projets de gestion des terroirs, appuyant par leur agents les initiative des populations, et des projets d'appui institutionnels, appuyant les agents des services concernés par la mise en place et la surveillance des réglementations.

3. Gestion des terroirs et émergence d'organisations locales

Les projets de développement ont, par le passé, rarement eu un effet structurant durable sur le monde rural. Leur démarche "top-down" n'en faisait pas une préoccupation majeure. Mais par ailleurs, il existait une certaine propension à déléguer aux populations la gestion d'opérations difficilement rentables dans leur contexte, difficilement gérables par les projets, donc pour lesquelles il n'y avait que peu d'enjeux: coopératives d'intrants, caisse de cotisations (forages, maraîchage...), etc... Ce manque d'enjeux n'a pas été une condition favorable à une réelle appropriation par les intéressés, et les échecs relativement fréquents ne peuvent donc étonner.

⁷⁵ Ce qui montre, au passage, que l'homme peut être relativement déraisonnable, pour ne pas dire suicidaire. L'intérêt ne suffit pas toujours pour induire un comportement "raisonnable" - ce qui peut mettre un bémol et hypothèse mentionnée plus haut selon laquelle les populations ne devraient pas détruire des ressources qui leur rapportent

⁷⁶ Cette observation n'est pas valable pour des ressources tels les bas-fonds, dont la mise en valeur s'accompagne presque automatiquement par une gestion plus durable : la réalisation de digues, de micro-barrages, de sites maraîchers, de vergers va dans le sens d'une protection et d'un aménagement de la ressource.

⁷⁷ Une réglementation bien conçue ne doit notamment pas être impossible à respecter : on ne peut empêcher la coupe d'arbres nécessaires à la fabrication des piliers... Une gestion plus dynamique du parc est à envisager en agro-foresterie : le "propriétaire" d'un arbre devrait être autorisé à couper un sujet âgé dès lors qu'il a "élevé" - par plantation ou protection de la régénération - deux ou trois sujets jusqu'à une taille suffisante pour mettre à l'abri des "dents".

Les marchés ruraux comme les coopératives forestières, au contraire, sont assez rapidement l'objet d'enjeux importants au regard des ressources financières des villages concernés, que ce soit à travers les revenus des paysan-bûcherons pour le bois qu'ils ont récolté ou les revenus de la structure locale de gestion voire pour les coopératives à travers les travaux d'aménagements effectués lorsqu'ils sont payés ou encore l'emploi de personnes...

L'expérience des coopératives forestières au Niger semble montrer qu'un dysfonctionnement est généralement observable après la première phase de mise en place au cours de laquelle les projets effectuent un suivi assez rapproché, suivi pouvant s'apparenter à une substitution. Il convient donc de s'interroger sur une démarche adéquate en matière de création de telles structures. La place laissée d'emblée aux intéressés dans les organisations mises en place dans le cadre de projets de gestion de terroirs (comités d'attribution de financements souverains, par exemple) fait que ces derniers ont sans aucun doute un rôle positif à jouer en matière de mise en place d'organisation locales, qu'il s'agisse de marchés ruraux ou de toute autre forme d'organisation locale.

4. Gestion des terroirs et arbitrage entre intérêts divergents

L'expérience de la gestion des terroirs montre que le village solidaire et unitaire est un mythe. S'agissant ici des "forêts", il est clair que des intérêts divergents apparaissent rapidement entre les bûcherons, les éleveurs et éventuellement les femmes qui effectuent la cueillette et le ramassage du bois pour les besoins domestiques ruraux. Les aménagements classiques des forêts tels qu'ils ont été mis en place par les coopératives forestières conduisent par exemple, s'ils sont respectés, à une marginalisation des éleveurs et des femmes.

La vision globale qui soutend la gestion des terroirs et la finalité de maîtrise locale du développement font que toute marginalisation d'un groupe est problématique: il est peu vraisemblable qu'un développement harmonieux puisse se concevoir à long terme dans un contexte où un groupe marginalise un autre groupe.

Du point de vue économique, il s'agirait à tout le moins d'évaluer ce qui est le plus rentable et donc le plus efficient pour catalyser un processus de développement local global : la brousse comme source de bois ou la brousse en tant que source de fourrage ? Il est vraisemblable que ce soit un peu un compromis entre les deux ⁽⁷⁸⁾

La démarche gestion des terroirs, mettant l'accent sur le développement local et l'émergence de structures locales de décision ("décentralisation" et non délocalisation), appuyant l'élaboration par les intéressés de nouvelles règles et pratiques de mise en valeur de leurs ressources, peut corriger les effets négatifs d'une vision trop sectorielle. L'appui à des instances locales d'arbitrage capables de désarmer les conflits d'intérêts latents (agriculteurs-éleveurs autour du foncier ou des points d'eau, bûcherons-éleveurs au niveau des "forêts", ...) et d'une manière plus générale de restituer une place suffisante aux groupes marginalisés (jeunes, femmes, immigrants...) dans la dynamique de développement est en tout cas une des finalités de cette génération de projets de gestion de terroirs.

Là encore, en conséquence, une articulation réussie entre des projets "gestion des terroirs" et les projets sectoriels serait un garant que les conflits d'intérêts puissent trouver des solutions négociées et ne pas dégénérer en conflits ouverts susceptibles de remettre en cause une organisation existante et de manière plus large une dynamique de développement.

⁷⁸ Mais il n'existe pas à notre connaissance d'étude pluridisciplinaire sérieuse posant ainsi le problème des aménagements des brousses.

5. Quelques méthodes et outils de la gestion des terroirs

L'organisation du monde rural (telle la création de "marchés ruraux") doit respecter à un certain nombre de règles et se faire avec des outils favorisant d'emblée la responsabilisation des populations rurales. Certains de ces outils existent, d'autres sont encore à élaborer.

**** L'organisation du monde rural est un processus long ****

Il est donc nécessaire de disposer de projets qui interviennent durablement dans les villages concernés auprès des populations: en effet, s'il est bien question de laisser d'emblée toute la responsabilité aux intéressés, il n'en demeure pas moins que des conseils périodiques sont nécessaires. En quelque sorte, il est nécessaire de laisser les intéressés "nager un peu, mais éviter qu'ils ne coulent" - ce qui suppose d'être là au bon moment.

**** L'organisation du monde rural est aussi un processus complexe ****

Elle ne peut se réaliser avec succès sans une motivation des intéressés: la tendance des projets "gestion des terroirs" est de simplifier énormément le "diagnostic" externe: le rôle pilote revient aux responsables eux-mêmes, les techniciens faisant des apports à la demande et dans un langage compréhensible.

Dans cet esprit, le rôle du projet gestion de terroir est de catalyser ce processus, mais non de faire l'ensemble des apports techniques nécessaires: il revient aux responsables villageois de chercher (au départ avec l'aide de l'agent de terrain du projet qui est leur "conseiller", puis tous seuls) les sources de renseignements et les techniciens dont ils ont besoin. Tour à tour, en fonction de la pertinence de leurs savoirs, ce seront ainsi des agents de projet sectoriels, les agents des services techniques décentralisés ⁽⁷⁹⁾, des ONG ou des privés qui auront un rôle à jouer.

Les responsables d'organisation apprendront de la même façon à rechercher les sources de financement, le projet "gestion des terroirs" n'étant plus obligatoirement le financier de toutes les opérations, et en aucun cas le financier unique (co-financement). Dans le cas des "marchés ruraux", la perception des taxes et l'affectation d'une partie des taxes est un atout de ce point de vue. L'expérience semble cependant confirmer que les fonds d'aménagements issus de la répartition des bénéfices et de la l'affectation des taxes sont insuffisants dès que les formations ligneuses sont un peu trop dégradées: les "marchés ruraux" seront donc un cas concret d'organisations locales dont les responsables devront se mettre à la recherche de subventions complémentaires ⁽⁸⁰⁾.

⁷⁹ - en dehors ou en complément de leur fonction de contrôle, voire de répression, dans l'application des réglementations en vigueur, rôle déjà évoqué plus haut.

Dans le cas des "marchés ruraux", cette réglementation pourra partiellement être négociée au départ (par exemple le mode d'exploitation: furetage ou parcellarisation ?) avec les services de l'Environnement. Les interventions pourront se faire à la demande des populations: par exemple en cas d'incursions d'exploitants-transporteurs dans une zone concédée exclusivement à un marché rural.

⁸⁰ - Le PAGT, dans la forêt de la coopérative de Faïra, co-finance les travaux d'aménagement et subventionne la coopérative, à raison de 50 % des dépenses engagées pour la réhabilitation des peuplements. Ce co-financement est systématiquement prévu dans le contrat de financement, dans le cas de structures susceptibles de faire des travaux d'aménagement d'intérêt général non directement productifs.

Deux outils semblent devoir être privilégiés dans l'avenir:

* Les sessions inter-villageoises *

Les villageois sont amenés à tenir un rôle de plus en grand dans le suivi et l'évaluation des activités. Les sessions inter-villageoises mettent certains villageois en position d'animateurs par rapport à d'autres villages. Ils peuvent interpellier les villageois, relater des expériences positives, rappeler les solutions trouvées dans leur village... Ils ont en cela plus de légitimité et de crédibilité que les animateurs d'un projet. Le PAGT a ainsi organisé un atelier de ce type sur le thème des banques céréalières pour que les villageois fassent le point après une campagne. L'atelier s'est traduit par un certain nombre de mesures prises dans différents villages où l'activité connaissait des difficultés.

* Les échanges paysans *

La programmation d'une action, la recherche de solutions sont beaucoup plus aisées lorsqu'il est possible de faire en sorte que les villageois intéressés se rendent sur des sites où l'activité a déjà été réalisée par d'autres villageois. Les "voyages d'étude paysans" tendent d'ailleurs à se multiplier. L'expérience des projets "gestion des terroirs" permet cependant de mettre en évidence un certain nombre de conditions et de limites: les conditions locales doivent être comparables (les paysans ont tendance à reproduire à l'identique ce qu'ils ont vu), le voyage doit être réellement basé sur une motivation et ne pas être du "tourisme rural pour notables locaux". L'implication des intéressés dans l'organisation, le travail de préparation et le financement sont pour cela indispensables. Le recours à des moyens locaux ("taxi-brousse") est souhaitable dans un souci de reproductibilité sans aide extérieure.

Ce panel est loin d'être complet. Les outils indiqués paraissent toutefois avoir une place dans la promotion de structures de type "marchés ruraux". En particulier la multiplication au moindre coût de structures fonctionnelles peut s'envisager beaucoup plus aisément sous forme d'échanges paysans. Le suivi pourrait utilement faire appel aux "ateliers d'échange".

6. En guise de conclusion sur les relations entre marchés ruraux et gestion de terroir

Sous réserve de la remarque faite à propos des fonctions reconnues aux marchés ruraux, la question de l'articulation entre les "marchés ruraux" et la "gestion des terroirs" ne soulève guère de problèmes: les "marchés ruraux" sont des outils à travers lesquels les populations peuvent acquérir la maîtrise de la gestion de la ressource "bois-énergie" à leur profit, dégager des ressources financières propres et s'organiser autour d'une activité pour laquelle il y a des enjeux... Là où la ressource bois de feu est abondante, c'est une porte d'entrée que privilégiera la "gestion des terroirs", si tant est que cela mobilise les villageois (mais le contraire serait étonnant!).

En définitive, la question n'est-elle pas de savoir si les "marchés ruraux" sont un but ou un moyen? Pour un projet "gestion des terroirs" tel que le PAGT, il est évident qu'ils sont, pour les populations concernées, le moyen d'acquérir une maîtrise du développement. C'est même un moyen parmi d'autres: caisse locale d'épargne et de crédit, banque céréalière, comité de gestion des terroirs capables d'élaborer un programme villageois et de négocier son financement avec les partenaires du développement, etc...

Chapitre 20:

La situation et l'économie des marchés ruraux du bois-énergie au Niger au début de 1994

A la fin de 1993, à l'occasion de la préparation du rapport de proposition pour une deuxième phase du projet de mise en oeuvre de la stratégie énergie domestique un bilan a été fait des actions en cours dont on présentera au cours de ce chapitre les éléments essentiels (voir bibliographie N° 14)

1. Les marchés ruraux actuellement créés

Les marchés ruraux de bois-énergie auto-gérés par les villageois constituent la concrétisation sur le terrain de la réforme structurelle en profondeur de l'approvisionnement urbain en bois-énergie visée par la stratégie énergie domestique.

Depuis fin 1993, 31 marchés ruraux, dont 17 "orientés" et 14 "contrôlés", contribuent à l'approvisionnement urbain en bois-énergie; ils devraient être plus de cinquante à mi 1994.

Le tableau ci-après donne la répartition par ville de ces marchés, leurs taux d'occupation des zones prioritaires définies par les schémas directeurs d'approvisionnement des villes et leur contribution potentielle à l'approvisionnement urbain.

MARCHÉS RURAUX OPÉRATIONNELS OU EN COURS DE CRÉATION (NOVEMBRE 1993)

Ville	Nombre de marchés ruraux créés		Superficies forestières concernées		Quota productible	
	Total	Dont, "contrôlés"	en ha	en % de la surface des zones prioritaires	en tonnes/an	en % de la demande urbaine 1993
Niamey (a)	24	12	84 000	24%		10% (a)
Maradi (a)	1	1				
Zinder	6	1				
Ensemble	31	14				

(a): y compris marchés ruraux créés dans le cadre d'autres projets (4 à Niamey, 1 à Maradi)

Source: Gérard MADON & alii, "Propositions pour une deuxième phase de la mise en oeuvre de la stratégie énergie domestique"; SEED/CIRAD-Forêt & Projet Energie II - Energie domestique; Janvier 1994 (Bibliographie N° 14).

Les marchés ruraux mis en place ont donc encore un impact limité sur l'approvisionnement urbain, et cela d'autant plus que les ventes de bois-énergie qu'ils ont réalisées jusqu'à présent sont souvent inférieures aux quotas qui leur ont été attribués. En outre, l'espace forestier qu'ils occupent reste encore trop faible pour rendre plus difficile la pratique de l'exploitation incontrôlée. Il importe en conséquence de créer rapidement de nombreux nouveaux marchés ruraux.

Des placettes de suivi de la régénération des souches coupées dans les marchés ruraux ont été mis en place par le PE II / ED - VO dans les formations à combrétacées du bassin d'approvisionnement en bois-énergie de Niamey (⁸¹). Les comptages précis qui y ont été effectués ont permis pour l'instant de confirmer que l'exploitation effectuée par les bûcherons des marchés ruraux n'entraîne pas d'accroissement de la mortalité sur ce type de formations forestières.

Par ailleurs, des essais de mise en défens réalisés par le PE II - ED / VO sur les formations forestières de bas fonds à acacia des régions de Maradi et Zinder (⁸²) ont donné des résultats prometteurs. Ils permettent d'envisager que la mise en place de marchés ruraux "contrôlés" dans ces zones pourrait se traduire par un accroissement significatif de la régénération naturelle.

Enfin, les mesures réalisées en 1992 sur les rejets des coupes effectuées il y a 10 ans dans la forêt à combrétacées de Guesselbodi (Bibliographie N°22), ont montré que la régénération obtenue dans le cadre d'une exploitation du type "contrôlée" était conforme à ce que l'on pouvait attendre compte tenu du contexte climatique et de l'état initial de forte dégradation des formations forestières concernées.

Le dispositif mis en place pour le suivi de la régénération est encore trop récent pour apprécier l'impact à long terme des marchés ruraux sur la productivité des ressources forestières. Toutefois, les premiers résultats enregistrés semblent confirmer que les marchés ruraux devraient, pour le moins, garantir le maintien du stock existant d'arbres sur pied et empêcher la baisse de la productivité naturelle.

2. Les coûts de mise en place des marchés ruraux

Les coûts de mise en place des tous premiers marchés ruraux ont été très variables: entre 1.8 million F CFA (6,200 \$EU) à Torodi I (quatre marchés ruraux), et plus de 12 millions de F CFA (40,000 \$EU) à Say I (quatre marchés ruraux: Tientergou,.....), non compris la masse salariale des fonctionnaires de l'administration de l'environnement qui y ont participé et les coûts de l'assistance technique. Compte tenu du caractère pilote de ces premières opérations, ces montants ne sont guère représentatifs.

Par contre, on dispose maintenant d'une bonne estimation des coûts qui pourraient être obtenus pour des marchés ruraux "orientés" et "contrôlés" dans le cas où leur mise en place serait effectuée par un bureau d'études local ou une ONG, compte tenu de la dévaluation du F CFA intervenue en janvier 1994. Ces estimations sont résumées dans le Tableau ci-après.

COÛT ESTIMÉ DE MISE EN PLACE D'UN MARCHÉ RURAL (F CFA/HA)

Type de marché	Superficie délimitée de la forêt villageoise		
	1 000 ha	2 000 ha	3 500 ha
Marché rural "orienté"	4 430	2 210	1 270
Marché rural "contrôlé"	8 440	5 220	3 840

Source: Bibliographie N° 14

⁸¹ le dispositif est actuellement installé dans 5 marchés ruraux et comprend 5 placeaux de 50 m x 20 m (1,000 m²) de suivi de la régénération par marché

⁸² le PE II - ED VO vient d'interrompre (janvier 1994) ses interventions à ce sujet dans le département de Zinder, dans l'attente de conditions institutionnelles locales plus favorables

Ce coût a été évalué sur la base de toutes les opérations décrites dans le détail dans la procédure de création des marchés ruraux dans le cadre de contrats de services tripartites entre l'administration de l'environnement, les villages et les bureaux d'études spécialisés locaux.

Avec un coût de mise en place que l'on peut estimer en moyenne à 4 à 5 000 F CFA l'hectare (moins de 10 \$EU/ha), les marchés ruraux constituent probablement la solution à moindre coût en matière de gestion rationnelle des ressources forestières.

Le tableau suivant (Bibliographie N° 14) donne également une estimation du coût actualisé de mise en place des marchés ruraux rapporté au volume de bois sur pied qui peut être produit annuellement de façon durable, pour différentes tailles de marché ruraux et pour les productivités moyennes que l'on peut espérer dans les zones prioritaires d'intervention définies par les Schémas directeurs d'approvisionnement.

Cette estimation montre que:

* le coût marginal actualisé de mise en place est, en moyenne, de l'ordre de 500 F CFA/stère pour les marchés ruraux "orientés", et de 1,100 F CFA/stère pour les marchés ruraux "contrôlés";

* en raison des différences de productivité que l'on peut attendre, ces montants devraient varier fortement selon les villes: de 300 à 2,400 F CFA/stère pour Niamey, de 260 à 1,300 F CFA/stère pour Maradi, et de 360 à 1,690 F CFA/stère pour Zinder.

SENSIBILITÉ DU COÛT ACTUALISÉ DU COÛT DE MISE EN PLACE DES MARCHÉS RURAUX SELON LA SUPERFICIE FORESTIÈRE ET LA PRODUCTIVITÉ LIGNEUSE

F CFA/stère		Productivité (stère/ha/an)				
		0,5	0,6	0,7	0,8	0,9
MARCHÉ RURAL ORIENTÉ , superficie de la forêt villageoise (ha)	1000	1227	1022	876	767	681
	2000	613	511	438	383	341
	3000	409	341	292	256	227
MARCHÉ RURAL CONTRÔLÉ , superficie de la forêt villageoise (ha)	1000	2328	1940	1663	1445	1293
	2000	1445	1204	1032	903	803
	3000	1150	958	821	719	639

Source: Bibliographie N°14

COÛT ACTUALISÉ DE MISE EN PLACE D'UN MARCHÉ RURAL (coût par unité de bois exploitable annuellement, compte tenu de la dévaluation du F CFA de janvier 1994)

Type de Marché rural Années 1 000 F CFA ⁽⁸³⁾	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
MARCHÉ RURAL ORIENTÉ															
Mise en place du marché rural	3 646	780													
Crédits d'équipement	600	- 158	- 158	- 158	- 158	- 158									
sous total "coûts de mise en place"	4 246	622	- 158	- 158	- 158	- 158									
production naturelle de bois (Kg)	270 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000
Coût actualisé de mise en place F CFA/Kg	1,1 F CFA/Kg							341 F CFA/stère							
MARCHÉ RURAL CONTRÔLÉ															
Mise en place du marché rural	10 875	1 560													
Crédits d'équipement	600	- 158	- 158	- 158	- 158	- 158									
sous total "coûts de mise en place"	4 246	1 402	- 158	- 158	- 158	- 158									
production naturelle de bois (Kg)	270 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000
Coût actualisé de mise en place F CFA/Kg	3,2 F CFA/Kg							958 F CFA/stère							

Notes:

- * Superficie forestière moyenne par marché rural: 3 000 ha;
- * productivité naturelle moyenne: 0,6 stère/ha/an;
- * taux de conversion moyen: 300 Kg/stère;
- * Crédits d'équipements moyens: 600 000 F CFA, remboursable en 5 ans avec 10 % d'intérêt;
- * taux d'actualisation retenu: 12 % par an.

Source: Bibliographie N°14

⁸³ compte tenu de la dévaluation de janvier 1994 du F CFA

3. L'impact de la création des marchés ruraux sur l'économie villageoise

Les marchés ruraux constituent une nouvelle source de revenus pour les villageois:

* soit parce qu'ils créent une nouvelle activité génératrice de revenus là où auparavant il n'y avait pas d'exploitation commerciale du bois-énergie;

* soit parce qu'ils permettent aux ruraux de s'attribuer les revenus de l'exploitation commerciale du bois-énergie sur leur terroir là où, auparavant, ces revenus revenaient à des bûcherons salariés originaires de la ville et aux commerçants-transporteurs qui les emploient ⁸⁴.

Le ci-après illustre l'apport en nouveaux revenus pour les villageois.

REVENUS GÉNÉRÉS EN MILIEU RURAL PAR LES MARCHÉS RURAUX

Revenus	Revenus sans marché rural (exploitation incontrôlée)		Revenus avec marché rural	
	Zones non exploitées	Zones exploitées	Marché rural orienté	Marché rural contrôlé
Vente du bois Fiscalité (a)	0 0	600 0	1 000 102	1 000 157.5
Total en F CFA/stère	0	600	1 102	1 157.5
Soit en F CFA/an: Pour 500 stères vendues Pour 2,000 stères vendues	0 0	300 000 1 200 000	551 000 2 204 000	578 750 2 315 000

(a) part de la taxe revenant à un marché rural distant de 40 à 80 km de la ville

Source: Bibliographie N° 14

Dans les conditions actuelles, les marchés ruraux devraient permettre aux villageois de pratiquement doubler au minimum les revenus qu'ils tiraient auparavant de l'exploitation du bois-énergie de leur terroir.

⁸⁴ à titre d'exemple, le marché rural de Gassafa mis en place dans le département de Zinder a réalisé en un an (juin 1992 à juin 1993) un chiffre d'affaires de près de 600,000 F CFA en un an au profit du village, alors qu'auparavant tous les revenus tirés de l'exploitation du bois-énergie allaient aux commerçants-transporteurs et, dans une moindre mesure, à des bûcherons salariés originaires de Zinder

4. L'impact de la création des marchés ruraux sur l'économie de la filière bois-énergie

Après une période marquée, dans le cadre des coopératives forestières comme au démarrage des premiers marchés ruraux, par un trop grand interventionnisme du Projet et/ou de l'administration de l'environnement, des liens directs se sont progressivement tissés entre les villageois et les commerçants-transporteurs, et les prix de vente du bois-énergie au niveau des marchés ruraux sont maintenant le plus souvent le résultat d'une négociation commerciale libre.

D'une manière générale, les prix demandés par les villageois sont plus élevés que ceux habituellement relevés en dehors des marchés ruraux: ils étaient en 1993 de 1,000 contre 600 F CFA/stère, soit près de 70% de plus.

Toutefois, ce niveau de prix n'est pas sans poser des problèmes de mévente: il explique probablement en partie pourquoi les ventes réalisées jusqu'à présent par les marchés ruraux restent le plus souvent en-deça des quotas qui leur ont été attribués.

Les marchés ruraux semblent donc avoir donné aux villageois la possibilité de négocier à la hausse le prix de vente du bois-énergie. Il est cependant encore trop tôt pour savoir si cette tendance se confirmera et quelles seront, dans ce domaine, les répercussions de la dévaluation du F CFA de janvier 1994.

Depuis mars 1993, les marchés ruraux perçoivent, en plus du produit de la vente du bois-énergie, une partie des taxes qu'ils collectent auprès des commerçants-transporteurs au titre de la nouvelle fiscalité forestière.

D'après les textes en vigueur, les montants perçus vont de 90 à 113 F CFA/stère pour les marchés ruraux "orientés" et de 140 à 175 F CFA/stère pour les marchés "contrôlés", selon la distance à la ville. C'est ainsi plusieurs centaines de milliers de F CFA par an qui peuvent revenir à la communauté villageoise.

Il importe cependant de souligner ici que ces montants sont significativement inférieurs aux coûts actualisés moyens de mise en place des marchés ruraux, rapportés à l'unité de bois sur pied productible de façon durable, qui ont été estimés à 500 et 1,100 F CFA/stère respectivement pour les marchés "orientés" et "contrôlés".

La part des recettes fiscales sur le bois-énergie revenant aux marchés ruraux constitue, sans aucun doute, des revenus nouveaux appréciables pour la communauté villageoise.

Toutefois, aux taux en vigueur de la taxe, cette part ne permettrait pas à elle seule de couvrir le coût de mise en place des marchés ruraux.

5. L'émergence de nouveaux rapports entre les acteurs au sein de la filière bois-énergie

LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DE NÉGOCIATION DES RURAUX ET L'ÉVOLUTION DES PRIX À NIAMEY

La nouvelle fiscalité forestière impose aux commerçants-transporteurs le paiement de la taxe à l'occasion de chaque voyage qu'ils effectuent. Le montant de la taxe à payer est calculé à partir:

- * du taux de taxe applicable en fonction de la provenance du bois (voir Tableau 3.3 ci-avant),
- * d'une assiette fixée par voie réglementaire et fonction du moyen de transport utilisé.

L'arrêté 09/MHE/DE de février 1993 fixe les assiettes minima d'application du taux de taxe pour les différents moyens de transport les plus fréquemment utilisés, sur la base de séries significatives de mesures des volumes des chargements qui ont été réalisées par le Projet.

Le Tableau ci-après présente les modifications qui ont été apportées par rapport à l'ancienne fiscalité.

ASSIETTES D'APPLICATION DU TAUX DE TAXE (NOMBRE DE STÈRES)

Moyens de transport		Avant mars 1993	Depuis mars 1993	
			Nb stères	Augmentation
Motorisés	Camionnette	2	5	150%
	Tracteur petite remorque	5	7	40%
	Tracteur grande remorque	5	10	100%
	Camion Saviem 1,000 kg	5	15	200%
	Camions Mercedes 1113 et Berliet châssis court	10	25	150%
	Berliet châssis long	15	30	100%
Non motorisés	Charrette bovine	2	2	pas de changement
	Charrette asine	1	1	
	Chameau	0.5	0.5	
	Ane	0.25	0.25	

Source: Bibliographie N°14

Avec les nouvelles assiettes d'application des taux de taxe, les taxes forestières devraient être maintenant perçues sur des quantités de bois plus proches de celles entrant effectivement en ville. Il est à noter en particulier que pour les transports motorisés, qui constituent le principal mode d'approvisionnement des villes, les quantités taxées devraient en moyenne plus que doubler.

On peut se demander si les bouleversements introduits par la réforme réglementaire forestière ont déjà ou vont entraîner des évolutions sensibles des prix du bois-énergie sur les marchés urbains du Niger.

L'évolution des prix au cours des trois dernières années montre que (Bibliographie N°23):

- * Les observations depuis une dizaine d'années indiquent, malgré les variations saisonnières, une quasi stabilité nominale du prix du bois à Niamey, c'est à dire une baisse lente des prix du bois en termes réels. Cela semble indiquer un marché du bois où structurellement l'offre excède la demande.
- * Toutefois la demande évoluant moins vite que le croît démographique semble indiquer que des facteurs macro-économiques comme le pouvoir d'achat de la population pèsent sur la consommation et influent fortement sur la formation des prix.

* Les enquêtes filières ont confirmé le poids déterminant des commerçant-transporteurs dans l'approvisionnement et de ce fait, les propriétaires de camions jouent un rôle particulier dans la fixation des prix, ils cherchent à accroître leur marge et "tirent les prix vers le haut" ; toutefois leur pouvoir est limité par l'existence et la concurrence des exploitants "animaliers" (âniers ou chameliers) qui en entrant et sortant très facilement de la filière lui donnent une grande adaptabilité conjoncturelle. De ce fait, ils "tirent les prix vers le bas" d'autant qu'ils ont de bien moindres contraintes de coûts fixes.

* Les structures de prix montrent que des marges encore importantes sont prélevées par les commerçant-transporteurs; la réduction partielle de ces marges est d'ailleurs un des objectifs du projet.

Il était donc plus ou moins tacitement admis jusqu'à présent que la hausse des taxes devait se traduire par une hausse même relativement moins importante des prix du bois.

* Or on constate que:

- les prix du bois ont varié entre 23 et 20 F CFA/Kg et semble-t-il baissé de 23000 à 20000 F CFA/tonne de 1990 à 1993 ⁽⁸⁵⁾;

- la mise en place du nouveau régime de la fiscalité forestière a augmenté les taxes de deux façons (sur l'exploitation incontrôlée elles ont presque été multipliées par quatre):

- . par hausse des taux sur l'exploitation incontrôlée de 350 à 600 F CFA/stère et,
- . par le rétablissement de la réalité de la base de taxation (correspondant à un quasi doublement des taux en termes réels: par exemple un camion type Mercedes 1113 était auparavant taxé forfaitairement sur la base de 10 stères, la taxation porte maintenant sur la charge réelle moyenne, 25 stères selon les résultats d'enquêtes et de pesées statistiquement fiables),

n'a pas entraîné de hausse des prix du bois à Niamey.

Après l'échec du mouvement de grève des commerçant-transporteurs contre l'application de la réforme faut-il s'attendre à une réaction différée sur les prix? Les commerçants n'auraient-ils pas imposé une hausse brutale des prix aux consommateurs s'ils en avaient eu les moyens?

On peut donc se demander si à l'instar de ce qui a été observé dans d'autres villes du tiers monde (Bibliographie N° 24) le prix du bois-énergie, produit de première nécessité d'usage quotidien n'est pas en situation de pauvreté urbaine importante et d'ajustement structurel d'abord gouverné par le pouvoir d'achat des populations.

LES EFFETS PRÉVISIBLES DE LA RÉCENTE DÉVALUATION DU FRANC CFA ET DE LA RÉÉVALUATION DE LA NAÏRA QUI L'A SUIVIE

La dévaluation de 50% du F CFA, intervenue le 12 janvier 1994, comme la réévaluation sensible de la Naïra (la monnaie du Nigéria voisin;) qui a suivi de quelques jours la dévaluation du F CFA, vont sans aucun doute provoquer dans les mois, voire les années à venir, des bouleversements considérables dans l'économie nigérienne. En particulier, l'économie de la zone frontalière avec le Nigéria, qui reposait largement sur les échanges commerciaux favorisés par un F CFA fort, va traverser une phase critique. Les produits de première nécessité devront être approvisionnés depuis d'autres sources, dans l'attente d'une redynamisation du secteur agricole nigérien qui n'interviendra probablement que dans le moyen terme.

⁸⁵ La moyenne admise en 1989 était de 23 F CFA/Kg, elle est aujourd'hui de 20 F CFA/Kg.

Tenter de prévoir aujourd'hui les effets de cette dévaluation semble prématuré et serait pure spéculation, notamment en ce qui concerne l'inflation des prix, le pouvoir d'achat des ménages urbains, la modification des termes de la concurrence entre production nationale et produits importés et la modification des termes de l'échange entre ruraux et urbains.

Or, les évolutions dans ces différents domaines constitueront des éléments clés pour l'avenir de la stratégie énergie domestique au Niger, puisqu'en dépendent directement la pénétration des produits de substitution importés (pétrole lampant, gaz butane), la diffusion des foyers améliorés, les dynamiques agraires de défrichement agricole (Bibliographie N°²⁶) et l'intérêt des villageois pour les marchés ruraux de bois-énergie et le développement de la foresterie rurale, et les coûts (carburants et pièces détachées) du transport motorisé du bois-énergie.

Il semble bien que l'on doive dans l'attente de ces évolutions à venir considérer que les changements de parités monétaires intervenus doivent être en première analyse interprétés comme réduisant la marge de manoeuvre des commerçant-transporteurs face aux producteurs ruraux et aux consommateurs urbains.

Chapitre 21:

Les leçons d'une expérience encore trop limitée de gestion décentralisée des ressources naturelles communes

L'expérience de création des marchés ruraux au Niger est encore bien courte et les résultats encore trop partiels. Aussi serait-il sans doute présomptueux de vouloir tirer de cette expérience finalement très empirique des leçons trop générales sortant hors du contexte nigérien voire sahélien dans lequel elle s'inscrit.

Pourtant, la création à l'initiative de l'état de nouveaux communs n'est pas si fréquente qu'il ne paraisse pas intéressant d'analyser sous cet angle l'expérience des marchés ruraux.

Pourtant encore, la recherche d'une autonomie réelle de gestion des marchés ruraux marque une rupture avec l'approche "participative" qui a prévalu jusqu'à présent au Niger (comme dans beaucoup d'autres régions du tiers monde) et il semble possible de tirer quelques leçons de cette nouvelle approche.

Pourtant enfin, le rôle initial de l'état à l'origine de ce processus de création des marchés ruraux a été l'occasion d'une réflexion sur les relations entre le local, le régional et le national (voire l'international) et sur la liaison dialectique entre ces différents niveaux/acteurs de l'aménagement du territoire et de la gestion des ressources renouvelables.

Nous terminerons en revenant sur les orientations nouvelles du projet énergie domestique vers une dynamique autonome de création des marchés ruraux.

1. Les marchés ruraux: de nouveaux communs locaux créés à l'initiative conjointe de l'état et des populations rurales; l'importance de la forêt villageoise dans le marché rural

Un des débats qui a traversé l'équipe du projet énergie II de 1990 à 1993 fut relatif à la notion de **forêt villageoise**. Fallait-il l'utiliser et lui donner une place importante dans les deux campagnes nationale et locale d'information ou au contraire valait-il mieux se limiter à parler de marchés ruraux? Fallait-il insister surtout sur l'aspect du marché rural comme lieu privilégié de la commercialisation du bois et d'expression du monopole local de la vente? Au contraire la notion de forêt villageoise permettait de sortir du cadre limité du groupe des bûcherons et de leurs problèmes commerciaux pour focaliser davantage l'attention sur l'espace forestier commun du village et sur les relations entre tous les utilisateurs villageois ou extra-villageois.

La forêt villageoise créait par sa dénomination et sa délimitation l'enjeu d'une double négociation: interne et externe. Négociation interne entre les groupes utilisateurs des espaces forestiers du village et négociation externe avec l'administration pour assurer par le titre de concession foncière la reconnaissance et la légitimation d'un espace commun.

La création des marchés ruraux réalise donc à travers la forêt villageoise l'institutionnalisation de nouveaux communs. La procédure de la "concession rurale" utilisée à cet effet a été en quelque sorte déviée de son objectif initial du législateur colonial qui en avait fait (sans succès) un instrument d'instauration de la propriété privée.

Pour que le marché rural se crée il faut la rencontre de deux dynamiques autonomes dont on a montré au cours des pages qui précèdent qu'elles sont en relation dialectique. L'initiative de l'état a été indispensable pour initier le processus, créer le cadre réglementaire permettant l'institutionnalisation des marchés ruraux et légitimer l'autogestion locale des ressources ligneuses. Cette légitimation se construit socialement au sein des groupes villageois de façon complexe; d'abord à partir de ce que nous avons appelé "l'ouverture de l'horizon des possibles", puis à travers un long processus de redéfinition des rapports entre les groupes utilisateurs de la forêt, incluant dans ces groupes les agents de l'administration de l'environnement.

* structure de négociation permanente entre tous les groupes utilisateurs de la forêt villageoise. On peut donc dire que la procédure qui a été utilisée pour la création des marchés ruraux relève d'une approche patrimoniale implicite et pragmatique, insistant sur la nécessité de marchés ruraux autonomes, divers et flexibles donc ne pouvant être mis en place que dans le cadre d'une concertation/négociation entre toutes les parties concernées.

La fonction du marché rural comme instance de négociation pour la gestion des ressources ligneuses naturelles du terroir ne se limite pas à assurer la viabilité à long terme mais vise d'abord à régler l'accès commun et simultané des divers utilisateurs à un même espace tout en limitant les usages de chacun de façon à assurer la reproduction naturelle, c'est à dire la pérennité viable de la ressource ligneuse naturelle.

Le marché rural en tant que lieu de négociation sert donc à relier les utilisations immédiates à la reproduction naturelle à long terme de la ressource.

3. Gestion autonome des ressources naturelles locales ou gestion participative: les enjeux d'une rupture méthodologique

Ce texte parle de gestion autonome locale (ou d'autogestion locale ce qui revient au même) et non plus de gestion participative. Ce dernier terme semble en effet trop ambivalent et recouvre trop souvent une réalité qui fait que la participation des ruraux se limite à la participation aux travaux (et aux frais) et exclut la participation aux décisions. Cette mise en position d'exécutant exclut évidemment l'autonomie et le libre choix.

On perçoit donc l'enjeu principal de la rupture opérée avec les approches "participationnistes" antérieures. L'autonomie est la condition indispensable et incontournable d'une véritable négociation donc d'un véritable consensus ou accord, donc de la viabilité à long terme du marché rural et par conséquent de la viabilité à long terme de la ressource forestière.

Dans le cas des approches participatives, la décision reste externe et imposée à la société locale. La négociation se réduit à un simulacre: la répartition des rôles et des compétences.

La pratique pragmatique utilisée par le projet énergie II lors du processus de création des marchés ruraux a eu en quelque sorte pour effet de "dissimuler" pendant toute une période la rupture opérée avec les approches "participatives". De ce fait le débat entre les tenants des deux approches n'a pas encore eu lieu et le chapitre 17 montre que certains ne l'ont pas encore perçue et ne procèdent pas à la même relecture critiques des pratiques antérieures que nous propose le chapitre 2.

L'enjeu au Niger de cette réévaluation critique des approches participatives est sans doute la poursuite sous des formes profondément renouvelées des opérations de "gestion de terroirs" conduites jusqu'à présent dans le cadre du PAGT.

4. Gestion locale des ressources naturelles, décentralisation, démocratie et aménagement du territoire: rôle de l'état et principe de subsidiarité

L'expérience du projet énergie II apporte quelques réponses aux relations entre décentralisation, démocratie et autogestion locale des ressources ligneuses naturelles, comme avec l'aménagement du territoire.

La vague de démocratisation qui s'étend à l'heure actuelle en Afrique a permis une meilleure compréhension de la liaison entre autogestion locale décentralisée des ressources naturelles et l'ensemble de la politique de décentralisation:

* la décentralisation politique, traduite par l'existence de réelles collectivités locales, n'est pas une condition indispensable à l'autogestion décentralisée des ressources naturelles mais elle contribue de façon décisive à sa mise en place et à son fonctionnement opérationnel;

* l'autogestion décentralisée des ressources naturelles peut, si elle est mise en place dans le cadre d'une réforme de la réglementation forestière, institutionnalisant un outil fiscal adapté à cet objet et visant à:

- une répartition des revenus des filières des divers produits forestier plus favorable aux producteurs primaires,
- une allocation d'une part significative de la fiscalité forestière aux collectivités locales, et aux opérateurs (groupements, coopératives, etc et/ou individus) assurant le quotidien de cette gestion décentralisée des ressources naturelles,

constituer un puissant levier de développement et de mise en route de la démocratie locale en apportant un enjeu de développement économique local et des revenus liés à la mise en valeur des ressources naturelles.

Les deux exemples opposés du Niger avant 1991 (déjà engagé dans la réforme visant le transfert de la gestion des ressources naturelles à des instances locales, mais alors sans processus démocratique) et du Mali depuis 1992 montrent bien que l'autogestion décentralisée des ressources naturelles, comme la décentralisation, ou même la démocratisation peuvent être des projets portés par des acteurs sociaux divers, ensemble, parallèlement ou contradictoirement:

- les populations rurales,
- le pouvoir politique au niveau national ou régional,
- les groupes ⁽⁸⁸⁾, organisations, institutions et bailleurs de fonds (comme la Banque Mondiale) intervenant au niveau international,
- l'administration,...

Le niveau international ne peut plus être négligé et la gestion des ressources naturelles renouvelables ne peut être viable à long terme que si elle se réalise dans un cadre permettant à des moments divers la mise en négociation de certains des partenaires à des niveaux différents; chacun des partenaires à tous les niveaux étant à un moment ou un autre impliqué dans ce type de négociation.

Gérer les ressources naturelles c'est pour une large part gérer l'espace qui les porte. Aménager le territoire sur un plan forestier comme sur les autres c'est mettre en balance les spécificités locales et les choix globaux et apprécier les modulations et les correctifs à apporter pour que les évolutions locales et régionales se développent et se poursuivent de façon aussi équilibrée et harmonieuse que possible dans le sens global souhaité.

Le rôle de l'état dans cette planification spatiale et cette gestion "à grande échelle" de l'espace est essentiel. Il est donc important de réaffirmer le besoin de cette fonction publique de planification qui correspond à ce que certains formulent ainsi "non pas moins d'état, mais mieux d'état".

Tout ceci signifie que:

* la planification forestière ou environnementale et l'aménagement forestier ou environnemental du territoire sont aussi indispensables à une gestion viable à long terme des ressources naturelles renouvelables que l'autogestion locale de ces mêmes ressources. Les deux niveaux de la planification publique et de l'autogestion locale sont liés, interdépendants et complémentaires.

* la démocratie et la décentralisation ne sont des conditions ni nécessaires ni suffisantes pour la gestion des ressources et l'aménagement du territoire. Par contre, lorsqu'elles existent la démocratie et la décentralisation peuvent être des facteurs décisifs de l'aménagement du territoire et de la gestion conservatoire et soutenue des ressources naturelles: il existe un aménagement "autoritaire" du territoire dont les parcs nationaux du Togo ont par exemple été une illustration.

⁸⁸ Comme les experts par exemple

CONCLUSION

Au terme de cet ouvrage nous avons retrouvé par un détour sur le terrain à travers la multitude des problèmes qui se posent pour la création effective de multiples marchés ruraux les questions plus fondamentales de la participation/autogestion, de la décentralisation, de la démocratie, de la planification, de l'aménagement (forestier) du territoire et de la redéfinition du rôle et de la fonction de l'état.

Les marchés ruraux semblent jusqu'à présent constituer un moyen efficace pour simultanément:

- * réaliser le transfert de la gestion locale des ressources naturelles renouvelables de l'état vers les populations rurales (l'autogestion locale des espaces naturels villageois);
- * valoriser les ressources ligneuses naturelles (l'arbre sur pied) et donc ouvrir les perspectives de leur gestion viable à long terme, à la fois conservatoire et de plus en plus intensive;
- * ouvrir des possibilités de commercialisation durable du bois-énergie pour les populations villageoises et par là même faire du secteur forestier l'activité de rente qui (faute de la possibilité de cultiver le coton à cette latitude) faisait défaut aux populations rurales du Niger;
- * rendre possible un dialogue nouveau au niveau local villageois entre agriculteurs, bûcherons et pasteurs pour la gestion des espaces de végétation naturelle du terroir villageois.

A l'heure actuelle il est encore trop tôt pour pouvoir affirmer d'ores et déjà que la réforme structurelle du secteur forêt-environnement-énergie entreprise par le Niger est une réussite, mais les évolutions structurelles en cours semblent en bonne voie et permettent d'envisager avec optimisme que puisse à court délai s'observer en milieu rural péri-urbain au Niger:

- * la mise en place d'une gestion conjointe pastorale et forestière des espaces de végétation naturelle viable à long terme;
- * le démarrage d'une accumulation et un certain déblocage du développement rural basé sur des pratiques agraires plus économes de l'environnement.

Une autre conclusion qui semble ressortir le plus nettement est celle de la nécessaire et fructueuse remise en perspective ou en question des solutions (ou dogmes) techniques au regard des réalités sociales et humaines et des contraintes qui en découlent. N'est-ce pas dans beaucoup de cas renverser la perspective des actions de développement et remettre en question le bien fondé de beaucoup d'entre elles ?

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

1. Jean Claude DELWAULLE & Yves ROEDERER; **"LE BOIS DE FEU AU NIGER"**; in "Bois et Forêts des Tropiques", N° 152; Nogent/Marne, 1974.
2. ECKHOLM; **"LA TERRE SANS ARBRES, LA DESTRUCTION DES SOLS À L'ÉCHELLE MONDIALE"**; LAFFOND éditeur, Paris 1976.
3. Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN; **"QUAND NOS PÈRES ÉTAIENT CAPTIFS; RÉCITS DE PAYSANS DJERMA"**
4. Gérard MADON & Michel MATLY; **"CONSERVATION ET SUBSTITUTION DE L'ÉNERGIE À USAGE DOMESTIQUE"**; Projet UNSO/NER/85/X02; SEMA-énergie; Juillet 1986
5. Saley MAHAMADOU & Assane Karanta ASSOUMANE; **"BILAN DIAGNOSTIC DU FONCTIONNEMENT DES COOPÉRATIVES FORESTIÈRES ET DÉFINITIONS DES MODALITÉS D'ORGANISATION ET DE MISE EN PLACE DES STRUCTURES DE GESTION"**; Etude de l'UNC pour le PE II - ED / VO (texte provisoire) Septembre 1991.
6. Claudine DUHEM & alii (Alain BERTRAND, Kimba IDRISSE, Ada Laouali, Gérard MADON, Pierre MONTAGNE, Issa OUSSEINI, Michèle PAIN-ORCET); **"SCHÉMA DIRECTEUR D'APPROVISIONNEMENT EN BOIS-ÉNERGIE DE NIAMEY"**; PE II - ED / VO; SEED/CIRAD-Forêt; Mai 1991.
7. Alain BERTRAND, Gérard MADON, Michel MATLY; **"PROPOSITIONS DE RÉFORME DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE FORESTIER ET DE TAXATION DU BOIS-ÉNERGIE"**; Rapport technique N° 2, PE II - ED / VO; SEED/CIRAD-Forêt, Février 1990.
8. James T. THOMSON; **"VERS UNE GESTION DES RESSOURCES FORESTIÈRES PAR LES POPULATIONS LOCALES ET LES PROFESSIONNELS DU BOIS DANS LE DÉPARTEMENT DE NIAMEY"**; Projet BNUS "Conservation et substitution de l'énergie à usage domestique"; ARD, Juillet 1986.
9. Alain BERTRAND, Dominique LAURENT, Gérard MADON, Michel MATLY; **LA FILIERE BOIS NIAMEY**; Projet forestier IDA/FAC/CCCE; SEMA - ENERGIE & CTFT, 1985.
10. Alain BERTRAND, Gérard MADON, Michel MATLY; **"POUR L'ARBRE AU SAHEL"**; CILSS-AFME; SEED & CTFT, 1985.
11. Alain BERTRAND; **"PROBLÉMATIQUE DES TRAVAUX À RÉALISER POUR LA CRÉATION, L'ANIMATION ET LE SUIVI DES MARCHÉS RURAUX DE BOIS DE FEU"**; Rapport technique N° 10, PE II - ED / VO; SEED/CIRAD-Forêt, Décembre 1990.
12. Claudine DUHEM, Kimba IDRISSE, Pierre MONTAGNE, Ibrahim MOROU; **"SCHÉMA DIRECTEUR D'APPROVISIONNEMENT EN BOIS-ÉNERGIE DE MARADI"**; PE II - ED / VO; SEED/CIRAD-Forêt, Septembre 1993.
13. Claudine DUHEM, Kimba IDRISSE, Jean Pierre JAMBES, Pierre MONTAGNE, Ibrahim MOROU; **"SCHÉMA DIRECTEUR D'APPROVISIONNEMENT EN BOIS-ÉNERGIE DE ZINDER"**; PE II - ED / VO; SEED/CIRAD-Forêt, 1993.

14. Gérard MADON & alii (Kiri TOUNAO, EL Hadj Mahamane LAWALI, Jean Pierre JAMBES, Pierre Montagne, Alain BERTRAND); **"PROPOSITIONS POUR UNE DEUXIÈME PHASE DE MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE ÉNERGIE DOMESTIQUE"**; SEED/CIRAD-Forêt, PROJET ÉNERGIE II, ÉNERGIE DOMESTIQUE; Janvier 1994.
15. PROJET ÉNERGIE II - ÉNERGIE DOMESTIQUE; VOLET OFFRE; **"DOCUMENT D'ÉVALUATION INTERNE"**; Niamey, Juin 1993.
16. Pierre Marie BOSC; Vincent DOLLÉ; Patrice GARIN; Jean Michel YUNG. **"LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE AU SAHEL"**; Tomes 1 à 5; Collection "Documents Systèmes Agraires" N°17. Edition du CIRAD; Montpellier 1993.
17. Régis PELTIER; **"AMÉNAGEMENT SYLVO-PASTORAL DU PÉRIMÈTRE FORESTIER DE TIENTERGOU (SYNTHÈSE DES TRAVAUX PRÉCÉDENTS ET PROPOSITION D'UNE MÉTHODOLOGIE DE GESTION DES ESPACES SYLVO-PASTORAUX)"**; Rapport technique N°19, PE II - ED / VO; SEED/CIRAD-Forêt, Décembre 1991.
18. Claude RAYNAUT; **"RECHERCHES MULTIDISCIPLINAIRES SUR LA RÉGION DE MARADI: RAPPORT DE SYNTHÈSE"**; Université de Bordeaux II / DGRST; Octobre 1980.
19. Bagoudou MAIDAJI; **"AMÉNAGEMENT DU MASSIF FORESTIER DE TIENTERGOU, VOLET ÉLEVAGE"**; Rapport technique N° 17, PE II - ED / VO; SEED/CIRAD-Forêt, Décembre 1990.
20. Régis PELTIER; **"AMÉNAGEMENT VILLAGEOIS DU MASSIF DE BROUSSE TACHETÉE DE TIENTERGOU; MÉTHODES UTILISÉES POUR ASSURER UNE GESTION DURABLE AVEC PARTICIPATION DES POPULATIONS RIVERAINES ET PROPOSITION POUR UNE EXTENSION AUX FORMATIONS NATURELLES DU SUD DU NIGER"**; Rapport technique N° 29, version provisoire; PE II - ED; SEED/CIRAD-Forêt, Mars 1994.
21. Laminou Mahaman ATTAOU; **"LES FORÊTS DE BAS FOND À ACACIAS DES VILLAGES LA RÉGION DE DAMAGARAM TAKAYA"**; Mémoire d'études, ENGREF/CIHEAM/IAMM, décembre 1992
22. Christopher HOPKINS; **"1992 REMEASUREMENT OF THE 1982-83 TEST CUT AT THE GUESSELBODI FOREST"** ; PE II - ED / VO, July 1992.
23. Alain BERTRAND & Gérard MADON; **"MARCHÉS RURAUX, FISCALITÉ FORESTIÈRE, CONTRÔLE FORESTIER ET PRIX DU BOIS-ÉNERGIE À NIAMEY"**; Rapport technique N° 27, PE II - ED; SEED / CIRAD-Forêt, Décembre 1993.
24. Alain BERTRAND; **"APPROVISIONNEMENT EN COMBUSTIBLES LIGNEUX D'ANTANANARIVO ET DE MAHAJANGA; SYNTHÈSE DES TRAVAUX RÉALISÉS, PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DES SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT ET PROPOSITIONS POUR LA PLANIFICATION DES ACTIONS PUBLIQUES"**; Unité de Planification de l'Énergie Domestique, CIRAD-Forêt, Nogent/Marne, 1992.
25. Laurence ROUHER & Pierre STYBLIN; **"LE SYSTÈME AGRAIRE D'UNE PETITE RÉGION DE L'ARRONDISSEMENT DE SAY (NIGER)"**; Institut National Agronomique Paris-Grignon & PE II - ED; Octobre 1993.